



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

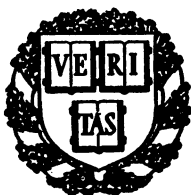
- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

Fr 70.35 (5)

Harvard College
Library



FROM THE BEQUEST OF
FRANCIS BROWN HAYES

Class of 1839

OF LEXINGTON, MASSACHUSETTS

BULLETIN DES LOIS

DU

ROYAUME DE FRANCE,

IX^e SÉRIE.

RÈGNE DE LOUIS-PHILIPPE 1^{er}, ROI DES FRANÇAIS.

I^{re} PARTIE,

CONTENANT

LES LOIS RENDUES PENDANT LE 1^{er} SEMESTRE DE L'ANNÉE 1833.

TOME V.

N^{os} 82 à 109.

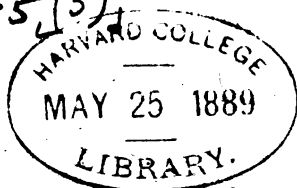
nc.
A PARIS,

DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

Août 1833.

~~Smith Nat. H.~~

Fr 70.35 (5)



Hays fund.

1679
51
3

TABLE CHRONOLOGIQUE

*DES LOIS contenues dans le tome V de la 1^{re} Partie
du Bulletin des Lois.*

IX^e SÉRIE.

DATES DES LOIS.	TITRES DES LOIS.	Nos des Bull.	Pages.
26 janv.	LOI qui abroge celle du 19 janvier 1816.....	82	1
31 1833.	LOI portant règlement définitif du budget de l'exercice 1829.....	83	3
Idem.	LOI relative aux sommes déposées dans les bu- reaux de poste.....	83	32
6 mars.	LETTRES de grande naturalisation accordées à M. le comte <i>Reinhard</i>	84	26
Idem.	LETTRES de grandes naturalisation accordées à M. de <i>Vischer</i> comte de <i>Celles</i>	84	29
9.	LOI relative au monument à ériger sur la place de l'ancienne Bastille, en l'honneur des ci- toyens morts pour la patrie dans les jour- nées de juillet 1830.....	84	35
17.	LOI qui autorise douze départements à s'im- poser extraordinairement.....	86	47
20.	LOI qui autorise la perception des impôts pour les mois d'avril et de mai 1833.....	85	43
31.	LOI portant que les extraits d'actes de société en nom collectif ou en commandite devront être insérés dans les journaux désignés par les tribunaux de commerce.....	87	53
Idem.	LOI relative à l'emploi des fonds restant libres		

DATES DES LOIS.	TITRES DES LOIS.	Nos des Bull.	Pages.
	sur le crédit ouvert par la loi du 15 avril 1832, pour les dépenses résultant des épidémies.	87	54
3 avril 1833.	Loi portant autorisation de proroger la suspension de l'organisation de la garde nationale dans les communes de Corte, d'Arles et de Tarascon.	87	55
Idem.	Loi qui ouvre un nouveau crédit pour le service des pensions accordées aux orphelins des victimes de juillet.	87	56
Idem.	Loi qui transporte à l'exercice 1832, pour le service des récompenses nationales, la somme non employée sur le crédit affecté à ce service, pour l'exercice 1831.	87	57
Idem.	Loi qui ouvre des crédits pour les indemnités à payer aux personnes dont les propriétés ont souffert par suite des événements de juillet 1830.	87	58
10.	Loi qui autorise le département des Landes à faire un emprunt et à s'imposer extraordinairement.	88	61
Idem.	Loi qui autorise la ville de Caen à s'imposer extraordinairement.	88	62
12.	Loi qui ouvre un crédit extraordinaire de douze cent mille francs pour complément de dépenses secrètes de l'année 1832.	88	63
Idem.	Loi portant qu'il sera fait un appel de quatre-vingt mille hommes sur la classe de 1832.	88	64
15.	Loi qui modifie la circonscription des arrondissements de Tours et de Loches (Indre-et-Loire).	91	79
Idem.	Loi qui autorise huit départements à s'imposer extraordinairement.	91	80
16.	Loi qui proroge celle du 21 avril 1832, relative aux réfugiés étrangers.	89	73
17. 21.	Loi qui ouvre un crédit extraordinaire de quinze cent mille francs pour les pensions militaires.	90	74
	Loi qui ouvre sur l'exercice 1832, un crédit supplémentaire destiné au paiement des pri-		

DATES DES LOIS.	TITRES DES LOIS.	Nos des Bull.	Pages.
	mes accordées pour la pêche de la morue et de la baleine.....	92	85
21 avril 1833.	Loi sur les pensions à accorder aux gardes nationaux blessés, ainsi qu'aux veuves, enfants, orphelines-sœurs et ascendants de ceux qui auront succombé dans les derniers événements de l'Ouest et dans les journées de juin 1832 à Paris.....	92	86
23.	Loi portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1833.....	93	89
24.	Loi portant règlement définitif du budget de l'exercice 1830.....	99	165
Idem.	Loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1833.....	94	107
Idem.	Loi concernant l'exercice des droits civils et des droits politiques dans les colonies.....	94	116
Idem.	Loi concernant le régime législatif des colonies	94	117
Idem.	Loi qui ouvre un crédit extraordinaire destiné à acquérir la bibliothèque de M. Cuvier, et accorde une pension à sa veuve.....	94	127
Idem.	Loi qui ouvre un crédit extraordinaire destiné à acquérir les manuscrits de M. Champollion jeune, et qui accorde une pension à sa veuve.....	94	128
Idem.	Loi relative aux crédits supplémentaires et extraordinaires de l'exercice 1832.....	97	143
Idem.	Loi qui accorde sur l'exercice 1832 un crédit extraordinaire pour les dépenses de première mise de petit équipement des jeunes soldats de la classe de 1831 incorporés en 1832.....	97	148
Idem.	Loi relative aux formes et au contrôle des récépissés et autres titres qui engagent le trésor.	98	151
26.	Loi relative à l'importation et à l'exportation des sucres.....	95	151
Idem.	Loi qui accorde des pensions aux vainqueurs de la Bastille.....	96	135
Idem.	Loi qui ouvre deux crédits supplémentaires pour secours aux étrangers réfugiés en France...	96	137
Idem.	Loi relative à la perception des droits d'entrée et de sortie sur les grains et farines.....	96	139

DATES DES LOIS.	TITRES DES LOIS.	Nos des Bull.	Pages.
26 avril 1833.	Loi relative à la concession d'un embranche- ment du chemin de fer d'Andrezieux à Roanne sur Montbrisen à Montrond.....	96	140
29.	Lois qui modifient la circonscription de plu- sieurs départements ou arrondissements...	98	154
Idem.	Lois qui autorisent cinq départements à s'im- poser extraordinairement.....	98	158
Idem.	Lois qui autorisent plusieurs villes à s'im- poser extraordinairement ou à faire des em- prunts.....	98	161
30.	Loi qui autorise la concession des travaux à faire dans le département de la Manche pour canaliser la rivière de Vire et ouvrir un ca- nal de jonction entre cette rivière et celle de Taute.....	100	193
Idem.	Loi qui autorise la concession du canal de jon- ction de la Sambre à l'Oise, depuis Landrecies jusqu'à la Fère.....	101	197
10 Juin.	Loi relative à la dotation de la caisse d'amortis- sement.....	102	201
14.	Loi relative à la garantie de l'emprunt qui sera contracté par la Grèce.....	103	205
22.	Loi sur l'organisation des conseils généraux et des conseils d'arrondissement.....	104	207
27.	Loi sur les travaux publics à continuer ou à entreprendre.....	106	265
Idem.	Lois qui modifient la circonscription des dé- partements de l'Aude, de la Haute-Garonne, de la Charente, de la Haute-Vienne, de la Seine-Inférieure et de l'Oise.....	108	325 à 328
Idem.	Lois qui autorisent les villes de Dieppe, Cas- tres, Nîmes, Orléans et Elbeuf, à contracter des emprunts ou à s'imposer extraordinairement.....	108	329
28.	Loi sur l'instruction primaire.....	105	251
Idem.	Loi qui ouvre des crédits au profit des créan- ciers et pensionnaires de l'ancienne liste ci- vile, et des condamnés pour causes poli- tiques sous la restauration.....	105	262
Idem.	Loi portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1834.....	106	269

DATES DES LOIS.	TITRES DES LOIS.	Nos des Bull.	Pages.
28 Juin 1833.	Loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1834.....	106	285
<i>Idem.</i>	Lois qui autorisent plusieurs départements à s'imposer extraordinairement.....	108	332
<i>Idem.</i>	Lois qui autorisent les villes de Nevers et de Versailles à faire des emprunts, et la ville de Lyon à s'imposer extraordinairement....	108	336
<i>Idem.</i>	Lois qui autorisent plusieurs départements et arrondissements à s'imposer extraordinairement.....	108	338
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département de l'Aveyron à s'imposer extraordinairement.....	108	344
29.	Loi portant que les dispositions de celle du 28 juin 1829, qui crée un droit spécial au port du Havre, cesseront d'avoir leur effet à l'égard des navires exclusivement chargés de bois de sapin.....	108	345
<i>Idem.</i>	Loi relative à l'établissement d'un chemin de fer d'Alais à Beaucaire.....	108	346
<i>Idem.</i>	Loi qui autorise le département du Bas-Rhin à contracter un emprunt.....	108	349
7 Juillet.	Loi sur l'expropriation pour cause d'utilité publique.....	107	305

**FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS
DU TOME V.**

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N^o 82.

N^o 189. — *Loi qui abroge celle du 19 Janvier 1816.*

A Paris, au palais des Tuileries, le 26 Janvier 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

La loi du 19 janvier 1816, relative à l'anniversaire du jour funeste et à jamais déplorable du 21 janvier 1793, est abrogée.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 26^e jour du mois de Janvier, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Vu et scellé du grand sceau :

Le Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Le Garde des sceaux de France, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé BARTHE.

Signé BARTHE.

IX^e Série. — 1^{re} Partie.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 1^{er} * Février 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la adresse de
l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

1^{er} Février 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 83.

N° 190. — *Loi portant Règlement définitif du Budget de l'Exercice 1829.*

A Paris, le 31 Janvier 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté,
NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

§ I^{er}.

Fixation des Dépenses.

ARTICLE 1^{er}.

Les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1829, constatées dans les comptes de cet exercice, rendus par les ministres et résumées dans le compte général des finances publié pour l'année 1830, sont arrêtées, conformément au tableau A ci-annexé, à la somme de un milliard vingt millions six cent soixante-neuf mille huit cent quatre-vingt-six francs, ci. 1,020,669,886^f

Les paiements effectués sur le même exercice jusqu'au 1^{er} décembre 1830 sont fixés à un milliard quatorze millions neuf cent quatorze mille quatre cent trente-deux francs, ci. 1,014,914,432

Et les dépenses restant à payer, à cinq millions sept cent cinquante-cinq mille quatre cent cinquante-quatre francs, ci.

5,755,454

IX^e Série. — 1^{re} Partie.

2

Les paiements qui pourraient être faits sur des créances appartenant à l'exercice 1829 seront portés en dépense au compte de l'exercice courant, au moment où ces paiements auront lieu, jusqu'à l'expiration du terme de déchéance fixé par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831.

ARTICLE 2.

Les dépenses extraordinaires, pour lesquelles des crédits montant à quarante-deux millions six cent quarante huit mille six cent quatre-vingt-dix francs ont été ouverts aux ministres par la loi du 2 août 1829, sont arrêtées à la somme de trente-huit millions quatre cent trente-huit mille sept francs [38,438,007 fr.], conformément au tableau C ci-annexé.

§ II.

Fixation des Crédits.

ARTICLE 3.

Les crédits de un milliard vingt-et-un millions cent cinquante-neuf mille trois cent trente-huit francs, ouverts aux ministres par les lois des 17 et 20 août 1828 et 2 août 1829, pour les services ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1829, sont réduits d'une somme totale de douze millions six cent vingt-neuf mille sept cent soixante-et-un fr. [12,629,761^f], restée disponible d'après les paiements effectués sur cet exercice jusqu'à l'époque de sa clôture.

Ces annulations sont et demeurent réparties entre les ministères et sections spéciales sur lesquels portent les excédants de crédits conformément au tableau A ci-annexé.

ARTICLE 4.

Les crédits affectés aux services des départements pour les dépenses fixes et variables, les secours en cas de grêle, incendies, etc., les dépenses cadastrales, les non-valeurs sur les contributions foncière, personnelle et mobilière, sont réduits

de la somme de trois millions huit cent cinq mille huit cent quatre-vingt-six francs [3,805,886 fr.], non employée à l'époque de la clôture du budget de l'exercice 1829.

Cette somme est transportée au budget de l'exercice 1831, pour y recevoir la destination qui lui a été donnée par la loi du 17 août 1828.

ARTICLE 5.

Il est accordé sur le budget de l'exercice 1829, ~~au delà~~ des crédits fixés par les lois des 17 et 20 août 1828 et 2 août 1829, des crédits complémentaires jusqu'à concurrence de dix millions cent quatre-vingt-dix mille sept cent quarante-et-un francs [10,190,741 fr.], qui demeurent répartis entre les ministères et services désignés au même tableau A ci-annexé.

ARTICLE 6.

Au moyen des dispositions contenues dans les quatre articles précédents, les crédits du budget de l'exercice 1829 sont définitivement fixés à un milliard quatorze millions neuf cent quatorze mille quatre cent trente-deux fr. [1,014,914,432¹], et répartis conformément au même tableau A.

§ III.

Fixation des Recettes.

ARTICLE 7.

Les recettes de l'exercice 1829, constatées dans le compte général des finances de l'année 1830, sont arrêtées à la somme de un milliard trente millions quatre cent soixante-trois mille cinq cent vingt-neuf francs [1,030,463,529 fr.], conformément au tableau B ci-annexé.

Les sommes qui pourraient provenir encore des ressources affectées à l'exercice 1829 seront portées en recette au compte de l'exercice courant au moment où les recouvrements seront effectués.

§ IV.

Règlement du budget.

ARTICLE 8.

L'excédant des recettes de l'exercice 1829, arrêtées par l'article 7 à..... 1,030,463,529^f
 sur les paiements fixés par l'art. 1^{er} à.... 1,014,914,432

est arrêté, conformément au tableau C ci-annexé, à la somme de quinze millions cinq cent quarante-neuf mille quatre-vingt-dix-sept francs, ci..... 15,549,097

Sur cet excédant de recette, il est transporté à l'exercice 1831, en exécution de l'article 4 de la présente loi, pour servir à payer les dépenses départementales restant à solder sur l'exercice 1829, une somme de trois millions huit cent cinq mille huit cent quatre-vingt-six francs, ci..... 3,805,886

Et le surplus, de onze millions sept cent quarante-trois mille deux cent onze francs [11,743,211 fr.], est transporté à l'exercice 1830 pour augmenter les ressources de cet exercice, ci..... 11,743,211

ARTICLE 9.

Le Gouvernement fera distribuer aux Chambres, pendant la session de 1835, un tableau de toutes les propriétés immobilières appartenant à l'État, tant à Paris que dans les départements, et qui sont affectées à un service public quelconque.

Ce tableau devra contenir la date de l'affectation, et l'indication de l'usage auquel chaque propriété est consacrée, ainsi que sa valeur approximative.

ARTICLE 10.

Le compte du Ministre chargé de la distribution des fonds consacrés à l'encouragement des sciences et des lettres contiendra, pour en justifier l'emploi, le titre de chacun des ouvrages pour lesquels il aura souscrit, le nom de l'auteur, le nombre des exemplaires achetés, la somme payée à chaque auteur, ainsi que la désignation des personnes ou des établissements à qui on les aura distribués.

ARTICLE 11.

Aucune somme ne pourra être allouée aux ministres, à titre de frais de premier établissement, que par exception, et en vertu d'une ordonnance nominative et motivée, rendue conformément aux dispositions de la loi du 25 mars 1817.

ARTICLE 12.

Une ordonnance royale réglera les formalités à suivre à l'avenir dans tous les marchés passés au nom du Gouvernement.

Il sera fourni chaque année aux deux Chambres un état sommaire de tous les marchés de cinquante mille francs et au-dessus, passés dans le courant de l'année échue.

Les marchés inférieurs à cette somme, mais qui s'élèveraient ensemble pour des objets de même nature à cinquante mille francs et au-dessus, seront portés sur ledit état.

Cet état indiquera le nom et le domicile des parties contractantes, la durée, la nature et les principales conditions du contrat.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État,

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, le 31^e jour du mois de Janvier 1833.

Signé **LOUIS-PHILIPPE.**

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement des finances,*

Signé **HUMANN.**

Signé **BARTHE.**

BUDGET DÉFINITIF
DES DÉPENSES
DE L'EXERCICE 1829.

PAGES DES ÉTATS de développement		SECTIONS spéciales.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits acc. par les précédents
aux comptes des ministres.	au compte général des finances.			
466 et 467	127.	1.	DETTE PERPETUELLE Intérêt des rentes 5 p. 0/0..... 4 1/2 p. 0/0 3 p. 0/0..... 4 p. 0/0 (accordées pour dépenses extraordinaires par la loi du 19 juin 1828) Dotation de la caisse d'amortissement.....	165,245 1,034 37,720 4,800 40,000 248,800
Idem.	Idem.	2.		
Idem.	Idem.	0	Liste civile et famille royale.....	LISTE CIVILE 32,000
6 et 7.	129.	1.	Administration centrale.....	MINISTÈRE DE LA JUSTICE 560
		2.	Conseils du Roi.....	687
		3.	Cours et tribunaux.....	14,962
		4.	Frais de justice.....	3,400
		5.	Pensions de la caisse du sceau des titres.....	75
				19,685
134 et 135	131.	1.	Administration centrale.....	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES 820
		2.	Traitemens des agens du service extérieur...	5,034
		3.	Dépenses variables.....	2,844
		4.	Service extraordinaire.....	3,000
		5.	Bureau de commerce et des colonies.....	366
				12,066
178 et 179	133.	1.	Administration centrale.....	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCCLÉSIASTIQUES 370
		2.	Clergé.....	33,270
		3.	Instruction ecclésiastique et secondaire.....	1,200
				34,840
		4.	Instruction publique. { Collèges royaux et bourses royales..	1,720
			{ Encouragemens à l'instruction primaire	10
				36,670

Depenses de l'Exercice 1829.

RÉPARTITION DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Dépenses résultant des services faits.	Paiemens effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.	Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1831.	Crédits complémentaires accordés.	Crédits définitifs égaux aux paiemens effectués sur l'exercice 1829.
AMORTISSEMENT.						
165,164,832 ^f	165,164,832 ^f	"	81,082 ^f	"	"	165,164,832 ^f
1,029,302.	1,029,302.	"	5,462.	"	"	1,029,302.
34,641,679.	34,641,679.	"	3,078,590.	"	"	34,641,679.
"	"	"	4,800,000.	"	"	"
40,000,000.	40,000,000.	"	"	"	"	40,000,000.
240,835,813.	240,835,813.	"	7,965,134.	"	"	240,835,813.
TRÉSOR ROYAL.						
32,000,000.	32,000,000.	"	"	"	"	32,000,000.
JUSTICE.						
601,243.	600,841.	402.	"	"	40,019.	600,841.
644,070.	644,070.	"	43,864.	"	"	644,070.
14,883,185.	14,880,274.	2,911.	81,846.	"	"	14,880,274.
3,384,131.	3,384,131.	"	15,869.	"	"	3,384,131.
75,000.	75,000.	"	"	"	"	75,000.
19,587,629.	19,584,316.	3,313.	141,579.	"	40,019.	19,584,316.
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.						
817,897.	817,897.	"	2,103.	"	"	817,897.
4,855,070.	4,855,070.	"	178,930.	"	"	4,855,070.
3,027,002.	3,026,461.	541.	"	"	180,461.	3,026,461.
2,682,315.	2,682,315.	"	317,685.	"	"	2,682,315.
366,066.	366,066.	"	334.	"	"	366,066.
11,748,350.	11,747,809.	541.	499,052.	"	180,461.	11,747,809.
INSTRUCTION PUBLIQUE.						
434,694.	434,694.	"	"	"	64,694.	434,694.
33,160,724.	33,150,404.	110,320.	124,596.	"	"	33,150,404.
1,195,890.	1,195,865.	25.	4,125.	"	"	1,195,865.
34,891,308.	34,780,963.	110,345.	128,731.	"	64,694.	34,780,963.
1,725,000.	1,725,000.	"	"	"	"	1,725,000.
99,677.	99,372.	305.	628.	"	"	99,372.
36,605,985.	36,605,335.	110,650.	129,359.	"	64,694.	36,605,335.

PAGES DES ÉTATS de développement		actions spéciales.	MINISTÈRES ET SERVICES.		Crédits au par les précédents
aux comptes des ministres.	au compte général des finances.				
					MIN.
			1. Administration centrale et police générale...		2,860
			2. Ponts et chaussées, mines et lignes télégraphiques.....		42,430
			3. Travaux publics.....		3,757
			4. Services divers.....		9,205.
			(Dépenses fixes ou communes à plusieurs départements.....		11,670
		Dépenses départementales.	Dépenses variables.	Centimes ordinaires et fonds com- muns, exercice 1829.. 22,743,087f	23,848
				Reste des mêmes cen- times de l'exerc. 1827. 1,104,374.	
				Ressources locales et éventuelles, exercice 1829..... 1,265,978f	
				Reste des mêmes res- sources de l'exercice 1827..... 54,861.	1,320.
166 et 266	136.			Centimes facultatifs et extraordi- naires votés par les conseils géné- raux, exercice 1829. 12,832,294f	
				Reste des mêmes cen- times de l'exerc. 1829. 1,609,863.	14,442.
				Fonds de secours en cas de grêle, incen- die, &c., exercice 1829. 1,319,508f	
				Reste du même fonds de l'exercice 1827..... 24,688.	1,844.
				Secours aux réfugiés portugais.....	350.
				Construction de la salle provisoire de la Chambre des Députés.....	160.
					111,889
		1. Ancien ministère	Administration centrale. Services divers..... Primes d'encouragement à la pêche maritime. ...		70
		2. du commerce			410
		3. et des manufactures.			2,400.
					114,769

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Dépenses résultant des services faits.	Paiemens effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.	Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1831.	Crédits complémentaires accordés.	Crédits définitifs égaux aux paiemens effectués sur l'exercice 1829.
INTÉRIEUR.						
2,857,717 ^f	2,857,421 ^f	296 ^f	2,579 ^f	"	"	2,657,421 ^f
42,396,865.	42,329,374.	67,491.	100,626.	"	"	42,329,374.
3,801,156.	3,706,159.	94,997.	51,777.	"	"	3,706,159.
9,294,783.	9,269,779.	25,004.	"	"	64,279 ^f	9,269,779.
11,826,766.	11,751,173.	75,593.	"	"	80,257.	11,751,173.
22,648,261.	22,634,937.	1,213,324.	"	1,213,324 ^f	"	22,634,937.
1,110,839.	1,172,278.	148,561.	"	148,561.	"	1,172,278.
12,442,157.	12,237,585.	2,204,572.	"	2,204,572.	"	12,237,585.
1,804,122.	1,825,100.	679,074.	"	19,086.	"	1,825,100.
320,497.	320,497.	"	29,503.	"	"	320,497.
149,646.	149,646.	"	10,354.	"	"	149,646.
108,762,809.	108,253,949.	4,508,860.	194,839.	3,585,533.	144,536.	108,253,949.
69,995.	69,995.	"	238.	"	"	69,995.
409,762.	409,762.	"	"	"	"	409,762.
3,787,966.	3,786,811.	1,155.	"	"	1,386,811.	3,786,811.
112,030,534.	112,520,517.	4,510,015.	195,082.	3,585,533.	1,531,347.	112,520,517.

PAGES DES ÉTATS de développement		SECTIONS	MINISTÈRES ET SERVICES.		Crédits par les précéd.		
aux comptes des ministres.	au compte général des finances.	spéciales.					
48 à 53.	137.	1.	Administration centrale	1,84			
		2.	États-majors.	17,64			
		3.	Maison militaire du Roi.	3,14			
		4.	Gendarmerie.	16,82			
		5.	Solde et entretien des troupes.	151,08			
		6.	Matériel et établissemens militaires.	18,38			
		7.	Dépenses temporaires et imprévues.	5,41			
				214,00			
396 et 397	139.	1.	Administration centrale	71			
		2.	Personnel.	37,8			
		4.	Travaux relatifs à la flotte.	28,8			
		5.	Constructions hydrauliques et bâtimens civils. .	3,7			
		6.	Objets spéciaux.	9			
				72,1			
466 à 469.	141.	3.	Chambre des Pairs.	2,0			
		4.	Chambre des Députés.	6			
		5.	Légion d'honneur.	3,4			
		6.	Cour des comptes.	1,2			
		7.	Dette viagère	7,3			
		8.		civiles.	1,4		
		9.			militaires.	47,6	
		10.			ecclésiastiques.	5,7	
		11.			de donataires.	1,4	
		12.	Subvention aux fonds de retenues des ministères.				
		13.		Intérêts de capitaux de cautionne- mens.	9,		
		14.	Administration centrale des finances.	5,			
		15.	Frais de liquidation de l'indemnité accordée aux anciens propriétaires dépossédés.				

ÉTAT DES DÉPENSES.

Dépenses résultant des services faits.	Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.
--	---	---

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

	Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1831.	Crédits complémentaires accordés.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1830.
GUERRE.				
1,605,910 ^f	1,605,878 ^f	32 ^f	33,878 ^f	1,605,878 ^f
17,692,951.	17,692,951.	"	25,951.	17,692,951.
3,140,000.	3,140,000.	"	"	3,140,000.
16,435,826.	16,456,836.	"	402,174 ^f	16,435,826.
51,474,404.	151,380,103.	94,301.	"	151,380,103.
18,377,795.	18,349,427.	28,368.	33,573.	18,349,427.
5,763,554.	5,762,245.	1,309.	"	5,762,245.
14,490,440.	214,366,430.	124,010.	435,747.	214,366,430.

LA MARINE.

854,302.	851,357.	2,945.	"	61,357.	851,357.
3,666,587.	38,696,514.	570,073.	"	877,914.	38,696,514.
10,806,527.	28,690,675.	115,852.	151,325.	"	28,690,675.
4,730,560.	3,725,267.	5,293.	25,389.	"	3,725,267.
972,872.	970,850.	2,022.	"	8,450.	970,850.
72,934,848.	72,934,663.	696,185.	176,714.	947,721.	72,934,663.

FINANCES.

2,000,000.	2,000,000.	"	"	"	2,000,000.
600,000.	600,000.	"	"	"	600,000.
1,652,158.	3,652,158.	"	"	252,158.	3,652,158.
1,253,850.	1,253,850.	"	2,450.	"	1,253,850.
7,165,556.	7,165,556.	"	134,444.	"	7,165,556.
1,600,831.	1,600,831.	"	"	170,831.	1,600,831.
46,251,580.	46,251,580.	"	748,420.	"	46,251,580.
5,709,642.	5,709,642.	"	"	9,642.	5,709,642.
1,529,933.	1,529,933.	"	"	19,933.	1,529,933.
881,325.	881,325.	"	"	"	881,325.
8,984,742.	8,984,742.	"	15,258.	"	8,984,742.
5,090,902.	5,090,902.	4,557.	19,098.	"	5,090,902.
185,938.	185,938.	"	24,062.	"	185,938.

PAGES DES ÉTATS de développement		SECTIONS	MINISTÈRES ET SERVICES.		Credits au par les précédens
aux comptes des ministres.	au compte général des finances.	spéciales.			
Suite du MIN					
466 à 469.	141.	16.	Frais de liquidation de l'indemnité de Saint-Domingue.....		235,
		17.	Commission des monnaies.	Service central (<i>Personnel</i>).....	123,
		18.		Service dans les départemens....	315,
		19.		Frais de refonte.....	500,
		20.	Service de trésorerie.	Frais de service et de trésorerie..	2,600,
		21.		Intérêts de la dette flottante, es- comptes et frais de négociations.	6,000,
		22.		Bonifications d'intérêts aux rece- veurs des finances sur les anti- cipations de recouvrement des contributions directes.....	2,000,
		23.		Taxations aux mêmes sur les ver- semens des receveurs des reve- nus indirects.....	1,400,
		24.		Traitemens et frais de services des payeurs dans les départemens et les ports.....	1,453,
				100,025	
ADMINISTRATION					
Administration des Contributions directes.					
470 et 471	143.	25.	Administration dans les départemens.....		3,300
		26.	Perception dans les départemens	Traitemens et taxations des rece- veurs des finances et remises des percepteurs..... 12,313,497	12,964
		Frais de premier aver- tissement..... 649,120.			

TION DES DÉPENSES.

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

Dépenses nécessaires à l'exercice.	Paiemens effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.	Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1831.	Crédits complémentaires accordés.	Crédits définitifs égaux aux paiemens effectués sur l'exercice 1829.
--	--	---	---------------------	--	---	---

FINANCES.

212,893 ^f	212,893 ^f	"	22,107 ^f	"	"	212,893 ^f
123,700.	123,700.	"	"	"	"	123,700.
359,831.	359,833.	359 ^f	"	"	44,253	359,833.
499,979.	499,979.	"	21.	"	"	499,979.
2,447,600.	2,447,600.	"	152,400.	"	"	2,447,600.
7,737,324.	7,737,324.	"	"	"	1,737,324.	7,737,324.
1,948,675.	1,948,675.	"	51,325.	"	"	1,948,675.
1,425,134.	1,425,134.	"	"	"	25,134.	1,425,134.
1,442,890.	1,442,890.	"	10,810.	"	"	1,442,890.
101,110,030.	101,104,485.	5,545.	1,180,395	"	2,259,255.	101,104,485.

ENUS PUBLICS.

3,298,990.	3,298,990.	"	1,010.	"	"	3,298,990.
12,959,015.	12,959,015.	"	3,602.	"	"	12,959,015.

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Dépenses résultant des services faits.	Paiemens effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.	Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1831.	Crédits complémentaires accordés.	Crédits définitifs égaux aux paiemens effectués sur l'exercice 1829.
1,015,960 ^f	999,841 ^f	16,119 ^f	"	16,119 ^f	"	999,841 ^f
4,538,070.	4,388,024.	150,046.	"	150,046.	"	4,388,024.
21,812,035.	2,645,870.	166,165.	4,612 ^f	166,165.	"	21,645,870.
731,881.	731,881.	"	41,319.	"	"	731,881.
9,415,732.	9,411,971.	3,761.	"	"	136,071.	9,411,971.
820,644.	820,467.	177.	44,783.	"	"	820,467.
10,968,257.	10,964,319.	3,938.	86,102.	"	136,071.	10,964,319.
252,882.	252,882.	"	1,118.	"	"	252,882.
3,199,788.	3,136,231.	63,557.	"	"	28,731.	3,136,231.
487,891.	484,786.	3,105.	173,864.	"	"	484,786.
3,840,561.	3,873,899.	66,062.	174,982.	"	28,731.	3,873,899.
592,568.	592,568.	"	822.	"	"	592,568.
23,778,063.	23,778,063.	"	80,125.	"	"	23,778,063.
24,370,631.	24,370,631.	"	80,367.	"	"	24,370,631.

PAGES DES ÉTATS de développement		SECTIONS	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accor- par les loi précédente
aux comptes des ministres.	au compte général des finances.	spéciales.		
			<i>Suite de l'ADMINISTRAT</i>	
			<i>Administration des Contributions indirectes.</i>	
		36.	Administration centrale	1,109,2
472 et 473	143.	37.	Administration et perception dans les départe- mens	20,602,4
		38.	Exploitation des tabacs	23,265,00
		39.	Exploitation des poudres à feu	2,483,00
				47,459,7
			<i>Administration des Postes.</i>	
		40.	Administration centrale	2,197,2
Idem.	143.	41.	Administration et perception dans les départe- mens	4,039,7
		42.	Transport des dépêches	10,280,5
				16,517,5
			<i>Administration de la Loterie.</i>	
		43.	Administration centrale	493,9
Idem.	143.	44.	Service administratif dans les départemens ..	559,9
		45.	Frais de perception. (Remises aux receveurs- buralistes.)	2,690,00
				3,653,8
Idem.	143.	46.	Remises aux receveurs des finances sur le re- couvrement des produits divers et des cou- pes de bois	100,00
			RÉCAPITULATION DES FRAIS D'ADMINISTRAT	
			Contributions directes	21,816,64
			Enregistrement et domaines	10,914,35
			Forêts	4,020,15
			Douanes	24,450,99
			Contributions indirectes	47,459,70
			Postes	16,517,59
			Loterie	3,653,89
806,50			Remises aux receveurs des finances sur le re- couvrement des produits divers et des cou- pes de bois	100,00
800,8 7 80				100,00
100,076,12				128,933,5

ATION DES DÉPENSES.

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

Dépenses résultant des services faits.	Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.	Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1831.	Crédits complémentaires accordés.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1829.
--	---	---	---------------------	--	---	--

REVENUS PUBLICS.

1,109,072 ^f	1,109,072 ^f	#	178 ^f	#	#	1,109,072 ^f
20,212,717.	20,212,717.	#	389,733.	#	#	20,212,717.
23,193,175.	23,193,175.	#	71,325.	#	#	23,193,175.
3,028,177.	3,028,177.	#	#	#	545,177 ^f	3,028,177.
47,543,141.	47,543,141.	#	461,736.	#	545,177.	47,543,141.
2,210,112.	2,210,397.	718 ^f	#	#	13,116.	2,210,397.
4,183,150.	4,181,970.	1,180.	#	#	142,171.	4,181,970.
10,088,561.	10,076,194.	12,367.	204,318.	#	#	10,076,194.
16,482,823.	16,468,561.	14,262.	204,318.	#	155,287.	16,468,561.
493,976.	493,976.	#	19.	#	#	493,976.
559,821.	559,821.	#	79.	#	#	559,821.
2,467,044.	2,467,044.	#	132,956.	#	#	2,467,044.
3,520,841.	3,520,841.	#	133,054.	#	#	3,520,841.
94,249.	94,249.	#	5,751.	#	#	94,249.

DE PERCEPTION DES REVENUS PUBLICS.

21,812,035.	21,645,870.	166,165.	4,612.	166,165 ^f	#	21,645,870.
10,968,257.	10,964,319.	3,938.	66,102.	#	136,071.	10,964,319.
3,940,561.	3,873,899.	66,662.	174,982.	#	28,731.	3,873,899.
24,370,631.	24,370,631.	#	80,387.	#	#	24,370,631.
47,543,141.	47,543,141.	#	461,736.	#	545,177.	47,543,141.
16,482,823.	16,468,561.	14,262.	204,318.	#	155,287.	16,468,561.
3,520,841.	3,520,841.	#	133,054.	#	#	3,520,841.
94,249.	94,249.	#	5,751.	#	#	94,249.
128,481,511.	128,481,511.	251,027.	1,150,922.	166,165.	865,266.	128,481,511.

PAGES DES ÉTATS de développement		SECTIONS spéciales.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par les lois précédentes	
aux comptes des ministres.	au compte général des finances.				
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS					
474 et 475	145.	47.	Restitutions sur les contri- butions directes.	Non-valeurs des quatre contribu- tions et attributions aux com- munes sur les patentes.....	5,311,40
				Non-valeurs de la contribution ad- ditionnelle des bois des communes	"
				Non-valeurs extraordinaires sur patentes.....	298,30
				Sur les centimes ordinaires et ex- traordinaires des communes	18,079,80
				Sur les fonds de réimposition....	925,20
24,615,00					
Idem.	145.	48.	Restitutions de sommes indûment reçues.	Sur les produits de l'enregistre- ment.....	1,100,00
				des forêts.	100,00
				des douanes ...	230,00
				des boissons, ta- bacs et poudres.	150,00
				des postes.....	28,00
divers.....	600,00				
2,208,00					
Idem.	145.	49.	Restitutions de produits d'amendes et confiscations	de l'enregistrement.....	1,400,00
				des douanes.....	1,505,00
				des boissons, tabacs et poudres...	832,00
				des postes.....	16,00
3,754,00					
Idem.	145.	50.	Primes à l'exportation des marchandises.....	10,000,00	
Idem.	145.	51.	Escompte sur le droit de consommation des sels.	1,400,00	
RÉCAPITULATION DES F					
Restitutions sur les contributions directes....					24,615,00
Restitutions de sommes indûment reçues....					2,208,00
Restitutions de produits d'amendes et confiscat.					3,754,00
Primes à l'exportation des marchandises.....					10,000,00
Escompte sur le droit de consommation des sels.					1,400,00
					41,977,00

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES.

Dépenses résultant des services faits.	Paiemens effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.
--	--	---

RÈGLEMENT DES CRÉDITS.

Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1831.	Crédits complémentaires accordés.	Crédits définitifs égaux aux paiemens effectués sur l'exercice 1829.
---------------------	--	---	---

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

5,242,131 ^f	5,187,963 ^f	54,168 ^f	69,363 ^f	54,168 ^f	#	5,187,963 ^f
56,752.	56,752.	#	#	#	56,752 ^f	56,752.
295,315.	295,315.	#	3,064.	#	#	295,315.
18,076,733.	18,076,733.	#	3,104.	#	#	18,076,733.
921,349.	921,349.	#	3,942.	#	#	921,349.
24,592,280.	24,538,112.	54,168.	79,473.	54,168.	56,752.	24,538,112.

1,198,662.	1,198,662.	#	#	#	98,662.	1,198,662.
57,536.	57,536.	#	42,464.	#	#	57,536.
570,786.	570,786.	#	#	#	340,786.	570,786.
88,201.	88,201.	#	61,799.	#	#	88,201.
18,029.	18,029.	#	9,971.	#	#	18,029.
346,403.	346,403.	#	253,597.	#	#	346,403.
2,279,617.	2,279,617.	#	367,831.	#	439,448.	2,279,617.

1,102,544.	1,102,544.	#	297,456.	#	#	1,102,544.
1,505,795.	1,505,795.	#	#	#	#	1,505,795.
832,933.	832,933.	#	40.	#	#	832,933.
5,023.	5,023.	#	10,977.	#	#	5,023.
3,446,295.	3,446,295.	#	308,473.	#	#	3,446,295.

12,964,100.	12,964,100.	#	#	#	2,964,100.	12,964,100.
-------------	-------------	---	---	---	------------	-------------

1,505,429.	1,505,429.	#	#	#	105,429.	1,505,429.
------------	------------	---	---	---	----------	------------

COURSEMENS ET RESTITUTIONS.

24,592,280.	24,538,112.	54,168.	79,473.	54,168.	56,752.	24,538,112.
2,279,617.	2,279,617.	#	367,831.	#	439,448.	2,279,617.
3,446,295.	3,446,295.	#	308,473.	#	#	3,446,295.
12,964,100.	12,964,100.	#	#	#	2,964,100.	12,964,100.
1,505,429.	1,505,429.	#	#	#	105,429.	1,505,429.
44,787,721.	44,733,553.	54,168.	755,777.	54,168.	3,565,729.	44,733,553.

**PAGES DES ETATS
de développement**

aux comptes des ministres.	au compte général des finances.
----------------------------------	---

MINISTÈRES ET SERVICES.
**Crédits accordés
par les lois
précédentes**
RÉCAPITULATION

466 et 467		Dette perpétuelle et amortissement.....	248,800,000
"		Liste civile et famille royale.....	32,000,000
6 et 7.		de la justice.....	10,685,000
134 et 135		des affaires étrangères.....	12,066,400
178 et 179		des affaires ecclésiastiques et de l'instruction publique.....	38,070,000
268 et 269	147.	Ministères de l'intérieur.....	114,769,800
		de la guerre.....	214,065,000
		de la marine.....	72,163,000
		des finances.....	100,025,600
468 et 469		Administration des revenus publics.....	128,933,300
472 et 473		Remboursements et restitutions sur les contributions et revenus publics.....	41,977,700
474 et 475			
			1,021,159,330

(4) Cette somme de 5,785,454 fr. se compose ainsi qu'il suit :

1° Dépenses imputables sur les fonds spéciaux qui sont reportés à l'exercice 1829 :

Dépenses variables des départements.....

Secours pour grêle, incendies, etc.....

Dépenses cadastrales.....

Non-valeurs sur les contributions foncière, personnelle et mobilière.....

2° Dépenses constatées pour les secours spéciaux aux départements, en excès sur le crédit de même origine accordé au ministre de l'intérieur.....

3° Dépenses des services généraux de l'exercice 1829, et qui seront imputées :

Ministère de la justice.....

des affaires étrangères.....

de l'instruction publique.....

de l'intérieur.....

de la guerre.....

de la marine.....

des finances.....

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
Dépenses résultant des services faits.	Paiemens effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.	Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1831.	Crédits complémentaires accordés.	Crédits définitifs égaux aux paiemens effectués sur l'exercice 1829.

TABLEAU DES DÉPENSES.						
240,835,813 ^f	240,835,813 ^f	7,965,134 ^f				240,835,813 ^f
32,000,000.	32,000,000.					32,000,000.
19,587,629.	19,584,316.	3,313 ^f	141,579.		40,019 ^f	19,584,316.
11,748,350.	11,747,809.	541.	499,052.		180,461.	11,747,809.
36,605,335.	36,605,335.	110,650.	120,359.		64,604.	36,605,335.
112,520,517.	112,520,517.	195,082.	3,585,553 ^f	1,531,347.		112,520,517.
214,366,430.	214,366,430.	124,010.	435,747.		736,249.	214,366,430.
72,934,663.	72,934,663.	696,185.	176,714.		947,721.	72,934,663.
101,104,485.	101,104,485.	5,545.	1180,395.		2,259,255.	101,104,485.
128,481,511.	128,481,511.	251,027.	1,150,922.	166,165.	865,266.	128,481,511.
44,733,553.	44,733,553.	54,168.	755,777.	54,168.	3,565,729.	44,733,553.
1,014,914,432.	1,014,914,432.	(a) 5,755,454.	12,629,761.	3,805,886.	10,190,741.	1,014,914,432.

3,566,457 ^f	} 3,805,886 ^f
19,096.	
166,165.	
54,168.	
Somme qui leur a été affectée, et dont l'imputation doit avoir lieu en 1830.....	
	659,936.
Crédits des exercices subséquens, savoir :	
3,313 ^f	} 1,289,642.
541.	
110,650.	
264,536.	
124,010.	
696,185.	
90,407.	
SOMME PARÉILLE.....	
	5,755,454.

TABLEAU B.

BUDGET DÉFINITIF

PAGES des états de développement au compte général des finances.	PRODUITS ET REVENUS.	Évaluation des produits par les lois précédentes
	<i>Contributions directes.</i>	
20 et 120. 402 à 407.	Contribution foncière..... — additionnelle assise sur les bois des com- munes et des établissemens publics pour les frais d'administration de ces bois..... Contribution personnelle et mobilière..... — des portes et fenêtres..... Patentes..... Fonds pour frais de premier avertissement aux contri- buables.....	243,522,2 1,558,2 41,144,0 15,511,4 26,333,4 649,1
	<i>Impôts et Revenus indirects.</i>	328,718,8
24 et 120.	Droits d'enregistrement, de greffes, d'hypothèques et perceptions diverses.....	148,830,0
<i>Idem.</i>	Droit de timbre.....	27,610,0
<i>Idem.</i>	Revenus et prix de vente de domaines.....	2,000,0
<i>Idem.</i>	Domaines et bois engagés ou échangés. (<i>Loi du 12 mars 1820.</i>).....	3,200,00
26 et 120.	Droits de domaines, droits de navigation, et recettes ac- cidentelles de douanes.....	98,550,00
<i>Idem.</i>	Droits de consommation des sels.....	54,370,00
28 et 120.	Contributions indirectes. (Boissons, droits divers et re- couvremens d'avances pour divers services.).....	139,950,00
28 et 122.	Produit de la vente des tabacs.....	66,700,00
<i>Idem.</i>	Produit de la vente des poudres à feu.....	4,250,00
30 et 122.	Postes.....	21,050,00
32 et 124.	Loterie.....	12,900,00
	<i>Coupes de bois.</i>	529,410,00
30 et 122.	Principal } Adjudications de 1828..... des adjudications. } Adjudications de 1829..... Décime et produits accessoires.....	23,750,00 23,750,00 7,100,00
		54,600,00

BILAN de l'Exercice 1829.

ÉTAT DES RECETTES.			RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Produits résultant des constatés.	Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Produits recouvrés en excédant des évaluations.	Diminutions et non-valeurs.	Produits définitifs de l'exercice 1829.
243,539,236 ^f	243,539,236 ^f	#	17,007 ^f	#	243,539,236 ^f
1,557,575.	1,557,575.	#	#	625 ^f	1,557,575.
41,144,044.	41,144,044.	#	#	#	41,144,044.
15,511,281.	15,511,281.	#	#	213.	15,511,281.
27,034,195.	27,034,195.	#	700,696.	#	27,034,195.
649,120.	649,120.	#	#	#	649,120.
			717,703.	838.	
29,435,451.	29,435,451.	#	716,865 ^f		29,435,451.
155,497,983.	155,497,983.	#	6,667,983.	#	155,497,983.
28,787,760.	28,787,760.	#	1,177,760.	#	28,787,760.
1,710,364.	1,710,364.	#	#	289,636.	1,710,364.
433,248.	433,248.	#	#	2,766,752.	433,248.
104,920,568.	104,920,568.	#	6,370,568.	#	104,920,568.
54,164,518.	54,164,518.	#	#	205,482.	54,164,518.
134,881,611.	134,881,611.	#	#	5,068,389.	134,881,611.
66,605,471.	66,605,471.	#	#	94,529.	66,605,471.
4,649,323.	4,649,323.	#	399,323.	#	4,649,323.
30,754,551.	30,754,551.	#	#	295,449.	30,754,551.
12,777,528.	12,777,528.	#	#	122,472.	12,777,528.
			14,615,634.	8,842,709.	
595,182,925.	595,182,925.	#	5,772,925 ^f		595,182,925.
22,282,566.	22,282,566.	#	#	1,467,434.	22,282,566.
22,039,870.	22,039,870.	#	#	1,710,130.	22,039,870.
5,999,046.	5,999,046.	#	#	1,100,954.	5,999,046.
50,321,482.	50,321,482.	#	#	4,278,518.	50,321,482.

PAGES des états de développement au compte général des finances.	PRODUITS ET REVENUS.	Évaluation des produits par les lois précédentes.
	<i>Recettes diverses.</i>	
30 et 124.	Salines et mines de sel de l'Est.	1,800,000
30 et 124.	Produit des jeux.	5,500,000
32 et 124.	Produits divers .. {	Bénéfice sur la fabrication des monnaies.
		Recettes sur divers revenus publics. (Argues royales, produits des mines, droits de vérification des poids et mesures, recettes sur débits, &c.)
34 et 124.		Produits divers provenant des ministères. (<i>Ordonnance du 14 septembre 1822.</i>)
		Recettes de diverses origines.
<i>Idem.</i>		Intérêts de la créance sur l'Espagne.
<i>Idem.</i>	Produit des amendes et confiscations attribuées à divers {	sur l'enregistrement.
		sur les douanes.
<i>Idem.</i>		sur les contributions indirectes.
124.	Ressources locales extraordinaires pour dépenses départementales.	1,265,000
124.	Recette à l'exercice 1829 des fonds non employés au 31 décembre 1828, sur les crédits affectés à diverses dépenses spéciales de l'exercice 1827. (<i>Loi du 26 juillet 1829.</i>)	2,013,000
	<i>Ressources extraordinaires.</i>	
56 et 124.	Restant disponible du produit de la négociation des rentes créées par la loi du 19 juin 1828.	22,487,000
124.	Excédant de recette du budget de l'exercice 1828. (<i>Loi du 29 janvier 1831.</i>)	4,767,000
	RÉCAPITULATION.	
	Contributions directes.	326,718,000
	Impôts et revenus indirects.	569,440,000
	Coupes de bois.	54,600,000
	Recettes diverses.	49,020,000
	Ressources extraordinaires.	34,254,000
		1,026,903,000

ÉTAT DES RECETTES.			RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Revenus résultant des recettes constatées.	Recouvrements effectués sur les droits constatés.	Reste à recouvrer sur les droits constatés.	Produits recouvrés en excédant des évaluations.	Diminutions et non-valeurs.	Produits définitifs de l'exercice 1828.
1,237,961 ^f	1,237,961 ^f	"	"	562,039 ^f	1,237,961 ^f
5,500,090.	5,500,000.	"	"	"	5,500,000.
105,605.	105,605.	"	"	"	105,605.
	2,538,179.				2,538,179.
4,561,592.		"	"	175,182.	
	1,757,203.				1,757,203.
	266,210.				266,210.
2,388,000.	2,388,000.	"	2,388,000 ^f	"	2,388,000.
957,607.	957,607.	"	"		957,607.
1,505,795.	1,505,795.	"	"	802,393.	1,505,795.
832,973.	832,973.	"	"		832,973.
1,365,978.	1,365,978.	"	"	"	1,365,978.
2,913,287.	2,913,287.	"	"	"	2,913,287.
			2,388,000.	1,039,614.	21,268,798.
21,268,798.	21,268,798.	"	1,348,386 ^f		
29,487,323.	29,487,323.	"	"	"	29,487,323.
4,767,550.	4,767,550.	"	"	"	4,767,550.
34,254,873.	34,254,873.	"	"	"	34,254,873.
329,435,451.	329,435,451.	"	716,865.	"	329,435,451.
595,182,925.	595,182,925.	"	5,772,935.	"	595,182,925.
50,321,482.	50,321,482.	"	"	4,278,518.	50,321,482.
21,268,798.	21,268,798.	"	1,348,386.	"	21,268,798.
34,254,873.	34,254,873.	"	"	"	34,254,873.
			7,838,176.	4,278,518.	
1,030,463,529.	1,030,463,529.	"	3,559,658 ^f		1,030,463,529.

RECETTE.

PRODUITS ET REVENUS.	RECETTES ordinaires.	RECETTES formant le fonds spécial affecté aux services extraordinaires par la loi du 2 août 1829.	TOTAL de la recette de l'exercice
Contributions directes	329,435,451 ^f	"	329,435,
Impôts et revenus indirects.....	595,182,925.	"	595,182,
Coupes de bois.	50,321,482.	"	50,321,
Recettes diverses.....	21,268,798.	"	21,268,
Ressources extraor- dinaires. { Restant disponible du produit de la négociation des rentes créées par la loi du 19 juin 1828.... Excédant de recette du budget de l'exercice 1828. (<i>Loi du 29 janvier 1881.</i>).....	"	29,487,323 ^f	29,487,
	"	4,767,550.	4,767,
TOTAL DES RECETTES de l'exercice 1829.	996,208,656.	34,254,873.	1,030,463
Prélèvement sur les recettes ordinaires, de la somme nécessaire pour compléter le fonds spécial affecté aux services extraordinaires par la loi du 2 août 1829, ci. { A déduire.. A ajouter..	4,183,134.	"	"
	"	4,183,134.	
	992,025,522.	38,438,007.	1,030,463

Ministère de l'Exercice 1829.

DÉPENSE.

MINISTÈRES ET SERVICES.	DÉPENSES ordinaires.	DÉPENSES extraordinaires imputables sur le fonds spécial créé par la loi du 2 août 1829.	TOTAL de la dépense de l'exercice 1829.
de perpétuelle et amortissement.....	240,835,813 ^f	#	240,835,813 ^f
civile et famille royale.....	32,000,000.	#	32,000,000.
Ministère de la justice	19,584,316.	#	19,584,316.
— des affaires étrangères	9,065,494.	2,682,315 ^f	11,747,809.
— des affaires ecclésiastiques et ins- truction publique.....	36,605,335.	#	36,605,335.
— de l'intérieur.....	112,050,374.	470,143.	112,520,517.
— de la guerre	195,247,831.	19,118,599.	214,366,430.
— de la marine	56,767,713.	10,166,950.	72,934,663.
— des finances.....	101,104,485.	#	101,104,485.
Administration des revenus publics	128,481,511.	#	128,481,511.
Remboursements et restitutions.....	44,733,553.	#	44,733,553.
TOTAL des paiemens de l'exercice 1829.	976,476,425.	38,438,007.	1,014,914,432.
{ pendant la recette rapportée an budget de 1831, avec affectation aux dépenses départe- mentales qui n'ont pas été soldées sur l'exercice 1829.....	3,805,886 ^f		
an budget de 1830, en accroissement de ressources.....	11,743 211.		15,549,097.
TOTAL ÉGAL à la recette ci-contre.....			1,030,463,529.

CERTIFIÉ conforme : le Ministre Secrétaire d'état des finances, Signé HUMANN.

N° 191. — Loi relative aux Sommes déposées dans les Bureaux de Poste.

A Paris, le 31 Janvier 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présent et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Seront définitivement acquises à l'État les sommes versées aux caisses des agents des postes pour être remises à destination, et dont le remboursement n'aura pas été réclamé par les ayant-droit dans un délai de huit années à partir du jour du versement des fonds.

Les délais pour les versements faits antérieurement à la promulgation de la présente loi courront à partir de cette promulgation.

ARTICLE 2.

Les dispositions ci-dessus seront insérées dans les récépissés délivrés au public par les bureaux de poste.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce

soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre
notre sceau.

Fait à Paris, le 31^e jour du mois de Janvier 1833.

●
Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

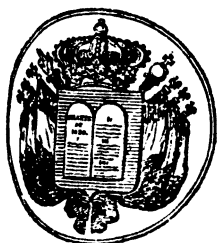
Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement des finances,*

Signé HUMANN.

Signé BARTHE.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 9 * Février 1833,
BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

9 Février 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 84.

N° 192. — *Loi relative au Monument à ériger sur la place de la Bastille en l'honneur des Citoyens morts pour la Patrie dans les journées de Juillet 1830.*

A Paris, au palais des Tuileries, le 9 Mars 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Les Chambres ont adopté, **NOUS AVONS ORDONNÉ** et **ORDONNONS** ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Une somme de neuf cent mille francs sera consacrée à la dépense du monument ordonné par la loi du 13 décembre 1830 en l'honneur des citoyens morts pour la patrie, en défendant les lois et la liberté, dans les journées des 27, 28 et 29 juillet 1830.

ARTICLE 2.

Ce monument sera érigé sur la place de l'ancienne Bastille. Dans aucun cas, la dépense ne pourra excéder la somme demandée.

ARTICLE 3.

Le crédit ouvert de neuf cent mille francs sera porté au budget du ministère du commerce et des travaux publics.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la

IX^e Série. — 1^{re} Partie.

Chambre des Pairs et par celle des Députés , et sanctionnée par nous cejourd'hui , sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 9^e jour du mois de Mars, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des
travaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N^o 193. — *LETTRES DE GRANDE NATURALISATION accordées
à M. le Comte Reinhard.*

Au palais des Tuileries, le 6 Mars 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Le sieur *Charles-Frédéric* comte *Reinhard*, né le 2 octobre 1761 à Schorndorf, royaume de Wurtemberg, grand' croix de la Légion d'honneur, nous a exposé qu'après avoir rempli les conditions exigées par la constitution du 3-14 septembre 1791 pour acquérir la qualité de citoyen français, il a été nommé en 1792 secrétaire de la légation française à Londres; qu'en 1795 il a été élu membre de l'Institut national; qu'il a rempli pendant trente-trois ans les fonctions de ministre plénipotentiaire en activité, savoir : de 1795 à 1797, dans les villes anseatiques; de 1798 à 1799, en Toscane; de 1800 à 1801, en Helvétie; de 1802 à 1805, au cercle de

Basse-Saxe; de 1808 à 1813, en Westphalie; de 1815 à 1829, près la Confédération germanique, à Francfort; de 1830 à 1832, à Dresde; que, dans l'intervalle des missions dont il a été chargé, il a rempli en France les fonctions de ministre à département, et celles de directeur des chancelleries au ministère des affaires étrangères; qu'en l'an VIII il a été porté sur la liste des éligibilités nationales; qu'en 1814 il a été nommé conseiller d'état; que le titre de comte lui a été conféré en 1815, et affecté à un majorat d'un revenu net de six mille francs qu'il a constitué; qu'après avoir été nommé membre de la Légion d'honneur, il a obtenu les différents grades de l'ordre, jusques et y compris celui de grand-croix; enfin, qu'il a été élevé à la pairie par notre ordonnance en date du 11 octobre 1832; mais qu'aux termes de l'ordonnance du 4 juin 1814, et à raison du lieu de sa naissance, il ne peut être admis à siéger à la Chambre des Pairs sans avoir obtenu nos lettres de grande naturalisation, qu'il nous supplie de lui accorder.

A ces causes, voulant traiter favorablement l'exposant, nous avons déclaré par notre ordonnance du 26 décembre 1832, et déclarons par ces présentes signées de notre main, que ledit sieur *Charles-Frédéric* comte *Reinhard* sera tenu et réputé, ainsi que nous le tenons et réputons, pour naturel de France et régnicole; qu'il pourra s'établir dans tel lieu du royaume qu'il désirera, et y jouir des droits civils et politiques dont jouissent les naturels français, sans qu'au moyen des lois, ordonnances et règlements, il lui soit fait aucun empêchement dans la pleine et libre jouissance des droits que nous trouvons à propos de lui accorder, à la charge de fixer pour toujours son domicile en France. Avons prescrit que ladite ordonnance serait adressée à la Chambre des Pairs et à celle des Députés, pour y être vérifiée, et pour être ensuite, sur ce, expédié toutes lettres nécessaires; et ledit original ayant été vérifié, dans les formes voulues, à la Chambre des Pairs le 14 janvier 1833, et à la Chambre des Députés le 16 février suivant, nous avons ordonné que les présentes

soient délivrées audit sieur comte *Reinhard*, et qu'elles soient insérées au Bulletin des lois.

MANDONS et ORDONNONS à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que ces présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, les fassent publier et enregistrer toutes les fois qu'ils en seront requis; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait apposer notre scel.

Donné au palais des Tuileries, le 6^e jour de Mars 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

VU au sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

Signé BARTHE.

Signé BARTHE.

Ensuite de ladite ordonnance du 26 décembre 1832 sont les mentions suivantes :

La Chambre des Pairs, après avoir entendu la lecture des lettres-patentes de naturalisation avec plénitude des droits de citoyen français, obtenues par le sieur *Charles-Frédéric comte Reinhard*, conformément à l'ordonnance du Roi du 4 juin 1814 relative aux étrangers ;

Où le rapport de sa commission spéciale, et après en avoir délibéré en la manière accoutumée, déclare lesdites lettres-patentes vérifiées, et ordonne qu'elles seront transcrites sur ses registres.

A Paris, le 14 Janvier 1833.

Les Président et Secrétaires :

Signé PASQUIER, président; le vice-amiral comte ÉMÉRIAU, le duc DE BASSANO, le duc DE VALMY et le comte GILBERT DE VOISINS, secrétaires.

EXTRAIT du Procès-verbal des Séances de la Chambre des Députés.

Séance du 16 Février 1833.

Les grandes lettres de naturalisation accordées à M. *Charles-*

Frédéric Reinhard sont vérifiées et adoptées ; la Chambre en ordonne la transcription sur ses registres.

Délibéré en séance publique , à Paris , le 16 Février 1833.

Les Président et Secrétaires :

Signé DUPIN, CUNIN-GRIDAIN, GANNON, MARTIN (du Nord),
Félix RÉAL.

N° 194. — *LETTRES DE GRANDE NATURALISATION accordées*
à M. de Vischer comte de Celles.

Au palais des Tuileries, le 6 mars 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents
et à venir, SALUT.

Le sieur *de Vischer comte de Celles (Antoine-Philippe-Fiacre-Ghislain)*, né le 10 octobre 1779 à Bruxelles, ancien département de la Dyle, chevalier de la Légion d'honneur, nous a exposé qu'en 1800 il a été nommé ou élu aux places gratuites suivantes, savoir : maire d'une commune rurale, conseiller municipal de la ville de Bruxelles, administrateur des hospices, membre du conseil général et du collège électoral de la Dyle, garde d'honneur en 1802 ; qu'il a fait la campagne de 1805 à l'armée du Nord avec le grade de lieutenant-officier d'ordonnance ; qu'en 1806 il a été nommé auditeur au conseil d'état, section des finances, ensuite maître des requêtes, et enfin préfet de la Loire-Inférieure ; qu'il a administré ce département jusqu'en 1810 ; qu'en 1808 il a reçu la décoration de la Légion d'honneur, en 1809 le titre de comte ; que le 24 mars 1810 il s'est uni en mariage avec M^{lle} *Félicie de Valence*, fille aînée du lieutenant-général comte de Valence, décédé Pair de France, et sœur de madame la maréchale comtesse Gérard ; que ses enfants sont régnicoles, et qu'ainsi il est depuis très-long temps domicilié en France, et attaché à ce royaume par ses liens de famille ; qu'il a coopéré à la rédaction d'un projet de code des ponts-et-chaussées ; qu'il a été ensuite appelé à la préfecture du Zuyderzée ; à Amsterdam, où il a résidé jusqu'à la révolution hollandaise

en 1813; enfin, qu'il a toujours conservé son domicile à Paris, où il a payé la contribution personnelle; qu'indépendamment de sa fortune en Belgique, il possède à Paris une maison qu'il habite, payant plus de six cents francs d'impositions; en outre, la terre de Saint-Sorry dans le département de la Haute-Garonne, et une inscription de cinq mille francs de rente cinq pour cent; que des lettres de déclaration de naturalité lui ont été délivrées, conformément à la loi du 14 octobre 1814, par notre ordonnance du 6 février 1832; et il nous supplie de lui accorder nos lettres de grande naturalisation.

A ces causes, voulant traiter favorablement l'exposant, nous avons déclaré par notre ordonnance du 26 décembre 1832, et déclarons par ces présentes, signées de notre main, que ledit sieur *de Vischer comte de Celles* (*Antoine-Philippe-Fiacre-Ghislain*) sera tenu et réputé, ainsi que nous le tenons et réputons, pour naturel de France et régnicole; qu'il pourra demeurer et s'établir dans tel lieu du royaume qu'il désirera, et y jouir des droits civils et politiques dont jouissent les naturels français, sans qu'au moyen des lois, ordonnances et réglemens, il lui soit fait aucun empêchement dans la pleine et libre jouissance des droits que nous trouvons à propos de lui accorder, à la charge de fixer pour toujours son domicile en France; avons prescrit que ladite ordonnance serait adressée à la Chambre des Pairs, et à celle des Députés, pour y être vérifiée, et pour être ensuite, sur ce, expédié toutes lettres nécessaires; et ledit original ayant été vérifié, dans les formes voulues, à la Chambre des Pairs le 14 janvier 1833, et à la Chambre des Députés le 18 février suivant, nous avons ordonné que les présentes soient délivrées audit sieur *de Vischer comte de Celles*, et qu'elles soient insérées au Bulletin des lois.

MANDONS et ORDONNONS à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que ces présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, les fassent

publier et enregistrer toutes les fois qu'ils en seront requis; et afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait apposer notre scel.

Donné au palais des Tuileries, le 6^e jour de Mars 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu au sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

Signé BARTHE.

Signé BARTHE.

Ensuite de ladite ordonnance du 26 décembre 1832 sont les mentions suivantes :

La Chambre des Pairs, après avoir entendu la lecture des lettres-patentes de naturalisation avec plénitude des droits de citoyen français, obtenues par le sieur *de Vischer* comte *de Celles* (*Antoine-Philippe-Fiacre-Ghislain*), conformément à l'ordonnance du 4 juin 1814 relative aux étrangers;

Où il le rapport de sa commission spéciale, et après en avoir délibéré en la manière accoutumée, déclare lesdites lettres-patentes vérifiées, et ordonne qu'elles seront transcrites sur ses registres.

A Paris, le 14 Janvier 1833.

Les Président et Secrétaires :

Signé PASQUIER, président; le vice-amiral comte ÉMÉRIAU, le duc DE BASSANO, le duc DE VALMY et le comte GILBERT DE VOISINS, secrétaires.

EXTRAIT du Procès-verbal des séances de la Chambre des Députés.

Séance du 18 Février 1833.

Les grandes lettres de naturalisation accordées à M. *de Vischer de Celles* (*Antoine-Philippe-Fiacre-Ghislain*) sont vérifiées et adoptées; la Chambre en ordonne la transcription sur ses registres.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 18 Février 1833.

Les Président et Secrétaires :

Signé DUPIN, CUNIN-GRIDAINE, GANNEAUX, MARTEL (du Nord), Félix RÉAL.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 15 * Mars 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

45 Mars 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 85. •

N° 195. — *Loi qui autorise la Perception des Impôts pour les mois d'Avril et Mai 1833, et ouvre aux Ministres un Crédit provisoire de cent quarante-deux millions sur l'exercice 1833.*

A. Paris, le 20 Mars 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

La perception des contributions directes en principal et centimes additionnels, telle qu'elle a été autorisée par l'article 2 de la loi du 15 décembre 1832 pour les trois premiers mois de l'exercice 1833, continuera d'être faite pour les deux douzièmes suivants.

Avant toutes poursuites pour le recouvrement de ces nouveaux douzièmes, la sommation *gratis* prescrite par ladite loi sera renouvelée.

ARTICLE 2.

Les impôts indirects maintenus par l'article 6 de la même loi continueront d'être perçus jusqu'au 1^{er} juin prochain.

4. IX^e Série. — 1^{re} Partie.

4

ARTICLE 3.

Il est ouvert aux ministres, pour les dépenses ordinaires et extraordinaires de leurs départements, sur l'exercice 1833, un nouveau crédit provisoire de cent quarante-deux millions, qui sera réparti entre eux par une ordonnance royale insérée au Bulletin des lois.

ARTICLE 4.

Seront au surplus exécutées les autres dispositions de la loi du 15 décembre 1832 qui ne sont point modifiées par la présente.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 20^e jour du mois de Mars, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'État au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'État au dé-
partement des finances,*

Signé HUMANN.

Signé BARTHIS.



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,

A Paris, le 21 * Mars 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

21 Mars 1833.

RECEIVED
JAN 12 1911
U. S. DEPT. OF AGRICULTURE
WASHINGTON, D. C.



RECEIVED
JAN 12 1911
U. S. DEPT. OF AGRICULTURE
WASHINGTON, D. C.

RECEIVED
JAN 12 1911
U. S. DEPT. OF AGRICULTURE
WASHINGTON, D. C.

RECEIVED
JAN 12 1911
U. S. DEPT. OF AGRICULTURE
WASHINGTON, D. C.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 86.

N° 196. — *LOIS qui autorisent douze départements à s'imposer extraordinairement.*

Au palais des Tuileries, le 17 Mars 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

PREMIÈRE LOI.

(Ariège.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de l'Ariège est autorisé, conformément à la délibération de son conseil général en date du 4 juin 1832, à s'imposer extraordinairement pendant deux années consécutives, à partir du 1^{er} janvier 1833, cinq centimes additionnels au principal des contributions directes.

Le produit de cette imposition sera exclusivement affecté aux frais de réparation et d'achèvement des routes départementales.

DEUXIÈME LOI.

(Charente-Inférieure.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Charente-Inférieure, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa der-

nière session, est autorisé à s'imposer extraordinairement pendant deux ans, à partir de 1833, trois centimes additionnels au principal des contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera exclusivement affecté aux travaux d'achèvement des routes départementales situées dans ce département.

TROISIÈME LOI.

(Côtes-du-Nord.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département des Côtes-du-Nord est autorisé, conformément à la délibération prise par son conseil général dans sa session de 1832, à s'imposer extraordinairement quatre centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière de 1833, pour le produit en être affecté à diverses dépenses d'utilité départementale.

QUATRIÈME LOI.

(Gironde.)

ARTICLE UNIQUE.

L'imposition extraordinaire de trois centimes et demi additionnels au principal des contributions directes établie pendant cinq années sur le département de la Gironde, par la loi du 11 mars 1832, sera perçue jusqu'au 31 décembre 1839, conformément à la demande qu'en a faite le conseil général de ce département dans sa session de 1832.

CINQUIÈME LOI.

(Loiret.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département du Loiret est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de

1832, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1833, quatre centimes additionnels au principal des contributions foncière, mobilière et personnelle.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé aux travaux des routes départementales classées ou à classer dans ce département.

SIXIÈME LOI.

(Maine-et-Loire.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de Maine-et-Loire est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans la session de 1832, à s'imposer extraordinairement pendant deux ans, à dater de 1833, cinq centimes additionnels au principal de la contribution foncière seulement.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera spécialement affecté à la continuation des travaux des routes départementales.

SEPTIÈME LOI.

(Manche.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Manche est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1832, à s'imposer extraordinairement pendant huit années consécutives, à dater de 1833, dix centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé à l'achèvement des routes départementales situées dans ce département.

HUITIÈME LOI.

(Puy-de-Dôme.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département du Puy-de-Dôme est autorisé, conformément à la délibération de son conseil général en date du 7 juin

1832, à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1833, trois centimes additionnels au principal des contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera exclusivement affecté aux travaux d'achèvement des routes départementales et au remboursement de l'emprunt de 50,000 francs autorisé par la loi du 26 janvier 1832.

NEUVIÈME LOI.

(Moselle.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Moselle est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans la session de 1832, à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir de 1833, cinq centimes additionnels au principal de la contribution foncière.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera spécialement affecté à l'achèvement de plusieurs routes départementales classées ou à classer.

DIXIÈME LOI.

(Basses-Pyrénées.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département des Basses-Pyrénées, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1832, est autorisé à s'imposer extraordinairement pendant deux ans consécutifs, à partir de l'année 1833, cinq centimes additionnels au principal des contributions foncière, mobilière et des patentes.

Le produit de cette imposition sera exclusivement affecté aux travaux de réparation et d'achèvement des routes départementales situées dans ce département.

ONZIÈME LOI.

(Seine-et-Marne.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de Seine-et-Marne est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans la session de 1832, à s'imposer extraordinairement pendant deux ans consécutifs, à dater de 1833, dix centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé à l'achèvement des routes départementales situées dans ce département.

DOUZIÈME LOI.

(Seine-et-Oise.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de Seine-et-Oise est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans la session de 1832, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1833, trois centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé à la confection de quatre routes, dont le conseil général a demandé le classement parmi les routes départementales.

Les présentes lois, discutées, délibérées et adoptées par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnées par nous cejourd'hui, seront exécutées comme lois de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce

soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 17^e jour du mois de Mars, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des tra-
vaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 27 * Mars 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

27 Mars 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 87.

N° 197. — *Loi portant que les Extraits des Actes de société en nom collectif ou en commandite devront être insérés dans les Journaux désignés par les Tribunaux de commerce.*

Au palais des Tuileries, le 31 Mars 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

Rédaction à insérer au Code de commerce.

ARTICLE 42.

Après le § 2.

Chaque année, dans la première quinzaine de janvier, les tribunaux de commerce désigneront, au chef-lieu de leur ressort, et, à défaut, dans la ville la plus voisine, un ou plusieurs journaux où devront être insérés, dans la quinzaine de leur date, les extraits d'actes de société en nom collectif ou en commandite, et régleront le tarif de l'impression de ces extraits.

Il sera justifié de cette insertion par un exemplaire du journal certifié par l'imprimeur, légalisé par le maire et enregistré dans les trois mois de sa date.

ARTICLE 46.

§ 3. Le rectifier ainsi :

En cas d'omission de ces formalités, il y aura lieu à l'application des dispositions pénales de l'article 42, dernier alinéa.

IX^e Série. — 1^{re} Partie.

6

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 31^e jour du mois de Mars, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

• Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Le Ministre Secrétaire d'état au département du commerce et des travaux publics,

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N^o 198. — *Loi relative à l'emploi des Fonds restant libres sur le Crédit de deux millions ouvert par la Loi du 15 Avril 1832 pour les Dépenses résultant des Épidémies.*

Au palais des Tuileries, le 31 Mars 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les fonds non employés au 31 décembre dernier sur le crédit de deux millions ouvert par la loi du 15 avril 1832 pour les dépenses résultant des épidémies, ne pourront être appliqués qu'aux dépenses qui seraient rendues nécessaires par la continuation ou par la réapparition du choléra.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la

Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 31^e jour du mois de Mars, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*La Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au dé- département du commerce et des
partement de la justice, travaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N° 199. — Loi portant autorisation de proroger la suspension de l'Organisation de la Garde nationale dans les communes de Corte, d'Arles et de Tarascon.

Au palais des Tuileries, le 3 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Roi pourra proroger jusqu'au 1^{er} avril 1834, à l'égard des communes de Corte, département de la Corse, d'Arles et de Tarascon, département des Bouches-du-Rhône, la suspension de l'organisation de la garde nationale, déjà prononcée, en vertu de l'article 124 de la loi du 22 mars 1831, pour un an, à dater de la promulgation de ladite loi.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la

Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 3^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Pair de France Ministre Secré-
taire d'état au département de
l'intérieur et des cultes,*

Signé BARTHE.

Signé C^{te} D'ARGOUT.

N^o 200. — *LOI qui ouvre un nouveau Crédit pour le service des Pensions accordées aux Orphelins des victimes de Juillet.*

Au palais des Tuileries, le 3 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Les Chambres ont adopté, **NOUS AVONS ORDONNÉ** et **ORDONNONS** ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Il est ouvert au ministre des finances un nouveau crédit de cinquante-quatre mille quatre cent cinquante francs pour le service des pensions accordées par la loi du 13 décembre 1830, et par l'ordonnance royale du 25 août 1831, aux orphelins des victimes de juillet.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 3^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Pair de France Ministre Secré-
taire d'état au département de
l'intérieur et des cultes,*

Signé BARTHE.

Signé C^{te} D'ARGOUT.

N° 201. — *LOI qui transporte à l'exercice 1832, pour le service des Récompenses nationales, la somme de trois cent mille francs non employée sur le Crédit affecté au même service pour l'exercice 1831.*

Au palais des Tuileries, le 3 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Les Chambres ont adopté, **NOUS AVONS ORDONNÉ** et **ORDONNONS** ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

La portion affectée à l'exercice de 1831, sur le crédit de quinze cent mille francs accordé pour le service des récompenses nationales par la loi de finances du 16 octobre 1831, est définitivement fixée à la somme de douze cent mille francs.

ARTICLE 2.

La somme de trois cent mille francs, non employée sur l'exercice de 1831, sera transportée à l'exercice 1832, pour les dépenses relatives aux orphelins de juillet et à la li-

quidation des secours et indemnités accordés à titre de récompenses nationales.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 3^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'État au dé-
partement de la justice,*

*Le Pair de France Ministre Se-
crétaire d'État au département de
l'intérieur et des cultes,*

Signé BARTHE.

Signé C^{te} D'ARGOUT.

N^o 202. — *LOI qui ouvre des Crédits pour les Indemnités à payer aux personnes dont les Propriétés ont souffert par suite des événements de juillet 1830.*

Au palais des Tuileries, le 3 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au ministre de l'intérieur un crédit de un million six cent cinq mille cinq cent cinq francs huit

centimes, applicable au paiement des indemnités liquidées par la commission établie à Paris, en faveur des personnes dont les propriétés ont souffert par suite des événements de juillet 1830.

ARTICLE 2.

Il est ouvert au même ministre un crédit de soixante mille francs, applicable au paiement des indemnités à liquider en faveur des habitants des départements dont les propriétés ont souffert par suite des mêmes événements. Il sera rendu compte aux Chambres de l'emploi de ce crédit, dans le cours de la session 1834.

ARTICLE 3.

Le présent crédit est applicable aux réclamations admises jusqu'à ce jour.

A l'avenir il ne sera plus reçu aucune réclamation.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 3^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi:

Vu et scellé du grand sceau :
*Le Garde des sceaux de France ,
 Ministre Secrétaire d'état au dé-
 partement de la justice ,*

*Le Pair de France Ministre Secré-
 taire d'état au département de
 l'intérieur et des cultes ,*

Signé BARTHE.

Signé C^{te} d'ARGOUT.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice ,*

A Paris, le 6 * Avril 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

6 Avril 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N^o 88.

N^o 203. — *Loi qui autorise le département des Landes à faire un Emprunt et à s'imposer extraordinairement.*

Au palais des Tuileries, le 10 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le département des Landes est autorisé, conformément à la délibération de son conseil général en date du 6 juin 1832, à emprunter une somme de sept cent cinquante mille francs, exclusivement applicable à l'entretien et à l'achèvement des routes départementales actuellement classées.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence. Le *maximum* de l'intérêt est fixé à cinq et demi pour cent. Le service des intérêts et de l'amortissement sera opéré au moyen d'une imposition extraordinaire de cinq centimes additionnels au principal des contributions directes; laquelle imposition sera perçue, à partir du 1^{er} janvier 1834, jusqu'à parfait remboursement.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

2. IX^e Série. — 1^{re} Partie.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux; Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 10^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des
travaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N^o 204. — *Loi qui autorise la ville de Caen à s'imposer
extraordinairement.*

Au palais des Tuileries, le 10 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Les Chambres ont adopté, **NOUS AVONS ORDONNÉ** et **ORDONNONS** ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

La ville de Caen (Calvados) est autorisée à s'imposer extraordinairement, en quatre ans, à compter de 1833, au centime le franc de ses contributions foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, jusqu'à concurrence d'une somme de cent cinquante-deux mille cinq cents francs, à l'effet de pourvoir aux frais d'extension de son casernement.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux ,
Préfets , Corps administratifs , et tous autres , que les présentes
ils gardent et maintiennent , fassent garder , observer et main-
tenir , et , pour les rendre plus notoires à tous , ils les fassent
publier et enregistrer partout où besoin sera ; et , afin que ce
soit chose ferme et stable à toujours , nous y avons fait mettre
notre sceau.

Fait à Paris , au palais des Tuileries , le 10^e jour du mois
d'Avril , l'an 1833.

Signé LOUIS PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*La Garde des sceaux de France ,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice ,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des
travaux publics ,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N° 205. — *LOI qui ouvre un Crédit extraordinaire de douze
cent mille francs pour complément de Dépenses secrètes de
l'année 1833.*

Au palais des Tuileries , le 12 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE , ROI DES FRANÇAIS , à tous présents
et à venir , SALUT.

Les Chambres ont adopté , NOUS AVONS ORDONNÉ et
ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Il est ouvert au ministre de l'intérieur un crédit extraordi-
naire de douze cent mille francs pour complément de dépenses
secrètes de l'année 1833.

La présente loi , discutée , délibérée et adoptée par la
Chambre des Pairs et par celle des Députés , et sanctionnée
par nous cejourd'hui , sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux ,
IX^e Série. — 1^{re} Partie.

7.

Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau,

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 12^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Le Pair de France Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur et des cultes,

Signé BARTHE.

Signé C^{te} D'ARGOUT.

N^o 206. — *Loi portant qu'il sera fait un Appel de quatre-vingt mille hommes sur la classe de 1832.*

Au palais des Tuileries, le 12 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Il sera fait un appel de quatre-vingt mille hommes sur la classe de 1832.

ART. 2.

Ces quatre-vingt mille hommes seront répartis entre les départements, arrondissements et cantons du royaume, d'après le tableau ci-joint, présentant le terme moyen des jeunes gens inscrits, dans chaque département, sur les tableaux de recensement rectifiés des années 1825, 1826, 1827, 1828, 1829, 1830 et 1831.

ART. 3.

Les jeunes soldats qui feront partie du contingent appelé

seront, d'après l'ordre de leurs numéros de tirage; et aux termes de l'article 29 de la loi du 21 mars 1832, partagés en deux classes; l'une, de dix mille, et l'autre de soixante-dix mille hommes, composées : la première, de ceux qui devront être mis en activité; la seconde, de ceux qui seront laissés dans leurs foyers, et ne pourront être mis en activité qu'en vertu d'une ordonnance royale.

ART. 4.

Les jeunes gens qui, par leur âge, appartiennent à la classe de 1832, et qui, antérieurement à la promulgation de la loi du 21 mars 1832, auraient contracté un acte d'engagement volontaire, ne seront astreints qu'au temps de service déterminé par cette même loi, nonobstant toute stipulation contraire insérée dans ledit acte.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au [] des Tuileries, le 12^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des Sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

Signé BARTHE.

*Le Président du Conseil, Ministre
secrétaire d'état au département
de la guerre,*

Signé MAL DUC DE DALMATIE.

N° 1. ***TABEAU dressé en vertu de l'article 4 de la Loi du 21 de 1832, entre les départements du Royaume, d***

NUMÉROS d'ordre.	NUMÉROS des divisions militaires	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES JE SUR LES TABLEUX DE RECENSI			
			1825	1826	1827	1828
1	2	3	4	5	6	7
1	7	Ain.....	3,466	3,309	3,092	3,1
2	1	Aisne.....	4,403	3,999	3,732	3,1
3	15	Allier.....	2,911	3,008	3,010	3,1
4	8	Alpes (Basses) ..	1,644	1,460	1,548	1,1
5	7	Alpes (Hautes) ..	1,320	1,057	1,223	1,1
6	9	Ardèche.....	3,398	3,318	3,111	3,1
7	2	Ardennes.....	2,615	2,302	2,157	2,1
8	10	Ariège.....	2,747	2,393	2,442	2,1
9	18	Aube.....	2,042	1,952	1,864	1,1
10	10	Aude.....	2,939	2,617	2,616	2,1
11	9	Avoyron.....	3,583	3,527	3,364	3,1
12	8	Bouch-du-Rhône.	3,057	2,876	2,861	2,1
13	14	Calvados.....	4,349	4,153	3,885	3,1
14	19	Cantal.....	2,520	2,491	2,315	2,1
15	20	Charente.....	3,237	3,189	3,571	3,1
16	12	Charente-Infer ..	3,604	3,695	4,115	3,1
17	15	Cher.....	2,295	2,259	2,456	2,1
18	20	Corrèze.....	2,985	2,967	3,054	3,1
19	17	Corse.....	1,907	2,245	1,897	1,1
20	18	Côte-d'Or.....	3,366	3,087	3,123	3,1
21	12	Côtes-du-Nord...	5,463	5,213	5,293	5,1
22	15	Creuse.....	2,446	2,493	2,347	2,1
23	20	Dordogne.....	5,201	4,946	5,132	5,1
24	6	Doubs.....	2,649	2,492	2,508	2,1
25	7	Drôme.....	2,938	2,611	2,602	2,1
26	14	Eure.....	3,701	3,250	3,087	2,1
27	1	Eure-et-Loir. ...	1,998	1,946	1,822	1,1
28	13	Finistère.....	4,848	4,763	4,893	5,0
29	9	Gard.....	3,461	3,201	3,397	3,1
30	10	Garonne (Haute).	4,250	3,977	4,250	4,1
31	10	Gers.....	3,250	3,033	2,794	2,1
32	11	Gironde.....	5,124	4,697	4,982	4,1
33	9	Hérault.....	3,554	3,232	3,267	3,1
34	13	Ille-et-Vilaine. .	4,806	4,697	4,750	4,1
35	15	Indre.....	2,371	2,107	2,290	2,1
36	4	Indre-et-Loire. .	2,441	2,444	2,434	2,1
37	7	Isère.....	5,631	5,223	5,109	5,1
38	6	Jura.....	3,152	2,960	2,760	2,1
39	11	Landes.....	2,937	2,757	2,682	2,1
40	4	Loir-et-Cher. ...	1,917	1,823	1,925	2,0
41	19	Loire.....	3,767	3,563	3,532	3,1
42	19	Loire (Haute) ..	3,006	2,941	2,699	2,1
43	12	Loire-Inferieure..	4,145	3,912	4,213	4,0

(1) Les fractions portées dans cette colonne ont été négligées dans le calcul de la répu

pour la Répartition de quatre-vingt mille Hommes de la Classe
venne des inscrits des sept Classes précédentes.

INSCRITS DES CLASSES DE			TOTAL des jeunes gens des sept classes qui précédent.	MOYENNE du nombre des jeunes gens portés à la colonne 11 qui précède. (1) 12	CONTINGENT de chaque département d'après la moyenne que présente la colonne 12. 13
	1830 9	1831 10	11		
51	3,239	3,105	22,426	3,203 5/7	883
52	4,574	4,512	28,877	4,125 2/7	1,137
53	3,120	3,073	21,457	3,065 2/7	845
54	1,501	1,459	10,629	1,518 3/7	418
55	1,153	1,173	8,218	1,174	324
56	3,119	3,327	23,054	3,293 3/7	908
57	2,648	2,509	17,021	2,431 4/7	670
58	2,307	2,393	17,050	2,435 5/7	671
59	1,953	1,997	13,820	1,974 2/7	544
60	2,635	2,474	18,331	2,618 5/7	722
61	3,423	3,454	24,264	3,466 2/7	955
62	2,799	2,922	20,292	2,898 6/7	799
63	4,240	4,163	28,525	4,075	1,123
64	2,237	2,403	16,866	2,409 3/7	664
65	3,462	3,288	23,857	3,408 1/7	939
66	3,769	3,635	26,498	3,785 3/7	1,043
67	2,663	2,769	17,375	2,482 1/7	684
68	2,810	3,275	21,336	3,048	840
69	1,660	1,607	13,092	1,870 2/7	516
70	3,452	3,412	22,971	3,281 4/7	904
71	5,333	5,364	37,632	5,376	1,482
72	2,681	3,001	18,334	2,619 1/7	722
73	4,709	4,656	35,017	5,002 3/7	1,379
74	2,542	2,489	17,529	2,504 1/7	690
75	2,603	2,538	18,644	2,663 3/7	734
76	3,389	3,226	22,839	3,262 5/7	899
77	2,482	2,439	14,798	2,114	583
78	5,381	5,244	35,234	5,033 3/7	1,387
79	3,374	3,237	23,556	3,365 1/7	928
80	3,885	3,863	28,882	4,126	1,137
81	2,782	2,829	20,572	2,938 6/7	810
82	4,620	4,588	33,807	4,829 4/7	1,331
83	3,257	3,065	23,069	3,295 4/7	908
84	5,036	5,154	34,124	4,874 6/7	1,344
85	2,494	2,449	16,731	2,390 1/7	659
86	2,543	2,376	17,101	2,443	673
87	4,965	4,888	36,248	5,178 2/7	1,427
88	3,019	2,940	20,452	2,921 5/7	805
89	2,531	2,572	18,886	2,698	744
90	2,216	2,155	14,205	2,029 2/7	559
91	3,557	3,906	25,631	3,661 4/7	1,009
92	2,662	2,733	19,651	2,807 2/7	774
93	4,369	4,366	29,203	4,171 6/7	1,150
ingent.					

NUMÉROS d'ordre.	NUMÉROS des divisions militaires	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE DES SUR LES TABLEAUX DE RECENSEMENT			
			1825	1826.	1827	
1.	2	3	4	5	6	
44	1	Loiret.....	2,837	2,231	2,415	
45	20	Lot.....	2,739	2,814	2,838	
46	20	Lot-et-Garonne..	3,647	3,171	3,345	
47	9	Lozère.....	1,447	1,366	1,359	
48	4	Maine-et-Loire..	3,936	4,018	4,184	
49	14	Manche.....	5,155	5,119	5,125	
50	2	Marne.....	2,554	2,459	2,289	
51	16	Marne (Haute)..	2,163	2,042	1,964	
52	4	Mayenne.....	2,954	3,080	3,060	
53	3	Meurthe.....	3,963	3,685	3,717	
54	2	Meuse.....	2,755	2,709	2,552	
55	13	Morbihan.....	4,207	3,815	4,019	
56	3	Moselle.....	3,813	3,805	3,694	
57	15	Nievre.....	2,372	2,870	2,584	
58	16	Nord.....	8,499	8,029	8,140	
59	1	Oise.....	3,618	3,137	3,126	
60	14	Orne.....	3,677	3,566	3,577	
61	16	Pas-de-Calais....	5,688	5,564	5,498	
62	19	Puy-de-Dôme....	5,502	5,352	5,251	
63	11	Pyrénées (Bass.)..	4,138	4,064	4,006	
64	10	Pyrénées (Haut)..	2,348	2,217	2,182	
65	10	Pyrénées-Orient..	1,481	1,444	1,431	
66	5	Rhin (Bas).....	5,275	5,227	5,474	
67	5	Rhin (Haut)....	3,997	3,810	3,761	
68	7	Rhône.....	3,736	3,667	3,566	
69	6	Saône (Haute)..	3,132	2,518	2,952	
70	18	Saône-et-Loire..	4,957	5,093	4,527	
71	4	Sarthe.....	3,657	3,714	3,605	
72	1	Seine.....	5,295	4,992	4,973	
73	14	Seine-Inférieure..	5,867	5,550	5,572	
74	1	Seine-et-Marne...	2,390	2,387	2,255	
75	1	Seine-et-Oise....	3,790	3,368	3,379	
76	13	Sèvres (Deux)..	2,786	2,721	2,669	
77	16	Somme.....	5,207	4,712	4,665	
78	10	Tarn.....	3,548	3,179	3,362	
79	10	Tarn-et-Garonne..	2,594	2,026	2,536	
80	8	Vat.....	2,900	2,663	2,857	
81	8	Vaucluse.....	2,243	2,132	2,191	
82	12	Vendée.....	3,094	3,191	3,373	
83	12	Vienna.....	2,543	2,415	2,478	
84	15	Vienne (Haute)..	2,662	2,784	2,539	
85	3	Vosges.....	3,737	3,613	3,586	
86	18	Yonne.....	2,768	2,878	2,690	
TOTAUX....			296,935	283,501	288,631	288

(1) Les fractions portées dans cette colonne ont été négligées dans le calcul de la répartition.

INSCRITS DES CLASSES DE		TOTAL des jeunes gens des sept classes qui précèdent.	MOYENNE du nombre des jeunes gens portés à la colonne 11 qui précède.	COTINGENT de chaque département d'après la moyenne que présente la colonne 12.
1830 9	1831 10	11	(1) 12	
2,812	2,881	17,734	2,532 3/7	698
2,853	2,624	19,048	2,721 1/7	750
2,853	3,027	22,290	2,184 2/3	878
1,345	1,333	9,699	1,384 4/7	382
4,366	4,155	28,785	4,112 1/7	1,134
5,436	5,442	36,773	5,353 2/7	1,448
2,746	2,737	17,870	2,552 6/7	704
2,058	2,185	14,604	2,080 2/7	575
2,403	3,315	21,689	3,098 3/7	854
4,110	4,078	27,158	3,279 3/7	1,069
2,567	2,800	18,538	2,647 3/7	730
4,160	4,237	28,487	4,009 4/7	1,122
3,969	3,964	26,660	3,809 6/7	1,050
2,068	3,061	10,206	2,744	756
2,174	8,191	56,855	8,122 1/7	2,239
2,688	3,515	22,508	3,258 2/7	926
4,132	4,221	25,641	3,663	1,010
5,695	5,811	30,003	5,571 6/7	1,536
3,314	5,470	27,772	5,096	1,488
2,685	3,822	27,280	3,927 1/7	1,074
2,073	2,154	15,445	2,206 3/7	608
1,507	1,644	10,443	1,421 6/7	411
5,660	5,836	32,517	5,502 3/7	1,517
4,309	4,195	28,217	4,031	1,111
2,552	2,654	25,103	3,497 4/7	992
2,060	3,084	20,991	2,998 5/7	826
5,005	4,970	24,622	4,254 4/7	1,366
4,197	4,058	36,728	3,819 5/7	1,053
5,059	5,620	36,076	5,146 4/7	1,419
5,526	5,615	38,930	5,501 3/7	1,533
2,976	2,967	18,149	2,592 5/7	715
2,825	3,772	25,289	3,612 5/7	996
2,862	2,872	10,762	2,223 1/7	778
4,899	4,982	22,635	4,205	1,325
2,278	3,186	23,329	3,232 5/7	919
2,080	2,068	15,868	2,206 6/7	625
2,206	2,877	20,420	2,217 1/7	804
2,150	2,148	15,102	2,170 2/7	598
2,681	3,705	23,822	3,408 6/7	939
2,613	2,494	17,718	2,539	700
2,921	3,147	20,322	2,898 6/7	799
2,719	3,785	25,625	3,057 6/7	1,008
2,207	3,183	20,221	2,247 2/7	812
294,593	295,978	2,031,681	290,205 246/7 ou 290,240 1/7	80,000

N° 2. *ÉTAT général, par Département, des Engagements volontaires contractés dans le cours de l'année 1832.*

NUMÉROS d'ordre.	NUMÉRO de la division militaire à laquelle appartient le département.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des engagés volontaires.
1	7	Ain.....	123
2	1	Aisne.....	243
3	15	Allier.....	38
4	8	Alpes (Basses).....	113
5	7	Alpes (Hautes).....	25
6	9	Ardèche.....	46
7	2	Ardennes.....	143
8	10	Ariège.....	22
9	16	Aube.....	39
10	10	Aude.....	124
11	9	Aveyron.....	26
12	8	Bouches-du-Rhône.....	105
13	14	Calvados.....	70
14	19	Cantal.....	54
15	20	Charente.....	93
16	12	Charente-Inférieure....	120
17	15	Cher.....	29
18	20	Corrèze.....	77
19	17	Corse.....	139
20	18	Côte-d'Or.....	115
21	13	Côtes-du-Nord.....	67
22	15	Creuse.....	33
23	20	Dordogne.....	112
24	6	Doubs.....	145
25	7	Drôme.....	189
26	14	Eure.....	126
27	1	Eure-et-Loir.....	44
28	13	Finistère.....	238
29	9	Gard.....	147
30	10	Garonne (Haute).....	118
31	10	Gers.....	26
32	11	Gironde.....	147
33	9	Hérault.....	134
34	13	Ille-et-Vilaine.....	180
35	15	Indre.....	28
36	4	Indre-et-Loire.....	118
37	7	Isère.....	174
38	6	Jura.....	145
39	11	Landes.....	44
40	4	Loir-et-Cher.....	24
41	19	Loire.....	56
42	19	Loire (Haute).....	30
43	12	Loire-Inférieure.....	180

NUMÉROS d'ordre.	NUMÉRO de la division militaire à laquelle appartient le département.	DÉPARTEMENTS.	NOMBRE des engagés volontaires.
44	1	Loiret.....	153
45	20	Lot.....	62
46	20	Lot-et-Garonne.....	72
47	9	Lozère.....	37
48	4	Maine-et-Loire.....	350
49	14	Manche.....	225
50	2	Marne.....	116
51	18	Marne (Haute).....	53
52	4	Mayenne.....	114
53	3	Meurthe.....	346
54	2	Meuse.....	140
55	13	Morbihan.....	183
56	3	Moselle.....	449
57	15	Nièvre.....	32
58	16	Nord.....	524
59	1	Oise.....	77
60	14	Orne.....	43
61	16	Pas-de-Calais.....	272
62	19	Puy-de-Dôme.....	47
63	11	Pyrénées (Basses).....	137
64	10	Pyrénées (Hautes).....	33
65	10	Pyrénées-Orientales....	67
66	5	Rhin (Bas).....	516
67	5	Rhin (Haut).....	179
68	7	Rhône.....	234
69	6	Saone (Haute).....	131
70	18	Saone-et-Loire.....	85
71	4	Sarthe.....	151
72	1	Seine.....	1,355
73	14	Seine-Inférieure.....	205
74	1	Seine-et-Marne.....	97
75	1	Seine-et-Oise.....	159
76	12	Sèvres (Deux).....	65
77	16	Somme.....	115
78	10	Tarn.....	80
79	10	Tarn-et-Garonne.....	40
80	8	Var.....	123
81	8	Vaucluse.....	58
82	12	Vendée.....	50
83	12	Vienne.....	50
84	15	Vienne (Haute).....	36
85	3	Vosges.....	199
86	18	Yonne.....	69
TOTAL.....			11,908



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 17 * Avril 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

17 Avril 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 89.

N° 207. — *Loi qui proroge celle du 21 Avril 1832 relative aux Réfugiés étrangers.*

Au palais des Tuileries, le 16 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

La loi du 21 avril 1832, relative aux réfugiés étrangers, est prorogée jusqu'au 21 avril 1834.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 16^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Pair de France Ministre Se-
crétaire d'état au département de
l'intérieur et des cultes,*

Signé BARTHE.

Signé C^{te} D'ARGOUT.

IX^e Série. — 1^{re} Partie.



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,

A Paris, le 18 * Avril 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

18 Avril 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N^o 90.

N^o 208. — *Loi qui ouvre un Crédit extraordinaire de quinze cent mille francs pour les Pensions militaires.*

An palais des Tuileries, le 17 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Les Chambres ont adopté, **NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS** ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Il est ouvert un crédit extraordinaire de quinze cent mille francs pour servir à l'inscription, au trésor public, des pensions militaires à liquider au-delà des crédits d'inscription fixés par les articles 3 et 5 de la loi du 20 juin 1827.

ARTICLE 2.

Les inscriptions qui auront lieu en vertu de la présente loi ne pourront donner ouverture à des paiements d'arrérages antérieurs au 1^{er} janvier 1832.

Il en sera rendu compte dans la forme déterminée pour les crédits annuels d'inscription.

4. IX^e Série. — 1^{re} Partie.

ARTICLE 3.

A l'avenir, et pour mémoire seulement, le budget du ministère de la guerre contiendra un chapitre éventuel et spécial destiné à faire connaître les besoins que nécessitera, dans le courant de l'année, l'inscription des pensions militaires.

Le crédit nécessaire au paiement de ces pensions pendant la même année sera ouvert au budget du ministère des finances jusqu'à concurrence des deux tiers du crédit éventuel d'inscription ouvert au ministre de la guerre.

ARTICLE 4.

A partir de 1834, le ministre de la guerre ne pourra imputer, sur les crédits annuels d'inscription ouverts en vertu de l'article ci-dessus, que les pensions liquidées et accordées dans le cours de l'année pour laquelle chaque crédit aura été alloué.

Les portions de crédit demeurées sans emploi seront définitivement annulées, et le compte en sera présenté aux Chambres.

ARTICLE 5.

Les pensions à liquider en faveur des militaires et de leurs veuves, ainsi que les secours annuels en faveur des orphelins, ne pourront donner lieu au rappel de plus de trois années d'arrérages antérieurs à la date de l'insertion au Bulletin des lois des ordonnances de concession de ces mêmes pensions.

ARTICLE 6.

A l'avenir, tout militaire, veuve ou orphelin de mil

taire, qui se trouvera en demeure de faire valoir ses droits à l'obtention d'une pension ou d'un secours annuel, sera tenu de se pourvoir en liquidation auprès du ministre de la guerre, dans un délai dont la durée ne pourra excéder cinq ans, sans préjudice des règles déjà fixées et des déchéances encourues ou à encourir d'après la législation en vigueur sur les pensions de l'armée de terre : passé ce délai, les demandes ne seront pas admises.

Les ayant-droit qui, au jour de la promulgation de la présente loi, se trouveront déjà en demeure depuis plus de cinq ans, auront un délai d'un an pour se pourvoir, à partir de cette promulgation.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 17^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*La Garde des sceaux de France, Le Président du Conseil, Ministre,
Ministre Secrétaire d'état au dé- -- Secrétaire d'état au département
partement de la justice, de la guerre,*

Signé BARTHE.

Signé M^l DUC DE DALMATIE.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 20 * Avril 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

20 Avril 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1.^{re} Partie. — LOIS. — N° 91.

N° 209. — *Loi qui modifie la Circonscription des arrondissements de Tours et de Loches (Indre-et-Loire).*

Au palais des Tuileries, le 15 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

La limite entre la commune de Courçay, canton de Bléré, arrondissement de Tours, département d'Indre-et-Loire, et celle de Tauxigny, canton et arrondissement de Loches, même département, est établie par le chemin de Trion à la Place, indiqué au plan annexé à la présente loi par le liseré jaune D E F.

En conséquence, les polygones A B C sont réunis, les deux premiers à la commune de Courçay et le dernier à celle de Tauxigny.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui seraient respectivement acquis.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés; et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

2. IX^e Série. — 1.^{re} Partie.

10

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 15^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des tra-
vaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N° 210. — LOIS qui autorisent huit Départements à s'imposer extraordinairement.

Au palais des Tuileries, le 15 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Les Chambres ont adopté, **NOUS AVONS ORDONNÉ** et **ORDONNONS** ce qui suit :

PREMIÈRE LOI.

(Creuse.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Creuse est autorisé, conformément à la demande qui en a été faite par son conseil général dans sa session de 1832, à s'imposer extraordinairement pendant cinq ans, à partir du 1^{er} janvier 1833, cinq centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle, mobilière et des patentes.

Le produit de cette imposition sera spécialement affecté aux travaux des routes départementales.

DEUXIÈME LOI.

(Drôme.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Drôme est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1833, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1833, deux centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière.

Le produit de cette imposition sera exclusivement affecté aux travaux des routes départementales et aux chemins de grande communication, selon la répartition proposée par le conseil général.

TROISIÈME LOI.

(Indre-et-Loire.)

ARTICLE UNIQUE.

Conformément à la délibération de son conseil général dans sa session de 1833, le département d'Indre-et-Loire est autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1833, cinq centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière, portes et fenêtres, et patentes. La somme qui en proviendra sera employée exclusivement à la confection des routes départementales pendant le cours de la présente année.

QUATRIÈME LOI.

(Mayenne.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Mayenne est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans

sa dernière session, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1833, six centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera spécialement affecté aux travaux des routes départementales.

CINQUIÈME LOI.

(Nièvre.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Nièvre, d'après la demande qu'en a faite son conseil général, est autorisé à s'imposer extraordinairement, pendant neuf années consécutives, à partir du 1^{er} janvier 1834, dix centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition sera exclusivement consacré aux travaux des routes départementales.

L'imposition extraordinaire de six centimes, établie en vertu de la loi du 5 juillet 1826 sur les contributions foncière, personnelle et mobilière, cessera d'être perçue au 31 décembre 1833.

SIXIÈME LOI.

(Orne.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de l'Orne est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans la session de 1832, à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1833, cinq sixièmes de centime additionnels au principal de la contribution foncière.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé à couvrir les avances faites pour travaux des routes départementales, jusqu'à concurrence de la somme de trente mille francs. L'excédant pourra être affecté à la continuation de ces mêmes travaux.

SEPTIÈME LOI.

(Tarn-et-Garonne.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de Tarn-et-Garonne est autorisé, conformément à la demande faite par son conseil général dans sa session de 1832, à s'imposer extraordinairement pendant les années 1833 et 1834, trois centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière.

Le produit de cette imposition sera exclusivement affecté aux travaux neufs des routes départementales.

HUITIÈME LOI.

(Vosges.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département des Vosges est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1832, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans, à dater de 1834, cinq centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera spécialement affecté à l'achèvement de plusieurs routes départementales classées et à classer.

Les présentes lois, discutées, délibérées et adoptées par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnées par nous cejourd'hui, seront exécutées comme lois de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce

soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 15^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des tra-
vaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 22 * Avril 1833,

BARTHE

* Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

À PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

22 Avril 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 92.

N° 211. — *Loi qui ouvre, sur l'exercice 1832, un Crédit supplémentaire destiné au paiement des Primes accordées pour la Pêche de la Morue et de la Baleine.*

Au palais des Tuileries, le 21 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Il est ouvert au ministre secrétaire d'état du commerce et des travaux publics, sur l'exercice 1832, un crédit supplémentaire de six cent cinquante mille francs, destiné au paiement des primes accordées par les ordonnances du 7 décembre 1829, et les deux lois du 22 avril 1832, pour la pêche de la morue et de la baleine.

ARTICLE 2.

Les introductions de morues sèches de pêche française dans les possessions françaises sur les côtes du Sénégal jouiront des primes accordées par l'article 5 de la loi du 22 avril dernier, soit pour les expéditions directes des lieux de pêche, soit pour les réexportations de France.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la

2. IX^e Série. — 1^{re} Partie.

11

Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 21^r jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

En et celle du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au dé- département du commerce et des
partement de la justice, travaux publics,

Signé BARTHE.

Signé A. TATIS.

N° 212. — *Loi sur les Pensions à accorder aux Gardes nationaux blessés, et aux Veuves, Enfants, Orphelines-sœurs et Ascendants de ceux qui auront succombé dans les derniers événements de l'Ouest et dans les journées de Juin 1832, à Paris.*

Au palais des Tuileries, le 21 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Les Chambres ont adopté, **NOUS AVONS ORDONNÉ** et **ORDONNONS** ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Il sera accordé des pensions annuelles et viagères, avec jouissance à partir du 1^{er} janvier 1833, aux gardes nationaux blessés, et aux veuves, enfants, orphelines-sœurs et ascendants de ceux qui auront succombé dans les derniers événements de l'Ouest et dans les journées de juin 1832, à Paris.

ARTICLE 2.

La quotité de ces pensions sera déterminée d'après le tarif et les dispositions de la loi du 13 décembre 1830 sur les récompenses nationales.

Elles seront liquidées dans les formes prescrites pour les pensions à la charge de l'État.

ARTICLE 3.

Les pensions ainsi liquidées seront inscrites au trésor public.

Il est ouvert à cet effet à notre ministre des finances un crédit de cinquante mille francs.

Ces pensions ne seront point sujettes aux lois prohibitives du cumul.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 21^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Pair de France Ministre Secré-
taire d'état au département de
l'intérieur et des cultes,*

Signé BARTHÉ.

Signé G^{te} D'ARGOUT.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 24^e Avril 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 3 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

24 Avril 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N^o 93.

N^o 213. — *Loi portant fixation du Budget des Dépenses de l'exercice 1833.*

A Paris, le 23 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Des crédits sont ouverts, jusqu'à concurrence de neuf cent soixante-quatre millions deux cent onze mille cinq cent onze francs (964,211,511 francs), pour les dépenses des services ordinaires de l'exercice 1833, conformément à l'état A ci-annexé, applicables, savoir :

A la dette publique (première partie du budget).....	349,292,236
Aux dotations (deuxième partie).....	17,370,600
Aux services généraux des ministères (troisième partie) ..	440,562,183
Aux frais de régie, de perception et d'exploitation des im- pôts et revenus directs et indirects (quatrième partie).....	115,975,668
Aux remboursements et restitutions à faire sur les produits desdits impôts et revenus, aux non-valeurs et aux primes à l'exportation (cinquième partie).....	41,910,821
TOTAL ÉGAL.....	964,211,511

ARTICLE 2.

Des crédits sont ouverts, jusqu'à concurrence de cent cinquante-six millions cent quatre-vingt-trois mille deux cent quatre-vingt-treize francs (156,183,293 francs), pour les dépenses des services extraordinaires de l'exercice 1833, conformément au même état A ci-annexé, applicables, savoir :

Au ministère de l'intérieur et des cultes.....	4,457,505 ^f
Au ministère du commerce et des travaux publics.....	18,400,000
Au ministère de la guerre.....	128,585,988
Au ministère de la marine.....	4,739,800
TOTAL ÉGAL.....	156,183,293

ARTICLE 3.

Il sera pourvu au paiement des dépenses mentionnées dans les articles 1 et 2 de la présente loi et dans le tableau y annexé, par les voies et moyens de l'exercice 1833.

ARTICLE 4.

La liste des élèves admises dans les maisons d'éducation de la Légion d'honneur sera publiée à la suite du prochain budget de la Légion, avec indication des motifs de leur admission.

Les budgets suivants contiendront les mêmes indications pour les élèves admises depuis la dernière publication.

ARTICLE 5.

Il sera publié annuellement un compte rendu des travaux métallurgiques, minéralogiques et géologiques que les ingénieurs des mines auront exécutés, dirigés ou surveillés. A l'ouverture de chaque session, ces comptes seront distribués aux membres des deux Chambres.

ARTICLE 6.

A partir du budget de 1834 , le chapitre XI du budget du ministère du commerce et des travaux publics sera partagé en trois chapitres, sous les titres de *Routes royales et Ponts; Navigation intérieure; Travaux maritimes et Services divers.*

ARTICLE 7.

A l'avenir, le chapitre XXXIV du budget du ministère du commerce et des travaux publics sera divisé en deux chapitres :

- 1° *Dépenses relatives à l'administration ;*
- 2° *Dépenses relatives aux bâtiments des cours royales et maisons centrales de détention.*

ARTICLE 8.

Nul ecclésiastique salarié par l'État, lorsqu'il n'exercera pas de fait dans la commune qui lui aura été désignée, ne pourra toucher son traitement.

ARTICLE 9.

A l'avenir, l'article 3 du chapitre VI du budget de la guerre, relatif aux fourrages, formera un chapitre spécial.

ARTICLE 10.

La commission instituée par la loi du 30 avril 1826 pour la répartition de l'indemnité affectée aux anciens colons de Saint-Domingue sera dissoute le 30 juin prochain.

Les réclamants devront faire connaître à la commission, par une déclaration faite spécialement pour chaque affaire, sur un registre ouvert au secrétariat de la commission, et dans un délai de quinze jours à partir de la promulgation

IX^e Série. — 1^{re} Partie. Lois.

12.

de la présente loi, sous peine de déchéance, les chefs de leurs demandes primitives ou supplémentaires formées dans les délais de la loi, sur lesquelles la commission aurait omis de statuer ou n'aurait pas statué définitivement.

Le délai de notification des avis du commissaire du Roi, fixé à un mois par l'article 4 de l'ordonnance du 21 septembre 1828, et le délai d'appel des décisions de la commission, fixé à trois mois par l'article 5 de la loi du 30 avril 1826, sont réduits à dix jours chacun. Ces nouveaux délais courront du jour de la promulgation de la présente loi, pour les avis et décisions qui se trouveront alors notifiés.

ARTICLE 11.

L'escompte des droits sur le sel, accordé en vertu de l'article 53 de la loi du 24 avril 1806, sera alloué à l'avenir pour les perceptions s'élevant au moins à trois cents francs.

Néanmoins les obligations cautionnées continueront à ne pouvoir être admises que pour des perceptions excédant six cents francs.

ARTICLE 12.

Aucun logement ne sera concédé ou maintenu dans des bâtiments dépendant du domaine de l'État, qu'en vertu d'une ordonnance royale.

Chaque année, un état détaillé des logements accordés en vertu du paragraphe précédent sera annexé à la loi des dépenses.

Cet état ne sera pas nominatif, mais il indiquera la fonction ou le titre pour lesquels le logement aura été accordé.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, le 23^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement des finances,*

Signé BARTHE.

Signé HUMANN.

ÉTAT A. *BUDGET GÉNÉRAL des Dépenses et Services pour l'exercice 1833*

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS		
		pour services ordinaires.	pour services extraordi- naires.	re- des par lég
1 ^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE.				
1	Rentes 5 p. 0/0.			
	Rentes inscrites au 1 ^{er} octobre 1832. 171,082,141 ^f			
	Rentes négociées le 8 août 1832, pour un capital de 150 millions à ins- crire sur les crédits ouverts par les lois des 5 janvier, 25 mars et 18 avril 1831, et 21 avril 1832 (deux semestres).....	7,614,213	179,487,369 ^f	
	Emprunt national. Intérêt à 5 p. % sur un capital de 15,820,300 fr. d'obligations du trésor restant en émission, au 1 ^{er} octobre 1832, sur le montant de celles émises en paiement dudit emprunt.....	791,015		218,
	Rentes 4 1/2 p. 0/0.....	1,027,696		
	4 p. 0/0.....	3,125,210		
	3 p. 0/0.....	34,555,274		
2	Fonds d'amortissement.....	44,616,463	"	44,
3	Intérêts de capitaux de cautionnements.....	9,000,000	"	9,
4	Dette flottante.....	16,000,000	"	16,
5	viagère.....	5,950,000	"	5,
6	Pensions {	de la Pairie.....	1,274,000	"
7		civiles.....	1,507,000	"
8		à titre de récompenses nationales. (Loi du 13 décembre 1830.)....	586,000	"
9		Idem aux vainqueurs de la Bastille..	100,250	"
10		militaires.....	43,854,000	"
11		ecclésiastiques.....	4,073,000	"
12		de donataires.....	1,437,000	"
12		Subvention aux fonds de retraite des ministères.....	2,698,967	"
	TOTAUX de la I ^{re} Partie.....	349,292,229		349,
II ^e PARTIE. — DOTATIONS.				
13	Liste civile.....	13,000,000	"	13,
14	Chambre des Pairs.....	608,000	"	
15	Chambre des Députés.....	669,000	"	
16	Légion-d'honneur. (Supplément à sa dotation.).....	3,093,600	"	3,
	TOTAUX de la II ^e Partie.....	17,370,600	"	17,

MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS		
	pour services ordinaires.	pour services extraordinaires.	TOTAL des crédits par chapitre législatif.
III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.			
MINISTÈRE DE LA JUSTICE.			
Administration centrale. (<i>Personnel</i>)....	417,800 ^f	"	417,800 ^f
Administration centrale. (<i>Matériel</i>)....	100,000	"	100,000
Conseil d'État. (<i>Personnel</i>).....	418,000	"	418,000
Conseil d'État. (<i>Matériel</i>).....	5,000	"	5,000
Cour de cassation.....	791,300	"	791,300
Cours royales.....	4,024,125	"	4,024,125
Cours d'assises.....	154,400	"	154,400
Tribunaux de première instance.....	5,538,970	"	5,538,970
Tribunaux de commerce.....	176,700	"	176,700
Tribunaux de police.....	62,400	"	62,400
Justices de paix.....	3,102,670	"	3,102,670
Frais de justice criminelle.....	3,315,000	"	3,315,000
Pensions. Fonds de subvention à la caisse des retraites du ministère de la justice..	200,000	"	200,000
Dépenses diverses. Secours temporaires à d'anciens magistrats et employés de l'administration, à leurs veuves et orphelins; indemnité pour le Journal des Savants; dépenses extraord ^{res} et imprévues.	45,000	"	45,000
TOTAUX.....	18,351,365	"	18,351,365
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.			
Administration centrale. (<i>Personnel</i>)....	534,700 ^f	"	534,700 ^f
Administration centrale. (<i>Matériel</i>)....	189,000	"	189,000
Traitements des agents politiques..... 2,428,000 ^f	4,144,000	"	4,144,000
— des agents consulaires.... 1,716,000			
Traitements des agents en inactivité.....	100,000	"	100,000
Frais d'établissement des agents politiques et consulaires.....	300,000	"	300,000
Frais de voyage et de courriers.....	400,000	"	400,000
Frais de service des résidences politiques et consulaires.....	650,000	"	650,000
Présents diplomatiques.....	50,000	"	50,000
Indemnités et secours.....	80,000	"	80,000
Dépenses secrètes.....	650,000	"	650,000
Missions extraordinaires.....	100,000	"	100,000
TOTAUX.....	7,197,700	"	7,197,700

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT DES CRÉDITS ACCORDES

pour
services
ordinaires.pour
services
extraordi-
naires.TOTAL
des crédits
par chapitre
législatif.*Suite de la III^e PARTIE. — SERVICES
GÉNÉRAUX.*

MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

1	Administration centrale.....	35,000 ^f	„	35,000
2	Collèges royaux, bourses royales, école normale.....	1,640,000	„	1,640,000
3	Instruction primaire.....	1,500,000	„	1,500,000
4	Sciences et belles-lettres.....	1,614,000	„	1,614,000
5	Encouragements aux sciences et aux belles-lettres.....	196,000	„	196,000
TOTALS.....		4,985,000	„	4,985,000

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.

I^{re} PARTIE. — Dépenses de l'intérieur.

SERVICE ORDINAIRE.

1	Traitement du Ministre et personnel de l'administration centrale.....	388,000	„	388,000
2	Pensions et indemnités aux employés supprimés par mesure d'économie.....	14,000	„	14,000
3	Matériel et dépenses diverses de l'administration centrale.....	128,000	„	128,000
4	Lignes télégraphiques.....	728,000	„	728,000
4 bis.	Secours aux savants, artistes et gens de lettres ou à leurs veuves.....	160,000	„	160,000
5	Dépenses secrètes.....	1,265,500	„	1,265,500
5 bis.	Dépenses générales des gardes nationales..	410,000	„	410,000
5 ter.	Récompenses nationales.....	30,000	„	30,000
TOTALS des Services ordinaires...		3,123,500	„	3,123,500

SERVICE EXTRAORDINAIRE.

6	Secours aux étrangers réfugiés en France.	„	2,500,000 ^f	2,500,000
6 bis.	Secours aux condamnés politiques.....	„	80,000	80,000
7	Loyer de l'hôtel des lignes télégraphiques..	„	212,000	212,000
8	Solde des indemnités pour dommages aux propriétés, par suite des événements de juillet 1830.....	„	1,665,505	1,665,505
TOTALS des Services extraordinaires..		„	4,457,505	4,457,505

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS

pour services ordinaires.	pour services extraordi- naires.	TOTAL des crédits par chapitre législatif.
---------------------------------	---	---

Suite de la III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.

Suite du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.

II^e PARTIE. — Dépenses des Cultes.

Personnel des bureaux des cultes.....	170,000	"	170,000
Matériel des bureaux des cultes.....	26,000	"	26,000
Culte catholique. {	Traitements et indemnités fixes du clergé catholique..	"	27,574,700
	Boursés des séminaires.....	"	1,000,000
	Dépenses diocésaines.....	"	2,130,000
	Secours.....	"	1,982,300
Culte non catholique. {	Dépenses diverses.....	"	190,000
	Dépenses des cultes protestants.....	"	770,000
	Dépenses du culte israélite..	"	75,000
TOTAUX DE LA II ^e PARTIE.....	33,918,000	"	33,918,000

RÉCAPITULATION.

PARTIE. Dépenses de l'in- térieur.....	Service ordinaire..	3,123,500	"	3,123,500
	Service extraordinaire	"	4,457,505	4,457,505
Dépenses des cultes.....		33,918,000	"	33,918,000
TOTAL GÉNÉRAL.....		37,041,500	4,457,505	41,499,005

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

SERVICE ORDINAIRE.

Administration générale.

Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale.....	662,000	"	662,000
Pensions et indemnités temporaires aux employés supprimés.....	86,000	"	86,000
Matériel et dépenses diverses des bureaux..	212,000	"	212,000
Archives du Royaume.....	81,000	"	81,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS		
		pour services ordinaires.	pour services extraordi- naires.	TOTA des cré par cham législa
	<i>Suite de la III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.</i>			
	<i>Suite du MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.</i>			
	<i>Ponts et chaussées et Mines.</i>			
5	Administration centrale.....	200,000 ^f	"	200,
6	Personnel du corps des ponts et chaussées..	2,866,000	"	2,866,
7	Personnel du corps et autres dépenses des mines	434,000	"	434,
8	Subvention à la caisse des retraites.....	260,000	"	260,
9	Travaux à entretenir ou à continuer.....	27,620,000	"	27,620,
10	Travaux à entreprendre.....	495,000	"	495,
11	Travaux sur produits de droits spécialisés..	975,000	"	975,
12	Frais généraux du service des départements, secours, etc.....	50,000	"	50,
13	Subventions aux compagnies pour travaux par voie de concession	500,000	"	500,
14	Intérêts, primes et amortissement des emprunts.....	10,062,000	"	10,062,
	<i>Bâtiments civils et Monuments publics.</i>			
15	Entretien des bâtiments et édifices publics d'intérêt général à Paris.....	500,000	"	500,
16	Nouvelle salle de la Chambre des Députés..	500,000	"	500,
17	Achèvement des monuments et édifices de la Capitale.....	1,475,000	"	1,475,
18	Construction des maisons centrales de détention.....	600,000	"	600,
19	Travaux d'intérêt général dans les départements.....	300,000	"	300,
	<i>Beaux-arts.</i>			
20	Établissements des beaux-arts.....	383,000	"	383,
21	Encouragements et souscriptions.....	300,000	"	300,
	<i>Haras.</i>			
22	Haras, dépôts d'étaçons, primes, &c.,.....	1,500,000	"	1,500,

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS

pour
services
ordinaires.pour
services
extraordi-
naires..TOTAL
des crédits
par chapitre
législatif.*Suite de la III^e PARTIE. — SERVICES
GÉNÉRAUX.**Suite du MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES
TRAVAUX PUBLICS.**Agriculture, Commerce et Manufactures.*

Écoles vétérinaires et encouragements à l'agriculture	419,000 ¹	"	419,000 ¹
Commerce et manufactures.....	380,000	"	380,000
Établissements sanitaires	50,000	"	50,000
Encouragements aux pêches maritimes....	3,000,000	"	3,000,000
Poids et mesures.....	720,000	"	720,000

*Versement de la ville de Paris
sur le fonds des jeux.*

Établissements de bienfaisance.....	473,000	"	473,000
Secours aux colons.....	1,000,000	"	1,000,000
Secours généraux aux bureaux de charité, institutions de bienfaisance, et autres..	326,000	"	326,000
Secours aux sociétés de charité maternelle.	100,000	"	100,000
Travaux spéciaux de la Capitale.....	801,000	"	801,000
Subventions aux théâtres royaux et aux caisses de pension de l'Opéra et du Conservatoire	1,300,000	"	1,300,000

Dépenses départementales.

Centimes additionnels pour dépenses fixes ou communes..... 6 centimes	11,082,187	"	11,082,187
Dépenses variables spéciales.. 8.....	24,522,306	"	24,522,306
Fonds commun..... 5.....			
Ressources éventuelles appartenant aux départemens et destinées aux dépenses variables.....	859,376	"	859,376
Dépenses extraordinaires des départemens dites facultatives (maximum, 5 centimes, sur foncière et mobilière).....	14,200,000	"	14,200,000
Idem (centimes extraordinaires approuvés par des lois spéciales).....			
Secours spéciaux pour pertes résultant d'incendie, de grêle, inondations et autres cas fortuits ou motivés par divers accidents (1 centime additionnel spécial)	1,886,331	"	1,886,331

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS

pour
services
ordinaires.pour
services
extraordi-
naires.TOTAL
des crédits
par chapitre
législatif*Suite de la III^e PARTIE. — SERVICES
GÉNÉRAUX.**Suite du MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES
TRAVAUX PUBLICS.**Dépenses mentionnées pour ordre.*Dépenses ordinaires des communes (5 cen-
times sur foncière et mobilière).....Dépenses extraordinaires des communes
(centimes éventuels).....Recettes spéciales des haras et dépôts d'é-
talons (200,000 francs).....*Idem* des écoles vétérinaires et bergeries
royales (50,000 francs).....*Idem* des écoles d'arts et métiers (120,000^f).....*Idem* des institutions des jeunes aveugles,
des Quinze-vingts, des sourds-muets
et de la maison de Charenton (400,000^f).....Produit spécial de la taxe des brevets d'in-
vention, antérieur, disponible et cou-
rant. (*Loi du 23 mai 1791.*) [178,000^f].....

Mémoire.

#

#

TOTAUX.....

111,180,200^f

#

111,180,200

Services extraordinaires.

39 Canaux et navigation.....

40 Nouveaux travaux de routes dans les dé-
partements de l'Ouest.....18,000,000^f

18,000,000

400,000

400,000

18,400,000

18,400,000

RÉUNION des crédits.....

129,580,200

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

1 Administration centrale. (*Personnel.*)...2 Administration centrale. (*Matériel.*)...

3 États-majors.....

4 Gendarmerie.....

5 Recrutement.....

6 Solde et entretien des troupes.....

7 Justice militaire.....

1,495,000

#

1,495,000

488,000

128,000

616,000

14,970,000

714,000

15,684,000

13,535,000

2,800,000

16,335,000

458,000

#

458,000

118,780,000

98,682,645

215,462,645

224,000

118,000

339,000

MINISTÈRES ET SERVICES.

MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS

pour
services
ordinaires.pour
services
extraordi-
naires.TOTAL
des crédits
par chapitre
législatif.*Suite de la III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.**Suite du MINISTÈRE DE LA GUERRE.*

Remontes générales.	1,894,000 ^f	1,811,513 ^f	3,705,513 ^f
Matériel de l'artillerie.	7,490,000	14,824,000	22,314,000
Matériel du génie.	8,266,000	5,520,830	13,786,830
Écoles militaires.	1,940,300	"	1,940,300
Dépenses temporaires.	4,314,000	2,156,000	6,450,000
Invalides de la guerre.	3,108,000	"	3,108,000
Dépenses diverses, imprévues et secrètes.	"	2,156,000	2,156,000
TOTAUX GÉNÉRAUX.	176,961,300	128,585,988	305,547,288

MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.

1^{re} PARTIE. — *Personnel.*

Service central.	Administration centrale. (<i>Traitements</i>)	710,700	"	710,700
	Administration centrale. (<i>Frais de bureau et autres</i>)	250,000	"	250,000
Service général.	Service général de la marine. (<i>Corps et agents entretenus, Traitements fixes, abonnements, &c.</i>)	7,603,818	"	7,603,818
	Solde et entretien des corps organisés à terre et des équipages embarqués. (<i>Hôpitaux et vivres compris</i>)	19,016,100	2,116,600 (a) 145,000 (b) 412,500	21,590,200

II^e PARTIE. — *Matériel.*

Travaux du matériel naval. (<i>Ports</i>)	19,238,600	1,332,000 (a) 255,000 (b) 306,500	20,132,100
Travaux du matériel naval. (<i>Établissements hors des ports</i>)	1,765,000	"	1,765,000
Travaux de l'artillerie. (<i>Ports</i>)	1,292,000	110,700 (b) 61,500	1,464,200
Travaux de l'artillerie. (<i>Établissements hors des ports</i>)	675,000	"	675,000
Travaux hydrauliques et bâtiments civils.	3,521,500	"	3,521,500

(a) Portion du crédit additionnel (400,000 fr.) transféré de la guerre à la marine. — (b) Portion de l'augmentation du crédit (780,500 fr.) demandée par M. le ministre de la marine pendant la discussion du budget.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS		
		pour services ordinaires.	pour services extraordi- naires.	TOTAL des crédits par chapitre législatif
	<i>Suite de la III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.</i>			
	<i>Suite du MINISTÈRE DE LA MARINE ET DES COLONIES.</i>			
10	Travaux et dépenses pour le progrès des sciences maritimes	703,700 ^f	"	703,700
11	Approvisionnements de prévoyance.....	"	"	"
12	Affrètements et transports par mer.....	200,000	"	200,000
13	Chiourmes.	277,000	"	277,000
14	Dépenses diverses.....	213,300	"	213,300
	<i>III^e PARTIE. — Colonies.</i>			
15	Colonies. — Service militaire et subvention au service intérieur	7,000,000	"	7,000,000
	TOTAL GÉNÉRAL.....	61,466,718	4,739,800 ^f	66,206,518
	MINISTÈRE DES FINANCES.			
17	Cour des comptes.....	1,124,000	"	1,124,000
18	{ Administration centrale des finances. } Personnel	5,721,800	"	5,721,800
19		{ Matériel et dépenses diverses.	819,000	"
20	Frais de liquidation de l'indemnité des an- ciens colons de Saint-Domingue.....	40,000	"	40,000
21	{ Monnaies. } Service administratif dans les départements.....	307,600	"	307,600
22		{ Frais de refonte d'anciennes espèces	800,000	"
	{ Fonds commun. (Loi du 31 juil- let 1821.)	1,000,000 ^f		
23	Cadastre.. { Centimes facul- tatifs votés par les conseils gé- néraux. }	5,600,000	"	5,600,000
24	Frais de trésorerie.....	2,786,000	"	2,786,000

spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS		
		pour services ordinaires.	pour services extraordinaires.	TOTAL des crédits par chapitre législatif.
	<i>Suite de la III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.</i>			
	<i>Suite du MINISTÈRE DES FINANCES.</i>			
	Traitements, taxations, commissions et bonifications aux receveurs généraux et particuliers des finances, sur les impôts et revenus directs et indirects.....	5,200,000 ^f	"	5,200,000
	Traitements et frais de service des payeurs.	980,000	"	980,000
	TOTAUX.....	23,378,400	"	23,378,400

RÉCAPITULATION DE LA III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.

Ministère de la justice.....	18,351,365 ^f	"	18,351,365
des affaires étrangères.....	7,197,700	"	7,197,700
de l'instruction publique.....	4,985,000	"	4,985,000
de l'intérieur et des cultes.....	37,041,500	4,457,505 ^f	41,499,005
du commerce et des travaux publics ..	111,189,200	18,400,000	129,589,200
de la guerre.....	176,961,300	128,585,988	305,547,288
de la marine.....	61,466,718	4,739,800	66,206,518
des finances.....	23,378,400	"	23,378,400
TOTAUX.....	440,562,183	156,183,293	596,745,476

IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS.

Contributions directes.

Service administratif dans les départements	3,314,090 ^f	"	3,314,000
Remises des percepteurs et frais de premier avertissement.....	11,430,000	"	11,430,000
	14,744,000	"	14,744,000
<i>Enregistrement, Timbre et Domaines.</i>			
Service administratif et de perception dans les départements.....	8,876,800 ^f	"	8,876,800
Timbre.....	770,950	"	770,950
	9,647,750 ^f	"	9,647,750

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS		
		pour services ordinaires.	pour services extraordi- naires.	TOTAL des cré- dits par chap- législat
	<i>Suite de la IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EX- PLOITATION DES IMPÔTS ET REVE- NUS.</i>			
	<i>Forêts.</i>			
31	Service administratif et de surveillance dans les départements.....	2,987,300 ^f	#	2,987,300
32	Avances recouvrables. (Frais divers com- muns aux bois de l'État et à ceux des communes.).....	506,000	#	506,000
33	Frais pour l'aliénation des bois de l'État..	150,000	#	150,000
	<i>Douanes.</i>	3,643,300	#	3,643,300
34	Service administratif et de perception dans les départements.....	23,192,698	#	23,192,698
	<i>Contributions indirectes.</i>			
35	Service administratif et de perception dans les départements.....	19,684,500	#	19,684,500
36	Poudres à feu.....	2,200,100	#	2,200,100
	<i>Tabacs.</i>	21,884,600	#	21,884,600
37	Exploitation des tabacs.....	21,813,000	#	21,813,000
	<i>Postes.</i>			
38	Service administratif et de perception dans les départements.....	5,076,375	#	5,076,375
39	Transport des dépêches.....	8,992,245	#	8,992,245
40	Service rural. (Loi du 3 juin 1829 et art. 47 de celle du 21 avril 1832.).....	4,065,000	#	4,065,000
	<i>Loterie.</i>	18,133,620	#	18,133,620
41	Service administratif dans les départements	321,700	#	321,700
42	Frais de percion. (Remises aux receveurs.)	1,500,000	#	1,500,000
		1,821,700	#	1,821,700
43	Salines et mines de sel de l'Est.....	195,000	#	195,000
	TOTAUX DE LA IV^e PARTIE.....	115,075,668	#	115,075,668

spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT DES CRÉDITS ACCORDÉS		
		pour services ordinaires.	pour services extraordinaires.	TOTAL des crédits par chapitre législatif.
	Ve PARTIE.			
	REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.			
	Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes.....	25,650,831 ^f	"	25,650,831 ^f
	Remboursements de sommes indûment perçues sur produits indirects et divers...	1,848,000	"	1,848,000
	Restitutions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées.....	2,612,000	"	2,612,000
	Primes à l'exportation des marchandises..	10,000,000	"	10,000,000
	Escompte sur droits de douane et sels ...	1,800,000	"	1,800,000
	TOTAL DE LA Ve PARTIE.....	41,910,831	"	41,910,831

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES.

Ve PARTIE. Dette publique.....	349,292,229^f	"	349,292,229^f
— Dotations.....	17,370,600	"	17,370,600
— Services généraux.....	440,562,183	156,183,293 ^f	596,745,476
— Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus ..	115,075,668	"	115,075,668
— Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes	41,910,831	"	41,910,831
TOTAUX GÉNÉRAUX des dépenses de l'exercice 1833.....	964,211,511	156,183,293	1,120,394,804

DÉPENSES POUR ORDRE.

Justice.....	Imprimerie royale.....	1,879,070 ^f
Instruction publique et cultes...	Conseil royal de l'instruction publique.	2,578,691
Commerce et travaux publics...	Taxe spéciale des brevets d'invention..	178,000
Marine.....	Poudres et salpêtres.....	3,839,146
Finances.....	Légion d'honneur.....	10,101,253
	Frais de fabric. des monnaies et médailles	2,876,180
TOTAL des dépenses mentionnées pour ordre.....		22,452,340

CERTIFIÉS exacts et véritables :

Le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé HUMANN.



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,

A Paris, le 26 * Avril 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'Imprimerie royale ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

26 Avril 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N^o 94.

N^o 214. — *Loi portant fixation du Budget des Recettes de l'exercice 1833.*

A Paris, le 24 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

§ 1^{er}.

Impôts autorisés pour l'exercice 1833.

ARTICLE 1^{er}.

Continuera d'être faite, pour 1833, conformément aux lois existantes, la perception

Des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèques, de passeports et de permis de port d'armes, et des droits de sceau à percevoir, pour le compte du trésor, en conformité des lois des 17 août 1828 et 29 janvier 1831;

Des droits de douanes, y compris celui sur les sels;

Des contributions indirectes, des postes, des loteries, des monnaies et droits de garantie;

Des taxes des brevets d'invention,

Des droits de vérification des poids et mesures, conformément au tarif annexé à l'ordonnance royale du 18 décembre 1825;

IX^e Série. — 1^{re} Partie.

13

Du dixième des billets d'entrée dans les spectacles ;

Du prix des poudres, tel qu'il est fixé par la loi du 16 mars 1819 ;

Du prix de la vente exclusive des feuilles de rôles d'équipages des bâtimens de commerce, tel qu'il a été fixé par le tarif du 27 juin 1803 : le produit de cette vente continuera d'être versé dans la caisse des invalides de la marine ;

D'un quart de la recette brute dans les lieux de réunion et de fête où l'on est admis en payant, et d'un décime pour franc sur ceux de ces droits qui n'en sont point affranchis, y compris les amendes et condamnations pécuniaires, et sur les droits de greffe perçus par le secrétaire général du conseil d'état, en vertu de l'ordonnance du 18 janvier 1826 ;

Des contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, ainsi que des revenus spéciaux accordés auxdits établissemens et aux établissemens sanitaires ;

Des droits établis pour frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers ;

Des rétributions imposées, en vertu des arrêtés du Gouvernement du 3 floréal an VIII [23 avril 1800] et du 6 nivôse an XI [27 décembre 1802], sur les établissemens d'eaux minérales naturelles, pour le traitement des médecins chargés par le Gouvernement de l'inspection de ces établissemens ;

Des redevances sur les mines ;

Des diverses rétributions imposées en faveur de l'université sur les membres de l'université, sur les établissemens particuliers d'instruction, sur les élèves qui fréquentent les écoles publiques, sur les candidats qui se présentent aux examens des différentes facultés et aux examens des jurys médicaux ;

Des taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement pour la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants ; des taxes pour les travaux de dessèchement auto

risés par la loi du 16 septembre 1807, et des taxes d'affouages, là où il est d'usage et utile d'en établir ;

Des droits de péage qui seraient établis, conformément à la loi du 4 mai 1802, pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'État, des départements et des communes, et pour correction de rampes sur les routes royales ou départementales ;

De la retenue sur le prix des livraisons de tabac autorisées par l'article 38 de la loi du 24 décembre 1814, jusqu'à concurrence d'un centime par kilogramme, et spécialement affectée aux frais d'expertise et autres dépenses à la charge des planteurs ;

Du produit de la moitié de la retenue de trois pour cent exercée par la caisse des invalides de la marine sur les dépenses relatives au matériel de ce département.

ARTICLE 2.

Pour subvenir au traitement des médecins-inspecteurs des bains, des fabriques et des dépôts d'eaux minérales, le Gouvernement est autorisé à imposer sur lesdits établissements des contributions qui ne pourront excéder mille francs pour l'établissement de Tivoli à Paris, deux cent cinquante francs pour une fabrique, et cent cinquante francs pour un simple dépôt.

Le recouvrement de ces rétributions sera poursuivi comme celui des contributions directes.

ARTICLE 3.

Est également autorisée la perception des droits de voirie dont les tarifs auront été approuvés par le Gouvernement, sur la demande et au profit des communes, conformément à l'édit du mois de novembre 1697, maintenu en vigueur par la loi du 22 juillet 1791.

ARTICLE 4.

En exécution de l'article 106 du Code forestier, une somme de un million dix mille deux cents francs (1,010,200 francs), montant des frais d'administration des bois des communes et établissements publics, sera ajoutée, pour 1833, à la contribution foncière établie sur ces bois.

Cette somme sera répartie par une ordonnance royale entre les différents départements du royaume.

ARTICLE 5.

A partir du 1^{er} septembre 1833, le droit de chasse dans les forêts de l'État pourra être affermé et mis en adjudication.

Le Gouvernement est chargé de faire tous les règlements nécessaires pour assurer l'exécution de cette disposition.

ARTICLE 6.

Sont confirmées, pour l'année 1833, les remises et modérations accordées à la régie des salines et mines de sel de l'Est par les ordonnances des 26 novembre 1828, 17 janvier 1830, et la décision royale du 4 avril de la même année.

§ II.***Évaluation des Recettes de l'Exercice 1833.*****ARTICLE 7.**

Les voies et moyens sont évalués, pour l'exercice 1833, à la somme de neuf cent soixante-six millions huit cent soixante-dix mille cinq cent quarante-sept francs (966,870,547 francs), conformément à l'état A ci-annexé.

ARTICLE 8.

Un crédit de cent soixante-sept millions, applicable aux

dépenses extraordinaires du même exercice, est ouvert au ministre des finances, et pourra être réalisé en rentes ou au moyen de ventes de bois, sans néanmoins que ces ventes puissent excéder la quotité fixée par la loi du 26 mars 1831.

Les rentes inscrites en vertu de ce crédit seront disponibles pour les besoins du trésor, mais ne pourront être définitivement aliénées qu'avec publicité et concurrence, dans les formes suivies pour les adjudications des emprunts, ainsi qu'aux conditions qui concilieront le mieux les intérêts du trésor avec la facilité des négociations.

ARTICLE 9.

Dans le cas où il serait négocié des rentes en vertu de l'article précédent, la dotation de l'amortissement sera accrue d'une somme égale au centième du capital nominal desdites rentes.

ARTICLE 10.

Les rentes trois pour cent à annuler au profit de l'État, en vertu de l'article 2 de la loi du 5 janvier 1831, sur le crédit de trente millions affecté à l'indemnité des émigrés, sont arrêtées provisoirement à la somme de trois millions neuf cent mille francs, qui sera immédiatement rayée du grand-livre de la dette publique.

Le crédit primitif de trente millions demeure, en conséquence, dès à présent réduit et limité à vingt-six millions cent mille francs de rente au capital de huit cent soixante et dix millions.

§ III.

Moyens de Service.

ARTICLE 11.

Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque de France, des bons royaux portant intérêt et payables à échéance fixe.

Les bons royaux en circulation ne pourront excéder deux cent cinquante millions.

Dans le cas où cette somme serait insuffisante pour les besoins du service, il y sera pourvu au moyen d'une émission supplémentaire qui devra être autorisée par des ordonnances royales, lesquelles seront insérées au Bulletin des lois et soumises à la sanction législative dans la plus prochaine session des Chambres.

§ IV.

Dispositions générales.

ARTICLE 12.

Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par la présente loi et par celle du 15 décembre 1832, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution des articles 20 et 28 de la loi du 31 juillet 1821, de l'article 22 de la loi du 17 août 1822, et de l'article 4 de la loi du 2 août 1829, relatifs à la spécification des dépenses variables départementales et aux centimes facultatifs que les conseils généraux de département sont autorisés à voter pour les dépenses d'utilité départementale et pour les opérations cadastrales, et des articles 31, 39, 40, 41, 42 et 43 de la loi du 15 mai 1818, relatifs aux dépenses ordinaires et extraordinaires des communes.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la

Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, le 24^e jour du mois d'Avril 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi :

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

Le Ministre Secrétaire d'état au
département des finances,

Signé HUMANN.

Signé BARTHE.

DÉSIGNATION DES PRODUITS.

Contributions directes.	Foncière.....
	Personnelle et mobilière.....
	Portes et fenêtres.....
	Patentes.....
	Fonds pour frais de premier avertissement.....
Enregistrement, timbre et domaines.	Contribution additionnelle à celle assise sur les bois des (Exécution de l'article 106 du Code forestier).....
	Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèques, et pa.....
	Droit de timbre.....
Coupes de bois..	Revenus et prix de vente de domaines.....
	Domaines et bois engagés ou échangés. (Loi du 12.....
Douanes.....	Principal des adjudications.....
	Décime et produits accessoires.....
Contributions indirectes.	Droits de douanes, droits de navigation et recettes accident.....
	Droits de consommation des sels.....
	Boissons et droit de fabrication des bières.....
Postes.....	Diverses taxes et recouvrements d'avances pour divers serv.....
	Produit de la vente des tabacs.....
Loterie.....	Produit de la vente des poudres à feu.....
Recettes diverses.	Salines et mines de sel de l'Est.....
	Versement au trésor par la ville de Paris (produit des jeu.....
	Produits de la rente de l'Inde.....
	Intérêts de la créance sur l'Espagne.....
	Produits et revenus locaux d'Alger.....
	Recouvrements sur prêts faits en 1830 au commerce et.....
	Bénéfices sur la fabrication des monnaies et la vente.....
	Produits divers..
	Recettes sur divers revenus publics.....
	Produits divers provenant des minist.....
Moyens extraordinaires.	Produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées à divers.
	Recettes de diverses origines.....
	Amendes de police simple et de po.....
	Amendes en matière de douanes.....
	Amendes en matière de contribution.....
	Ressources locales extraordinaires pour dépenses dé.....
	Emploi d'un crédit de cent soixante-sept millions à réalis.....
	négociations de rentes et au moyen de ventes de bois.....

extraordinaires de l'Exercice 1833.

		MONTANT DES PRÉVISIONS DE RECETTES		
		ordinaires.	extraordinaires	TOTAL.
.....	244,252,373 ^f			
.....	50,965,000			
.....	26,830,000	352,515,873 ^f	"	352,515,873 ^f
.....	29,818,500			
.....	650,000			
us et établissements publics.				
.....		1,010,200	"	1,010,200
is diverses	161,200,000 ^f			
.....	28,800,000			
.....	5,095,000	196,011,000	"	196,011,000
0.).....	916,000			
.....	14,000,000			
.....	2,000,000	16,000,000	"	16,000,000
douanes.	107,000,000	161,000,000	"	161,000,000
.....	54,000,000			
.....	66,000,000			
.....	31,500,000			
.....	68,000,000	169,200,000	"	169,200,000
.....	3,700,000			
.....		35,790,000	"	35,790,000
.....		10,000,000	"	10,000,000
.....		1,400,000		
.....		5,500,000		
.....		1,000,000		
.....		2,184,098		
.....		1,500,000		
rie.		3,000,000		
ailles.		550,000		
.....	4,560,000 ^f			25,343,474
.....	2,000,000	6,950,000		
.....	390,000			
rectionnelle.	800,000			
.....	1,200,000	2,400,000		
ertes.	400,000			
tales		859,376		
ligations du trésor, par des		"	167,000,000 ^f	167,000,000
.....				
TAUX		966,870,547	167,000,000	1,133,870,547

RECETTES POUR ORDRE.

Justice.....	Imprimerie royale.....	2,154,000 ^f
Instruction publique.....	Conseil royal de l'instruction publique.....	3,580,655
Commerce et travaux publ.	Taxe spéciale des brevets d'in- vention.....	580,000
Guerre.....	Direction générale des poudres et salpêtres.....	3,837,780
Finances.....	Légion d'honneur.....	10,101,253
	Retenues sur les matières ver- sées au change.....	2,876,180
TOTAL des Recettes mentionnées pour ordre.....		23,129,868

RÉCAPITULATION DES SERVICES DE 1833, ET RÉSULTAT.

NATURE DES SERVICES.	DÉPENSES.	RECETTES.	EXCÉDANT présumé de recette.
Services ordinaires.....	964,211,511 ^f	966,870,547 ^f	2,659,036 ^f
Services extraordinaires.....	156,183,293	167,000,000	10,816,707
TOTAUX.....	1,120,394,804	1,133,870,547	13,475,743

CERTIFIÉ CONFORME :

Le Ministre Secrétaire d'état des finances,

Signé HUMANN.

N° 215. — *Loi concernant l'Exercice des Droits civils et des Droits politiques dans les Colonies.*

A Paris, au palais des Tuileries, le 24 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Toute personne née libre ou ayant acquis légalement la liberté jouit, dans les colonies françaises, 1° des droits civils,

2° des droits politiques, sous les conditions prescrites par les lois.

ARTICLE 2.

Sont abrogées toutes dispositions de lois, édits, déclarations du Roi, ordonnances royales ou autres actes contraires à la présente loi, et notamment toutes restrictions ou exclusions qui avaient été prononcées, quant à l'exercice des droits civils et des droits politiques, à l'égard des hommes de couleur libres et des affranchis.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 24^e jour du mois d'Avril 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au département de la marine et des colonies,
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé BARTHE.

Signé C^{te} DE RIÉNY.

N° 216. — *Loi concernant le Régime législatif des Colonies.*

A Paris, au palais des Tuileries, le 24 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

TITRE I^{er}.

Des Lois coloniales.

ARTICLE 1^{er}.

Dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de Bourbon et de la Guiane, le conseil général sera remplacé par un conseil colonial, dont les membres seront élus et les attributions réglées conformément aux dispositions de la présente loi.

ARTICLE 2.

Seront faites par le pouvoir législatif du royaume :

- 1° Les lois relatives à l'exercice des droits politiques ;
- 2° Les lois civiles et criminelles concernant les personnes libres, et les lois pénales déterminant pour les personnes non libres les crimes auxquels la peine de mort est applicable ;
- 3° Les lois qui régleront les pouvoirs spéciaux des gouverneurs en ce qui est relatif aux mesures de haute police et de sûreté générale ;
- 4° Les lois sur l'organisation judiciaire ;
- 5° Les lois sur le commerce, le régime des douanes, la répression de la traite des noirs, et celles qui auront pour but de régler les relations entre la métropole et les colonies.

ARTICLE 3.

Il sera statué par ordonnances royales, les conseils coloniaux ou leurs délégués préalablement entendus :

- 1° Sur l'organisation administrative, le régime municipal excepté ;
- 2° Sur la police de la presse ;
- 3° Sur l'instruction publique ;
- 4° Sur l'organisation et le service des milices ;
- 5° Sur les conditions et les formes des affranchissements, ainsi que sur les recensements ;
- 6° Sur les améliorations à introduire dans la condition

des personnes non libres, qui seraient compatibles avec les droits acquis;

7° Sur les dispositions pénales applicables aux personnes non libres, pour tous les cas qui n'emportent pas la peine capitale;

8° Sur l'acceptation des dons et legs aux établissements publics.

ARTICLE 4.

Seront réglées par des décrets rendus par le conseil colonial, sur la proposition du gouverneur, les matières qui, par les dispositions des deux articles précédents, ne sont pas réservées aux lois de l'État ou aux ordonnances royales.

ARTICLE 5.

Le conseil colonial discute et vote, sur la présentation du gouverneur, le budget intérieur de la colonie.

Toutefois le traitement du gouverneur et les dépenses du personnel de la justice et des douanes sont fixés par le Gouvernement, et ne peuvent donner lieu, de la part du conseil, qu'à des observations.

ARTICLE 6.

Le conseil colonial détermine, dans les mêmes formes, l'assiette et la répartition des contributions directes.

ARTICLE 7.

Le conseil colonial donne son avis sur toutes les dépenses des services militaires qui sont à la charge de l'État.

ARTICLE 8.

Les décrets adoptés par le conseil colonial, et consentis par le gouverneur, sont soumis à la sanction du Roi.

Néanmoins, le gouverneur aura la faculté de les déclarer provisoirement exécutoires.

ARTICLE 9.

Les projets de décret que le conseil colonial n'aura pas adoptés, et ceux dans lesquels il aura introduit des amendements qui ne seraient pas consentis par le gouverneur, ne pourront être représentés dans la même session.

ARTICLE 10.

Le conseil colonial peut faire connaître ses vœux sur les objets intéressant la colonie, soit par une adresse au Roi, s'il s'agit de matières réservées aux lois de l'État ou aux ordonnances royales, soit par un mémoire au gouverneur, s'il s'agit d'autres matières.

ARTICLE 11.

Le gouverneur rend des arrêtés et des décisions pour régler les matières d'administration et de police, et pour l'exécution des lois, ordonnances et décrets publiés dans la colonie.

ARTICLE 12.

Le gouverneur convoque le conseil colonial; il le proroge et peut le dissoudre.

Dans ce dernier cas, un nouveau conseil doit être élu et convoqué dans un délai qui ne peut excéder cinq mois pour la Martinique, la Guadeloupe et la Guiane, et dix mois pour l'île de Bourbon.

Le gouverneur fait l'ouverture et la clôture de la session.

Il nomme un ou plusieurs commissaires pour soutenir la discussion des projets de décret qu'il présente au conseil colonial.

Ces commissaires doivent être entendus quand ils le demandent.

TITRE II.

De l'organisation des Conseils coloniaux.

ARTICLE 13.

Le conseil colonial sera composé de trente membres dans

chacune des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe et de Bourbon, et de seize à la Guiane.

Les membres du conseil colonial sont élus, pour cinq ans, par les collèges électoraux, dont l'organisation est réglée au titre suivant.

Chaque collège électoral élit le nombre de membres fixé par le tableau annexé à la présente loi.

ARTICLE 14.

Les fonctions de membre du conseil colonial sont gratuites.

ARTICLE 15.

Le conseil colonial se réunit une fois chaque année en session ordinaire.

Le gouverneur peut le convoquer en session extraordinaire.

A l'ouverture de chaque session, le conseil élit un président, un vice-président et deux secrétaires.

ARTICLE 16.

Le conseil colonial ne peut s'assembler qu'à l'époque et dans le lieu indiqués par la proclamation du gouverneur.

Ses délibérations ne sont valables qu'autant que la moitié plus un du nombre de ses membres y a concouru, et qu'elles ont été rendues à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Les séances du conseil colonial ne seront point publiques; mais l'extrait des procès-verbaux de ses séances sera imprimé et publié à la fin de chaque session.

ARTICLE 17.

Chaque membre du conseil colonial prêtera, lorsque ses pouvoirs auront été vérifiés, le serment dont la teneur suit :

« Je jure fidélité au Roi des Français, obéissance à la Charte constitutionnelle, aux lois, ordonnances et décrets en vigueur dans la colonie. »

ARTICLE 18.

Le conseil colonial a seul le droit de recevoir la démission d'un de ses membres. En cas de vacance par option, décès, démission ou autrement, le collège électoral qui doit pourvoir à la vacance sera convoqué par le gouverneur, dans un délai qui ne pourra excéder un mois.

ARTICLE 19.

Les colonies auront des délégués près le Gouvernement du Roi, savoir : la Martinique, deux ; la Guadeloupe, deux ; l'île de Bourbon, deux ; et la Guiane, un.

Le conseil colonial nommera dans sa première session les délégués de la colonie et fixera leur traitement.

Pourra être choisi pour délégué, tout Français âgé de trente ans et jouissant des droits civils et politiques.

Les délégués, réunis en conseil, sont chargés de donner au Gouvernement du Roi les renseignements relatifs aux intérêts généraux des colonies, et de suivre auprès de lui l'effet des délibérations et des vœux des conseils coloniaux.

La durée de leurs fonctions est égale à la durée des fonctions du conseil colonial qui les a nommés.

Toutefois, ils ne cesseront de les remplir que lorsqu'ils auront été remplacés.

TITRE III.

Des Collèges électoraux, des Capacités électorales et des Éligibles.

ARTICLE 20.

Sera électeur, tout Français âgé de vingt-cinq ans accomplis, né dans la colonie, ou qui y sera domicilié depuis deux ans, jouissant des droits civils et politiques, payant en contributions directes, sur les rôles de la colonie, trois cents francs à la Martinique et à la Guadeloupe, et deux cents francs à l'île de Bourbon et à la Guiane, ou justifiant qu'il possède dans la

colonie des propriétés mobilières ou immobilières, d'une valeur de trente mille francs à la Martinique et à la Guadeloupe, et de vingt mille francs à l'île de Bourbon et à la Guiane.

ARTICLE 21.

Sera éligible aux fonctions de membre du conseil colonial, tout électeur âgé de trente ans accomplis, payant en contributions directes six cents francs à la Martinique et à la Guadeloupe, et quatre cents francs à l'île de Bourbon et à la Guiane, ou justifiant qu'il possède dans la colonie des propriétés mobilières ou immobilières, d'une valeur de soixante mille francs à la Martinique et à la Guadeloupe, et de quarante mille francs à l'île de Bourbon et à la Guiane.

ARTICLE 22.

La justification du cens électoral, ainsi que du cens d'éligibilité, pourra résulter cumulativement, dans les proportions établies par les deux articles précédents, de la cote des contributions directes en principal et centimes additionnels, et de la possession de propriétés ou portions de propriété non imposables.

ARTICLE 23.

Une ordonnance royale déterminera, avec les modifications qu'exigent les circonstances locales, l'application, à chacune des colonies, des dispositions réglementaires de la loi du 19 avril 1831 sur les élections.

TITRE IV.

Dispositions diverses.

ARTICLE 24.

Sont abrogées toutes dispositions de lois, édits, déclarations du Roi, ordonnances royales et autres actes actuelle-

ment en vigueur dans lesdites colonies, en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi.

ARTICLE 25.

Les établissements français dans les Indes-Orientales et en Afrique, et l'établissement de pêche de Saint-Pierre et Miquelon, continueront d'être régis par ordonnances du Roi.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 24^e jour du mois d'Avril 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,*

Le Ministre Secrétaire d'état au département de la marine et des colonies,

Signé BARTHE.

Signé C^{te} DE RIGNY.

TABLEAU des Circonscriptions électorales de la Martinique, la Guadeloupe, la Guiane française, et l'île de Bourbon.

COLLÈGES électoraux.	NOMBRE de membres à élire.	COMMUNES comprises dans chaque arrondissement électoral.
MARTINIQUE.		
1 ^{er}	6	{ Le Fort-Royal (<i>intra muros</i> , <i>extra muros</i>). La Case-Pilote. Le Lamentin.
2 ^e	8	{ Saint-Pierre (<i>intra muros</i> , <i>extra muros</i>). Le Prêcheur. Le Carbet.
3 ^e	4	{ La Basse-Pointe. Le Macouba. La Grande-Anse. Le Marigot. Sainte-Marie.
4 ^e	5	{ La Trinité. Le Gros-Morne. Le Robert. Le François.
5 ^e	3	{ Le Marin. La Rivière-Pilote. Le Vauclin. Sainte-Anne.
6 ^e	4	{ La Rivière salée. Le Trou-aux-Chats. Les Trois-Îlets. Sainte-Luce. Le Diamant. Les Anses-d'Arfets. Le Saint-Esprit.
	30	
GUADELOUPE ET DÉPENDANCES.		
1 ^{er}	3	{ Basse-Terre (<i>intra muros</i> , <i>extra muros</i>). Baillif. Parc et Matouba.
2 ^e	6	{ Pointe-à-Pitre (<i>intra muros</i> , <i>extra muros</i>). Abymes.
3 ^e	3	{ Anse-Bertrand. Port-Louis. Petit-Canal. Morne-à-l'Eau.

COLLÈGES électoraux.	NOMBRE de membres à élire.	COMMUNES comprises dans chaque arrondissement électoral.
GUADELOUPE ET DÉPENDANCES. (Suite.)		
4 ^e	5	Moule.
		Saint-François.
		Sainte-Anne.
		Gozier.
5 ^e	2	Désirade.
		Deshayes.
		Bouillante.
		Pointe-Noire.
6 ^e	3	Vieux-Habitants.
		Goyave.
		Capesterre.
		Trois-Rivières.
7 ^e	4	Vieux-Fort.
		Les Saintes.
		Sainte-Rose.
		Lamentin.
8 ^e	3	Baie-Mahaut.
		Petit-Bourg.
9 ^e	1	Marie-Galante (île).
		Saint-Martin (partie française).
	30	
GUIANE FRANÇAISE.		
1 ^{re}	3	Cayenne.
2 ^e	5	Île de Cayenne.
		Canal.
3 ^e	2	Tour-de-l'île.
		Tonnégrande.
4 ^e	1	Mont-Sinéry.
		Roura.
5 ^e	2	La Comté.
		Maconria.
		Kourou.
		Sinamary.
6 ^e	3	Iracoubo.
		Oyapock.
		Approuague.
	16	Kaw.

COLLÈGES électoraux.	NOMBRE de membres à élire.	COMMUNES comprises dans chaque arrondissement électoral.
BOURBON		
1 ^{er}	5	Saint-Denis.
2 ^e	5	Saint-Paul.
3 ^e	3	Saint-Pierre.
4 ^e	5	Saint-Benoît et Sainte-Rose.
5 ^e	3	Sainte-Suzanne et Sainte-Marie.
6 ^e	2	Saint-André.
7 ^e	3	Saint-Joseph et Saint-Philippe.
8 ^e	4	Saint-Louis et Saint-Leu.
	30	

N° 217. — *Loi qui ouvre un Crédit extraordinaire destiné à acquérir la Bibliothèque de M. Cuvier, et accorde une Pension à sa Veuve.*

Au palais des Tuileries, le 24 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Il est ouvert au ministre secrétaire d'état au département de l'instruction publique un crédit extraordinaire de soixante-douze mille cinq cents francs, destiné à acquérir, au nom et pour le compte de l'État, la bibliothèque de feu *George Cuvier*.

ARTICLE 2.

Il est accordé sur les fonds généraux à M^{me} *Anne Coquel de Trazaille*, sa veuve, une pension de six mille francs.

ARTICLE 3.

Cette pension sera inscrite sur le livre des pensions du tré-

leur public, et acquittée à partir du jour de la promulgation de la présente loi.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 24^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

Signé BARTHE.

Par le Roi :
Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de l'instruction pu-
blique,

Signé GUIZOT.

N^o 218. — *Loi qui ouvre un Crédit extraordinaire destiné à acquérir les Manuscrits de M. Champollion jeune, et accorde une Pension à sa Veuve.*

Au palais des Tuileries, le 24 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Il est ouvert au ministre secrétaire d'état au département de

L'instruction publique un crédit extraordinaire de cinquante mille francs, destiné à acquérir, pour le compte de l'État, les manuscrits, dessins et livres annotés par feu *Champollion* jeune.

ARTICLE 2.

Il est accordé sur les fonds généraux, à madame *Rose Blanc*, sa veuve, une pension de trois mille francs.

ARTICLE 3.

Cette pension sera inscrite sur le livre des pensions du trésor public, et acquittée à partir du jour de la promulgation de la présente loi.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 24^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

Le Ministre Secrétaire d'état au
département de l'instruction pu-
blique,

Signé BARTHE.

Signé GUIZOT.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice ,*

A Paris, le 28 * Avril 1833 ,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS , DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

28 Avril 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 95.

N° 219. — *Loi relative à l'Importation et à l'Exportation des Sucres.*

A Paris, au palais des Tuileries, le 26 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Le tarif des sucres, à l'importation, sera réglé ainsi qu'il suit :

sucres	des colonies françaises,	brut, autre que blanc.	de Bourbon....	38 ^f 50 ^c	par 100 kilogrammes.
			des Antilles et de la Guiane....	45 00	
		brut, blanc.....	de Bourbon...	43 50	
	des Antilles et de la Guiane...		50 00		
	étrangers,	terré, de toutes nuances	de Bourbon....	64 00	
			des Antilles et de la Guiane....	70 00	
		brut, autre que blanc,	par navires français,	de l'Inde.....		80 00
	par navires étrangers.....		d'ailleurs, hors d'Europe.....	85 00	
			des entrepôts...	93 00	
	brut, blanc ou terré, sans distinction de nuance ni du mode de fabrication,	par navires français,	de l'Inde.....	90 00	
d'ailleurs, hors d'Europe.....			95 00		
par navires étrangers.....		105 00			
par navires étrangers.....		120 00			

IX^e Série. — 1^{re} Partie.

14

A dater du 1^{er} juin 1834, les droits établis sur les sucres bruts blancs de Bourbon, des Antilles et de la Guiane seront élevés de dix francs par cent kilogrammes.

ARTICLE 2.

Les droits payés à l'importation des sucres français bruts autres que blancs, tels qu'ils sont désignés au précédent article et des sucres étrangers bruts, autres que blancs, seront remboursés à la sortie du sucre raffiné, du sucre candi et de la mélasse, dans les proportions ci-après, lorsqu'on justifiera, par des quittances de douanes n'ayant pas plus de six mois de date que les droits ont été acquittés pour des sucres importés en droiture, par navires français, des pays hors d'Europe :

ESPÈCE		QUANTITÉ exportée.	MONTANT de la prime.
de sucre mise en fabrication et désignée par les quittances.	de produits exportés.		
Sucres bruts des colonies françaises autres que blancs, et sucres bruts étrangers autres que blancs...	Sucre mélis ou quatre cassons entièrement épuré et blanchi.....	70 kilogr...	Le droit payé pour 100 kilogrammes de sucre brut, et selon la provenance, décime compris.
	Sucre candi de nuance au moins jaune paille.	70 kilogr...	
	Sucre lumps et sucre tapé de nuance blanche.	73 kilogr...	
	Mélasses.....	100 kilogr..	12 francs.

Le remboursement du droit, tel qu'il est fixé ci-dessus, s'appliquera aux sucres des colonies françaises qu'à partir du 1^{er} juin 1833. Jusqu'à cette époque, et à dater de la promulgation de la présente loi, il sera alloué, à la sortie de cent kilo

grammes de sucre mélis en pains de moins de sept kilogrammes entièrement épuré et blanchi, une prime de cent cinq francs ; et à la sortie de cent kilogrammes de mélasse, une prime de douze francs.

ARTICLE 3.

La tare de quatre pour cent, allouée par l'article 7 de la loi du 27 juillet 1822 aux sucres raffinés en pains exportés, est réduite à deux pour cent.

ARTICLE 4.

Toutes dispositions antérieures relatives aux droits payés à l'importation des sucres et aux primes allouées à l'exportation des sucres et des mélasses sont et demeurent abrogées en ce qu'elles auraient de contraire à la présente loi.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 26^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

Signé BARTHE.

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des
travaux publics,*

Signé A. THIERS.



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice ,

A Paris, le 28 * Avril 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

28 Avril 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N^o 96.

N^o 220. — *Loi qui accorde des Pensions aux Vainqueurs de la Bastille.*

A Paris, au palais des Tuileries, le 26 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Il est accordé à chacun des vainqueurs de la Bastille qui justifiera de ce titre une pension annuelle et viagère de deux cent cinquante francs.

Seront admis comme pièces justificatives :

1^o Les brevets accordés aux vainqueurs de la Bastille, par le décret du 19 juin 1790, ou échangés en vertu de l'article 9 du décret du 20 août 1793, et à défaut de ces brevets, les extraits dûment certifiés, des registres ou états dressés dans le temps, et qui sont aux archives de l'État ou de l'Hôtel-de-Ville ;

2^o Les brevets ou lettres de concession de pensions ou gratifications accordées par les décrets des 25 décembre 1790 et 24 mars 1793, et à défaut de ces brevets et lettres de concession, les extraits dûment certifiés, soit des états nominatifs

annexés à ces décrets, soit des états ou autres pièces justificatives du paiement desdites pensions ou gratifications.

Lesdites pièces justificatives seront appuyées d'un certificat d'identité.

Ne seront admis aucuns autres certificats ou témoignages.

ARTICLE 2.

Les demandes et pièces justificatives seront produites, à peine de déchéance, dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

Les pensions seront liquidées dans les formes prescrites pour la liquidation des pensions à la charge de l'État.

Elles seront inscrites au trésor public, avec jouissance à partir du 1^{er} janvier 1833; elles seront payées sans retenue, et ne seront pas sujettes aux lois prohibitives du cumul.

ARTICLE 3.

Les pensions inférieures à deux cent cinquante francs, qui seraient encore inscrites pour le fait de la prise de la Bastille, seront annulées.

ARTICLE 4.

Un crédit spécial de cent mille deux cent cinquante francs est ouvert au ministre des finances pour l'exécution de la présente loi.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux,

Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 26^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France, Le Pair de France Ministre secrétaire d'état au département de l'intérieur et des cultes,
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé BARTHIS.

Signé C^{te} D'ARCOUR.

N° 221. — *Loi qui ouvre deux Crédits supplémentaires pour Secours aux Etrangers réfugiés en France.*

A Paris, au palais des Tuileries, le 26 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Il est ouvert au ministre de l'intérieur un crédit de six cent vingt-quatre mille cinq cent vingt-cinq francs, pour supplément à la somme de trois millions six cent mille francs, allouée sur l'exercice 1832, pour secours aux étrangers réfugiés en France par suite d'événements politiques,

ARTICLE 2.

Il est ouvert au ministre de l'intérieur un crédit de quinze cent mille francs pour supplément à la somme de deux millions cinq cent mille francs, portée au budget de 1833, pour secours aux étrangers réfugiés en France par suite d'événements politiques.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 26^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Pair de France Ministre Secré-
taire d'état au département de l'in-
térieur et des cultes,*

Signé BARTHE.

Signé C^{te} D'ARGOUT.

N° 222. — Loi relative à la Perception des Droits d'entrée et de sortie sur les Grains et Farines.

A Paris, au palais des Tuileries, le 26 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les droits d'entrée et de sortie sur les grains et farines, établis par la loi du 15 avril 1832, et dont la perception n'est autorisée que jusqu'au 1^{er} juillet 1833, continueront à être perçus jusqu'à la révision des tarifs.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 26^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France ,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice ,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au
département du commerce et des
travaux publics ,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N° 223. — *Loi relative à la Concession d'un Embranchement du Chemin de fer d'Andrezieux à Roanne sur Montbrison à Montrond.*

Au palais des Tuileries, le 26 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Les Chambres ont adopté, **NOUS AVONS ORDONNÉ** et **ORDONNONS** ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Le Gouvernement est autorisé à procéder avec publicité et concurrence à la concession d'un embranchement du chemin de fer d'Andrezieux à Roanne sur Montbrison à Montrond.

La durée de la concession n'excédera pas quatre-vingt-dix-neuf années ; elle pourra comprendre un des accotemens de la route départementale n° 1, de Lyon à Montbrison, laquelle devra conserver sur tout son développement une largeur d'au moins six mètres quatre-vingts centimètres.

Toutefois les autorisations données par la présente loi resteront sans effet, si avant l'ouverture des concours, et à des conditions jugées par l'administration équivalentes au tarif du péage à eux concédé, les concessionnaires du pont de Montrond n'ont pas consenti à l'établissement du chemin de fer sur ce pont. Ces conditions acceptées seront insérées au cahier des charges.

ARTICLE 2.

Le cahier des charges prescrira les mesures nécessaires

1° Pour que le service de la route et celui du chemin de fer puissent s'effectuer sans gêne mutuelle ;

2° Pour assurer les droits d'accession à la route des rive-

rains dont les propriétés en seraient séparées par le chemin de fer.

ARTICLE 3.

L'administration fera les règlements nécessaires pour assurer la police et la sûreté de la voie publique.

ARTICLE 4.

Le maximum du droit à percevoir sur le chemin de fer ne pourra excéder quinze centimes par mille kilogrammes de marchandises, et par mille mètres de distance.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 26^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des tra-
vaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,

A Paris, le 1^{er} * Mai 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 3 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

1^{er} Mai 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 97.

N° 224. — *Loi relative aux Crédits supplémentaires et extraordinaires de l'exercice 1832.*

A Paris, le 24 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit

ARTICLE 1^{er}.

Il est alloué, sur les fonds du budget de 1832, au delà des crédits fixés pour les dépenses ordinaires de cet exercice par les lois de finances, des suppléments montant à la somme de vingt-quatre millions neuf cent vingt-cinq mille quatre cent soixante-un francs [24,925,461 francs].

Ces suppléments de crédits demeurent répartis entre les différents départements ministériels conformément au tableau A annexé à la présente loi.

ARTICLE 2.

Il est accordé, sur les ressources de l'exercice 1832, des crédits extraordinaires montant à la somme de vingt-huit millions vingt-un mille huit cent soixante-dix fr. [28,021,870 francs].

LX^e Série. — 1^{re} Partie.

16

Ces crédits demeurent répartis entre les différents départements ministériels conformément au tableau B annexé à la présente loi.

ARTICLE 3.

Les dispositions de l'article 152 de la loi du 25 mars 1817 sont applicables aux suppléments de crédits demandés par les ministres pour subvenir à l'insuffisance, dûment justifiée, d'un service porté au budget, et dans les limites prévues par la loi.

ARTICLE 4.

A l'avenir, les ordonnances du Roi qui, en l'absence des Chambres, auront ouvert aux ministres des crédits, à quelque titre que ce soit, ne seront exécutoires, pour le ministre des finances, qu'autant qu'elles auront été rendues sur l'avis du conseil des ministres; elles seront contre-signées par le ministre ordonnateur.

Ces ordonnances seront insérées au Bulletin des lois.

ARTICLE 5.

Les ordonnances des crédits ouverts en vertu des articles ci-dessus seront réunies en un seul projet de loi, pour être soumises par le ministre des finances à la sanction des Chambres, dans leur plus prochaine session, et avant la présentation du budget.

L'article 21 de la loi du 27 juin 1819 est abrogé.

ARTICLE 6.

Tout crédit extraordinaire ouvert à un ministre pour un service non prévu au budget de son département formera un chapitre particulier du compte général de l'exercice pour lequel le crédit aura été ouvert.

ARTICLE 7.

Les crédits supplémentaires seront votés et justifiés par articles.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, le 24^e jour du mois d'Avril 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau;

Par le Roi :

*Le Gardé des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement des finances,*

Signé BARTHE.

Signé HUMANN.

TABLEAU A.

*TABEAU des Suppléments de Crédits
accordés pour les Dépenses ordinaires
de l'Exercice 1832.*

MINISTÈRES.	CHAPITRES.	MONTANT DES CRÉDITS	
		par chapitres.	par ministères.
Justice.....	3 Conseil d'État (Matériel).	5,000 ^f	405,000 ^f
	11 Frais de justice criminelle.	400,000	
Affaires étrangères.	6 Frais de voyages et de cour- riers	300,000	300,000
Instruction publique.	10 Collèges royaux.....	3,000	3,000
Intérieur....	1 Administration centrale (Per- sonnel).....	12,000	52,000
	4 Lignes télégraphiques....	40,000	
	2 Administration centrale (Ma- tériel).....	51,500	
	3 États-majors.....	332,000	4,905,100
	6 Solde et entretien.....	3,583,000	
Guerre.....	7 Justice militaire.....	15,000	
	8 Remonte générale.....	311,000	
	9 Matériel du génie.....	485,000	
	15 Dépenses diverses et se- crètes	127,600	416,000
	2 Solde et assimilation.....	170,000	
	3 Hôpitaux.....	9,000	
Marine.....	4 Vivres.....	137,000	
	5 Constructions et armements	86,000	
	6 Artillerie.....	14,000	
	2 Fonds d'amortissement...	182,939	
	6 Pensions de la Pairie....	172,000	
	17 Légion d'honneur.....	230,000	
	19 Administration centrale (Per- sonnel).....	26,250	
	24 Frais de refonte.....	300,000	18,844,361
	31 Frais de perception.....	10,000	
	32 Enregistrement et domaines.	415,872	
Finances....	41 Frais de perception des postes.....	312,000	
	43 Service rural.....	88,000	
	45 Frais de percept ^{on} ; loterie.	80,000	
	46 Salines et mines de l'Est..	7,300	
	48 Restitutions et non-valeurs	1,010,000	
	49 Restitutions de produits in- directs	660,000	
	51 Primes à l'exportation....	15,000,000	
	52 Escomptes sur les sels....	350,000	
			24,925,461

TABLEAU B.

TABLEAU des Crédits extraordinaires pour les besoins extraordinaires de l'Exercice 1832.

MINISTÈRES.	CHAPITRES.		MONTANT DES CRÉDITS	
			par chapitres.	par ministères.
Intérieur Commerce et trav. publics.	Dépenses secrètes.....	5	1,000,000 ^f	1,000,000 ^f
	Jeunes aveugles.....	23	60,000	60,000
	Répression des troubles dans l'Ouest, le Midi et à Paris.....	3	214,000	26,375,818
		4	50,000	
		6	5,636,000	
		7	9,300	
		1	8,000	
	Mesures sanitaires contre le choléra.....	2	3,500	
		3	20,000	
		4	50,000	
		6	5,519,000	
		7	12,500	
	Occupation d'Ancône....	11	700,000	
		15	1,000	
		3	36,500	
		4	345,000	
		7	400	
Guerre.....	Occupation de Bonne....	11	2,000	
		15	8,000	
		3	62,000	
		4	597,000	
		7	2,300	
	Services civils en Afrique....	11	115,000	
		15	98,000	
		6	460,000	
		7	3,409,000	
		7	6,000	
	Incorporation de la classe de 1831.....	3	1,290,500	
		4	50,000	
		6	6,114,460	
		7	1,500	
		9	125,000	
Finances....	Armée du Nord.....	11	100,000	
		15	10,000	
			1,319,858	
	Arrière.....			
	Secours aux pensionnaires de l'ancienne Liste civile....		100,000	
			230,000	
Finances....	Frais de trésorerie de l'armée.		84,580	586,052
	Monnaie des médailles.....		37,800	
	Transport des dépêches.....		133,672	
	Construct ^{ns} à l'hôtel des postes			28,021,870

Certifié véritable : le Ministre Secrétaire d'état des finances, Signé HUMANN.

N° 225. — Loi qui accorde, sur l'exercice 1832, un Crédit extraordinaire pour les Dépenses de premières mises de petit équipement des jeunes Soldats de la classe de 1831 incorporés en 1832.

A Paris, au palais des Tuileries, le 24 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Il est accordé au ministre de la guerre, sur les ressources de l'exercice 1832, à titre de supplément au crédit extraordinaire de trois millions quatre cent quinze mille francs déjà alloué pour l'incorporation de la classe de 1831, un nouveau crédit de deux millions neuf cent quatre-vingt-quatorze mille trois cent quarante-huit francs [2,994,348 francs] sur le chapitre VI (section 1^{re}), pour régulariser les dépenses de premières mises de petit équipement des cinquante-quatre mille six cent treize jeunes soldats de la classe de 1831, incorporés en 1832.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'Etat.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 24^e jour du mois
d'Avril 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Président du Conseil, Ministre
Secrétaire d'état au département
de la guerre,*

Signé BARTHE.

Signé M^l DUC DE DALMATIE.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 4 * Mai 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

4 Mai 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 98.

N° 226. — *Loi relative aux Formes et au Contrôle des Récépissés et autres Titres qui engagent le Trésor public.*

A Paris, le 24 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Tout versement en numéraire ou autres valeurs, fait aux caisses du caissier central du trésor public à Paris et à celles des receveurs généraux et particuliers des finances, pour un service public, donnera lieu à la délivrance immédiate d'un récépissé à talon.

Ce récépissé sera libératoire et formera titre envers le trésor public, à la charge toutefois, par la partie versante, de le faire viser et séparer de son talon, à Paris immédiatement, et dans les départements dans les vingt-quatre heures de sa date, par les fonctionnaires et agents administratifs chargés de ce contrôle.

ARTICLE 2.

Les bons royaux, traites et valeurs de toute nature émis par le caissier central, n'engageront le trésor qu'autant qu'ils

IX^e Série. — 1^{re} Partie.

seront délivrés sur des formules à talon et revêtus du visa du contrôle. Cette disposition est applicable aux mandats délivrés par le payeur des dépenses à Paris.

Les acceptations, par le caissier central, des effets et traites émis sur sa caisse, n'obligeront également le trésor qu'autant qu'elles seront revêtues du visa du contrôle.

ARTICLE 3.

Ne seront pas soumis aux formalités prescrites par les articles précédents, les versements faits chez les receveurs généraux et particuliers des finances, pour cause d'achat et de vente de rentes, ces sortes de versements ne donnant lieu à aucun recours en garantie contre le trésor.

ARTICLE 4.

Tout extrait d'inscription de rente immatriculée sur le grand-livre de la dette publique à Paris, qui sera délivré à partir de la promulgation de la présente loi, devra, pour former titre valable sur le trésor, être revêtu du visa du contrôle.

Les extraits d'inscriptions de rentes immatriculées, dans les départements, sur les livres auxiliaires du grand-livre, n'engageront le trésor qu'autant qu'ils auront été, conformément à l'article 3 de la loi du 14 avril 1819, détachés d'un registre à souche et à talon, signés du receveur général, visés et contrôlés par le préfet.

ARTICLE 5.

Les certificats d'inscriptions délivrés pour la concession d'une pension à quelque titre que ce soit, ceux d'inscriptions de cautionnement et ceux de privilège de second ordre, à délivrer aux bailleurs de fonds, devront, pour former titre valable contre le trésor public, être également revêtus du visa du contrôle.

ARTICLE 6.

Les obligations et la responsabilité des comptables et agents du trésor continueront à être réglées par des ordonnances.

ARTICLE 7.

Les dispositions de l'article 1^{er} de la présente loi sont applicables à la caisse des dépôts et consignations.

ARTICLE 8.

La présente loi sera constamment affichée dans les bureaux et caisses où elle devra recevoir son exécution.

Les formules de chacun des titres y énoncés contiendront le texte de l'article spécialement applicable à ce titre.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejour d'hui, sera exécutée comme loi de l'Etat.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, le 24^e jour du mois d'Avril 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,

Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement des finances,

Signé HUMANN.

Signé BARTHE.

N° 227. — LOIS qui modifient la Circonscription de plusieurs Départements ou Arrondissements.

A Paris, au palais des Tuileries, le 29 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

PREMIÈRE LOI.

(Côtes-du-Nord.)

ARTICLE UNIQUE.

L'enclave dite de *Kerionou*, circonscrite sur le plan ci-annexé par un liséré rouge, est distraite de la commune de *Saint-Gilles-les-Bois*, arrondissement de *Guingamp*, département des *Côtes-du-Nord*, et réunie à celle de *Trévère*, arrondissement de *Saint-Brieuc* : elle y sera exclusivement imposée à l'avenir. En conséquence, la limite entre la commune de *Trévère* et celle de *Tréméven* et de *Faouet* est fixée du point *B* au point *D*, dans la direction indiquée au plan par le liséré rouge *B, A, D*.

Les dispositions qui précèdent seront exécutées sans préjudice des droits d'usage ou autres qui seraient respectivement acquis.

DEUXIÈME LOI.

(Eure. — Seine-Inférieure.)

ARTICLE UNIQUE.

L'enclave de *Saint-Nicolas*, indiquée par une teinte jaune sur le plan annexé à la présente loi, est distraite de la commune de *Bourghéroulde*, arrondissement de *Pont-Audemer*, département de l'*Eure*, et réunie à la commune de la *Londe*,

arrondissement de Rouen, département de la Seine-Inférieure : elle y sera exclusivement imposée.

Cette disposition aura lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui seraient réciproquement acquis.

TROISIÈME LOI.

(Eure-et-Loir.)

ARTICLE UNIQUE.

La commune de Charonville est distraite du canton de Brou, arrondissement de Châteaudun, département d'Eure-et-Loir, duquel elle dépend, et réunie à celui d'Illiers, arrondissement de Chartres.

QUATRIÈME LOI.

(Indre.)

ARTICLE UNIQUE.

La commune de Cléré-du-Bois, département de l'Indre, est distraite de l'arrondissement du Blanc et du canton de Mézières, et réunie à l'arrondissement de Châteauroux et au canton de Châtillon.

CINQUIÈME LOI.

(Indre-et-Loire.)

ARTICLE UNIQUE.

La limite entre la commune de Maillé, canton de Sainte-Maure, arrondissement de Chinon, département d'Indre-et-Loire, et celle de Draché, canton de Haie, arrondissement de Loches, même département, est fixée dans la direction indiquée au plan ci-annexé par le liseré jaune E, F, G.

En conséquence, les polygones A, B, C, D, sont réunis,

les deux premiers à la commune de Draché, et les deux derniers à celle de Maillé: ils y seront exclusivement imposés à l'avenir.

SIXIÈME LOI.

(Jura. — Saone-et-Loire.)

ARTICLE 1^{er}.

La commune de Chêne-Sec est distraite de l'arrondissement de Dôle et du département du Jura, et réunie au département de Saone-et-Loire, arrondissement de Louhans.

ARTICLE 2.

Les communes de Chêne-Sec et de Beauvernois, arrondissement de Louhans, département de Saone-et-Loire, sont réunies en une seule, dont le chef-lieu est fixé à Beauvernois.

SEPTIÈME LOI.

(Seine - Inférieure.)

ARTICLE 1^{er}.

Le hameau d'Englesqueville et les terrains cotés A sur le plan annexé à la présente loi, sont distraits de la commune de Saint-Aubin-sur-mer, arrondissement d'Yvetot, département de la Seine-Inférieure, et réunis à la commune de Bourgdun, arrondissement de Dieppe, même département, où ils seront exclusivement imposés à l'avenir.

En conséquence, la limite entre les communes de Saint-Aubin-sur-mer et de Bourgdun est fixée par la direction indiquée audit plan par le liseré rose 1. 2.

ARTICLE 2.

Ces dispositions auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui seraient réciproquement acquis.

HUITIÈME LOI.

(Moselle. — Bas-Rhin.)

ARTICLE UNIQUE.

La commune d'Obersteinbach , arrondissement de Sarreguemines , département de la Moselle , est distraite de ce département et réunie à l'arrondissement et au canton de Wissembourg , département du Bas-Rhin.

NEUVIÈME LOI.

(Haute-Vienne.)

ARTICLE 1^{er}.

La limite entre la commune de la Croisille , arrondissement de Limoges , département de la Haute-Vienne , et la commune de Sainte-Vitte , arrondissement de Saint-Yrieix , même département , suivra à l'avenir le cours de la Briance , dans la direction de la ligne rouge et des lettres A , G , B , N , C , sur le plan annexé à la présente loi.

ARTICLE 2.

En conséquence , l'enclave de la forge Champvert , dépendant de la commune de Sainte-Vitte , est réunie à la commune de la Croisille , et la portion de terrain indiquée par une teinte jaune sur le plan est distraite de la commune de la Croisille et réunie à la commune de Sainte-Vitte.

ARTICLE 3.

Les dispositions qui précèdent seront exécutées sans préjudice des droits d'usage ou autres qui seraient réciproquement acquis.

Les présentes lois , discutées , délibérées et adoptées par la

Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnées par nous ce jourd'hui, seront exécutées comme lois de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 29^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au département du commerce et des travaux publics,
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N^o 228. — *LOIS qui autorisent cinq Départements à s'imposer extraordinairement.*

A Paris, au palais des Tuileries, le 29 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

PREMIÈRE LOI.

(Hérault.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de l'Hérault est autorisé, conformément à la demande qui en a été faite par le conseil général, dans sa ses-

sion de 1833, à s'imposer extraordinairement pendant cinq années, à partir de 1834, deux centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière.

Le produit de l'imposition sera exclusivement employé aux travaux d'entretien et de construction des routes départementales, dans la proportion indiquée par la délibération du conseil général.

DEUXIÈME LOI.

(Mayenne.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Mayenne est autorisé à s'imposer extraordinairement, conformément à la délibération prise par le conseil général, dans sa session de 1833, séance du 27 janvier, un centime additionnel au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière et des patentes de 1833, pour le produit de cette imposition, évalué à dix-neuf mille cent quarante-neuf francs, être employé, dans chaque arrondissement, à la fondation d'écoles primaires.

TROISIÈME LOI.

(Ille-et-Vilaine.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département d'Ille-et-Vilaine est autorisé à s'imposer extraordinairement, conformément aux délibérations du conseil général, dans ses sessions de 1832 et 1833, quatre centimes additionnels au principal des quatre contributions directes de 1833, et trois centimes additionnels aux mêmes contributions, pendant chacune des années 1834, 1835, 1836 et 1837, pour le produit de ces impositions être employé, 1° à l'encouragement de l'instruction primaire en 1833, jusqu'à concurrence d'une somme égale au produit d'un centime additionnel auxdites contributions; 2° à la construction des

nouvelles maisons d'arrêt et de justice de Rennes; 3° à la construction d'une maison d'arrêt de l'arrondissement de Redon.

QUATRIÈME LOI.

(Loiret.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département du Loiret est autorisé à s'imposer extraordinairement, conformément à la délibération prise par son conseil général, dans sa session de 1832, trois centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière de 1833, pour le produit en être employé, 1° au remboursement des frais de construction du chemin de Montargis à Châtillon-sur-Loing; 2° aux travaux de construction de l'hospice des aliénés à Orléans; 3° aux frais d'établissement de la caserne de gendarmerie à Gien,

CINQUIÈME LOI.

(Rhône.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département du Rhône est autorisé, conformément aux délibérations prises par le conseil général, dans ses sessions de 1832 et 1833, à s'imposer extraordinairement quatre centimes additionnels au principal de toutes les contributions directes de 1833, 1834, 1835, 1836 et 1837, pour le produit de cette imposition être employé à concourir aux dépenses de reconstruction du palais de justice de Lyon, sur le même emplacement, agrandi jusqu'à la rue Saint-Jean.

Les présentes lois, discutées, délibérées et adoptées par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnées par nous ce jourd'hui, seront exécutées comme lois de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux,

Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 29^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des
travaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N° 229. — *Lois qui autorisent plusieurs Villes à s'imposer ex-
traordinairement ou à faire des Emprunts.*

A Paris, au palais des Tuileries, le 29 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents
et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et
ORDONNONS ce qui suit :

PREMIÈRE LOI.

(Bordeaux.)

ARTICLE UNIQUE.

L'imposition extraordinaire établie sur la ville de Bordeaux (Gironde) pour six années, à compter de 1832, et dont la perception a été autorisée par la loi du 6 décembre 1831, sera continuée pendant les années 1838 et 1839, pour couvrir le trésor de la somme de cent soixante-un mille quatre-vingt-sept

francs quatre-vingt-dix-sept centimes, équivalent des droits dont l'État s'est trouvé privé, en 1831, par suite de l'interruption, pendant soixante et quinze jours, de la perception de l'impôt sur les boissons.

DEUXIÈME LOI.

(Aix.)

ARTICLE UNIQUE.

La ville d'Aix (Bouches-du-Rhône) est autorisée à s'imposer extraordinairement, pendant dix ans, dix centimes additionnels à ses contributions foncière, mobilière, portes et fenêtres, et patentes, pour le produit en être affecté à l'acquit de ses dettes arriérées, montant à deux cent cinq mille francs.

TROISIÈME LOI.

(Lille.)

ARTICLE UNIQUE.

La ville de Lille (Nord) est autorisée à s'imposer extraordinairement pendant dix ans, à compter de 1833, cinq centimes additionnels à ses contributions foncière, mobilière, portes et fenêtres, et patentes, pour le produit en être affecté à l'acquit d'une portion de sa dette, montant à six cent quarante-quatre mille cent trente-six francs.

QUATRIÈME LOI.

(Moulins.)

ARTICLE UNIQUE.

La ville de Moulins (Allier) est autorisée à faire un emprunt de vingt mille francs, à un intérêt qui ne pourra excéder cinq pour cent, à l'effet de pourvoir à diverses dépenses arri-

rées à la charge de la caisse municipale; le remboursement de cet emprunt sera effectué sur les revenus ordinaires de la ville, en cinq ans et par cinquième, à compter de 1834.

CINQUIÈME LOI.

(Le Mans.)

ARTICLE UNIQUE.

La ville du Mans (Sarthe) est autorisée à emprunter, avec concurrence et publicité, une somme de trente mille francs à cinq pour cent, remboursable sur ses revenus ordinaires de l'exercice 1839, pour être employée à l'acquisition de terrains nécessaires à la translation des cimetières et à l'établissement d'un nouveau lieu d'inhumation, en exécution du décret du 23 prairial an XII (12 juin 1804).

SIXIÈME LOI.

(Amiens.)

ARTICLE UNIQUE.

La ville d'Amiens (Somme) est autorisée à emprunter, avec concurrence et publicité, une somme de deux cent mille francs avec un intérêt annuel qui ne pourra excéder cinq pour cent, conformément à la délibération du conseil municipal du 22 juin 1832, à l'effet de pourvoir, avec les autres ressources de la caisse municipale, aux frais d'établissement d'un abattoir public.

Le remboursement de cet emprunt sera effectué en dix années, sur les revenus ordinaires de la ville, suivant les dispositions de la délibération du conseil municipal précitée.

Les présentes lois, discutées, délibérées et adoptées par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnées par nous ce jourd'hui, seront exécutées comme lois de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 29^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :
Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Signé BARTHE.

Par le Roi :
Le Ministre Secrétaire d'état au département du commerce et des travaux publics,

Signé A. THIERS.



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,

A Paris, le 7 * Mai 1833,

BARTHE.

*** Cette date est celle de la réception du Bulletin à la Chancellerie.**

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

7 Mai 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N^o 99.

N^o 230. — *Loi portant Règlement définitif du Budget de l'exercice 1830.*

A Paris, le 24 Avril 1830.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS ORDONNONS et ORDONNONS ce qui suit :

§ 1^{er}.

Fixation des Dépenses.

ARTICLE 1^{er}.

Les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1830, constatées dans les comptes de cet exercice, rendus par les ministres et résumés dans le compte général des finances publié pour l'année 1831, y compris le paiement des quatre millions huit cent quarante-huit mille neuf cent cinq francs [4,848,905 francs] irrégulièrement autorisé par l'ordonnance du 30 novembre 1830, laquelle dépense est admise à raison de la gravité des circonstances, sauf examen des comptes, imputation ou répétition des sommes ou valeurs provenant des envois du gouvernement d'Haïti, conformément aux conditions de la garantie confirmée par la décision du Roi du 29 novembre 1829, sont arrêtées, conformément au tableau A ci-annexé, à la somme d'un milliard cent millions

neuf cent quatre-vingt-deux mille cent quarante-sept francs
 ci..... 1,100,982,147⁴

Les paiements effectués sur le même
 exercice jusqu'au 1^{er} décembre 1831, sont
 fixés à un milliard quatre-vingt-quinze mil-
 lions cent quarante-deux mille cent quinze
 francs, ci..... 1,095,142,115

Et les dépenses restant à payer, à cinq
 millions huit cent quarante mille trente-
 deux francs, ci..... 5,840,032

Les paiements qui pourraient être faits sur des créances
 appartenant à l'exercice 1830 seront portés en dépense au
 compte de l'exercice courant, au moment où ces paiements
 auront lieu, jusqu'à l'expiration du terme de déchéance fixé
 par l'article 9 de la loi du 29 janvier 1831.

§ II.

Fixation des Crédits.

ARTICLE 2.

Les crédits de un milliard soixante-dix-neuf millions
 quatre cent quatre-vingt-quinze mille quarante-deux francs
 [1,079,495,042 francs], ouverts aux ministres par les lois
 des 2 août 1829, 8 septembre et 17 octobre 1830, 5 et 29
 janvier 1831, pour les services ordinaires et extraordinaires
 de l'exercice 1830, sont réduits d'une somme totale de vingt
 huit millions quatre cent quarante-quatre mille huit cent
 soixante-dix-huit francs [28,444,878 francs], restée dispo-
 nible d'après les paiements effectués sur cet exercice jusqu'à
 l'époque de sa clôture.

Ces annulations sont et demeurent réparties entre les mi-
 nistères et sections spéciales sur lesquels portent les excédants
 de crédits, conformément au même tableau A ci-annexé.

ARTICLE 3.

Les crédits affectés au service des départements pour les
 dépenses fixes et variables, les secours en cas de grêle, à

cendies, &c., les dépenses cadastrales, les non-valeurs sur contributions foncière, personnelle et mobilière, sont réduits de la somme de quatre millions cent soixante mille cent quatre-vingt-dix-sept francs [4,160,197 francs], non employée à l'époque de la clôture du budget de l'exercice 1830.

Cette somme est transportée au budget de l'exercice 1832, pour y recevoir la destination qui lui a été donnée par les lois des 2 août 1829 et 29 janvier 1831.

ARTICLE 4.

Il est accordé sur le budget de l'exercice 1830, au delà des crédits fixés par la loi du 2 août 1829, des crédits complémentaires et extraordinaires, jusqu'à concurrence de quarante-huit millions deux cent cinquante-deux mille cent quarante-huit francs [48,252,148 francs], qui demeurent répartis entre les ministères et services désignés au même tableau A ci-annexé.

ARTICLE 5.

Au moyen des dispositions contenues dans les trois articles précédents, les crédits du budget de l'exercice 1830 sont définitivement fixés à un milliard quatre-vingt-quinze millions cent quarante-deux mille cent quinze francs [1,095,142,115 francs] et répartis conformément au même tableau A.

§ III.

Fixation des Recettes.

ARTICLE 6.

Les recettes ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1830, constatées dans le compte général des finances de l'année 1831, sont arrêtées, conformément au tableau B ci-annexé, à la somme de un milliard trente-cinq millions neuf cent cinquante-six mille deux cent cinquante et un francs [1,035,956,251 francs].

Les sommes qui pourraient provenir encore des ressources affectées à l'exercice 1830, seront portées en recette au compte de l'exercice courant au moment où les recouvrements seront effectués.

ARTICLE 7.

Sur les ressources de l'exercice 1830, arrêtées à la somme de 1,035,956,251^f

Il est prélevé et transporté à l'exercice 1832, en conformité de l'article 3 de la présente loi, une somme de quatre millions cent soixante mille cent quatre-vingt-dix-sept francs, pour servir à payer les dépenses départementales restant à solder à l'époque de la clôture de l'exercice 1830, ci 4,156,197

Les recettes de cet exercice demeurent en conséquence fixées à la somme de un milliard trente et un millions sept cent quatre-vingt-seize mille cinquante-quatre francs, ci 1,031,796,054

§ IV.

Règlement du Budget.

ARTICLE 8.

L'excédant des dépenses de l'exercice 1830, arrêtées par l'article 1^{er} à la somme de 1,095,142,415^f sur les recettes fixées par l'article 7 à celle de 1,031,796,054

Est arrêté, conformément au tableau C annexé, à la somme de soixante-trois millions trois cent quarante-six mille soixante et un francs, et 63,346,061

Cette insuffisance de ressources figurera dans la situation de l'administration des finances, comme avance du trésor sur l'exercice 1830, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu à son remboursement.

ARTICLE 9.

A dater de l'exercice 1834, les recettes et les dépenses

spéciales des brevets d'invention rentreront dans le budget général de l'État.

• Les produits de ce fonds spécial seront appliqués aux recettes diverses, et il sera ouvert un crédit législatif au ministre chargé de l'exécution de ce service.

ARTICLE 10.

Les comptes des matières appartenant à l'État seront, chaque année, imprimés et soumis aux Chambres, à l'appui des comptes généraux.

ARTICLE 11.

A l'avenir, la loi de règlement du budget sera soumise aux Chambres dans le même cadre et la même forme que la loi de présentation du budget.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, le 24^e jour du mois d'Avril 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au
département de la justice,

Le Ministre Secrétaire d'état au
département des finances,

Signé HUMANN.

Signé BARTHE.

es de l'Exercice 1830.

PENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.	Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1832.	Crédits extraordinaires et complémentaires accordés.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1830.
RÉSUMÉ.						
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
10,204	35,419,204	"	2,807,896	"	"	35,419,204
11,054	1,551,054	"	16,421	"	"	1,551,054
18,075	1,028,075	"	1,162	"	"	1,028,075
17,162	163,667,162	"	219,566	"	"	163,667,162
15,495	201,665,495	"	3,045,045	"	"	201,665,495
15,050	41,665,050	"	"	"	832,525	41,665,050
10,545	243,330,545	"	3,045,045	"	832,525	243,330,545
86,667	18,666,667	"	13,333,333	"	"	18,666,667
90,000	9,000,000	"	"	"	9,000,000	9,000,000
FINANCE.						
73,516	573,516	"	"	"	27,516	573,516
36,689	536,162	527	36,138	"	"	536,162
72,582	14,764,474	8,108	171,246	"	"	14,764,474
18,191	3,317,591	600	82,409	"	"	3,317,591
75,000	75,000	"	"	"	"	75,000
75,978	19,266,743	9,235	289,793	"	27,516	19,266,743
FINANCES ÉTRANGÈRES.						
49,760	749,760	"	240	"	"	749,760
73,215	4,271,315	1,900	512,685	"	"	4,271,315
21,297	3,421,297	"	"	"	839,297	3,421,297
60,000	500,000	"	"	"	"	500,000
44,272	8,942,372	1,900	512,925	"	839,297	8,942,372

PAGES des états de développ ^{nt}		SECTIONS SPÉCIALES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	817	
aux comptes des ministres.	au compte général des finances.			Crédits accordés par les lois précédentes.	Dépenses résultant des
				Service ordinaire.	Service extraordinaire.
MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE					
148	102		1 Administration centrale.	340,000	325,279
			2 Traitements et indemnités fixes du clergé.	26,796,500	27,218,050
			3 Instruction ecclésiastique.	2,600,000	2,363,162
			4 Dépenses diocésaines.	3,340,000	3,294,608
			5 Secours.	2,480,000	2,415,148
			6 Chapitre royal de Saint-Denis et dépenses diverses.	335,000	283,068
		Uniq.	Cultes chrétiens non catholi- ques.	720,000	719,941
		7	Instruction publique. { Collèges royaux et bourses royales. .	1,675,000	1,675,000
				300,000	262,750
		8	Instruction primaire.	38,586,500	38,557,006
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS					
250	194		1 Administration centrale.	1,160,000	1,104,247
			3 Ponts et chaussées, mines et lignes télégraphiques.	45,390,000	40,872,158
			4 Travaux publics.	3,470,000	3,510,014
			5 Sciences, belles-lettres et beaux-arts.	2,491,000	2,489,459
			6 Haras.	1,840,000	1,843,715
			7 Commerce, agriculture et ser- vices divers d'utilité pu- blique.	1,425,000	1,421,283
			8 Dépenses spéciales sur les ver- sements de la ville de Paris.	3,440,000	3,935,510
		9	Dépenses { fixes.	11,595,312	11,595,312
			départementales { variables.	40,781,782	40,781,782
		10	Secours spéciaux.	1,830,958	1,830,958
			Secours aux réfugiés portugais ou espagnols.	150,000	"
			Dépenses extraordinaires pour travaux publics.	5,000,000	"
			Organisation des gardes na- tionales.	100,000	"

PENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
	Paiements effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.	Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1832.	Crédits extraordinaires et complémentaires accordés.	Crédits définitifs égaux aux paiements effectués sur l'exercice 1830.
fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
5,279	325,279	"	14,721	"	"	325,279
10,050	27,198,978	19,072	"	"	402,478	27,198,978
13,162	2,363,162	"	236,838	"	"	2,363,162
14,608	3,221,612	72,996	118,388	"	"	3,221,612
15,148	2,401,942	13,206	78,058	"	"	2,401,942
18,068	282,860	208	52,140	"	"	282,860
19,941	719,741	200	259	"	"	719,741
15,000	1,674,831	169	169	"	"	1,674,831
28,750	258,847	3,993	41,153	"	"	258,847
17,006	38,447,252	109,754	541,726	"	402,478	38,447,252
SÉRIEUR.						
14,247	1,159,081	5,166	919	"	"	1,159,081
17,061	45,991,844	35,217	"	"	601,844	45,991,844
10,014	3,435,298	74,716	34,702	"	"	3,435,298
19,459	2,488,944	515	2,056	"	"	2,488,944
13,715	1,843,145	570	"	"	3,145	1,843,145
11,283	1,409,001	12,282	15,999	"	"	1,409,001
16,510	4,934,088	2,422	"	"	494,088	4,934,088
15,312	11,539,465	55,847	"	55,847	"	11,539,465
11,782	37,043,392	3,738,390	"	3,738,390	"	37,043,392
10,958	1,804,247	26,711	"	26,711	"	1,804,347
19,870	149,870	"	130	"	"	149,870
12,614	4,952,087	10,527	47,913	"	"	4,952,087
70,505	70,505	"	29,495	"	"	70,505

PAGES des états de développ ^{nt}		SECTIONS SPÉCIALES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par les lois précédentes.	Dépenses résultant de	
aux comptes des ministres.	au compte général des finances.				Service ordinaire.	Se extra
					Suite du m	
250	194		<i>Ancien ministère du Commerce et des Manufactures.</i>			
		"	Administration centrale.	144,000 ^f	141,496 ^f	
		"	Dépenses générales dans l'inté- rêt du commerce et des ma- nufactures; conservatoire et école des arts et métiers. ...	434,000	434,025	
		"	Bureau du com ^{ce} et des colonies.	301,800	259,989	
		"	Primes accordées aux expédi- tions pour la pêche de la morue et de la baleine.	2,400,000	4,976,894	
				122,953,852	116,197,842	10,40
58	196	1	Administration centrale.	1,551,000	1,552,894	
		2	Etats-majors.	17,931,000	16,908,416	1,00
		3	Maison militaire du Roi.	3,140,000	2,049,722	
		4	Gendarmerie.	15,906,628	16,026,651	
		5	Solde et entretien des troupes.	151,387,622	146,017,644	23,12
		6	Matériel de l'artillerie.	11,019,000	7,192,961	3,82
		7	— du génie.	9,363,000	8,261,896	74
		8	Écoles militaires, dépôt de la guerre et ordre de S.-Louis..	2,004,000	1,862,472	
		9	Dépenses temp ^{res} et imprévues.	5,343,000	4,808,925	60
				217,645,250	204,681,581	29,48
80	198	1	Administration centrale.	750,000	860,789	
		2	Personnel.	39,597,400	27,768,285	9,94
		3	Matériel naval.	31,995,000	24,762,094	6,88
		4	Constructions hydrauliques et bâtiments civils.	4,300,000	4,287,960	
		5	Objets spéciaux. (Chiourmes et dépenses diverses.)	9,107,600	1,181,943	7,60
		6	Service des colonies.	7,500,000	7,000,725	811
		93,250,000	65,861,796	25,28		

ENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.	Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1832.	Crédits extraordinaires et complémentaires accordés.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1830.
ÉRIEUR.						
1496 ^f	141,496 ^f	"	2,504 ^f	"	"	141,496 ^f
4,025	434,025	"	"	"	25 ^f	434,025
9,989	259,864	125 ^f	41,936	"	"	259,864
6,894	4,976,525	369	"	"	2,576,525	4,976,525
15,734	122,632,877	3,972,857	175,654	3,820,948	3,675,627	122,632,877
GUERRE.						
70,844	1,570,844	"	"	"	19,844	1,570,844
83,542	17,993,542	"	"	"	62,542	17,993,542
149,722	2,049,722	"	1,090,278	"	"	2,049,722
186,197	16,086,197	"	"	"	179,569	16,086,197
41,841	168,669,510	472,331	"	"	17,281,888	168,669,510
82,419	10,985,950	46,469	33,050	"	"	10,985,950
11,306	8,978,126	33,180	384,874	"	"	8,978,126
82,472	1,862,472	"	141,528	"	"	1,862,472
17,172	5,417,039	133	"	"	74,039	5,417,039
85,515	233,613,402	552,113	1,649,730	"	17,617,882	233,613,402
MARINE.						
60,789	860,789	"	"	"	110,789	860,789
15,062	37,306,038	409,024	2,291,362	"	"	37,306,038
15,869	31,568,360	47,509	426,640	"	"	31,568,360
187,960	4,287,036	924	12,964	"	"	4,287,036
149,272	8,842,225	7,047	265,375	"	"	8,842,225
117,514	7,502,627	314,887	"	"	2,627	7,502,627
146,466	90,367,075	779,891	2,896,341	"	113,416	90,367,075

PAGES des états de développ ^{nt}		SÉCTIONS SPÉCIALES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SIT		
aux comptes des relations.	au compte général des finances.			Crédits accordés par les lois précédentes.	Dépenses résultant des Service ordinaire.	Se extra
476, 478 et 486	300	3	Chambre des Pairs.....	800,000 ^f	800,000 ^f	
		4	Chambre des Députés.....	600,000	600,000	
		5	Légion d'honneur.....	3,400,000	3,655,210	
		6	Cour des comptes.....	1,255,000	1,255,000	
		7	Dettes viagères.....	7,000,000	6,728,117	
		8 et 9	affectées à des Pairs et anciens Sénateurs et à leurs veuves.....			
		10	Pensions civiles.....	2,763,000	2,399,941	
		11	Pensions militaires.....	1,500,000	1,610,782	
		12	Pensions ecclésiastiques.....	45,600,000	45,467,490	
		13	Pensions de donataires.....	5,450,000	5,244,287	
		14	subvention aux fonds de retenues des ministères.....	1,510,000	1,517,926	
		15	Intérêts de cautionnements...	783,400	783,400	
		16	Administ. centrale des finances.	9,000,000	8,875,169	
		17	Frais de liquidation de l'indem- nité accordée aux anciens propriétaires dépossédés...	5,000,000	4,976,436	
		18	Frais de liquidation de l'indem- nité de Saint-Domingue....	170,000	153,454	
		19	Service central.....	200,000	189,498	
		20	Service dans les départ ^{ts}	123,700	120,505	
		21	Frais de refonte.....	315,600	323,073	
		22	Frais de serv. et de trésorie	1,000,000	211,405	
		23	Intérêts de la dette flot- tante, escomptes et frais de négociations.....	2,400,000	2,596,704	
		24	Bonifications d'intérêts aux Receveurs des finances sur les contrib. directes	6,000,000	7,808,837	
		25	Taxations aux mêmes sur les versements des re- venus indirects.....	3,000,000	1,835,030	
		26	Traitements et frais de ser- vice des Payeurs des dé- partements et des ports.	1,300,000	1,193,125	
				1,348,400	1,393,984	
				99,412,100	99,639,973	

DEPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
AL.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.	Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1832.	Crédits extraordinaires et complémentaires accordés.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1830
FINANCES.						
0,000f	800,000f	"	"	"	"	800,000f
0,000	600,000	"	"	"	"	600,000
5,210	3,655,210	"	"	"	255,210f	3,655,210
5,000	1,255,000	"	"	"	"	1,255,000
8,117	6,728,117	"	27 1 f	"	"	6,728,117
0,941	2,399,941	"	363,059	"	"	2,399,941
0,782	1,610,782	"	"	"	110,782	1,610,782
7,490	45,467,490	"	139,510	"	"	45,467,490
4,287	5,244,287	"	205,713	"	"	5,244,287
7,926	1,517,926	"	"	"	7,926	1,517,926
13,400	783,400	"	"	"	"	783,400
5,169	8,875,169	"	334,831	"	"	8,875,169
16,436	4,973,400	3,036f	26,600	"	"	4,973,400
53,454	153,454	"	16,546	"	"	153,454
89,498	189,498	"	10,502	"	"	189,498
10,505	120,505	"	3,195	"	"	120,505
13,073	323,073	"	"	"	7,473	323,073
11,405	211,405	"	788,595	"	"	211,405
16,704	2,596,704	"	"	"	196,704	2,596,704
08,837	7,808,837	"	"	"	1,808,837	7,808,837
15,630	1,835,630	"	164,370	"	"	1,835,630
83,125	1,193,125	"	6,875	"	"	1,193,125
83,984	1,293,984	"	54,416	"	"	1,293,984
39,973	20,616,937	3,036	2,169,095	"	2,386,932	20,636,937

PAGES des états de développ ^{nt}		SECTIONS SPÉCIALES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITUATION		
aux comptes des ministères.	au compte général des finances.			Crédits accordés par les lois précédentes.	Dépenses résultant des	
					Service ordinaire.	Service extraordinaire.
Suite du MINISTÈRE						
			<i>Dépenses spéciales non prévues au Budget primitif.</i>			
476, 478 et 486	200	55	„ Paiements faits par le Trésor pendant les journées de juillet, et pour les voyages de Rambouillet et Cherbourg..	„	„	1,088
			Prêts au commerce et à l'industrie. (Loi du 17 octob. 1830.)	30,000,000 ^f	„	29,811
			„ Avance aux adjudicataires de l'emprunt d'Haïti.....	„	„	4,840
			<i>Administration des Contributions directes.</i>	129,419,100	99,639,973 ^f	35,748
				ADMINISTRATION		
480	202	27	Administration dans les départements.....	3,300,000	3,295,183	„
		28	Perception dans les départements.	13,078,979	13,078,120	„
		29	Cadastre	6,322,622	6,322,622	„
			<i>Administration de l'Enregistrement et des Domaines.</i>	22,701,601	22,695,925	„
Idem	202	30	Administration centrale	691,710	669,581	„
		31	Administration et perception dans les départements.....	9,225,900	9,317,220	„
		32	Timbre.....	867,350	746,933	„
			<i>Administration des Forêts.</i>	10,784,960	10,733,734	„
Idem	202	33	Administration centrale.....	254,000	244,348	„
		34	Service dans les départements.	3,107,500	3,141,293	„
		35	Avances recouvrables (frais de poursuites et d'arpentage).. 4,020,150	658,650	566,918	„
			<i>Administration des Douanes.</i>	4,020,150	3,952,559	„
Idem	202	36	Administration centrale.....	512,800	511,781	„
		37	Administration et perception dans les départements.....	23,908,198	23,757,401	„
				24,420,998	24,269,162	„

DÉPENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
TOTAL.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.	Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1832.	Crédits extraordinaires et complémentaires accordés.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1830.
FINANCES.						
10,473 ^f	1,089,473 ^f	"	"	"	1,089,473 ^f	1,089,473 ^f
14,329	29,811,329	"	188,671 ^f	"	"	29,811,329
18,905	4,848,905	"	"	"	4,848,905	4,848,905
19,680	135,386,644	3,036 ^f	2,357,766	"	8,325,310	135,386,644
MUS PUBLICS.						
135,183	3,295,183	"	4,817	"	"	3,295,183
178,120	13,078,120	"	859	"	"	13,078,120
122,622	6,042,095	280,527	"	280,527 ^f	"	6,042,095
195,925	22,415,398	280,527	5,676	280,527	"	22,415,398
169,581	669,581	"	22,129	"	"	669,581
117,220	9,312,350	4,870	"	"	86,450	9,312,350
146,933	746,919	14	120,431	"	"	746,919
133,734	10,728,850	4,864	142,560	"	86,450	10,728,850
144,348	244,348	"	9,652	"	"	244,348
141,293	3,083,873	57,420	23,627	"	"	3,083,873
166,918	565,753	1,165	92,897	"	"	565,753
152,569	3,893,974	58,585	126,176	"	"	3,893,974
111,781	511,781	"	1,019	"	"	511,781
157,401	23,757,401	"	150,797	"	"	23,757,401
169,182	24,269,182	"	151,816	"	"	24,269,182

PAGES des états de développ ^{ts}		SECTIONS SPÉCIALES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	Crédits accordés par les lois précédentes.	Dépenses résultant des	
aux comptes des ministères.	au compte général des finances.				Service ordinaire.	Service extraordinaire.
					Suite de l'ADMINISTRATION	
			<i>Administration des Contributions indirectes.</i>			
		38	Administration centrale.	1,109,250 ^f	1,072,112 ^f	
482	202	39	Administration et perception dans les départements (Service gén.).	20,602,450	19,835,035	
		40	Exploitation des tabacs.	23,044,520	22,948,524	
		41	Exploitation des poudres à feu.	2,483,000	2,320,761	
				47,239,220	46,186,432	
			<i>Administration des Postes.</i>			
		42	Administration centrale.	2,233,530	2,172,046	
Idem	202	43	Administration et perception dans les départ ^{ts}	4,155,660	4,282,601	
		44	Transport des dépêches.	10,390,634	9,894,372	
		44 bis	Service rural.	"	2,327,034	
				16,779,824	18,675,053	
			<i>Administration de la Loterie.</i>			
Idem	202	45	Administration centrale.	433,195	433,155	
		46	Serv. administ. dans les départ.	470,700	394,408	
		47	Frais de perception. (Remises aux receveurs-buralistes.)..	2,300,000	1,627,995	
				3,203,895	2,455,558	
Idem	202	48	Remises aux recev. des finances sur le recouvr. des produits divers et coupes de bois...	100,000	85,866	
RÉCAPITULATION DES FRAIS D'ADMINISTRATION						
			Contributions indirectes.	22,701,601	22,695,925	
			Enregistrement et domaines...	10,784,960	10,733,734	
			Forêts.	4,020,150	3,952,559	
			Douanes.	24,420,998	24,269,182	
			Contributions indirectes.	47,239,220	46,186,432	
			Postes.	16,779,824	18,675,053	
			Loterie.	3,203,895	2,455,558	
			Remises aux recev. des finances sur le recouvr. des produits divers et coupes de bois...	100,000	85,866	
				120,950,648	120,054,308	

PENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
TAL.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.	Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1832.	Crédits extraordinaires et compléments accordés.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1830.
1,112 ^f	1,072,112 ^f	"	37,138 ^f	"	"	1,072,112 ^f
5,035	19,835,035	"	767,415	"	"	19,835,035
8,524	22,948,524	"	95,996	"	"	22,948,524
0,761	2,330,761	"	152,229	"	"	2,330,761
6,432	46,186,432	"	1,052,786	"	"	46,186,432
2,046	2,170,883	1,163	62,647	"	"	2,170,883
1,601	2,279,066	2,535	"	"	123,406	4,279,066
4,372	9,892,249	2,123	400,205	"	"	9,892,249
21,034	2,323,827	3,207	"	"	2,323,827	2,323,827
75,053	18,666,025	9,028	561,032	"	2,447,233	18,666,025
33,155	438,155	"	40	"	"	438,155
394,408	394,408	"	76,992	"	"	394,408
27,995	1,627,995	"	672,065	"	"	1,627,995
455,558	2,455,558	"	748,337	"	"	2,455,558
85,866	85,866	"	14,134	"	"	85,866
PERCEPTION DES REVENUS PUBLICS.						
995,925	22,415,398	280,527	5,976	280,527	"	22,415,398
133,734	10,728,850	4,884	142,560	"	86,450	10,728,850
952,559	3,893,974	58,585	126,176	"	"	3,893,974
269,182	24,269,182	"	151,816	"	"	24,269,182
186,432	46,186,432	"	1,052,786	"	"	46,186,432
75,053	18,666,025	9,028	561,032	"	2,447,233	18,666,025
455,558	2,455,558	"	748,337	"	"	2,455,558
85,866	85,866	"	14,134	"	"	85,866
2,054,309	128,701,285	353,024	2,802,519	280,527	2,533,683	128,701,285

PAGES des états de développ ^{nt}		SECTIONS SPÉCIALES.	MINISTÈRES ET SERVICES.	SITU		
aux comptes des ministres.	au compte général des finances.			Crédits accordés par les lois précédentes.	Dépenses résultant des	
					Service ordinaire.	Ser extraor
REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS						
484	204	49	Restitutions sur les contributions directes.	Non-valeurs des contrib. foncière, personnelle et mobilière.....	1,982,053 ^f	1,982,053 ^f
				Non-valeurs de la con- tribution addition- nelle des bois des communes.....	"	41,297
				Non-valeurs de la con- tribution des portes et fenêtres.....	320,317	247,640
				Non-valeurs sur paten- tes et attributions aux communes.....	3,343,143	3,300,865
				Non-valeurs extraordi- naires sur patentes..	301,937	300,944
				Sur les centimes ordi- naires et extraordi- naires des communes.	18,474,503	18,472,949
				Sur les fonds de réim- positions.....	1,187,370	1,185,839
					25,579,323	25,531,587
Idem	204	50	Restitutions de sommes indûment reçues	Sur les produits de l'en- registrement.....	1,100,000	1,268,000
				Sur les produits des fo- rêts.....	100,000	51,688
				Sur les produits des douanes.....	230,000	221,059
				Sur les produits des boissons, tabacs et poudres.....	100,000	124,165
				Sur les produits des postes.....	28,000	30,831
				Sur les produits divers.	600,000	309,240
					2,158,000	2,004,983

PENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.	Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1832.	Crédits extraordinaires et complémentaires accordés.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1830.

CONTRIBUTIONS ET REVENUS PUBLICS.

12,053 ^f	1,923,331 ^f	58,722 ^f	"	58,722 ^f	"	1,923,331 ^f
11,297	41,297	"	"	"	41,297 ^f	41,297
17,640	247,640	"	72,677 ^f	"	"	247,640
80,865	3,300,865	"	12,278	"	"	3,300,865
80,944	300,944	"	993	"	"	300,944
172,949	18,472,949	"	1,554	"	"	18,472,949
85,839	1,185,839	"	1,531	"	"	1,185,839
31,587	25,472,865	58,722	89,033	58,722	41,297	25,472,865
168,000	1,268,000	"	"	"	168,000	1,268,000
51,688	51,688	"	48,312	"	"	51,688
221,059	221,059	"	8,941	"	"	221,059
24,165	124,165	"	"	"	24,165	124,165
30,831	30,831	"	"	"	2,831	30,831
309,240	309,240	"	290,760	"	"	309,240
104,983	2,004,983	"	348,013	"	194,996	2,004,983

PAGES
des états
de développ^{ment}

SIT

aux comptes
des ministres.

au compte général
des finances.

MINISTÈRES ET SERVICES.

Crédits
accordés
par les lois
précédentes.

Dépenses résultant de

Service
ordinaire. Ser
extra

RÉCAPITULA

	Dette perpétuelle et amortissement..	245,543,065 ^f	243,330,545 ^f	
	Ancienne Liste civile	32,000,000	18,666,667	
	Nouvelle Liste civile.	"	9,000,000	
	de la justice.....	19,529,020	19,275,978	
	des affaires étrangères... ..	8,616,000	8,444,279	50
	de l'instruction publique et des cultes.....	38,586,500	38,557,006	
206	Ministères de l'intérieur.....	122,953,852	116,197,842	10,40
	de la guerre.....	217,645,250	204,681,581	29,40
	de la marine.....	93,250,000	65,861,796	25,28
	des finances.....	129,419,100	99,639,973	35,74
	Administration des revenus publics..	129,250,648	129,054,309	
	Remboursements et restitutions sur les contributions et revenus publics	42,701,607	46,845,975	
		1,079,495,042	999,555,944	101,42

(A) Cette somme se compose ainsi qu'il suit :

1° Dépenses imputables sur les fonds spéciaux qui sont reportés à l'exercice

Dépenses fixes des départements.....
Dépenses variables des départements.....
Secours spéciaux pour grêle, incendies, etc.....
Dépenses cadastrales.....
Non-valeurs sur les contributions foncière, personnelle et mobilière.....

2° Dépenses des services généraux de l'exercice 1830, et qui seront imputés

Ministère de la justice.....
des affaires étrangères.....
de l'instruction publique et des cultes.....
de l'intérieur.....
de la guerre.....
de la marine.....
des finances.....

PENSES.			RÈGLEMENT DES CRÉDITS.			
M.	Payements effectués sur les ordonnances des ministres.	Dépenses non payées imputables sur l'exercice courant.	Crédits annulés.	Crédits affectés aux dépenses départementales, reportés à l'exercice 1832.	Crédits extraordinaires et complémentaires accordés.	Crédits définitifs égaux aux payements effectués sur l'exercice 1830.

RALE DES DÉPENSES.

0,545 ^f	243,330,545 ^f	"	3,045,045 ^f	"	832,523 ^f	243,330,545 ^f
6,667	18,666,667	"	13,333,333	"	"	18,666,667
9,000	9,000,000	"	"	"	9,000,000	9,000,000
9,978	19,266,743	9,235 ^f	289,793	"	27,516	19,266,743
8,273	8,942,372	1,900	512,925	"	839,297	8,942,372
8,006	38,447,252	109,754	541,726	"	402,478	38,447,252
8,734	122,632,877	3,972,857	175,654	3,820,948 ^f	3,675,627	122,632,877
18,515	233,613,402	552,113	1,649,730	"	17,617,882	233,613,402
9,486	90,367,075	779,391	2,996,341	"	113,416	90,367,075
9,680	135,386,644	3,036	2,357,766	"	8,325,310	135,386,644
14,309	128,701,285	353,024	2,802,519	280,527	2,533,683	128,701,285
45,975	46,787,253	58,722	740,046	58,722	4,884,414	46,787,253
1,995,147	1,095,142,115	5,840,032 (A)	28,444,878	4,160,197	48,252,148	1,095,142,115

.....	55,847 ^f	} 4,160,197 ^f
.....	3,738,890	
.....	26,711	
.....	280,527	
.....	58,722	

des exercices subséquents, savoir :

.....	9,235	} 1,679,835
.....	1,900	
.....	109,754	
.....	151,909	
.....	552,113	
.....	779,391	
.....	75,533	

SOMME PAREILLE..... 5,840,032

TABLEAU B.

BUDGET DÉFINITIF

PAGES DES ÉTATS de dévelop- pement au compte général des finances.	PRODUITS ET REVENUS.		ÉVALUATION des pro- duits par les lois précédentes.
32 et 172	Contributions directes.	Fonciers..... Contribution additionnelle assise sur les bois des communes et des établissements publics pour les frais d'administration de ces bois..... Personnelle et mobilière..... Portes et fenêtres..... Patentes..... Fonds pour frais de premier avertissement aux contribuables.....	245,000 1,450 41,970 15,530 27,390 600
34 et 172		Enregistre- ment, timbre et domaines.	153,560
34 et 174			26,300
34 et 174			1,700
34 et 174			1,020
38 et 174	Douanes et sels.	Droits de douanes, droits de navigation, et re- cettes accidentelles des douanes..... Droit de consommation des sels.....	100,340 54,250
38 et 176			140,700
38 et 178	Boissons, tabacs et poudres.	Boissons, droits divers et recouvrements d'a- vances pour divers services..... Produit de la vente des tabacs.....	67,000
38 et 178		Produit de la vente des poudres à feu.....	4,000
40 et 178	Postes.....		30,590
42 et 180	Coupes de bois	Principal des adjudications..... Décimes et produits accessoires.....	23,750 3,550
44 et 180			1,800
46 et 180	Salines et mines de sel de l'Est.....		5,300
46 et 180	Produit des jeux.....		12,500
46 et 180	Loterie.....		
48 et 182	Produits divers.	Bénéfice sur la fabrication des monnaies.....	
51 et 182		Recettes sur divers revenus publics. (<i>Argues royales, produit des mines, droits de vérifi- cation des poids et mesures, recettes sur dé- bets, etc.</i>).....	5,388
51 et 182		Produits divers provenant des ministères. (<i>Or- donnance du 14 septembre 1822</i>).....	
51 et 182		Recettes de diverses origines.....	
	A reporter.....		

des de l'Exercice 1830.

ÉTAT DES RECETTES.			RÈGLEMENT DES RECETTES.		
Produits constatés.	RECouvreMENTS effectués sur les droits constatés	RESTE à recouvrer sur les droits constatés	PRODUITS recouvrés en excédant des évaluations.	DIMINUTIONS et non-valeurs.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1830.
220,002 ^f					
332,986					
72,059	332,181,038 ^f	"	470,836 ^f	"	382,181,038 ^f
35,002					
56,563					
53,526					
7,297	153,457,297	"	"	108,703 ^f	153,457,297
9,925	27,959,925	"	"	1,034,075	27,959,925
2,077	2,932,077	"	1,210,077	"	2,932,077
260,541	2,260,541	"	1,205,541	"	2,260,541
14,021	102,914,021	"	"	6,425,979	102,914,021
17,083	51,317,083	"	"	2,032,817	51,317,083
200,455	131,203,455	"	"	8,996,545	131,203,455
21,497	67,267,497	"	"	721,503	67,267,497
179,999	4,179,999	"	63,999	"	4,179,999
227,650	33,727,650	"	3,204,650	"	33,725,000
510,119	21,510,119	"	"	2,239,881	21,510,119
376,613	3,376,613	"	"	173,387	3,376,613
396,448	1,396,448	"	"	403,552	1,396,448
500,000	5,500,000	"	"	"	5,500,000
242,799	10,042,799	"	"	2,457,294	10,042,799
151,016	151,016	"	"	"	151,016
713,114		"	1,324,366	"	
	4,096,894				4,096,894
	2,194,474				2,194,474
	270,730				270,730
"	"	"	"	"	"

SITUATION DES RECETTES.			RÈGLEMENT DES RECETTES.		
PRODUITS résultant des constatés.	RECouvreMENTS effectués sur les droits constatés.	RESTE à recouvrer sur les droits constatés.	PRODUITS recouvrés en excédant des évaluations.	DIMINUTIONS et non-valeurs.	PRODUITS définitifs de l'exercice 1830.
"	"	"	"	"	"
1,339,278 ^f	2,339,278 ^f	"	"	9,999 ^f	2,339,278 ^f
708,699	708,699	"	"	291,301	708,699
1,588,247	1,588,247	"	"	"	1,588,247
560,037	560,037	"	"	"	560,037
1,206,727	1,206,727	"	"	"	1,206,727
49,017,340	49,017,340	"	49,017,340 ^f	"	49,017,340
6,939,078	6,939,078	"	6,939,078 ^f	"	6,939,078
10,299,082	1,020,299,082	"	63,855,885	25,795,043	1,020,299,082
3,913,958	3,913,958	"	"	"	3,913,958
11,743,211	11,743,211	"	"	"	11,743,211
35,956,251	1,035,956,251	"	63,855,885	25,795,043	1,035,956,251

atif de l'Exercice 1830.

.....	1,035,956,251 ^f
ementales qui n'ont pas été soldées sur l'exercice 1830.	4,160,197
exercice 1830.	1,031,796,054
.....	1,095,142,115
exercice 1830.	63,346,061

(191)



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice ,

A Paris, le 8 * Mai 1833,

BARTHÉ.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des Lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
8 Mai 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N^o 100.

N^o 231. — *Loi qui autorise la Concession des Travaux à faire dans le département de la Manche pour canaliser la rivière de Vire et ouvrir un Canal de jonction entre cette rivière et celle de Taute.*

Au palais des Tuileries, le 30 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Le Gouvernement est autorisé à procéder, par la voie de la publicité et de la concurrence, à la concession des travaux à faire dans le département de la Manche, 1^o pour canaliser la rivière de Vire, depuis Saint-Lô jusqu'au Poribet ; 2^o pour ouvrir un canal de jonction entre cette rivière et celle de Taute, depuis le Poribet jusqu'à la hauteur du hameau de Cap.

ARTICLE 2.

La durée de la concession n'excédera pas quatre-vingt-dix-neuf ans.

La concession sera donnée au rabais, sur le prix du tarif ci-annexé.

2. IX^e Série.

19

(184)

~~Elle comprendra, à perpétuité, l'usage de la chute d'eau de la Tringale, déduction faite du volume nécessaire au service de la navigation.~~

ARTICLE 3.

Les concessionnaires percevront les droits déterminés par le tarif annexé à la présente loi, et jouiront du droit de pêche dans toute l'étendue de la navigation concédée.

ARTICLE 4.

Les actes de vente des terrains qui serviront d'emplacement au canal et ~~aux ouvrages faits par le concessionnaire~~ ne seront passibles, pour frais d'enregistrement, que du droit fixe ~~de un franc.~~

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'Etat.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 30 Avril 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Le Ministre Secrétaire d'état au département du commerce et des travaux publics,

Signé BARTHE.

Signé A. THOUVENIN.

Tarif des Droits de navigation à percevoir sur la rivière de Vire et sur le canal de jonction de cette rivière avec la Taute.

1^{re} Les droits de navigation seront perçus par tonneau de mille kilogrammes de chargement effectif, et par distance de cinq kilomètres.

Les fractions de distance seront comptées comme si la distance entière eût été parcourue.

2^o La perception sera faite à la remonte comme à la descente.

3^o Il sera payé par distance et pour chaque tonneau de charge 0^f 15^c

4^o La tangué ou autres engrais et amendements, payeront demi-droit seulement. 0 07 1/2

5^o Les bateaux vides payeront un centime par tonneau de leur chargement possible, à moins qu'ils n'aient une fraction de chargement effectif donnant lieu à une perception supérieure, auquel cas le péage sera dû sur ce chargement.

6^o Les barques non consacrées au transport des marchandises ou des voyageurs, et jaugeant moins de quatre tonneaux, ou les bateaux servant aux riverains pour le transport de leurs produits agricoles, et dans les limites seulement de leur exploitation, ne seront assujettis à aucun droit, tant qu'ils ne quitteront pas le même bief; s'ils passent d'un bief dans un autre, ils payeront un droit fixe de un franc au passage de chaque écluse 1^f 00^c

Les contestations qui pourront s'élever sur la perception des droits seront jugées administrativement, conformément à l'article 4 de la loi du 20 mai 1802 (30 floréal an X).

APPROUVÉ pour être annexé.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Ministre Secrétaire d'état au département du commerce et des travaux publics,

Signé A. THIERS.



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,

A Paris, le 9 * Mai 1833,
BARTHE.

*** Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.**

**On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.**

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

9 Mai 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 101.

N° 932. — *Loi qui autorise la Concession du Canal de jonction de la Sambre à l'Oise, depuis Landrecies jusqu'à la Fère.*

A Paris, au palais des Tuileries, le 30 Avril 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE 1^{er}.

Le Gouvernement est autorisé à procéder, par la voie de la publicité et de la concurrence, à la concession du canal de jonction de la Sambre à l'Oise, depuis la ville de Landrecies jusqu'à la Fère.

ARTICLE 2.

Cette concession n'excédera pas la durée de quatre-vingt-dix-neuf ans ; elle sera donnée au rabais sur les prix du tarif ci-annexé.

ARTICLE 3.

Les actes de vente des terrains qui serviront d'emplacement au canal et aux ouvrages qui en dépendent ne seront passibles, pour frais d'enregistrement, que du droit fixe d'un franc par chaque acte d'acquisition.

ARTICLE 4.

Dans le cas où il ne se présenterait pas de soumissionnaire

2. IX^e Série.

20

à la première adjudication, le Gouvernement est autorisé à ouvrir un nouveau concours, en accordant la perpétuité de la concession.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 30^e jour du mois d'Avril, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au
département du commerce et des
travaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

*Maximum du Tarif des droits de Navigation à percevoir
sur le Canal de la Sambre à l'Oise, depuis Landrecies
jusqu'à La Fère.*

Nota. Les droits devront être perçus par distance de cinq kilomètres. Néanmoins, on aura égard aux fractions de distance. Ainsi, au-dessous d'un kilomètre, on comptera un kilomètre; entre un et deux kilomètres, on comptera deux kilomètres; trois entre deux et trois. La perception se fera sur la remonte comme sur la descente. Toute fraction numéraire au-dessous d'un centime sera comptée pour un centime.

Le droit sera payé en raison de la distance parcourue, et d'après la charge réelle du bateau, constatée par le volume d'eau déplacé, déduction faite du poids même du bateau.

ARTICLE 1^{er}.

Tous produits ou marchandises quelconques, autres que ceux

désignés ci-dessous, article 2, payeront trente-cinq centimes par distance de cinq kilomètres, et par tonneau de mille kilogrammes.

ARTICLE 2.

Le charbon de terre, le sable, le marbre brut, les pierres, les cendres de bois ou de houille, ne payeront que vingt centimes par distance de cinq kilomètres et par tonneau de mille kilogrammes.

ARTICLE 3.

Les engrais et les terres pyriteuses et alumineuses, généralement employées comme engrais, ne payeront qu'un droit de dix centimes, par distance et par tonneau.

ARTICLE 4.

Les bateaux vides payeront un droit fixe de cinq francs par distance de cinq kilomètres. Tout bateau dont le chargement ne comporterait pas le paiement d'un droit égal à celui qui est fixé pour les bateaux vides, payera comme bateau vide.

ARTICLE 5.

Le droit de stationnement dans les ports, gares ou bassins du canal, sera, par jour de vingt-quatre heures, et non compris les quatre premiers jours d'arrivée, et les quatre derniers avant le départ, d'un centime par mètre superficiel d'occupation.

ARTICLE 6.

Les trains d'arbres flottés payeront, pour chaque arbre d'un mètre de circonférence moyenne et au-dessus, le droit de vingt centimes par cinq kilomètres; ceux d'une circonférence inférieure payeront dix centimes.

ARTICLE 7.

Les trains de bois à brûler payeront vingt centimes pour chaque mètre de longueur.

Vu, Paris, le 12 avril 1833.

*Le Ministre Secrétaire d'état au département du
commerce et des travaux publics.*

Signé A. THIERS.

APPROUVÉ pour être annexé à la loi de ce jour, qui autorise la concession du canal de jonction de la Sambre à l'Oise.

Paris, le 30 Avril 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : *le Ministre Secrétaire d'état au département
du commerce et des travaux publics.*

Signé A. THIERS.



CERTIFIÉ conforme par nous
Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,

A Paris, le 10 * Mai 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

10 Mai 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 102.

N° 233. — *Loi relative à la Dotation de la Caisse d'Amortissement.*

A Paris, le 10 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

La dotation de la caisse d'amortissement, fixée à la somme de

40,000,000 fr.,	par la loi du 25 mars 1817;
1,665,000 fr.,	<i>idem.</i> du 19 juin 1828;
1,428,571 fr.,	<i>idem.</i> du 25 mars 1831;
1,522,842 fr.,	<i>idem.</i> du 20 avril 1832.

44,616,413 fr.

et toutes les rentes amorties dont il n'aura pas été disposé dans la présente session, seront, à dater du 1^{er} juillet prochain, réparties au marc le franc, et proportionnellement au capital nominal de chaque espèce de dette, entre les rentes cinq; quatre et demi, quatre et trois pour cent, restant à racheter.

Cette répartition indiquera séparément le montant des dotations et celui des rentes rachetées.

Les divers fonds d'amortissement ainsi affectés à chaque espèce de dette continueront d'être employés au rachat des

rentes dont le cours ne sera pas supérieur au pair. Le pair se compose du capital nominal, augmenté des arrérages échus du semestre courant.

ARTICLE 2.

A l'avenir, tout emprunt, au moment de sa création, sera doté d'un fonds d'amortissement qui sera réglé par la loi, et qui ne pourra être au-dessous d'un pour cent du capital nominal des rentes créées.

ARTICLE 3.

A dater de la promulgation de la loi des dépenses de l'exercice 1834, il ne pourra être disposé d'aucune partie des rentes rachetées par la caisse d'amortissement qu'en vertu d'une loi spéciale.

ARTICLE 4.

Le fonds d'amortissement appartenant à des rentes dont le cours serait supérieur au pair sera mis en réserve. A cet effet, la portion, tant de la dotation que des rentes amorties, applicable au rachat de ces rentes, laquelle est payable chaque jour par le trésor public, sera acquittée à la caisse d'amortissement en un bon du trésor, portant intérêt à raison de trois pour cent par an, jusqu'à l'époque du remboursement.

ARTICLE 5.

Dans le cas où le cours des rentes redescendrait au pair ou au-dessous du pair, les bons délivrés par le trésor deviendront exigibles, et seront remboursés à la caisse d'amortissement, successivement et jour par jour, avec les intérêts courus jusqu'au remboursement, en commençant par le bon le plus anciennement souscrit. Les sommes ainsi remboursées seront employées au rachat des rentes auxquelles appartiendra la réserve, tant que leur prix ne s'élèvera pas de nouveau au-dessus du pair.

ARTICLE 6.

Il ne sera disposé du montant de la réserve possédée par la

caisse d'amortissement que pour le rachat ou le remboursement de la dette consolidée. Le remboursement n'aura lieu qu'en vertu d'une loi spéciale.

ARTICLE 7.

Toutefois, dans le cas d'une négociation de rentes sur l'État, les bons du trésor dont la caisse d'amortissement se trouvera alors propriétaire seront convertis, jusqu'à due concurrence du capital et des intérêts, en une portion des rentes mises en adjudication.

Ces rentes seront réunies au fonds d'amortissement affecté à l'espèce de dette à laquelle appartenait la réserve, et transférées, au nom de la caisse d'amortissement, au prix et aux conditions de l'adjudication de l'emprunt : elles seront inscrites au grand-livre, avec imputation sur les crédits législatifs ouverts au ministre des finances.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, le 10^e jour du mois de Juin 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement des finances,*

Signé BARTHÉ.

Signé HUMANN.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 11 * Juin 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

11 Juin 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N^o 103.

N^o 234. — *Loi relative à la Garantie de l'Emprunt qui sera contracté par la Grèce.*

A Paris, le 14 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, nous AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le ministre des finances est autorisé à garantir, au nom du trésor de France, et aux conditions stipulées dans la convention signée le 7 mai 1832 entre la France, l'Angleterre et la Russie d'une part, et Sa Majesté le Roi de Bavière de l'autre, l'emprunt qui sera contracté par le Gouvernement de la Grèce.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce

soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre
notre sceau.

Fait à Paris, le 14^e jour du mois de Juin 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
Ministre Secrétaire d'état au dé- partement des finances,
partement de la justice,*

Signé BARTHE.

Signé HUMANN.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 15^e Juin 1833,
BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

À PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

15 Juin 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 104.

N° 235. — *Loi sur l'Organisation des Conseils généraux de département et des Conseils d'arrondissement.*

A Paris, au palais des Tuileries, le 22 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Formation des Conseils généraux.

ARTICLE PREMIER.

Il y a dans chaque département un conseil général.

ARTICLE 2. .

Le conseil général est composé d'autant de membres qu'il y a de cantons dans le département, sans pouvoir toutefois excéder le nombre trente.

ARTICLE 3.

Un membre du conseil général est élu, dans chaque canton, par une assemblée électorale composée des électeurs et

IX^e Série.

23

des citoyens portés sur la liste du jury : si leur nombre est au-dessous de cinquante, le complément sera formé par l'appel des citoyens les plus imposés.

Dans les départements qui ont plus de trente cantons, des réunions de cantons seront opérées conformément au tableau ci-annexé, de telle sorte que le département soit divisé en trente circonscriptions électorales.

Les électeurs, les citoyens inscrits sur la liste du jury, et les plus imposés portés sur la liste complémentaire dans chacun des cantons réunis, formeront une seule assemblée électorale.

ARTICLE 4.

Nul ne sera éligible au conseil général de département, s'il ne jouit des droits civils et politiques; si, au jour de son élection, il n'est âgé de vingt-cinq ans, et s'il ne paye, depuis un an au moins, deux cents francs de contributions directes dans le département.

Toutefois si, dans un arrondissement de sous-préfecture, le nombre des éligibles n'est pas sextuple du nombre des conseillers de département qui doivent être élus par les cantons ou circonscriptions électorales de cet arrondissement, le complément sera formé par les plus imposés.

ARTICLE 5.

Ne pourront être nommés membres des conseils généraux,

1° Les préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de préfecture;

2° Les agents et comptables employés à la recette, à la perception ou au recouvrement des contributions, et au paiement des dépenses publiques de toute nature;

3° Les ingénieurs des ponts et chaussées et les architectes actuellement employés par l'administration dans le département;

4° Les agents forestiers en fonctions dans le département

et les employés des bureaux des préfectures et sous-préfectures.

ARTICLE 6.

Nul ne peut être membre de plusieurs conseils généraux.

ARTICLE 7.

Lorsqu'un membre du conseil général aura manqué à deux sessions consécutives sans excuses légitimes ou empêchement admis par le conseil, il sera considéré comme démissionnaire, et il sera procédé à une nouvelle élection, conformément à l'article 11.

ARTICLE 8.

Les membres des conseils généraux sont nommés pour *neuf* ans; ils sont renouvelés par *tiers* tous les *trois* ans, et sont indéfiniment rééligibles.

A la session qui suivra la première élection des conseils généraux, le conseil général divisera les cantons ou circonscriptions électorales du département en trois séries, en répartissant, autant qu'il sera possible, dans une proportion égale, les cantons ou circonscriptions électorales de chaque arrondissement dans chacune des séries. Il sera procédé à un tirage au sort pour régler l'ordre de renouvellement entre les séries. Ce tirage se fera par le préfet en conseil de préfecture et en séance publique.

ARTICLE 9.

La dissolution d'un conseil général peut être prononcée par le Roi; en ce cas, il est procédé à une nouvelle élection avant la session annuelle, et au plus tard dans le délai de trois mois à dater du jour de la dissolution.

ARTICLE 10.

Le conseiller de département élu dans plusieurs cantons ou circonscriptions électorales sera tenu de déclarer son option

au préfet dans le mois qui suivra les élections entre lesquelles il doit opter. A défaut d'option dans ce délai, le préfet, en conseil de préfecture et en séance publique, décidera par la voie du sort à quel canton ou circonscription électorale le conseiller appartiendra.

Il sera procédé de la même manière lorsqu'un citoyen aura été élu à la fois membre du conseil général et membre d'un ou plusieurs conseils d'arrondissement.

ARTICLE 11.

En cas de vacance par option, décès, démission, perte des droits civils ou politiques, l'assemblée électorale qui doit pourvoir à la vacance sera réunie dans le délai de deux mois.

TITRE II.

Règles de la Session des Conseils généraux.

ARTICLE 12.

Un conseil général ne peut se réunir s'il n'a été convoqué par le préfet en vertu d'une ordonnance du Roi, qui détermine l'époque et la durée de la session.

Au jour indiqué pour la réunion du conseil général, le préfet donnera lecture de l'ordonnance de convocation, recevra le serment des conseillers nouvellement élus, et déclarera au nom du Roi que la session est ouverte.

Les membres nouvellement élus, qui n'ont pas assisté à l'ouverture de la session, ne prennent séance qu'après avoir prêté serment entre les mains du président du conseil général.

Le conseil, formé sous la présidence du doyen d'âge, le plus jeune faisant les fonctions de secrétaire, nommera au scrutin et à la majorité absolue des voix son président et son secrétaire.

Le préfet a entrée au conseil général; il est entendu quand

il le demande, et assiste aux délibérations, excepté lorsqu'il s'agit de l'apurement de ses comptes.

ARTICLE 13.

Les séances du conseil général ne sont pas publiques ; il ne peut délibérer que si la moitié plus un des conseillers sont présents ; les votes sont recueillis au scrutin secret toutes les fois que *quatre* des conseillers présents le réclament.

ARTICLE 14.

Tout acte ou toute délibération d'un conseil général, relatifs à des objets qui ne sont pas légalement compris dans ses attributions, sont nuls et de nul effet. La nullité sera prononcée par une ordonnance du Roi.

ARTICLE 15.

Toute délibération, prise hors de la réunion légale du conseil général, est nulle de droit.

Le préfet, par un arrêté pris en conseil de préfecture, déclare la réunion illégale, prononce la nullité des actes, prend toutes les mesures nécessaires pour que l'assemblée se sépare immédiatement, et transmet son arrêté au procureur général du ressort pour l'exécution des lois et l'application, s'il y a lieu, des peines déterminées par l'article 258 du Code pénal. En cas de condamnation, les membres condamnés sont exclus du conseil et inéligibles aux conseils de département et d'arrondissement, pendant les trois années qui suivront la condamnation.

ARTICLE 16.

Il est interdit à tout conseil général de se mettre en correspondance avec un ou plusieurs conseils d'arrondissement ou de département.

En cas d'infraction à cette disposition, le conseil général sera suspendu par le préfet en attendant que le Roi ait statué.

ARTICLE 17.

Il est interdit à tout conseil général de faire ou de publier aucune proclamation ou adresse.

En cas d'infraction à cette disposition, le préfet déclarera par arrêté que la session du conseil général est suspendue: il sera statué définitivement par ordonnance royale.

ARTICLE 18.

Dans les cas prévus par les deux articles précédents, le préfet transmettra son arrêté au procureur général du ressort, pour l'exécution des lois et l'application, s'il y a lieu, des peines déterminées par l'article 123 du Code pénal.

ARTICLE 19.

Tout éditeur, imprimeur, journaliste ou autre, qui rendra publics les actes interdits au conseil général par les articles 15, 16 et 17, sera passible des peines portées par l'article 123 du Code pénal.

TITRE III.

Des Conseils d'arrondissement.

ARTICLE 20.

Il y aura, dans chaque arrondissement de sous-préfecture, un conseil d'arrondissement composé d'autant de membres que l'arrondissement a de cantons, sans que le nombre des conseillers puisse être au-dessous de neuf.

ARTICLE 21.

Si le nombre des cantons d'un arrondissement est inférieur à neuf, une ordonnance royale répartira entre les cantons les

plus peuplés le nombre de conseillers d'arrondissement à élire pour complément.

ARTICLE 22.

Les conseillers d'arrondissement sont élus dans chaque canton par l'assemblée électorale, composée conformément au premier paragraphe de l'article 3.

Dans les départements où, conformément au deuxième paragraphe du même article 3, des cantons ont été réunis, les membres de cette assemblée électorale sont convoqués séparément dans leurs cantons respectifs pour élire les conseillers d'arrondissement.

ARTICLE 23.

Les membres des conseils d'arrondissement peuvent être choisis parmi tous les citoyens âgés de vingt-cinq ans accomplis, jouissant des droits civils et politiques, payant dans le département, depuis un an au moins, cent cinquante francs de contributions directes, dont le tiers dans l'arrondissement, et qui ont leur domicile réel ou politique dans le département. Si le nombre des éligibles n'est pas sextuple du nombre des membres du conseil d'arrondissement, le complément sera formé par les plus imposés. Les incompatibilités prononcées par l'article 5 sont applicables aux conseillers d'arrondissement.

ARTICLE 24.

Nul ne peut être membre de plusieurs conseils d'arrondissement, ni d'un conseil d'arrondissement et d'un conseil général.

ARTICLE 25.

Les membres des conseils d'arrondissement sont élus pour six ans. Ils sont renouvelés par moitié tous les trois ans. A la session qui suivra la première élection, le conseil général divisera en deux séries les cantons de chaque arrondissement,

Il sera procédé à un tirage au sort pour régler l'ordre de renouvellement entre les deux séries. Ce tirage se fera par le préfet en conseil de préfecture et en séance publique.

ARTICLE 26.

Les articles 7, 9, 10, 11 de la présente loi sont applicables aux conseils d'arrondissement.

TITRE IV.

Règles pour la Session des Conseils d'arrondissement.

ARTICLE 27.

Les conseils d'arrondissement ne pourront se réunir s'ils n'ont été convoqués par le préfet, en vertu d'une ordonnance du Roi, qui détermine l'époque et la durée de la session.

Au jour indiqué pour la réunion d'un conseil d'arrondissement, le sous-préfet donne lecture de l'ordonnance du Roi, reçoit le serment des conseillers nouvellement élus, et déclare, au nom du Roi, que la session est ouverte.

Les membres nouvellement élus, qui n'ont point assisté à l'ouverture de la session, ne prennent séance qu'après avoir prêté serment entre les mains du président du conseil d'arrondissement.

Le conseil, formé sous la présidence du doyen d'âge, le plus jeune faisant les fonctions de secrétaire, nommera, au scrutin et à la majorité absolue des voix, son président et son secrétaire.

Le sous-préfet a entrée dans le conseil d'arrondissement; il est entendu quand il le demande, et assiste aux délibérations.

ARTICLE 28.

Les articles 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 sont applicables à la session des conseils d'arrondissement.

TITRE V.

Des Listes d'Électeurs.

ARTICLE 29.

Si un électeur qui, aux termes de l'article 10 de la loi du 19 avril 1831, a choisi son domicile politique hors de son domicile réel, veut néanmoins coopérer à l'élection des conseillers de département ou d'arrondissement, dans le canton de son domicile réel, il sera tenu d'en faire, trois mois d'avance, une déclaration expresse aux greffes des justices de paix du canton de son domicile politique et de son domicile réel.

ARTICLE 30.

Les citoyens qui n'ont pas été portés sur la liste départementale du jury, à cause de l'incompatibilité résultant de l'article 383 du Code d'instruction criminelle, seront d'office, ou sur leur réclamation, inscrits comme ayant droit de coopérer à l'élection des conseillers de département ou d'arrondissement dans le canton de leur domicile réel.

ARTICLE 31.

La liste supplémentaire qui comprendra les citoyens désignés aux deux articles précédents sera dressée par canton dans les mêmes formes, dans les mêmes délais, et de la même manière que les listes électorales prescrites par la loi du 19 avril 1831.

ARTICLE 32.

S'il y a moins de cinquante citoyens inscrits sur lesdites listes, le préfet dressera une troisième liste comprenant les citoyens ayant domicile réel dans le canton, qui devront compléter le nombre de cinquante, conformément à l'article 3 de

la présente loi. Cette liste sera affichée dans toutes les communes du canton.

Toutes les fois que le nombre des citoyens portés sur la liste électorale d'un canton et sur la liste supplémentaire mentionnée à l'article 31, ne s'élèvera pas au-delà de cinquante, le préfet fera publier dans les communes du canton une liste dressée dans la même forme et contenant les noms des dix citoyens susceptibles d'être appelés à compléter le nombre de cinquante par suite des changements qui surviendraient ultérieurement dans les listes électorales ou du jury.

ARTICLE 33.

Tout citoyen payant dans un canton une somme de contributions qui le placerait sur la susdite liste des plus imposés pourra se faire inscrire, bien qu'il n'y ait point son domicile réel, en faisant la déclaration prescrite par l'article 29.

TITRE VI.

De la Tenue des Assemblées électorales.

ARTICLE 34.

Les assemblées électorales sont convoquées par le préfet au chef-lieu de canton, et, lorsque l'assemblée comprend plus d'un canton, au chef-lieu d'un des cantons réunis.

Toutefois, le préfet pourra désigner, pour la tenue de l'assemblée, le chef-lieu d'une commune plus centrale ou de communications plus faciles.

ARTICLE 35.

Il n'y aura qu'une seule assemblée lorsque le nombre des citoyens appelés à voter ne sera pas supérieur à trois cents. Au delà de ce nombre, le préfet prendra un arrêté pour diviser l'assemblée en sections; aucune section ne pourra comprendre moins de cent ni plus de trois cents.

ARTICLE 36.

Si l'assemblée n'est pas fractionnée en sections, la présidence appartient au maire du chef-lieu de canton.

Dans le cas contraire, le maire préside la première section. Les adjoints, et, à défaut des adjoints, les membres du conseil municipal de cette commune, selon l'ordre du tableau, président les autres sections.

Le droit de suffrage est exercé par le président de l'assemblée et par les présidents de sections, même lorsqu'ils ne sont pas inscrits sur les listes.

ARTICLE 37.

Le président a seul la police de l'assemblée ou de la section où il siège; les assemblées ne peuvent s'occuper d'aucun autre objet que des élections qui leur sont attribuées. Toutes discussions, toutes délibérations leur sont interdites.

ARTICLE 38.

Nul électeur ne peut se présenter armé dans l'assemblée.

ARTICLE 39.

Le président appelle au bureau, pour remplir les fonctions de scrutateurs, les deux plus âgés et les deux plus jeunes des électeurs présents à la séance, sachant lire et écrire. Le bureau ainsi constitué désigne le secrétaire.

ARTICLE 40.

Nul ne pourra être admis à voter s'il n'est inscrit, soit sur la liste des électeurs et du jury, soit sur la liste supplémentaire mentionnée à l'article 31, soit enfin sur la liste des plus imposés mentionnée à l'article 32.

Ces listes seront affichées dans la salle et déposées sur le

bureau du président ; toutefois, le bureau sera tenu d'admettre à voter ceux qui se présenteraient munis d'un arrêt de Cour royale déclarant qu'ils font partie d'une des listes susdites, et ceux qui sont en instance, soit devant le tribunal, soit devant le conseil de préfecture, au sujet d'une décision qui aurait ordonné que leurs noms seraient rayés de la liste.

Cette admission n'entraînera aucun retranchement sur la liste complémentaire des plus imposés.

ARTICLE 41.

Avant de voter pour la première fois, chaque membre de l'assemblée prête le serment prescrit par la loi du 31 août 1830.

ARTICLE 42.

Chaque électeur, après avoir été appelé, reçoit du président un bulletin ouvert, où il écrit ou fait écrire secrètement son vote, par un électeur de son choix, sur une table disposée à cet effet, et séparée du bureau ; puis il remet son bulletin écrit et fermé au président, qui le dépose dans la boîte destinée à cet usage.

ARTICLE 43.

La table placée devant le président et les scrutateurs sera disposée de telle sorte que les électeurs puissent circuler à l'entour pendant le dépouillement du scrutin.

ARTICLE 44.

Les votants sont successivement inscrits sur une liste qui est ensuite annexée au procès-verbal des opérations, après avoir été certifiée et signée par les membres du bureau.

ARTICLE 45.

La présence du tiers plus un des électeurs inscrits sur les

istes, et la majorité absolue des votes exprimés sont nécessaires, au premier tour de scrutin, pour qu'il y ait élection.

Au deuxième tour de scrutin, la majorité relative suffit, quel que soit le nombre des électeurs présents.

En cas d'égalité du nombre de suffrages, l'élection est acquise au plus âgé.

ARTICLE 46.

Lorsque la boîte du scrutin aura été ouverte et le nombre des bulletins vérifié, un des scrutateurs prendra successivement chaque bulletin, le dépliera, le remettra au président, qui en fera la lecture à haute voix et le passera à un autre scrutateur.

Immédiatement après le dépouillement, les bulletins seront brûlés en présence de l'assemblée.

Dans les assemblées divisées en plusieurs sections, le dépouillement du scrutin se fait dans chaque section; le résultat en est arrêté et signé par les membres du bureau; il est immédiatement porté par le président de chaque section au bureau de la première section, qui fait, en présence des présidents de toutes les sections, le recensement général des votes.

ARTICLE 47.

Les deux tours de scrutin prévus par l'article 45 ci-dessus peuvent avoir lieu le même jour; mais chaque scrutin doit rester ouvert pendant trois heures au moins.

Trois membres au moins du bureau, y compris le secrétaire, doivent toujours être présents.

ARTICLE 48.

Le bureau statue provisoirement sur les difficultés qui s'élèvent au sujet des opérations de l'assemblée.

ARTICLE 49.

En aucun cas, les opérations de l'assemblée électorale ne pourront durer plus de deux jours.

ARTICLE 50.

Les procès-verbaux des opérations des assemblées remis par les présidents sont, par l'intermédiaire du sous-préfet, transmis au préfet, qui, s'il croit que les conditions et formalités légalement prescrites n'ont pas été observées, doit, dans le délai de quinze jours, à dater de la réception du procès-verbal, déférer le jugement de la nullité au conseil de préfecture, lequel prononcera dans le mois.

ARTICLE 51.

Tout membre de l'assemblée électorale a le droit d'arguer les opérations de nullité. Si sa réclamation n'a pas été consignée au procès-verbal, elle est déposée dans le délai de cinq jours, à partir du jour de l'élection, au secrétariat de la sous-préfecture, et jugée, sauf recours, par le conseil de préfecture dans le délai d'un mois, à compter de sa réception à la préfecture.

ARTICLE 52.

Si la réclamation est fondée sur l'incapacité légale d'un ou de plusieurs membres élus, la question est portée devant le tribunal de l'arrondissement, qui statue, sauf l'appel. L'acte d'appel devra, sous peine de nullité, être notifié dans les dix jours à la partie, quelle que soit la distance des lieux. La cause sera jugée sommairement et conformément au paragraphe 4 de l'article 33 de la loi du 19 avril 1831.

ARTICLE 53.

Le recours au Conseil d'état sera exercé par la voie contentieuse, jugé publiquement et sans frais.

ARTICLE 54.

Le recours devant le Conseil d'état sera suspensif lorsqu'il sera exercé par le conseiller élu.

L'appel des jugements des tribunaux ne sera pas suspensif . lorsqu'il sera interjeté par le préfet.

TITRE VII.

Dispositions transitoires.

ARTICLE 55.

L'élection des conseils généraux et des conseils d'arrondissement sera faite dans le délai de six mois, à dater de la promulgation de la présente loi.

ARTICLE 56.

Le tableau des réunions de cantons prescrites par l'article 3 de la présente loi dans les départements qui ont plus de trente cantons, sera communiqué aux conseils généraux et aux conseils d'arrondissement institués en vertu de la présente loi, dans leur plus prochaine session.

Les observations que pourraient faire ces conseils sur les réunions de cantons seront imprimées et distribuées aux Chambres.

ARTICLE 57.

La présente loi n'est pas applicable au département de la Seine : il sera statué à son égard par une loi spéciale.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux,

Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, au palais des Tuileries, le 22^e jour du mois de Juin, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

Le Garde des sceaux de France, Le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état au département de la justice,

Le Pair de France, Ministre Secrétaire d'état au département de l'intérieur et des cultes,

Signé BARTHE.

Signé C^{te} D'ARGOUT.

TABLEAU des Circonscriptions des Assemblées électorales chargées d'élire les Membres des Conseils généraux dans les départements qui renferment plus de trente cantons.

de sous-préfecture.		NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.		NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	
AIN.										
BELLEY.	9	7	{	Ambérieux.	{	35	30	{	Saint-Trivier-sur-	
				Belley.					Moignans.	
BOURG.	10	8	{	Champagne.	{			{	Thoissey.	
				Seyssel.					Trévoux.	
				Hauteville.						
				Saint-Rambert.						
				Lagnieu.						
				Lhuis.						
				Virieu-le-Grand.						
				Bagé-le-Châtel.						
				Bourg.						
				Ceyzeriat.						
Pont-d'Ain.										
Coligny.										
Treffort.										
Montrevel.										
Pont-de-Vaux.										
Pont-de-Veyle.										
Saint-Trivier-de-										
Courtes.										
GEX.	3	3	{	Collonges.	{			{	Charly.	
				Ferney.					Condé.	
				Gex.						
NANTUA.	6	6	{	Brenod.	{			{	Château-Thierry.	
				Châtillon-de-Mi-					Fère-en-Tardenois.	
				chaille.					Neuilly-Saint-Front.	
				Isernore.						
				Nantua.						
				Oyonnax.						
Poncin.										
Tat-	7	4	{	Chalamont.	{			{	Anisy-le-Château.	
				Meximieux.					Chauny.	
				Châtillon-lès-Dom-					Coucy-le-Château.	
				be.					Craonne.	
Montfau-				Montfau-				Crécy.		
con.				con.				La Fère.		
								Laon.		
								Marle.		
								{	Neufchâtel.	
								{	Sissonne.	
									Rosoy-sur-Serre.	
									Bohain.	
									Le Catelet.	
									{	Moy.
									{	Ribemont.
										Saint-Quentin.
										Saint-Simon.
										Vermand.
										Braisne.
										Oulchy-le-Châ-
										teau.
										Soissons.

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
VERVINS.	8	6	Vailly. Vic-snr-Aisne. Villers-Cotterets	TOURNON.	11	11	Saint-Agrève. Saint-Félicien. Saint-Martin-de-Va- lmas.
			Aubenton. Hirson.				Saint-Peray.
			Guise. La Capelle. Le Nouvion. Wassigny.				Saillieu. Serrières. Tournon. Vernonx.
			Sains. Vervins.		31	30	
	37	30					
LARGENTIÈRE.	10	9	Burzet. Coucouron. Montpezat.	MÉZIÈRES.	7	7	Charleville. Flize. Mézières.
			Joyeuse. Largentièrre.				Monthermé.
			Les Vans. Saint - Etienne - de- Lugdarès.				Omont. Renwez.
PRIVAS.	10	10	Thueys. Valgorge. Vallon.	RETHEL.	6	6	Signy-l'Abbaye. Asfeld. Château-Porcien.
			Antraignes. Aubenas. Bourg-St-Andéol.				Chaumont.
			Chomérac. La Voulté. Privas.				Juniville. Novion.
			Rochemaure. Saint-Pierre-ville. Villeneuve-de-Berg.	ROCROY.	5	5	Rethel. Fumay. Givet.
			Viviers.				Rocroy. Rumigny.
			Annonay. La Mastre. Le Cheylard.				Signy-le-Petit.
				SEDAN.	5	5	Carignan. Mouzon.
							Raucourt.
							Sedan (nord). Sedan (sud).
				VOU- ZIER.	8	7	Attigny. Buzancy.
							Le Chêne.
							Grandpré.

de sous-préfecture.		NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
ARDENNES (Suite).								
				{ Machaut. Monthois. Tourteron. Vouziers.				
		31	30					
AUDE.								
CARCASSONNE.		12	11	{ Alzone. Capendu. Carcassonne (est). Carcassonne (ouest). Conques. La Grasse. Le Mas-Cabardès. { Monthoumet. Tuchan. Montréal. Peyriac-Minervois. Seissac.				
CASTEL- NAUDARY.		5	5	{ Belpech. Castelnarydary (nord). Castelnarydary (sud). Fonjeaux. Salles-sur-FHers.				
LIMOUX.		8	8	{ Ailaigne. Belcaire. Chalabre. Couiza. Limoux. Quillan. Roquefort-de-Sault. Saint-Hilaire.				
NARBONNE.		6	8	{ Durban. Coursan. Ginestas. Lezignan. Narbonne. Sijean.				
		31	30					
AVEYRON.								
ESPALION.		9	5	{ Entraigues. Le Mur-de-Barrez. Espalion. Estaing. { La Guiole. Saint-Chély. Saint-Geniès. Saint-Amand- des-Cépts. St-Geneviève.				
MILHAU.		9	6	{ Campagnac. Laysac. Milhau. Nant. Peyrelean. { Saint-Bauzély. Salles-Curan. Séverac-le-Châ- teau. Vézins.				
RODEZ.		11	8	{ Bozouls. { Cassagne - Bé- gonhes. Réquista. Conques. Rignac. La Salvetat. Sauveterre. Marcillac. Naucelle. Pont-de-Salars. Rodez.				
ST-AFRIQUE.		6	5	{ Belmont. Camarès. Cornus. Saint-Afrique. Saint-Rome-de-Tarn. Saint-Sernin.				

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
---	-----------------------	---	--

AVEYRON (Suite).

VILLEFRANCHE.	7	6	Asprières. Aubin. Montbazens. Najac. Rieupeyroux. Villefranche. Villeneuve.
	42	30	

CALVADOS.

BAYEUX.	6	5	Balleroy. Bayeux. Caumont. Isigny. Ryes. Trevières.
CAEN.	9	7	Bourgnebus. Troarn. Caen (est). Caen (ouest). Creully. Douvres. Évrecy. Villers-Bocage. Tilly-sur-Seuilles.
FALAISE.	5	4	Bretteville-sur-Laize. Couliboëuf. Falaise (1 ^{er} canton). Falaise (2 ^e canton). Thury-Harcourt.
LISIEUX.	6	4	Lisieux (1 ^{er} canton). Lisieux (2 ^e canton). Livarot. Orbec. Mezidon. Saint-Pierre-sur-Dives.

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
---	-----------------------	---	--

CALVADOS (Suite).

PONT- L'ÉVÊQUE.	5	4	Blangy. Cambremer. Dives. Honfleur. Pont-l'Évêque.
VIRE.	6	6	Aunay. Bény-Bocage. Condé-sur-Noireau. Saint-Sever. Vassy. Vire.
	37	30	

CHARENTE-INFÉRIEURE.

JONZAC.	7	5	Archiac. Jonzac. Mirambeau. Montendre. Montguyon. Montlieu. Saint-Genis.
LA ROCHELLE.	7	6	Ars (île de Ré). Saint-Martin (île de Ré). Courçon. La Jarrie. La Rochelle (est). La Rochelle (ouest). Marans.
MARENNES.	6	5	La Tremblade. Le Château (île d'Oléron). Marennes. Saint-Agnant. Royan. Saint-Pierre (île d'Oléron).

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.		NOMBRE de cantons.		NOMBRE de circonscriptions électorales.		NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	
CHARENTE-INFÉR. (Suite).							
ROCHE- FORT.	4	3	{	{ Aigrefeuille. Surgères. Rochefort. Tonnay-Charente.			
				{ Aulnay. Loulay. Matha. Saint-Hilaire. (St-Jean-d'Angély Tonnay-Bouton- ne. Saint-Savinien.			
ST-JEAN-D'ANGÉLY.	7	5	{	{ Cozes. Gémozac. Pons. (St-Porchaire. Saujon. Saintes (nord). Buries. Saintes (sud).			
				{			
SAINTES.	8	6	{	{			
				{			
39		30					
CORSE.							
AJACCIO.	12	7	{	{ Ajaccio. Sarrola. Bastelica. Bocognano. Evisa. Piana. Sainte-Marie. (Salice. Sari. Soccia. Vico, Zicavo.			
				{ Bastia (Terra- Nouva). Bastia (Terra- Vecchia).			

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.		NOMBRE de cantons.		NOMBRE de circonscriptions électorales.		NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	
CORSE (Suite).							
BASTIA.	20	9	{	{ Borgo. Campitello. Brando. San-Martino. Campile. Porta. Cervione. Pero e Casevec- chie. San-Nicolao. Lama. Murato. Santo-Pietro. Luri. Rogliano. Nonza. Oletta. Saint-Florent. Vescovato.			
				{			
CALVI.	6	3	{	{ Aigajola. L'Île-Rousse. Belgodere. Olmi e Capella. Calvi. Calenzana. Calacuccia. Corte. Castifao. Pie di Corte. Moita. Pietra. Morosaglia. Saint-Laurent. Omessa. Sermano. Serraggio. Piedicroce, Valle, Prunelli, Vezzani.			
				{			
CORTE.	15	7	{	{			
				{			

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
CORSE (Suite).				COTE-D'OR (Suite).			
SARTÈNE.	3	4	Bonifacio. Porto-Vecchio. Levia. Sainte-Lucie. Olmetto. Sartène. Pietro e Biochi- sano. Serra.	SÉMUR.	6	6	Grancey-en-Mon- tagne. Selongey. Is-sur-Tille. Pontallier-sur-Saône. Saint-Seine. Flavigny. Montbard. Précý-sous-Thil. Saulieu. Sémur. Vitteaux.
	61	30			36	30	
COTE-D'OR.				COTES-DU-NORD.			
BEAUNE.	10	9	Arnay-le-Duc. Beaune (nord). Beaune (sud). Bligny-sur-Ouche. Liernais. Pouilly-en-Au- xois. Nolay. Nuits. Saint-Jean-de-Lagne. Seurre.	DINAN.	10	6	Broons. Jugon. Dinan (est). Dinan (ouest). Évran. St-Jouan-de-l'Isle. Matignon. Ploubalay. Plancoët. Plélan-le-Petit.
CHATILLON.	6	4	Aignay. Recey-sur-Ource. Baigneux. Laignes. Châtillon. Montigny.	GUINGAMP.	10	5	Bégard. Pontrieux. Belle-Ile-en-Terre. Bourbriac. Bothoa. Callac. Guingamp. Plougat. Maël-Carhaix. Rostrenen.
DIJON.	14	11	Auxonne. Dijon (ouest). Dijon (est). Dijon (nord). Fontaine - Fran- çaise. Mirebeau. Genlis. Gevrey. Sombornon.	LAN- NION.	7	6	Lannion. La-Roche-Der- rien. Lézardrieux.

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.				NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.			
NOMBRE de cantons.		NOMBRE de circonscriptions électorales.					
COTES-DU-NORD (Suite).							
LOUDÉAC.	9	5	{	Perros-Guirec. Plestin. Plouaret. Tréguier.		{	Vélines. Villefranche-de- Lonchapt.
				{ Collinée. Merdignac. Corlay. Goarec. Mur. Lachèse. Loudéac. Plouguenast. Uzel.			
SAINT-BRIEUC.	12	8	{	Châtelaudren. Quintin. Étables. Lanvollon. Lamballe. Pléneuf. Moncontour. Paimpol. Plouha. Pléuc. Saint-Brieuc (nord). Saint-Brieuc (sud).		{	Bussières-Badil. Champagnac-de- Belair. Mareuil. Jumilhac - le - Grand. Saint- Pardoux - la-Rivière. Lanouaille. Thiviers.
48		30					
DORDOGNE.							
BERGERAC.	13	7	{	Bergerac. Beaumont. Issigeac. Cadouin. Montpazier. Eymet. Sigoulès. Laforce. Villamblard. Lalinde. Saint-Alvère.		{	Noutron. Brantôme. Saint-Astier. . Excideuil. Hautefort. Périgueux. Saint-Jean-de-Vergt. St-Pierre-de-Chignac Savignac-les-É- glises. Thenon.

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
DORDOGNE (Suite).				EURE (Suite).			
			{ Salignac. Terrasson. Sarlat.	PONT- AUDEMER.	8	6	{ Bourgheroulde. Montfort. Corneilles. Pont-Audemer. Routot. St-Georges-da-Vie vre.
47	30				36	30	
EURE.				FINISTÈRE.			
BERNAY.	6	5	{ Beaumesnil. Broglie. Beaumont-le-Roger. Bernay. Brionne. Thiberville.	BREST.	12	9	{ Brest (1 ^{er} canton). Brest (2 ^e canton) Brest (3 ^e canton) Daoulas. Ile-d'Ouessant. Saint-Renan. Landerneau. Ploudiry Lannilis. Lesneven. Plabennec. Ploudalmezeau.
			{ Breteuil. Conches. Damville. Saint-André. Évreux (nord). Évreux (sud). Nonancourt. Pacy. Vernon. Rugles. Verneuil.				{ Carhaix. Huelgoat. Châteaulin. Le Faou. Châteauneuf - du Faou. Crozon. Pleyben.
ÉVREUX.	11	9	{ Écos. Ecouis. Lyons-la-Forêt. Étrepagny. Gisors. Les Andelys.	CHATEAULIN.	7	5	{ Landivisiau. Sizun. Lanmeur. Morlaix. Plouescat. Plouégvéde.
			{ Amfreville. Gaillon. Louviers. Neufbourg. Pont-de-l'Arche. Beuzeville. Quillebeuf.				
LES ANDELYS.	6	5		MORLAIX.	10	6	
LOUVIERS.	5	5					

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.		NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.		NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
FINISTÈRE (Suite).					GARD (Suite).				
QUIMPER.	9	7		Plouigneau. St-Pol-de-Léon. St-Thégonnec. Taulé.	NÎMES.	11	10		{ Quissac. Sauve. St-Hippolyte. Sumène. Valleraugues.
				{ Briec. Rosporden. Concarneau. Fouesnant. Douarnenez. Plogastel. Pont-Croix. Pont-l'Abbé. Quimper.					{ Aigues-Mortes. Vauvert. Aramon. Beaucaire. Marguerittes. Nîmes, 1 ^{er} canton. Nîmes, 2 ^e canton. Nîmes, 3 ^e canton. Saint-Gilles. Saint-Mamert. Sommières.
QUIMPERLÉ.	5	3		{ Arzano. Pont-Aven. Quimperlé. Bannalec. Scaër.	UZÈS.	8	7		{ Bagnols. Lussan. Pont-Saint-Esprit. Remoulins. Villeneuve - lès- Avignon. Roquemaure. Saint-Chaptes. Uzès.
	43		30			38		30	
GARD.					GARONNE (HAUTE).				
ALAIS.	9	7		{ Alais. Anduze. Ledignan. Barjac. Saint-Ambroix. Génolhac. Saint-Jean-du-Gard. Saint-Martin-de-Val- gagne. Vezénobre.	MURET.	10	7		{ Auterive. Cintegabelle. Carbonne. Cazères. Le Fousseret. Montesquieu. Rieux. Muret. Rieumes. Saint-Lys.
				{ Alzon. Trèves. Lasalle. Saint-André-de- Valborgne. Le Vigan.					
LE VIGAN.	10	6							

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions electorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription electorale.
---	-----------------------	---	--

GARONNE (HAUTE) (Suite).

SAINT-GAUDENS.	11	8	Aspet. Aurignac. { Bagnères-de-Lu- chon. { Saint-Béat. { Boulogne. { Montrejeau. L'Île-en-Dodon. Saint-Bertrand-de- Comminges. Saint-Gaudens. { Saint-Martory. { Salies.
			{ Cadours. { Léguevin. Castanet. Fronton. Grenade. { Montastruc. { Verfeil. Toulouse (centre). Toulouse (nord). Toulouse (ouest). Toulouse (sud). Villemur.
TOULOUSE.	12	10	
VILLEFRANCHE.	6	5	{ Caraman. { Lanta. Montgiscard. Naiilloux. Revel. Villefranche.
	39	30	

GIRONDE.

BAZAS.	7	3	{ Auros. { Langon. { Bazas. { Grignols.
--------	---	---	--

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions electorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription electorale.
---	-----------------------	---	--

GIRONDE (Suite).

BLAYE.	4	3	{ Captieux. { St-Symphorien. { Villandraut.
			{ Blaye. { Bourg. { S.-Ciers-Lalande. { Saint-Savin.
BORDEAUX.	18	12	{ Audenge. { Belin. { La Teste-de-Buch. { Blanquefort. { Castelnau-de-Me- doc. Bordeaux, 1 ^{er} canton. Bordeaux, 2 ^e canton. Bordeaux, 3 ^e canton. { Bordeaux, 4 ^e can- ton. { Le Carbon-Blanc. Bordeaux, 5 ^e canton. Bordeaux, 6 ^e canton. { Cadillac. { Créon. { La Brède. { Pessac. Podensac. St-André-de-Cubzac.
			{ La Réole. { Monségur. { Pellegrue. { Saint-Macaire. { Sauveterre. { Targon.
LA RÉOLE.	6	4	
LESPARRE.	4	2	{ Lesparre. { Saint-Vivien. { Pauillac. { Saint-Laurent.

de sous-préfecture.		NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	
NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.		
GIRONDE (Suite).			
LIBOURNE.	9	6	Brannes.
			Castillon.
			Coutras.
			Lussac.
			Fronsac.
			Guitres.
			Libourne.
			Pujols.
			St-Foy-la-Grande
48		30	

HÉRAULT.

BÉZIERS.	12	10	Agde.
			Bédarrioux.
			Béziers (1 ^{er} canton).
			Béziers (2 ^e canton).
			Capestang.
			Florensac.
			Montagnac.
			Murviel.
			Saint-Gervais.
			Pézénas.
LODÈVE.	5	5	Roujan.
			Servian.
			Clermont.
			Gignac.
			Le Caylar.
			Lodève.
			Lunas.
			Aniane.
			Les Matelles.
			Saint-Martin-de-Londres.
			Castries.
			Manguio.
			Cette.

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.		NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	
NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.		
HÉRAULT (Suite).			
MONTPELLIER.	14	10	{ Claret. Ganges. Frontignan. Lunel. Meze. Montpellier (1 ^{er} canton). Montpellier (2 ^e cant.) Montpellier (3 ^e cant.)
SAINT-PONS.	5	5	{ Olargues. Olonzac. La Salvetat. Saint-Chinian. Saint-Pons.
36		30	

ILLE-ET-VILAINE.

FOUGÈRES.	6	5	Antrain.
			Fougères (sud).
			Saint-Aubin-du-Cormier.
			Fougères (nord).
			Louvigné-du-Désert.
MONTFORT.	5	3	St-Brice-en-Cogles.
			Bécherel.
			Montauban.
			Montfort.
			Plélan.
REDON.	7	4	Saint-Méen.
			Bain.
			Fougeray.
			Guichen.
			Le Sel.
			Maure.
			Pipriac.
			Redon.
			Châteaugiron.
			Liffré.

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
ILLE-ET-VILAINE (Suite).				ISÈRE (Suite).			
RENNES.	10	7	Hédé. St-Aubin-d'Au- bigné. Janzé. Rennes (nord-est). Rennes (sud-est). Rennes (s.-ouest). Mordelles. Rennes (nord-ouest)				Sassnage. Villard-de-Lans. Monestier - de - Clermont. Vif. Saint - Laurent - du-Pont. Voiron. Vizille.
SAINT-MALO.	9	6	Cancale. Châteauneuf. Pleurtaut. Combourg. Tinténiaç. Doi. Pleine-Fougères. Saint-Malo. Saint-Servan.	LA TOUR-DU-PIN.	8	6	Bourgoin. Cremieu. La Tour-du-Pin. Virieu. Lemps. Morestel. Pont-de-Beauvo- sin. Saint-Geoire.
VITRÉ.	6	5	Argentré. La Guerche. Rétiers. Châteaubourg. Vitré (sud). Vitré (nord).	SAINT-MARCELLIN.	7	5	Pont-en-Royans. Rives. Roybon. Saint-Étienne-de- Saint-Geoire. Saint-Marcellin. Tullins. Vinay.
	43	30		VIENNE.	10	7	Beaurepaire. Saint-Jean-de- Bournay. Herieux. La Verpillière. La Côte-Saint-André Meyzieux. Roussillon. St-Symphorien-d'O- zon. Vienne (nord). Vienne (sud).
ISÈRE.					45	30	
GRENOBLE.	20	12	Allevard. Goncelin. Bourg-d'Oisans. Cielles. Mens. Corps. Entraigues. La Mure. Grenoble (nord). Grenoble (est). Grenoble (s.-est). Domène. Le Touvet.				

de sous-préfecture.			NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.		
NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.				
JURA.					
9	7	DÔLE.	{ Chaumergy. Chaussin. Chemin. Dampierre. Dôle. Gendrey. Rochefort. Montbarrey. Montmirey - le - Châ- teau.	5	3
11	11	LONS-LE-SAULNIER.	{ Arinthod. Beaufort. Bletterans. Clairvaux. Conliège. Lons-le-Saulnier. Orgelet. Saint-Amour. Saint-Julien. Sellières. Voiteur.	7	4
7	7	POLIGNY.	{ Arbois. Champagnele. Les Planches. Nozeroy. Poligny. Salins. Villers-Farlay,	17	14
5	5	SAINT-CLAUDE.	{ Les Bouchons. Moirans. Morez. Saint-Claude. Saint-Laurent.	5	3
32	30				
LOIRE INFÉRIEURE.					
ANCENIS.					
5	3	ANCENIS.	{ Ancenis. Ligné. Riaillé. St-Mars-la-Jaille. Varades.	7	4
7	4	CHATEAUBRIAND.	{ Chateaubriand. Rougé. Derval. Nozay. Meisdon - la - Ri- vière. Saint-Julien-de- Vouvantes. Nort.	17	14
17	14	NANTES.	{ Aigrefeuille. Bouaye. Carquefou. La-Chapelle-sur- Erdre. Clisson. Vallet. Légé. Machecoul. Le Loroux Bottereau Nantes (1 ^{er} canton). Nantes (2 ^e canton). Nantes (3 ^e canton). Nantes (4 ^e canton). Nantes (5 ^e canton). Nantes (6 ^e canton). Saint-Philbert. Vertou.	5	3
5	3	PAIMBOEUF.	{ Bourgneuf. Le Pellerin. Paimbœuf. Pornic. St-Père-en-Retz.		

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
---	-----------------------	---	--	---	-----------------------	---	--

LOIRE-INFÉRIEURE (Suite).

SAVENEY.	11	8	Blain.
			St-Etienne - de-Montluc.
			Guéméné.
			St-Nicolas - de-Redon.
			Guérande.
			Herbignac.
			Pontchâteau.
			Saint-Nazaire.
			Le Croisic.
			Saint-Gildas-des-Bois.
			Savenay.
45	30		

LOIRET.

CIEN.	5	5	Briare.
			Châtillon-sur-Loire.
			Gien.
			Ouzouer-sur-Loire.
			Sully.
MONTARGIS.	7	7	Bellegarde.
			Château-Renard.
			Châtillon-sur-Loing.
			Courtenay.
			Ferrières.
			Lorris.
			Montargis.
			Artenay.
			Beaugency.
			Châteauneuf.
			Jargeau.
			La Ferté Saint-Aubin.
			Notre-Dame-de-Cléry.
14	13		Meung.

LOIRET (Suite).

PITHIVIERS.	5	5	Neuville-aux-Bois.
			Orléans (1 ^{er} canton)
			Orléans (2 ^e canton)
			Orléans (3 ^e canton)
			Orléans (4 ^e canton)
			Orléans (5 ^e canton)
			Patay.
			Beaune-la-Rolande.
			Maleherbes.
			Outarville.
			Pithiviers.
			Puiseaux.
31	30		

LOT-ET-GARONNE.

AGEN.	9	7	Agen (1 ^{er} canton).
			Agen (2 ^e canton).
			Astafort.
			Beauville.
			Puymirol.
			Laplome.
			Laroque.
			Prayssas.
			Port-Sainte-Marie.
MARMANDE.	9	8	Bouglon.
			Meilhan.
			Castelmoron.
			Duras.
			Lauzun.
			Le Mas-d'Agenois.
			Marmande.
			Seyches.
			Tonneins.
NÉRAC.	7	6	Castelmajoux.
			Houëilles.
			Damazan.
			Francéscas.
			Lavardac.
			Mézin.
			Nérac.

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
---	-----------------------	---	--

LOT-ET-GARONNE (Suite).

VILLENEUVE-D'AGEN.	10	9	Cancon.
			{ Castillonès.
			{ Villereal.
			Fumel.
			Monclar.
			Montflanquin.
			Penne.
			Sainte-Livrade.
			Tournon.
			Villeneuve-d'Agen.
	35	30	

MAINE-ET-LOIRE.

ANGERS.	9	8	Angers (nord-est).
			Angers (nord-ouest).
			Angers (sud-est).
			Briolay.
			Chalonnès.
			{ Le Louroux-Bé-
			{ connais.
			{ St-Georges-sur-
			{ Loire.
			Les Ponts de Cé.
			Thouarcé.
			Baugé.
			Beaufort.
			Durtal.
			{ Longué.
			{ Noyant.
			Seiches.
			Beaupréau.
			Champocéau.
			Chemillé.
			Chollet.
			Montfaucon.
			Montrevault.
			Saint-Florent.
	6	5	
	7	7	

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
---	-----------------------	---	--

MAINE-ET-LOIRE (Suite).

SAUMUR.	7	6	Doué.
			Gennes.
			Montreuil-Bellay.
			{ Saumur (nord-
			{ est).
			{ Saumur (nord-
			{ ouest).
			Saumur (sud-est).
			Vihiers.
			{ Candé.
			{ Pouancé.
			Châteauneuf.
			Le Lion d'Angers.
			Segré.
	5	4	
	34	30	

MANCHE.

AVRANCHES.	9	5	Avranches.
			Brécey.
			Villedieu.
			Ducey.
			Saint-James.
			Granville.
			La Haye-Pesnel.
			Pontorson.
			Sartilly.
			{ Beaumont.
			{ Les Pieux.
			Cherbourg.
			Octeville.
			Saint-Pierre-Église.
			{ Bréhal.
			{ Montmartin-sur-
			{ Mer.
			Cerisy-la-Salle.
			Coutances.
			Gavray.
			La Haie-du-Puits.
	5	4	
	10	7	

MANCHE (Suite).				MARNE.			
ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
MORTAIN.	8	4	{ Lessay. Saint-Malo-de-la- Lande. Periers. Saint - Sauveur - Lendelin.	CHALONS.	5	5	{ Châlons. Écury-sur-Cooile. Marson. Suippes. Vertus.
			{ Barenton. Le Teilleul. Isigny. Saint-Hilaire-du- Harcouet.				{ Anglure. Avize. Dormans. Épernay.
			{ Juvigny. Mortain. Saint-Pois. Sourdeval.				{ Esteruay. Sézanne.
SAINT-LÔ.	9	5	{ Canisy. Marigny. Carentan. St-Jean-de-Daye. Percy. Tessy. Saint-Clair. Saint-Lô. Torigny.	ÉPERNAY.	9	8	{ Fère-Champenoise. Montmirail. Montmort.
							{ Aï. Châtillon.
							{ Beine. Bourgogne.
VALOGNES.	7	5	{ Barneville. Bricquebec. Montebourg. Sainte - Mère - Église. Quettehou. Saint - Sauveur - le- Vicomte. Valognes.	REIMS.	10	9	{ Fimes. Reims (1 ^{er} canton). Reims (2 ^e canton). Reims (3 ^e canton). Verzy. Ville-en-Tardenois.
							{ Dommartin - sur-Ye- vre.
							{ Sainte-Ménehould. Ville-sur-Tourbe.
				SAINT- SAINT- MÈNEHOULD	3	3	{ Heiltz-le-Maurupt. Saint-Remy-en-Bou- zemont.
							{ Sompuis.
							{ Thiéblemont. Vitry-le-Français.
				VITRY-LE- FRANÇAIS.	5	5	
48	30			32	30		

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
MORBIHAN.				NORD.			
LORIENT.	11	9	Auray. Quiberon. Belle-Ile-en-Mer. Belz. Pluvigner. Hennebon. Lorient (1 ^{er} canton). Lorient (2 ^e canton). Plouay. Pontscorff. Port-Louis.	AVESNES.	10	4	Avesnes (nord). Avesnes (sud). Berlaimont. Bavay. Maubeuge. Landrecies. Le Quesnoy (est). Le Quesnoy (ouest). Solre-le-Château. Trélon.
PLOERMEL.	8	6	Guer. Ploërmel. Josselin. La Trinité. Mauron. Malestroit. Rohan. St-Jean-de-Brévelay.	CAMBRAI.	7	4	Cambrai (est). Cambrai (ouest). Carnières. Solesmes. Clary. Marcoing. Le Catcau.
PONTIVY.	7	7	Baud. Cléguerec. Gourin. Guémené. Le Faouet. Locminé. Pontivy.	DOUAI.	6	3	Douai (Nord). Marchiennes. Douai (sud). Arleux. Douai (ouest). Orchies.
VANNES.	11	8	Allaire. Carentoir. Elven. Grandchamp. La Roche-Bernard. Muzillac. Questembert. Rochefort. Sarzeau. Vannes (est). Vannes (ouest).	DUNKERQUE.	7	3	Bergues. Hondscote. Wormhoudt. Bourbourg. Gravelines. Dunkerque (est). Dunkerque (ouest).
	27	30		HAZEBROUCK.	7	4	Bailleul (nord-est). Bailleul (sud-ouest). Cassel. Steenvoorde. Hazebrouck (nord). Hazebrouck (sud). Merville.

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
NORD (Suite).				OISE (Suite).			
LILLE.	10	8	Armentières.	CLERMONT.	8	7	Méru.
			Quenoy-sur-Deule.				Noailles.
			Cysoing.				Nivillers.
			Pont-à-Marcq.				Songeons.
			La Bassée.				Breteuil.
			Séclin.				Froissy.
			Lannoy.				Clermont.
			Roubaix.				Crévecœur.
			Haubourdin.				Liancourt.
			Lille (sud-ouest).				Maignelay.
VALENCIENNES.	7	4	Lille (centre).	COMPIÈGNE.	9	7	Mouy.
			Lille (ouest).				St-Just-en-Chaussée.
			Lille (nord-est).				Attichy.
			Lille (sud-est).				Compiègne.
			Tourcoing (nord)				Estrées-Saint-Denis.
			Tourcoing (sud).				Guiscard.
			Bouchain.				Lassigny.
			Valenciennes (sud).				Noyon.
			Valenciennes (nord)				Ressons.
			Valenciennes (est).				Ribecourt.
			Condé.	SENLIS.	7	6	Betz.
			Saint-Amand (ri- ve droite de la Scarpe).				Nanteuil-le-Ha- douin.
			Saint-Amand (ri- ve gauche de la Scarpe).				Creil.

de sous-préfectures.		de sous-préfectures.	
NOMBS de cantons.		NOMBS de cantons.	
NOMBS de circonscriptions électorales.		NOMBS de circonscriptions électorales.	
NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.			
NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.			

ORNE (Suite).				PAS-DE-CALAIS (Suite).			
ARGENTAN.	11	9	Argentan.	ARRAS.	10	7	Beaumontz - les -
			Briouze.				Loges.
			Écouché.				Pas.
			Mortrée.				Bertincourt.
			Exmes.				Marquion.
			Trun.				Vimy.
			Gacé.				Vitry.
			La Ferté-Fresnel.				Béthune.
			Le Merleraut.				Cambrin.
			Patanges.				Carvin-Epinoy.
DOMFRONT.	8	7	Vimoutiers.	BÉTHUNE.	8	9	Houdain.
			Athis.				Norrent-Fontes.
			Domfront.				Laventie.
			La Ferté-Macé.				Lillers.
			Fliers.				Lens.
			Juvigny.				Boulogne.
			Messey.				Calais.
			Passay.				Desvres.
			Finchebray.				Samer.
			MONTAGNE.				11	9	Bazoches - sur -	BOULOGNE.	9	4	Guines.
Hocques.	Marquise.						
Pervenchères.	Campagne.						
Beilême.	Fruges.						
Laigle.	Etaples.						
Le Theil.	Hucqueliers.						
Longny.	Hesdin.						
Tourouvre.	Montreuil.						
Mortagne.	Aire.						
Moulins-la-Marche.	Ardres.						
Nocé.	Audruick.						
PAS-DE-CALAIS.	36	30	Rémalard.	SAINT-OMER.	7	5	Fauquembergues.
			Arras (nord).				Lumbres.
			Arras (sud).				Saint-Omer (nord).
			Bapaume.				Saint-Omer (sud).
			Croisilles.				Aubigny.
							Heuchin.
							Auxy-le-Chateau.
							Le Parcq.

ARRONDISSEMENTS P. de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
PAS-DE-CALAIS (Suite).				PUY-DE-DOME (Suite).			
			Avesnes-le-Comte. Saint-Pol.				Aigueperse.
	43	30					Combronde.
PUY-DE-DOME.							Menat.
AMBERT.		5	Ambert.	RIOM.	13	7	Ennezat.
			Arlanc.				Randan.
			Cunhat.				Manzat.
			Olliergues.				Saint-Gervais.
			Saint - Amand -				Montaigut.
			Roche-Savine.				Pionsat.
			Saint - Germain-				Pontaudur-Las-
			l'Herm.				dogne.
			Saint-Anthème.				Pontgibaud.
			Viverols.				Riom (est).
CLERMONT.			Billom.	THIERS.	6	5	Riom (ouest).
			(Bourg-Lastic.				Chateldon.
			Hermant.				Saint-Remy.
			Roche fort.				Courpière.
			Clermont (sud-ouest)				Lezoux.
			Clermont (nord).				Maringues.
			Clermont (sud).		50	30	Thiers.
			Clermont (est).	PYRÉNÉES (BASSES).			
			Pont-du-Château	BAYONNE.			Bayonne (nord-est).
			Vertaizon.				Bayonne (nord-ouest)
ISSOIRE.			Saint-Amand-de-				Bidache.
			Tallende.				La Bastide-Clai-
			Veyre-Monton.		8	6	rence.
			Saint-Dier.				Espelette.
			Vic-le-Comte.				Hasparren.
			Ardes.				Saint-Jean-de-Luz.
			Saint - Germain-				Ustarits.
			Lembron.				Iholdy.
			Besse.				Saint-Etienne-de-
			Champeix.				Baigorry.
MAULÉON.			Issoire.				Mauléon.
			Jumeaux.				St-Jean-Pied-de-Port
			Sauxillanges.				Saint-Palais.
			Tauves.				Tardets.
			La Tour.				

de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
PYRÉNÉES (BASSES) (Suite).							
OLORON.	3	3	Accous. Aramits. Arudy. Laruns. Lasseube. Monein. Sainte-Marie. Oloron.				
ORTHEZ.	7	6	Arthez. Lagor. Arzacq. Navarreins. Orthez. Salies. Sauveterre. Claracq. Garlin. Lembaye. Lescar. Thèze. Montaner. Moriaas. Nay. Pau (est). Pau (ouest). Pontacq.				
PAU.	11	8					
	40	30					
RHIN (BAS).							
SAVERNE.	7	6	Bouxwiller. Drulingen. La Petite-Pierre. Hochfelden. Marmoutier. Saar-Union. Saverne. Barr. Benfelden.				
RHIN (BAS) (Suit							
SCHELE- STADT.	8	7	Erste. Obernay. Marckolsheim. Rosheim. Schelestadt. Villé.				
STRASBOURG.	12	11	Bischwiller. Bramath. Geispolsheim. Haguenau. Molsheim. Oberhausbergen. Truchtersheim. Strasbourg (nord). Strasbourg (est). Strasbourg (ouest). Strasbourg (sud). Wasselonne.				
WISSEMBOURG.	6	6	Lauterbourg. Niederbronn. Seltz. Soultz-sous-Forêt. Wissembourg. Woerth-sur-Saier.				
	33	30					
SAONE-ET-LOIRE.							
AUTUN.	3	4	Autun. Couches. Montcenis. Epinac. Lucenay - l'Évé- que. Iissy-l'Évéque. Mesvres. St-Léger-sous- Bouyray.				

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMMES de cantons.	NOMMES de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
---	-----------------------	---	--

SAONE-ET-LOIRE (Suite).

CHALON-SUR-SAONE.

19

7

Buxy.
Mont-Saint-Vi-
cent.
Chagny.
Châlon (nord).
Châlon (sud).
Givry.
Saint - Germain-
du-Plain.
Sennecy - le -
Grand.
Saint-Martin-en-
Bresse.
Verdun-sur-le-
Doubs.

CHAROLLES.

13

7

Bourbon-Lancy.
Gueugnon.
Charolles.
Chauffailles.
La Clayette.
Digoën.
Paray-le-Monial.
La Guiche.
Saint-Bonnet-de-
Joux.
Marcigny.
Semur-en-Brion-
nais.
Farges.
Toulon - sur -
Aroux.

LOUHANS.

8

5

Beaurepaire.
Cuiseaux.
Cuisery.
Montpont.
Louhans.
Montret.
Saint - Germain-
du-Bois.
Pierre.

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMMES de cantons.	NOMMES de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
---	-----------------------	---	--

SAONE-ET-LOIRE (Suite).

MACON.

2

7

Cluny.
Lugny.
Mâcon (nord).
Mâcon (sud).
La Chapelle-de-
Guinchay.
Matour.
Tramayes.
Saint-Gengoux-le-
Royal.
Tournus.

48

30

SARTHE.

LA FLÊCHE.

7

6

Brulon.
La Flèche.
Le Lude.
Malicorne.
Mayet.
Pontvallain.
Sablé.

LE MANS.

10

10

Ballon.
Conlie.
Ecommoy.
La Saze.
Le Mans (1^{er} canton).
Le Mans (2^e canton).
Le Mans (3^e canton).
Loué.
Montfort.
Sillé-le-Guillaume.

MAMERS.

10

9

Beaumont-sur-Sar-
the.
Bonnétable.
Fresnay-le-Vicomte.
La Ferté-Bernard.
La Fresnaye.
Saint-Pater.

de sous-préfecture.		NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.		ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.		NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	
NOMBRE de cantons.				NOMBRE de cantons.			
NOMBRE de circonscriptions électorales.				NOMBRE de circonscriptions électorales.			

SARTHE (Suite).			
SAINT-CALAIS.		Mamers.	
		Marolles.	
		Montmirail.	
		Tuffé.	
8		Bouloire.	
		Vibraye.	
5		Château-du-Loir.	
		Grand-Lucé.	
		La Chartre.	
		Saint-Calais.	
33		30	

SEINE-INFÉRIEURE.			
DIEPPE.		Bacqueville.	
		Longueville.	
8		Bellencombre.	
		Tôtes.	
4		Dieppe.	
		Offranville.	
		Eu.	
		Envermeu.	
		Belbec.	
		Criquetot-Léneval.	
		Goderville.	
9		Fécamp.	
6		Le Havre.	
		Ingouville.	
		Montivilliers.	
		Lillebonne.	
		Saint-Romain-de-Colbosc.	
		Argneil.	
		Gournay.	
		Aumale.	
8		Blangy.	
4		Forges-les-Eaux.	
		Saint-Saëns.	
		Londinières.	
		Neufchâtel.	

SEINE-INFÉRIEURE (Suite).			
ROUEN.		Boos.	
		Darnetal.	
		Buchy.	
		Clères.	
		Pavilly.	
		Duclair.	
		Maromme.	
15		Elbeuf.	
10		Rouen (1 ^{er} canton).	
		Rouen (2 ^e canton).	
		Rouen (3 ^e canton).	
		Rouen (4 ^e canton).	
		Rouen (5 ^e canton).	
		Rouen (6 ^e canton).	
		Grand - Couronne.	
		Cany.	
		Ourville.	
		Candebeç.	
		Doudeville.	
		Yerville.	
10		Fauville - en - Caux.	
6		Valmont.	
		Fontaine-le-Dun.	
		Saint-Valery-en-Caux.	
		Yvetot.	
50		36	

SEINE-ET-OISE.			
ÉTAMPES. CORBEIL.		Arpajon.	
		Boissy-Saint-Léger.	
4		Corbeil.	
		Longjumeau.	
		Étampes.	
		La Ferté-Aleps.	
4		Milly.	
		Méréville.	

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
SEINE-ET-OISE (Suite).				SÈVRES (DEUX-) (Suite).			
MANTES.	5	4	Bonnières. Houdan. { Limay. Magny. Mantes.	BRES- SUIRE.	6	6	Cerisay. Châtillon-sur-Sèvre. Saint-Varent. Thouars.
PONTOISE.	7	6	{ Ecouen. Montmorency. Gonesse. L'Île-Adam. Luzarches. Marines. Pontoise.	MELLE.	7	7	Brionx. Celles. Chef-Boutonne. La Mothe - Sainte Héraye. Lézay. Melle. Sauzé-Vaussais.
RAM- BOUILLET.	6	5	{ Chevreuse. Limours. Dourdan (nord). Dourdan (sud). Montfort-l'Amaury. Rambouillet.	NIORT.	10	10	Beauvoir-sur-Niort. Champdeniers. Coulonges. Frontenay. Mauzé. Niort (1 ^{er} canton). Niort (2 ^e canton). Prahecq. St-Maixent (1 ^{er} can- ton). St-Maixent (2 ^e can- ton).
VERSAILLES.	10	8	Argenteuil. Marly-le-Roi. Meulan. { Palaiseau. Sèvres. Poissy. Saint-Germain-en- Laye. Versailles (nord). { Versailles (sud). Versailles (ouest)	PARTHENAY.	8	7	{ Airvault. Saint-Loup. Mazière. Menigoutte. Moncoutant. Parthenay. Secondigny. Thénézay.
36	30			31	30		

SÈVRES (DEUX).

Argentan-Château.
Bressuire.

SOMME.

Abbeville (nord).
Abbeville (sud).

de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CARTONS composant chaque circonscription électorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CARTONS composant chaque circonscription électorale.
SOMME (Suite).							
ABBEVILLE.	11	7	{ Ailly - le - Haut- Clocher. Nouvion. Ault. Gamaches. Crécy. Rue. Hallencourt. Moyenneville. Saint-Valery.				{ Ham. Nesle. Péronne. Roisel.
			{ Amiens (nord-est). Amiens (sud-est). Amiens (sud-ouest). Amiens (nord-ouest). Conty. Poix. Corbie. Hornoy. Oisemont. Molliens-Vidame. Picquigny. Sains. Villers-Bocage.				
AMIENS.	13	10	{ Acheux. Bernaville. Domart. Doullens.				
	4	3	{ Ailly-sur-Noye. Moreuil.				
MONTDIDIER.	5	4	{ Montdidier. Rosière. Roye.				
			{ Albert. Bray. Chaulnes. Combles.				
PÉ-ROSE.	8	6					
SOMME (Suite).							
	41	30					
TARN.							
			{ Albi.				{ Albi.
			{ Alby.				{ Alby.
			{ Monestiés.				{ Monestiés.
			{ Pampelonne.				{ Pampelonne.
			{ Réalmont.				{ Réalmont.
			{ Valderies.				{ Valderies.
			{ Valence.				{ Valence.
			{ Villefranche.				{ Villefranche.
			{ Angles.				{ Angles.
			{ Castelnau - de - Brassac.				{ Castelnau - de - Brassac.
			{ Castres.				{ Castres.
			{ Dourgne.				{ Dourgne.
			{ La Bruyère.				{ La Bruyère.
			{ La Caune.				{ La Caune.
			{ Murat.				{ Murat.
			{ Lautrec.				{ Lautrec.
			{ Mazamet.				{ Mazamet.
			{ Montredon.				{ Montredon.
			{ Roquecourbe.				{ Roquecourbe.
			{ St-Amans-la-Bastide.				{ St-Amans-la-Bastide.
			{ Vabre.				{ Vabre.
			{ Vielmur.				{ Vielmur.
			{ Cadalen.				{ Cadalen.
			{ Castelnau-de-Mont- mirail.				{ Castelnau-de-Mont- mirail.
			{ Cordes.				{ Cordes.
			{ Gaillac.				{ Gaillac.
			{ Lisle.				{ Lisle.
			{ Salvagnac.				{ Salvagnac.
			{ Rabastens.				{ Rabastens.
			{ Vaur.				{ Vaur.

ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions electorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription electorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions electorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription electorale.
TARN (Suite.)				VAR (Suite.)			
LAVAU.	5	4	{ Cuq-Toulza. { Puylaurens. Graulhet. Lavaur. Saint-Paul.	TOULON.	8	8	Collobrières. Cuers. Hyères. Le Bausset. Ollioules. Solliès-Pont. Toulon (est). Toulon (ouest).
	35	30			35	30	
VAR.				VIENNE.			
BRIGNOLLES.	8	7	{ Barjols. { Tavernes. Besse. Brignolles. Cotignac. Rians. Roquebrussane. Saint-Maximin.	CHÂTELLERAULT.	6	6	Châtelleraut. Dagné. Leigné-sur-Usseau. Lencloître. Plumartin. Vouneuil.
DRAGUIGNAN.	11	8	{ Aups. { Salernes. Callas. { Comps. { Fayence. Draguignan. Fréjus. { Grimaud. { Saint-Tropez. Le Luc. Lorgues.	CIVRAY.	5	5	Availles. Charroux. Civray. Couhé. Gençay.
GRASSE.	8	7	{ Antibes. { Cannes. { Coursegoules. { Saint-Auban. Grasse. Le Bar. Saint-Vallier. Vence.	LOUDUN.	4	4	Loudun. Moncontour. Monts. Trois-Montiers.
				MONTMORILLON.	6	6	Chauvigny. La Trémouille. L'Isle-Jourdain. Lussac-les-Châteaux. Montmorillon. Saint-Savin.
							{ La Villedieu. { St-Julien-l'Ars.

de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.	ARRONDISSEMENTS de sous-préfecture.	NOMBRE de cantons.	NOMBRE de circonscriptions électorales.	NOMS DES CANTONS composant chaque circonscription électorale.
POITIERS.	10	9	VIENNE (Suite). Lusignan. Mirebeau. Neuville. Poitiers (nord). Poitiers (sud). Saint - Georges - les - Baillargeaux. Vivonne. Vouillé.	AVALLON.	5	4	YONNE (Suite). Avallon. { Guillon. L'Isle-sur-le-Se- rain. Quarré-les-Tombes. Vezelay.
	31	30		JOIGNY.	9	7	Aillant-sur-Tholon. { Bleneau. Charny. Brienon. Cerisiers.
AUXERRE.	12	10	YONNE. { Auxerre (est). Auxerre (ouest). { Chablis. Ligny - le - Châ- teau. Coulange-la-Vinense. Coulange-sur-Yonne. Courson. { Saint - Floren- tin. Seignelay. Saint-Sauveur. Toucy. Vermanton.	SENS.	6	5	Joigny. Saint-Fargeau. St-Julien-du-Sault. Villeneuve-le-Roi. { Cheroy. Pont-sur-Yonne. Sergines.
							Sens (nord). Sens (sud). Villeneuve-l'Arche- vêque.
				TONNERRE.	5	4	Ancy-le-Franc. { Cruzy. Flogny. Noyers. Tonnerre.
					37	30	

Vu pour être annexé à la loi du 22 juin 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Par le Roi : le Pair de France Ministre Secrétaire d'état
au département de l'intérieur et des cultes,Signé C^{te} D'ARGOUT.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 25 * Juin 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

25 Juin 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 105.

N° 236. — *Loi sur l'Instruction primaire.*

A Paris, le 28 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

TITRE PREMIER.

De l'Instruction primaire et de son objet.

ARTICLE PREMIER.

L'instruction primaire est élémentaire ou supérieure.

L'instruction primaire élémentaire comprend nécessairement l'instruction morale et religieuse, la lecture, l'écriture, les éléments de la langue française et du calcul, le système légal des poids et mesures.

L'instruction primaire supérieure comprend nécessairement, en outre, les éléments de la géométrie et ses applications usuelles, spécialement le dessin linéaire et l'arpentage, les notions des sciences physiques et de l'histoire naturelle applicables aux usages de la vie, le chant, les éléments de l'histoire et de la géographie, et surtout de l'histoire et de la géographie de la France.

Selon les besoins et les ressources des localités, l'instruction

IX^e Série.

26

primaire pourra recevoir les développements qui seront jugés convenables.

ARTICLE 2.

Le vœu des pères de famille sera toujours consulté et suivi en ce qui concerne la participation de leurs enfants à l'instruction religieuse.

ARTICLE 3.

L'instruction primaire est ou privée ou publique.

TITRE II.

Des Écoles primaires privées.

ARTICLE 4.

Tout individu âgé de dix-huit ans accomplis pourra exercer la profession d'instituteur primaire et diriger tout établissement quelconque d'instruction primaire, sans autres conditions que de présenter préalablement au maire de la commune où il voudra tenir école,

1° Un brevet de capacité obtenu, après examen, selon le degré de l'école qu'il veut établir;

2° Un certificat constatant que l'impétrant est digne, par sa moralité, de se livrer à l'enseignement. Ce certificat sera délivré, sur l'attestation de trois conseillers municipaux, par le maire de la commune ou de chacune des communes où il aura résidé depuis trois ans.

ARTICLE 5.

Sont incapables de tenir école,

1° Les condamnés à des peines afflictives ou infamantes;

2° Les condamnés pour vol, escroquerie, banqueroute, abus de confiance ou attentats aux mœurs, et les individus qui auront été privés par jugement de tout ou partie des droits de famille mentionnés aux paragraphes 5 et 6 de l'article 42 du Code pénal;

3° Les individus interdits en exécution de l'article 7 de la présente loi.

ARTICLE 6.

Quiconque aura ouvert une école primaire en contravention à l'article 5, ou sans avoir satisfait aux conditions prescrites par l'article 4 de la présente loi, sera poursuivi devant le tribunal correctionnel du lieu du délit, et condamné à une amende de cinquante à deux cents francs : l'école sera fermée.

En cas de récidive, le délinquant sera condamné à un emprisonnement de quinze à trente jours et à une amende de cent à quatre cents francs.

ARTICLE 7.

Tout instituteur privé, sur la demande du comité mentionné dans l'article 19 de la présente loi ou sur la poursuite d'office du ministère public, pourra être traduit, pour cause d'inconduite ou d'immoralité, devant le tribunal civil de l'arrondissement, et être interdit de l'exercice de sa profession à temps ou à toujours.

Le tribunal entendra les parties et statuera sommairement en chambre du conseil. Il en sera de même sur l'appel, qui devra être interjeté dans le délai de dix jours, à compter du jour de la notification du jugement, et qui, en aucun cas, ne sera suspensif.

Le tout sans préjudice des poursuites qui pourraient avoir lieu pour crimes, délits ou contraventions prévus par les lois.

TITRE III.

Des Ecoles primaires publiques.

ARTICLE 8.

Les écoles primaires publiques sont celles qu'entretiennent, en tout ou en partie, les communes, les départements ou l'Etat.

ARTICLE 9.

Toute commune est tenue, soit par elle-même, soit en se réunissant à une ou plusieurs communes voisines, d'entretenir au moins une école primaire élémentaire.

Dans le cas où les circonstances locales le permettraient, le ministre de l'instruction publique pourra, après avoir entendu le conseil municipal, autoriser, à titre d'écoles communales, des écoles plus particulièrement affectées à l'un des cultes reconnus par l'État.

ARTICLE 10.

Les communes, chefs-lieux de département, et celles dont la population excède six mille âmes, devront avoir en outre une école primaire supérieure.

ARTICLE 11.

Tout département sera tenu d'entretenir une école normale primaire, soit par lui-même, soit en se réunissant à un ou plusieurs départements voisins.

Les conseils généraux délibéreront sur les moyens d'assurer l'entretien des écoles normales primaires. Ils délibéreront également sur la réunion de plusieurs départements pour l'entretien d'une seule école normale. Cette réunion devra être autorisée par ordonnance royale.

ARTICLE 12.

Il sera fourni à tout instituteur communal,

1° Un local convenablement disposé, tant pour lui servir d'habitation, que pour recevoir les élèves;

2° Un traitement fixe, qui ne pourra être moindre de deux cents francs pour une école primaire élémentaire, et de quatre cents francs pour une école primaire supérieure.

ARTICLE 13.

A défaut de fondations, donations ou legs, qui assurent

un local et un traitement, conformément à l'article précédent, le conseil municipal délibérera sur les moyens d'y pourvoir.

En cas d'insuffisance des revenus ordinaires pour l'établissement des écoles primaires communales élémentaires et supérieures, il y sera pourvu au moyen d'une imposition spéciale, votée par le conseil municipal, ou, à défaut du vote de ce conseil, établie par ordonnance royale. Cette imposition, qui devra être autorisée chaque année par la loi de finances, ne pourra excéder trois centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière.

Lorsque des communes n'auront pu, soit isolément, soit par la réunion de plusieurs d'entre elles, procurer un local et assurer le traitement au moyen de cette contribution de trois centimes, il sera pourvu aux dépenses reconnues nécessaires à l'instruction primaire, et, en cas d'insuffisance des fonds départementaux, par une imposition spéciale, votée par le conseil général du département, ou, à défaut du vote de ce conseil, établie par ordonnance royale. Cette imposition, qui devra être autorisée chaque année par la loi de finances, ne pourra excéder deux centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière.

Si les centimes ainsi imposés aux communes et aux départements ne suffisent pas aux besoins de l'instruction primaire, le ministre de l'instruction publique y pourvoira au moyen d'une subvention prélevée sur le crédit qui sera porté annuellement pour l'instruction primaire au budget de l'État.

Chaque année, il sera annexé, à la proposition du budget, un rapport détaillé sur l'emploi des fonds alloués pour l'année précédente.

ARTICLE 14.

En sus du traitement fixe, l'instituteur communal recevra une rétribution mensuelle dont le taux sera réglé par le conseil municipal, et qui sera perçue dans la même forme et selon les mêmes règles que les contributions publiques directes. Le

rôle en sera recouvrable, mois par mois, sur un état des élèves certifié par l'instituteur, visé par le maire, et rendu exécutoire par le sous-préfet.

Le recouvrement de la rétribution ne donnera lieu qu'au remboursement des frais par la commune, sans aucune remise au profit des agents de la perception.

Seront admis gratuitement, dans l'école communale élémentaire, ceux des élèves de la commune, ou des communes réunies, que les conseils municipaux auront désignés comme ne pouvant payer aucune rétribution.

Dans les écoles primaires supérieures, un nombre de places gratuites, déterminé par le conseil municipal, pourra être réservé pour les enfants qui, après concours, auront été désignés par le comité d'instruction primaire, dans les familles qui seront hors d'état de payer la rétribution.

ARTICLE 16.

Il sera établi, dans chaque département, une caisse d'épargne et de prévoyance en faveur des instituteurs primaires communaux.

Les statuts de ces caisses d'épargne seront déterminés par des ordonnances royales.

Cette caisse sera formée par une retenue annuelle d'un vingtième sur le traitement fixe de chaque instituteur communal. Le montant de la retenue sera placé au compte ouvert au trésor royal pour les caisses d'épargne et de prévoyance; les intérêts de ces fonds seront capitalisés tous les six mois. Le produit total de la retenue exercée sur chaque instituteur lui sera rendu à l'époque où il se retirera, et, en cas de décès dans l'exercice de ses fonctions, à sa veuve ou à ses héritiers.

Dans aucun cas, il ne pourra être ajoutée aucune subvention, sur les fonds de l'État, à cette caisse d'épargne et de prévoyance; mais elle pourra, dans les formes et selon les règles prescrites pour les établissements d'utilité publique, recevoir des dons et legs dont l'emploi, à défaut de disposi-

tions des donateurs ou des testateurs, sera réglé par le conseil général.

ARTICLE 16.

Nul ne pourra être nommé instituteur communal, s'il ne remplit les conditions de capacité et de moralité prescrites par l'article 4 de la présente loi, ou s'il se trouve dans un des cas prévus par l'article 5.

TITRE IV.

Des Autorités préposées à l'Instruction primaire.

ARTICLE 17.

Il y aura près de chaque école communale un comité local de surveillance composé du maire ou adjoint, président; du curé ou pasteur, et d'un ou plusieurs habitants notables désignés par le comité d'arrondissement.

Dans les communes dont la population est répartie entre différents cultes reconnus par l'État, le curé ou le plus ancien des curés, et un des ministres de chacun des autres cultes désigné par son consistoire, feront partie du comité communal de surveillance.

Plusieurs écoles de la même commune pourront être réunies sous la surveillance du même comité.

Lorsqu'en vertu de l'article 9, plusieurs communes se seront réunies pour entretenir une école, le comité d'arrondissement désignera, dans chaque commune, un ou plusieurs habitants notables pour faire partie du comité. Le maire de chacune des communes fera en outre partie du comité.

Sur le rapport du comité d'arrondissement, le ministre de l'instruction publique pourra dissoudre un comité local de surveillance et le remplacer par un comité spécial, dans lequel personne ne sera compris de droit.

ARTICLE 18.

Il sera formé dans chaque arrondissement de sous-préfecture

un comité spécialement chargé de surveiller et d'encourager l'instruction primaire.

Le ministre de l'instruction publique pourra, suivant la population, et les besoins des localités, établir dans le même arrondissement plusieurs comités dont il déterminera la circonscription par cantons isolés ou agglomérés.

ARTICLE 19.

Sont membres des comités d'arrondissement :

Le maire du chef-lieu ou le plus ancien des maires du chef-lieu de la circonscription ;

Le juge de paix ou le plus ancien des juges de paix de la circonscription ;

Le curé ou le plus ancien des curés de la circonscription ;

Un ministre de chacun des autres cultes reconnus par la loi, qui exercera dans la circonscription, et qui aura été désigné comme il est dit au second paragraphe de l'article 17 ;

Un proviseur, principal de collège, professeur, régent, chef d'institution, ou maître de pension, désigné par le ministre de l'instruction publique, lorsqu'il existera des collèges, institutions ou pensions dans la circonscription du comité ;

Un instituteur primaire, résidant dans la circonscription du comité, et désigné par le ministre de l'instruction publique ;

Trois membres du conseil d'arrondissement ou habitants notables désignés par ledit conseil ;

Les membres du conseil général du département qui auront leur domicile réel dans la circonscription du comité.

Le préfet préside, de droit, tous les comités du département, et le sous-préfet tous ceux de l'arrondissement : le procureur du roi est membre, de droit, de tous les comités de l'arrondissement.

Le comité choisit tous les ans son vice-président et son secrétaire ; il peut prendre celui-ci hors de son sein. Le secré-

aire, lorsqu'il est choisi hors du comité, en devient membre par sa nomination.

ARTICLE 20.

Les comités s'assembleront au moins une fois par mois. Ils pourront être convoqués extraordinairement sur la demande d'un délégué du ministre : ce délégué assistera à la délibération.

Les comités ne pourront délibérer s'il n'y a au moins cinq membres présents pour les comités d'arrondissement, et trois pour les comités communaux ; en cas de partage, le président aura voix prépondérante.

Les fonctions des notables qui font partie des comités dureront trois ans ; ils seront indéfiniment rééligibles.

ARTICLE 21.

Le comité communal a inspection sur les écoles publiques ou privées de la commune. Il veille à la salubrité des écoles et au maintien de la discipline, sans préjudice des attributions du maire en matière de police municipale.

Il s'assure qu'il a été pourvu à l'enseignement gratuit des enfants pauvres.

Il arrête un état des enfants qui ne reçoivent l'instruction primaire ni à domicile, ni dans les écoles privées ou publiques.

Il fait connaître au comité d'arrondissement, les divers besoins de la commune sous le rapport de l'instruction primaire.

En cas d'urgence, et sur la plainte du comité communal, le maire peut ordonner provisoirement que l'instituteur sera suspendu de ses fonctions, à la charge de rendre compte, dans les vingt-quatre heures, au comité d'arrondissement, de cette suspension, et des motifs qui l'ont déterminée.

Le conseil municipal présente au comité d'arrondissement les candidats pour les écoles publiques, après avoir préalablement pris l'avis du comité communal.

ARTICLE 22.

Le comité d'arrondissement inspecte, et au besoin fait inspecter, par des délégués pris parmi les membres ou hors de son sein, toutes les écoles primaires de son ressort. Lorsque les délégués ont été choisis par lui hors de son sein, ils ont droit d'assister à ses séances avec voix délibérative.

Lorsqu'il le juge nécessaire, il réunit plusieurs écoles de la même commune sous la surveillance du même comité, ainsi qu'il a été prescrit à l'article 17.

Il envoie chaque année au préfet et au ministre de l'instruction publique l'état de situation de toutes les écoles primaires du ressort.

Il donne son avis sur les secours et les encouragements à accorder à l'instruction primaire.

Il provoque les réformes et les améliorations nécessaires.

Il nomme les instituteurs communaux sur la présentation du conseil municipal, procède à leur installation, et reçoit leur serment.

Les instituteurs communaux doivent être institués par le ministre de l'instruction publique.

ARTICLE 23.

En cas de négligence habituelle, ou de faute grave de l'instituteur communal, le comité d'arrondissement ou d'office, ou sur la plainte adressée par le comité communal, arrête l'instituteur inculqué, après l'avoir entendu ou dûment appelé, il le réprimande ou le suspend pour un mois avec ou sans privation de traitement, ou même le révoque de ses fonctions.

L'instituteur frappé d'une révoation pourra se pourvoir devant le ministre de l'instruction publique, en conseil royal. Ce pourvoi devra être formé dans le délai d'un mois, à partir de la notification de la décision du comité, de laquelle notification

tion il sera dressé procès-verbal par le maire de la commune. Toutefois, la décision du comité est exécutoire par provision :

Pendant la suspension de l'instituteur, son traitement, s'il en est privé, sera laissé à la disposition du conseil municipal, pour être alloué, s'il y a lieu, à un instituteur remplaçant.

ARTICLE 24.

Les dispositions de l'article 7 de la présente loi, relatives aux instituteurs privés, sont applicables aux instituteurs communaux.

ARTICLE 25.

Il y aura dans chaque département une ou plusieurs commissions d'instruction primaire, chargées d'examiner tous les aspirants aux brevets de capacité, soit pour l'instruction primaire élémentaire, soit pour l'instruction primaire supérieure, et qui délivreront lesdits brevets sous l'autorité du ministre. Ces commissions seront également chargées de faire les examens d'entrée et de sortie des élèves de l'école normale primaire.

Les membres de ces commissions seront nommés par le ministre de l'instruction publique.

Les examens auront lieu publiquement et à des époques déterminées par le ministre de l'instruction publique.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'Etat.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce

soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, le 28^e jour du mois de juin 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au
département de l'instruction pu-
blique,*

Signé BARTHE.

Signé GUIZOT.

N^o 237. — *Loi qui ouvre des Crédits au profit des Créanciers et Pensionnaires de l'ancienne Liste civile, et des Condamnés pour causes politiques sous la restauration.*

A Paris, le 28 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au ministre des finances un nouveau crédit de deux millions cinq cent mille francs pour continuer le paiement de ceux des créanciers de l'ancienne liste civile, dont les titres auraient été vérifiés et reconnus légitimes, sans préjudice du recours de l'État contre qui de droit.

ARTICLE 2.

Les liquidateurs provisoires de l'ancienne liste civile sont autorisés à faire le recouvrement des valeurs actives de la liquidation.

ARTICLE 3.

Un crédit de sept cent cinquante mille francs est ouvert au ministre des finances pour être distribué, savoir : 1^o deux cent vingt mille francs aux condamnés pour causes politiques sous la restauration ; 2^o cinq cent trente mille francs aux pension-

naires de l'ancienne liste civile les plus nécessiteux, et sur la présentation d'un certificat d'indigence délivré par le maire, vérifié et légalisé par le sous-préfet.

Dans aucun cas, le secours individuel accordé à d'anciens pensionnaires de la liste civile ne pourra excéder quatre cents francs.

Des commissions nommées par le Roi seront chargées de la distribution des sommes ci-dessus.

ARTICLE 4.

Le ministre des finances présentera à la prochaine session des Chambres l'état détaillé des paiements faits en vertu des articles 1^{er} et 3^e de la présente loi.

ARTICLE 5.

La liste des personnes, avec la quotité des secours accordés en vertu de la présente loi, sera distribuée aux Chambres à la prochaine session.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, le 28^e jour du mois de Juin 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement des finances,*

Signé HUMANN.

Signé BARTHE.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 1^{er} * Juillet 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

1^{er} Juillet 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 106.

N° 238. — *Loi sur les Travaux publics à continuer ou à entreprendre.*

Au palais des Tuileries, le 27 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au ministre du commerce et des travaux publics un crédit de dix-sept millions deux cent quarante mille francs, pour être appliqué à l'achèvement des monuments de la capitale dans les proportions ci-après-déterminées :

1° A l'arc de triomphe de l'Étoile.....	2,070,000 ^f
2° A l'église de la Madeleine.....	2,600,000
3° Au Panthéon.....	1,400,000
4° Au muséum d'histoire naturelle.....	2,400,000
5° A l'église royale de Saint-Denis.....	1,350,000
6° A l'école royale des beaux-arts.....	1,900,000
7° A l'hôtel du quai d'Orsay.....	3,450,000
8° Au monument de la Bastille.....	700,000
9° A la Chambre des Députés.....	270,000
10° A l'institut des sourds-muets.....	150,000
11° Au collège de France.....	650,000
12° Pour le pont de la Concorde et le placement des obélisques.....	300,000

TOTAL..... 17,240,000^f

IX^e Série.

27

ARTICLE 2.

Il sera statué ultérieurement, et par une loi spéciale, sur les dépenses de reconstruction de la bibliothèque royale.

ARTICLE 3.

Il est ouvert au ministre du commerce et des travaux publics un crédit de quarante-quatre millions, pour achever les travaux de canalisation entrepris en vertu des lois des 5 août 1821 et 14 août 1822.

ARTICLE 4.

Une somme de quinze millions sera consacrée à l'achèvement des lacunes des routes royales qu'il est le plus urgent de terminer.

ARTICLE 5.

Une somme de deux millions sera consacrée à augmenter, pendant les années 1833 et 1834, le fonds d'entretien des routes royales.

ARTICLE 6.

Il sera établi dans les départements de l'Ouest un système de routes *stratégiques* distinctes des routes royales, départementales et communales.

Le nombre et les directions de ces routes seront successivement arrêtés par des ordonnances royales.

ARTICLE 7.

La route de Poitiers à Nantes, dont les travaux sont soldés sur des fonds départementaux, et la route de Saumur à la Rochelle, dont les travaux sont soldés, partie sur des fonds départementaux, partie sur des fonds du trésor, seront comprises dans le système des routes stratégiques.

Toutefois, les fonds que le département des Deux-Sèvres est déjà autorisé à employer aux travaux de ces routes par les lois des 29 novembre 1830 et 24 janvier 1832 continueront de recevoir cette destination.

ARTICLE 8.

Les travaux des routes stratégiques, en ce qui concerne les occupations permanentes ou temporaires de terrains et bâtiments, seront assimilés aux travaux militaires et régis par les mêmes lois.

ARTICLE 9.

Dès qu'une des routes stratégiques sera terminée, les frais d'entretien seront supportés concurremment par les communes, les départements et le trésor, dans des proportions arrêtées par des règlements d'administration publique, rendus après avoir entendu les conseils municipaux et les conseils généraux des départements.

ARTICLE 10.

Un crédit de douze millions est affecté à l'exécution des travaux des routes stratégiques.

ARTICLE 11.

Un crédit de deux millions cinq cent mille francs est ouvert pour être appliqué concurremment avec le fonds annuel des budgets, à l'achèvement du système des phares et fanaux destinés à l'éclairage des côtes maritimes.

ARTICLE 12.

Une somme de cinq cent mille francs sera consacrée à des études de chemins de fer.

ARTICLE 13.

Il sera pourvu successivement aux dépenses ci-dessus mentionnées, et s'élevant au total de quatre-vingt-treize millions deux cent quarante mille francs, par les moyens ci-après déterminés.

ARTICLE 14.

Les fonds qui seront mis chaque année à la disposition du ministre du commerce et des travaux publics seront l'objet d'un budget spécial annexé au budget général de ce ministère.

La portion des crédits qui n'aura pas été consommée à la fin de l'exercice pourra être reportée à l'exercice suivant, sans toutefois que la limite des crédits spéciaux puisse être dépassée.

ARTICLE 15.

Le ministre des finances est autorisé à faire inscrire au grand-livre de la dette publique la somme de rentes nécessaire pour réaliser le capital de quatre-vingt-treize millions deux cent quarante mille francs.

Ces rentes ne pourront être adjugées qu'avec publicité et concurrence, dans les formes suivies pour les adjudications des emprunts.

ARTICLE 16.

La dotation de l'amortissement sera accrue d'une somme égale au centième du capital nominal des rentes nouvellement créées.

ARTICLE 17.

Cinq millions de rentes cinq pour cent sur celles qui ont été rachetées par la caisse d'amortissement et inscrites au trésor au nom de cet établissement, seront rayées du grand-livre de la dette publique et définitivement annulées en capital et arrérages à dater du 22 septembre 1833.

ARTICLE 18.

Sur les crédits ouverts par la présente loi, les fonds suivants seront mis, à titre de crédit supplémentaire, pour l'exercice 1833, à la disposition du ministre du commerce et des travaux publics :

Pour les monuments de Paris.....	5,750,000 ^f
Pour l'entretien des routes.....	1,000,000
Pour les lacunes de routes.....	2,000,000
Pour les routes de l'ouest.....	500,000
Pour les études relatives aux chemins de fer.	250,000
Pour les phares et fanaux.....	500,000
	10,000,000

ARTICLE 19.

Chaque année il sera rendu aux chambres un compte spécial de la situation des travaux exécutés en vertu de la présente loi, et du montant des sommes dépensées.

Ce compte rappellera les allocations faites avant la présente loi pour les mêmes objets.

ARTICLE 20.

Il ne sera accordé aux architectes aucun honoraire ni indemnité pour les dépenses qui excéderont les devis.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 27^e jour du mois de juin, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des tra-
vaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N° 339. — *Loi portant fixation du Budget des Dépenses de l'exercice 1834.*

A Paris, le 28 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

IX^e Série. — 1^{re} Partie. Lois.

27.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Une somme de vingt-sept millions de rentes cinq pour cent, sur celles qui ont été rachetées par la caisse d'amortissement et inscrites au trésor au nom de cet établissement, sera rayée du grand-livre de la dette publique. Ces rentes demeureront définitivement annulées en capital et arrérages à dater du 22 septembre 1833.

ARTICLE 2.

Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de neuf cent quatre-vingt-un millions neuf cent vingt-trois mille quatre cent soixante-dix-huit francs (981,923,478 francs), pour les dépenses de l'exercice 1834, conformément à l'état A ci-annexé, applicables, savoir :

A la dette publique (1 ^{re} partie du budget).	328,013,055 ^f
Aux dotations (2 ^e partie)	17,125,000
Aux services généraux des ministères (3 ^e partie)	480,304,620
Aux frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus directs et indirects (4 ^e partie)	114,669,543
Aux remboursements et restitutions à faire sur les produits desdits impôts et revenus, aux non-valeurs et aux primes à l'exportation (5 ^e partie)	41,811,260
TOTAL ÉGAL	981,923,478^f

ARTICLE 3.

Un crédit spécial de trente-huit millions cinq cent mille francs est ouvert en outre au ministre du commerce et des

travaux publics, pour être employé sur l'exercice 1834 conformément aux allocations fixées pour chaque chapitre dans l'état B annexé à la présente loi.

ARTICLE 4.

Il sera pourvu au paiement des dépenses mentionnées dans les articles 2 et 3 de la présente loi et dans les deux tableaux y annexés, par les voies et moyens de l'exercice 1834.

ARTICLE 5.

A l'avenir, il ne sera pas affecté de fonds à la dotation des sièges épiscopaux et métropolitains non compris dans le concordat de 1801, qui viendraient à vaquer jusqu'à la conclusion définitive des négociations entamées à cet égard entre le Gouvernement français et la cour de Rome.

ARTICLE 6.

A l'avenir, les chapitres

V (lignes télégraphiques),

VII (dépenses générales des gardes nationales),

et XIX (cultes protestants),

seront divisés chacun en deux chapitres, qui comprendront, l'un toutes les dépenses du personnel et l'autre toutes les dépenses du matériel.

ARTICLE 7.

Les fonds non employés au 31 décembre prochain, sur le crédit de cinq millions ouvert au ministre du commerce et des travaux publics par la loi du 6 novembre 1831, pour contribuer à des travaux d'utilité communale, pourront être affectés aux usages déterminés par cette loi pendant l'année 1834.

ARTICLE 8.

A partir du 1^{er} janvier 1834, la prime de sortie sur les

cotons filés, écrus, blancs ou teints, ainsi que sur les tissus de purs cotons écrus, blancs, teints ou imprimés, sera réduite à vingt-cinq francs les cent kilogrammes.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres; que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, le 28^e jour du mois de juin 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France, Le Ministre Secrétaire d'état au
Ministre Secrétaire d'état au dé- département des finances,*

partement de la justice,

Signé HUMANN.

Signé BARTHIS.

ÉTAT A. BUDGET GÉNÉRAL des Dépenses et Services pour
l'exercice 1834.

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	1^{re} PARTIE. — DETTE PUBLIQUE. Rentes inscrites au 1^{er} janv. 1833 178,679,442^f <i>A déduire :</i> Rentes annulées et rayées du grand-livre, à compter du 22 septembre 1833, en exécution, 1^o De la loi sur les travaux publics à continuer ou à entreprendre..... 5,000,000^f 2^o de l'article 1^{er} de la présente loi... 27,000,000 Rentes dont les arrérages sont présumés devoir profiter à l'État en 1834..... 173,635 32,173,635 Reste pour les arrérages à servir en 1834..... 146,505,807 Emprunt national. — Intérêts à 5 pour cent sur un capital de 15,763,600 francs d'obligations du trésor restant en émission au 1^{er} janvier 1833 sur le montant de celles émises en paiement dudit emprunt..... 788,180 Rentes 4 1/2 p. 0/0 inscrites..... 1,027,896 Rentes 4 p. 0/0 inscrites..... 3,125,210 Rentes 3 p. 0/0 inscrites..... 34,555,274 2 Fonds d'amortissement..... 44,616,463 3 Intérêts, primes et amortissement des emprunts pour ponts et canaux..... 10,062,000 TOTAL pour la dette consolidée et l'amortissement..... 240,650,630 4 Intérêts de capitaux de cautionnements..... 9,000,000 5 Dette flottante..... 17,500,000 6 Dette viagère..... 5,600,000 7 Pensions de la Pairie..... 1,230,000^f 8 ——— civiles..... 1,500,000 9 ——— à titre de récompenses nationales,..... 567,000 <i>A reporter.....</i>	147,293,987^f 1,027,896 3,125,210 34,555,274 44,616,463 10,062,000 240,650,630 9,000,000 17,500,000 5,600,000 1,230,000^f 1,500,000 567,000 55,332,435

CHAPITRE SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
	<i>Report.</i>		55,232,425
10	Pensions aux vainqueurs de la Bastille 100,000		
11	— militaires.....	43,234,000	
12	— ecclésiastiques.....	3,706,000	
13	— de donataires.....	1,410,000	
14	— Subvention aux fonds de re- traite des ministères.....	2,405,425	
	TOTAL de la I ^{re} partie.....		328,013,055
	II ^e PARTIE. — DOTATIONS.		
15	Liste civile.....		18,000,000
16	Chambre des Pairs.....		608,000
17	Chambre des Députés.....		592,000
18	Légion d'honneur (supplément à sa dotation)....		2,235,000
	TOTAL de la II ^e partie.....		17,125,000
	III ^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.		
	MINISTÈRE DE LA JUSTICE.		
1	Administration centrale. (<i>Personnel.</i>).....		417,800
2	Administration centrale. (<i>Matériel.</i>).....		104,000
3	Conseil d'État. (<i>Personnel.</i>).....		418,000
4	Conseil d'État. (<i>Matériel.</i>).....		11,000
5	Cour de cassation.....		791,300
6	Cours royales.....		4,207,800
7	Cours d'assises.....		154,400
8	Tribunaux de première instance.....		5,551,470
9	Tribunaux de commerce.....		177,500
10	Tribunaux de police.....		62,400
11	Justices de paix.....		3,103,200
12	Frais de justice criminelle et de statistique civile et criminelle.....		3,315,000
13	Pensions. Fonds de subvention à la caisse des re- traites du ministère de la justice.....		200,000
14	Dépenses diverses. Secours temporaires à d'anciens magistrats et employés de l'administration, à leurs veuves et orphelins; indemnité pour le Journal des Savants; dépenses extraord ^{es} et imprévues..		45,000
			18,618,870
	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.		
1	Administration centrale. (<i>Personnel.</i>).....		534,700
2	Administration centrale. (<i>Matériel.</i>).....		249,000
3	Traitements des agents politiques et consulaires..		4,085,000
4	Traitements des agents en inactivité.....		100,000
5	Frais d'établissement.....		300,000

CHAPITRE spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	<i>Suite de la 11^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.</i>	
	<i>Suite du MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.</i>	
6	Frais de voyage et de courriers.....	400,000 ^f
7	Frais de service.....	650,000
8	Présents diplomatiques.....	50,000
9	Indemnités et secours.....	80,000
10	Dépenses secrètes.....	650,000
11	Missions extraordinaires et dépenses imprévues...	100,000
		7,198,700
	MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.	
1	Administration centrale.....	44,000
2	Collèges royaux, bourses royales, école normale.	1,640,000
3	Instruction primaire.....	1,500,000
4	Établissements scientifiques et littéraires.....	1,545,500
5	Encouragements, secours et souscriptions.....	276,000
		5,005,500
	MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.	
	<i>Administration centrale.</i>	
1	Traitement du Ministre et personnel de l'adminis- tration centrale.....	532,500 ^f
2	Pensions et indemnités temporaires aux employés supprimés par mesure d'é- conomie.....	24,000
3	Matériel et dépenses diverses de l'ad- ministration centrale.....	158,000
4	Dépenses secrètes et ordinaires de police générale.....	1,265,500
		1,990,000
	<i>Services généraux.</i>	
5	Lignes télégraphiques, service ordinaire.	839,000
6	Établissement d'une nouvelle ramifi- cation télégraphique d'Avranches à Cherbourg, et d'une ligne de jonction de Bordeaux à Montpellier.....	332,000
7	Dépenses générales des gardés natio- nales.....	280,000
8	Récompenses nationales.....	30,000
9	Secours aux étrangers réfugiés en France.....	2,500,000
10	Secours aux condamnés politiques.....	80,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	<i>Suite de la III^e PARTIE.—SERVICES GÉNÉRAUX.</i>	
	<i>Suite du MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES CULTES.</i>	
	<i>Culte catholique.</i>	
11	Traitements et dépenses concernant les archevêques et évêques..... 1,000,000 ^f	33,162,000
12	Traitements et indemnités des membres des chapitres et du clergé paroissial. 27,055,000	
13	Chapitre royal de Saint-Denis..... 100,000	
14	Bourses des séminaires..... 1,000,000	
15	Secours à des ecclésiastiques et à d'an- ciennes religieuses..... 1,100,000	
16	Dépenses ordinaires du service intérieur des édifices diocésains..... 445,000	
17	Acquisitions, constructions et entretien des édifices diocésains..... 1,600,000	
18	Secours pour les établissements ecclé- siastiques..... 862,000	
	<i>Cultes non catholiques.</i>	
19	Dépenses des cultes protestants..... 800,000	880,000
20	Dépenses du culte israélite..... 80,000	40,093,000
	MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.	
	<i>Administration générale.</i>	
1	Traitement du ministre et personnel de l'administration centrale..... 662,000	1,010,000
2	Pensions et indemnités temporaires aux employés supprimés..... 86,000	
3	Matériel et dépenses diverses des bu- reaux..... 182,000	
4	Archives du Royaume..... 80,000	

CHAPITRES SPÉCIAUX.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	<i>Suite de la III^e PARTIE. — SERVICES GÉNÉRAUX.</i>	
	<i>Suite du MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.</i>	
	<i>Ponts et chaussées et Mines.</i>	
5	Administration centrale.....	200,000 ^f
6	Personnel du corps des ponts et chaussées.....	2,866,000
7	Personnel du corps et autres dépenses des mines.....	450,000
8	Subvention à la caisse des retraites...	325,000
9	Travaux à entretenir ou à continuer. (Routes royales et ponts).....	21,350,000
10	Travaux à entretenir ou à continuer. (Navigation intérieure).....	3,740,000
11	Travaux à entretenir ou à continuer. (Ports maritimes et services divers).	4,210,000
12	Travaux à entreprendre.....	695,000
13	Travaux sur produits de droits spécialisés.....	1,108,000
14	Frais généraux, du service des départements, secours, etc.....	50,000
15	Subventions aux compagnies pour travaux par voie de concession.....	500,000
	<i>Bâtiments civils et Monuments publics.</i>	
16	Entretien des bâtiments et édifices publics d'intérêt général à Paris.....	500,000
17	Construction des maisons centrales de détention.....	600,000
18	Travaux d'intérêt général dans les départements.....	250,000
	<i>Beaux-arts.</i>	
19	Établissements des beaux-arts.....	383,000
20	Ouvrages d'art et décorations d'édifices publics.....	430,000
21	Encouragements et souscriptions....	334,000
22	Secours à des artistes, à des savants et à leurs veuves.....	80,000
	<i>Haras.</i>	
23	Haras, dépôts d'étalons, primes, &c.....	1,500,000

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	<i>Suite de la III^e PARTIE.—SERVICES GÉNÉRAUX.</i>	
	<i>Suite du MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.</i>	
	<i>Agriculture, Commerce et Manufactures.</i>	
24	Écoles vétérinaires et encouragements à l'agriculture et au commerce.... 419,000 ^f	5,069,000 ^f
25	Conservatoire et écoles des arts et mé- tiers..... 380,000	
26	Délivrance des Service ordi- brevets d'in- naire.... 160,000 vention et en- Service ex- couragements) traordinai- à l'industrie.. re..... 340,000 } 500,000	
27	Établissements sanitaires..... 50,000	
28	Encouragements aux pêches mari- times..... 3,000,000	
29	Poids et mesures..... 720,000	
	<i>Secours généraux et Subventions.</i>	
30	Subventions aux établissements géné- raux de bienfaisance..... 473,000	3,199,000
31	Secours aux colons..... 1,000,000	
32	Secours généraux aux bureaux de cha- rité, institutions de bienfaisance, et autres..... 326,000	
33	Secours aux sociétés de charité mater- nelle..... 100,000	
34	Subventions aux théâtres royaux et aux caisses de pension de l'Opéra et du Conservatoire..... 1,300,000	
	<i>Dépenses départementales.</i>	
35	Centimes additionnels pour dépenses relatives à l'administration (partie de 5 cent. 7/8)..... 6,980,000	11,084,717
36	Centimes additionnels pour dépenses relatives aux maisons centrales de détention et aux bâtiments des cours royales (solde des 5 cent. et 7/8).. 4,104,717	

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
	<i>Suite de la III^e PARTIE.—SERVICES GÉNÉRAUX.</i>		
	<i>Suite du MINISTÈRE DU COMMERCE ET DES TRAVAUX PUBLICS.</i>		
37	Dépenses variables spéciales. 8 c. 1/8	24,763,728 ^f .	43,171,283 ^f
	Fonds commun... (5 cent. 1/8)...		
38	Ressources éventuelles appartenant aux départements et destinées aux dépenses variables.....	920,795	
39	Dépenses extraordinaires des départe- ments dites <i>facultatives</i>	15,600,000	
	Maximum, 5 centimes sur foncière et mobilière.....		
	Maximum 5 centimes sur centimes extraordinaires approuvés par des lois spéciales.....		
40	Secours spéciaux pour pertes résultant d'incendie, de grêle, inondations et autres cas fortuits ou motivés par divers accidents (<i>centime additionnel spécial</i>).....	1,886,760		103,105,000
	MINISTÈRE DE LA GUERRE.		
1	Administration centrale. (<i>Personnel</i>).....		1,495,000
2	Administration centrale. (<i>Matériel</i>).....		612,000
3	États-majors.....		15,221,450
4	Gendarmerie.....		15,935,000
5	Recrutement.....		455,000
6	Justice militaire.....		250,000
7	Solde et entretien des troupes.....		125,069,765
8	Lits militaires.....		4,869,000
9	Remontes générales.....		456,938
10	Harnachement.....		365,000
11	Fourrages.....		18,764,008
12	Transports généraux.....		998,000
13	Matériel de l'artillerie.....		9,437,000
14	Matériel du génie.....		11,920,000
15	Écoles militaires.....		1,929,850
16	Dépenses temporaires.....		7,550,986
17	Invalides de la guerre.....		3,056,250
18	Service administratif et frais de colonisation en Afrique.....		1,776,000
19	Dépenses accidentelles et secrètes.....		150,000
			220,311,247

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	<i>Suite de la III^e PARTIE.—SERVICES GÉNÉRAUX.</i>	
	MINISTÈRE DE LA MARINE.	
	1 ^{re} PARTIE. — <i>Personnel.</i>	
	<i>Service central.</i>	
1	Administration centrale. (<i>Traitements</i>). 703,700 ^f	953,700 ^f
2	Administration centrale. (<i>Frais de bureau et autres</i>) 250,000	
	<i>Service général.</i>	
3	Service général de la marine. (<i>Corps et agents entretenus, Traitements fixes, abonnements, &c.</i>) 7,600,000	27,416,203
4	Solde et entretien des corps organisés à terre et des équipages embarqués. (<i>Hôpitaux et vivres compris</i>) 19,816,203	
	II ^e PARTIE. — <i>Matériel.</i>	
5	Travaux du matériel naval. (<i>Ports</i>) .. 18,765,900	27,305,000
6	Travaux du matériel naval. (<i>Établissements hors des ports</i>) 1,765,000	
7	Travaux de l'artillerie. (<i>Ports</i>) 1,285,600	
8	Travaux de l'artillerie. (<i>Établissements hors des ports</i>) 675,000	
9	Travaux hydrauliques et bâtiments civils 3,521,500	
10	Travaux et dépenses pour le progrès des sciences militaires. 706,700	
11	Approvisionnements de prévoyance .. "	
12	Affrètements et transports par mer ... 100,000	
13	Chiourmes. 272,000	7,000,000
14	Dépenses diverses 213,300	
	III ^e PARTIE. — <i>Colonies.</i>	
15	Colonies 7,000,000	
		62,674,903

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
	<i>Suite de la III^e PARTIE.—SERVICES GÉNÉRAUX.</i>		
	[MINISTÈRE DES FINANCES.]		
19	Cour des comptes		1,124,000 ^f
20	{ Administration centrale des finances. }	Personnel.....	5,741,800
		Matériel et dépenses diverses....	819,000
21	Monnaies.....	Service administratif dans les dé- partements.....	307,600
		Frais de refonte d'anciennes es- pèces.....	800,000
22	Cadastre	Fonds commun. (<i>Loi du 31 juillet 1891</i>). 1,000,000 ^f	
		Centimes facultatifs votés par les con- seils généraux.... 4,600,000	5,600,000
23.	Frais de trésorerie		2,786,000
24	Traitements, taxations, commissions et bonifica- tions aux receveurs des finances sur les impôts et revenus directs et indirects.....		5,139,000
25	Traitements et frais de service des payeurs.....		980,000
			23,297,400
	RÉCAPITULATION DE LA III^e PARTIE.		
	SERVICES GÉNÉRAUX.		
	Ministère de la justice.....		18,618,870
	— des affaires étrangères.....		7,198,700
	— de l'instruction publique.....		5,005,500
	— de l'intérieur et des cultes		40,093,000
	— du commerce et des travaux publics.....		103,105,000
	— de la guerre.....		220,311,247
	— de la marine.....		62,674,903
	— des finances.....		23,297,400
	TOTAL de la III^e Partie.....		480,304,620

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.		MONTANT des crédits accordés.
	IV^e PARTIE. — FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION ET D'EXPLOITATION DES IMPÔTS ET REVENUS.		
	<i>Contributions directes.</i>		
28	Service administratif dans les départements.....	3,704,000 ^f	14,744,000 ^f
	Frais de perception. { Remises des percepteurs.....	10,780,000	
29	{ Frais de premier aversissement.....	260,000	
	<i>Enregistrement, Timbre et Domaines.</i>		
30	Service administratif et de perception dans les départements.....	8,876,800	9,647,750
31	Timbre.....	770,950	
	<i>Forêts.</i>		
32	Service administratif et de surveillance dans les départements.....	3,043,300	3,699,300
33	Avances recouvrables. (<i>Frais divers communs aux bois de l'État et à ceux des communes</i>).....	506,000	
34	Frais pour l'aliénation des bois de l'État.....	150,000	
	<i>Douanes.</i>		
35	Service administratif et de perception dans les départements.....		23,112,698
	<i>Contributions indirectes.</i>		
36	Service administratif et de perception dans les départements.....	19,684,500	21,873,300
37	Poudres à feu.....	2,188,800	
	<i>Tabacs.</i>		
38	Frais d'exploitation.....	6,613,000	21,313,000
	Achats de tabacs indigènes et exotiques.....	14,700,000	
	<i>Postes.</i>		
39	Service administratif et de perception dans les départements.....	5,025,050	18,282,395
40	Transport des dépêches.....	8,892,245	
41	Service rural. (<i>Lois des 3 juin 1829 et 21 avril 1831</i>).....	4,365,000	

CHAPITRES spéciaux.	MINISTÈRES ET SERVICES.	MONTANT des crédits accordés.
	<i>Loterie.</i>	
42	Service administratif dans les départements..... 321,700	
43	Frais de perception. (<i>Remises aux receveurs buralistes</i>)..... 1,500,000	1,821,700 ⁶
44	Salines et mines de sel de l'Est	175,500
	TOTAL de la IV ^e Partie.....	114,669,543
	V^e PARTIE. — REMBOURSEMENTS ET RESTITUTIONS, NON-VALEURS ET PRIMES.	
45	Restitutions et non-valeurs sur les contributions directes.....	25,651,260
46	Remboursements de sommes indûment perçues sur produits indirects et divers.....	1,848,000
47	Restitutions de produits d'amendes, saisies et confiscations attribuées à divers.....	2,612,000
48	Primes à l'exportation des marchandises.....	9,500,000
49	Escompte sur le droit de consommation des sels et sur les droits de douanes.....	2,200,000
	TOTAL de la V ^e Partie...	41,811,260
RÉCAPITULATION GÉNÉRALE DES DÉPENSES.		
I ^{re}	PARTIE. Dette publique.....	328,013,055
II ^e	——— Dotations.....	17,125,000
III ^e	——— Services généraux.....	480,304,620
IV ^e	——— Frais de régie, de perception et d'exploitation des impôts et revenus.....	114,669,543
V ^e	——— Remboursements et restitutions, non-valeurs et primes.....	41,811,260
	TOTAL GÉNÉRAL des dépenses de l'exercice 1834.	981,923,478
DÉPENSES D'ORDRE.		
Justice.....	Imprimerie royale.....	1,852,370
Instruction publique.	Conseil royal de l'instruction publique.....	3,575,491
Guerre.....	Budget spécial des pensions de l'armée de terre. — Crédit d'inscription.....	1,050,000
	Poudres et salpêtres.....	3,475,595
	Légion d'honneur.....	9,963,453
Finances.....	Frais de fabrication des monnaies et médailles.....	2,876,180
	TOTAL des dépenses mentionnées pour ordre.	22,793,089

**ÉTAT B. TABLEAU du Budget annexé au Budget du Ministère
du commerce et des travaux publics.**

CHAPITRES.	NATURE DES DÉPENSES.	ALLOCATIONS accordées pour 1834.
1	Canaux. { Canal du Rhône au Rhin. (<i>Loi du 5 août 1821</i>)..... 800,000 Canal de la Somme (<i>idem</i>)..... 600,000 Canal des Ardennes (<i>idem</i>)..... 1,000,000 Navigation de l'Isle (<i>idem</i>)..... 225,000 Navigation de l'Oise (<i>idem</i>)..... 500,000 Canal de Bourgogne (<i>Loi du 14 août 1832</i>)..... 2,300,000 Canal du Nivernais..... 3,500,000 Canaux de Bretagne..... 4,575,000 Canal du Berry..... 2,300,000 Canal latéral à la Loire..... 4,000,000 Canal d'Arles à Bouc..... 200,000	20,000,000
2	Achèvement des lacunes des routes royales les plus urgentes.....	6,000,000
3	Augmentation du fonds d'entretien des routes royales.....	1,000,000
4	Routes stratégiques dans les départements de l'Ouest.....	2,500,000
5	Phares et fanaux.....	750,000
6	Études de chemins de fer.....	250,000
7	Monuments de la capitale. { Arc de triomphe de l'Étoile..... 1,170,000 Eglise de la Madeleine..... 1,200,000 Panthéon..... 600,000 Muséum d'Histoire naturelle..... 1,000,000 Eglise royale de Saint-Denis..... 400,000 Ecole royale des Beaux-Arts..... 700,000 Hôtel du quai d'Orsay..... 1,700,000 Monument de la Bastille..... 600,000 Chambre des Députés..... Institut des Sourds-Muets..... 50,000 Collège de France..... 380,000 Pont de la Concorde..... 100,000 Placement des obélisques..... 160,000	8,000,000
TOTAL accordé sur l'exercice 1834...		38,500,000

Certifié véritable :

Le Ministre Secrétaire d'état au département des finances,

Signé HUMANN.

N° 240. — *Loi portant fixation du Budget des Recettes de l'Exercice 1834.*

A Paris, le 28 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Nous avons proposé, les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et OBDONNONS ce qui suit:

TITRE I^{er}.

Impôts autorisés pour l'exercice 1834.

ARTICLE PREMIER.

Continuera d'être faite, pour 1834, conformément aux lois existantes, et sauf les modifications résultant de la présente loi, la perception,

Des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèques, de passe-ports et de permis de port d'armes; et des droits de sceau à percevoir, pour le compte du trésor, en conformité des lois des 17 août 1828 et 29 janvier 1831;

Des droits de douanes, y compris celui sur les sels;

Des contributions indirectes, des postes, des loteries, des monnaies et droits de garantie;

Des taxes des brevets d'invention;

Des droits de vérification des poids et mesures, conformément au tarif annexé à l'ordonnance royale du 18 décembre 1825;

Du dixième des billets d'entrée dans les spectacles;

Du prix des poudres, tel qu'il est fixé par la loi du 16 mars 1819;

Du prix de la vente exclusive des feuilles de rôles d'équipages des bâtiments de commerce, tel qu'il est fixé par le tarif du 27 juin 1803: le produit de cette vente continuera d'être versé dans la caisse des invalides de la marine;

D'un quart de la recette brute dans les lieux de réunion et de fête où l'on est admis en payant;

D'un décime pour franc sur les droits qui n'en sont point affranchis, y compris les amendes et condamnations pécuniaires, et sur les droits de greffe perçus par le secrétaire général du Conseil d'état, en vertu de l'ordonnance du 18 janvier 1826;

Des contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, ainsi que des revenus spéciaux accordés auxdits établissements et aux établissements sanitaires;

Des droits établis pour frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers;

Des rétributions imposées, en vertu des arrêtés du gouvernement du 3 floréal an VIII [23 avril 1800], et du 6 nivôse an XI [27 décembre 1802], sur les établissements d'eaux minérales naturelles, pour le traitement des médecins chargés par le Gouvernement de l'inspection de ces établissements;

Des redevances sur les mines;

Des diverses rétributions imposées en faveur de l'université sur les membres de l'Université, sur les établissements particuliers d'instruction, sur les élèves qui fréquentent les écoles publiques, sur les candidats qui se présentent aux examens des différentes facultés et aux examens des jurys médicaux;

Des taxes imposées avec l'autorisation du gouvernement pour la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art, intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants; des taxes pour les travaux de dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807, et des taxes d'affouages, là où il est d'usage et utile d'en établir;

Des droits de péage qui seraient établis conformément à la loi du 4 mai 1802, pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de

l'État, des départements et des communes, et pour correction de rampes sur les routes royales ou départementales;

De la retenue sur le prix des livraisons de tabac autorisées par l'article 38 de la loi du 24 décembre 1814, jusqu'à concurrence d'un centime par kilogramme, et spécialement affectée aux frais d'expertise et autres dépenses à la charge des planteurs;

Du produit du visa des passe-ports et de la légalisation des actes au ministère des affaires étrangères;

Des droits de chancellerie et de consulats perçus en vertu des tarifs existants.

ARTICLE 2.

Pour subvenir au traitement des médecins-inspecteurs des bains, des fabriques et des dépôts d'eaux minérales, le Gouvernement est autorisé à imposer sur lesdits établissements des contributions qui ne pourront excéder mille francs pour l'établissement de Tivoli à Paris, deux cent cinquante francs pour une fabrique et cent cinquante francs pour un simple dépôt.

Le recouvrement de ces rétributions sera poursuivi comme celui des contributions directes.

ARTICLE 3.

Est également autorisée la perception des droits de voirie dont les tarifs auront été approuvés par le Gouvernement, sur la demande et au profit des communes, conformément à l'édit du mois de novembre 1697, maintenu en vigueur par la loi du 22 juillet 1791.

ARTICLE 4.

Les contributions foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres, et des patentes, seront perçues pour 1834, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état A ci annexé.

Le contingent de chaque département, dans les contribu-

tions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres, est fixé aux sommes portées dans les états B, n^{os} 1, 2 et 3, annexés à la présente loi.

ARTICLE 5.

Dans les villes de vingt mille âmes et au-dessus, et lorsque les conseils municipaux en auront formé la demande, les vacances, pendant un trimestre au moins, de tout ou partie des maisons dont les propriétaires ne sont pas dans l'usage de se réserver la jouissance, pourront, en cas d'insuffisance des sommes allouées sur le fonds de non-valeurs, donner lieu au dégrèvement de la portion d'impôt afférente au revenu perdu. Ces dégrèvements seront prononcés par les conseils de préfecture, à titre de décharges et réductions, et réimposés au rôle foncier de l'année qui suivra la décision.

ARTICLE 6.

En exécution de l'article 106 du Code forestier, une somme de un million trente-quatre mille six cent quarante-quatre francs [1,034,644 francs] montant des frais d'administration des bois des communes et établissements publics, sera ajoutée pour 1834 à la contribution foncière établie sur ces bois.

Cette somme sera répartie par une ordonnance royale entre les différents départements du royaume.

ARTICLE 7.

En cas d'insuffisance des revenus ordinaires pour l'établissement des écoles primaires, communales élémentaires et supérieures, les conseils municipaux et les conseils généraux des départements sont autorisés à voter pour 1834, à titre d'imposition spéciale destinée à l'instruction primaire, des centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière. Toutefois, il ne pourra être voté à ce titre plus de trois centimes par les conseils municipaux, ni plus de deux centimes par les conseils généraux.

TITRE II.

Des Contributions indirectes.

ARTICLE 8.

Le droit fixe, imposé sur les voitures publiques partant d'occasion ou à volonté, par l'article 113 de la loi du 25 mars 1817, pour tenir lieu du droit de dixième imposé sur les voitures à service régulier, sera perçu ainsi qu'il suit :

Par voiture, quel que soit le nombre des roues...	à 1 et 2 places.....	40 ^f
	à 3.....	60
	à 4.....	80
	à 5.....	96
	à 6.....	110
Pour chaque place au-dessus de ce nombre.....		10

Sont exceptées des dispositions de l'article 112 de la même loi et considérées comme partant d'occasion ou à volonté, les voitures qui, dans leur service habituel d'un point fixe à un autre, ne sortent pas d'une même ville ou d'un rayon de quinze kilomètres de ses limites, pourvu qu'il n'y ait pas continuité immédiate de service pour un point plus éloigné, même après changement de voiture.

ARTICLE 9.

A compter du 1^{er} janvier 1834, et lorsque les conseils municipaux en auront fait la demande, les entrepôts à domicile, pour les boissons, seront supprimés dans les communes sujettes aux droits d'entrée ou d'octroi, lorsqu'un entrepôt public y aura été régulièrement établi.

TITRE III.

Évaluation des Recettes de l'exercice 1834.

ARTICLE 10.

Le budget des recettes est évalué pour l'exercice 1834 à la somme de neuf cent quatre-vingt-trois millions six cent

soixante-neuf mille trois cent sept francs [983,669,307], conformément à l'état C ci-annexé.

ARTICLE 11.

Une somme de trente-huit millions cinq cent mille francs à prélever sur le produit des rentes mises à la disposition du ministre des finances, par l'article 15 de la loi relative aux travaux publics à continuer ou à entreprendre, est affectée au paiement des dépenses pour travaux publics dont l'imputation a été autorisée pour une somme égale sur l'exercice 1834.

TITRE IV.

Moyens de Service.

ARTICLE 12.

Le ministre des finances est autorisé à créer, pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque de France, des bons royaux portant intérêt, et payables à échéance fixe.

Les bons royaux en circulation ne pourront excéder deux cent cinquante millions.

Dans le cas où cette somme serait insuffisante pour les besoins du service, il y sera pourvu au moyen d'une émission supplémentaire qui devra être autorisée par des ordonnances royales, lesquelles seront insérées au Bulletin des lois et soumises à la sanction législative, à l'ouverture de la plus prochaine session des chambres.

TITRE V.

Dispositions générales.

ARTICLE 13.

Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par la présente loi, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formelle-

ment interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et tarifs, et ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auraient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution des articles 20 et 28 de la loi du 31 juillet 1821, de l'article 22 de la loi du 17 août 1822, et de l'article 4 de la loi du 2 août 1829, relatifs à la spécification des dépenses variables départementales et aux centimes facultatifs que les conseils généraux de département sont autorisés à voter pour les dépenses d'utilité départementale et pour les opérations cadastrales, et des articles 31, 39, 40, 41, 42 et 43 de la loi du 15 mai 1818, relatifs aux dépenses ordinaires et extraordinaires des communes.

ARTICLE 14.

Dans le cas où la session des chambres s'ouvrirait dans les derniers mois de l'année, la loi annuelle des finances pourra, par dérogation aux dispositions de l'article 102 de la loi du 15 mai 1818, être présentée avant la loi pour le règlement définitif des budgets antérieurs.

Toutefois, cette dernière loi sera présentée avec les comptes des ministres à l'appui, au plus tard dans les deux mois qui suivront la présentation du budget.

La situation provisoire de l'exercice qui suit immédiatement celui dont les comptes doivent être présentés, le compte général de l'administration des finances, et tous les documents prescrits par la loi du 25 mars 1817, devront toujours, dans le cas de la dérogation ci-dessus, être distribués aux chambres dans les trois mois qui suivront la présentation du budget.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la

Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait à Paris, le 28^e jour du mois de Juin 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France ,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice ,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement des finances ,*

Signé HUMANN.

Signé BARTHE.

ÉTATS ANNEXÉS

AU BUDGET

DES RECETTES DE L'EXERCICE 1834.

DÉSIGNATION DES CONTRIBUTIONS

EN PRINCIPAL ET CENTIMES ADDITIONNELS.

MONTANT DE CH

FONCIÈRE.

PERSONNELLE
ET MOBIÈRE*Produits généraux.*

Principal des quatre contributions..... 154,676,025 34,000

Centimes additionnels généraux,	{	sans affectation spéciale.....	19	84,748,164	1 6	5,400					
		pour dépenses départementales fixes.....	.	.	.	.					
							pour dépenses départementales communes..	19	29,388,445	19	6,460
							pour dépenses variables des départements. .				
		pour fonds commun des départements.....									
		pour secours en cas de grêle, incendies, &c..	1	1,546,760	1	340					

Centimes additionnels généraux,	{	pour dépenses variables facultatives ; centimes additionnels autorisés par des lois spéciales pour dépenses extraordinaires des départements.....		12,660,000		2,260

Centimes additionnels à voter par les conseils généraux pour dépenses du cadastre (maximum, 5 centimes).....		4,600,000		
--	--	-----------	--	--

Produits affectés aux Non-valeurs, aux Dépenses des communes et aux Réimpositions.

Centimes additionnels	{	pour non-valeurs, remises et modérations...	1.	1,546,760	1.	340,0
		pour décharges et frais de recensement. (<i>Portes et fenêtres.</i>).....				
		pour non-valeurs et attributions aux communes. (<i>Patentes.</i>).....				
		pour non-valeurs extraordinaires et cessation de commerce. (<i>Patentes.</i>).....				
		pour dépenses ordinaires et extraordinaires des communes.		15,875,000		2,025,0
		pour réimpositions.....		470,000		300

37	245,511,154	37.	51,165
----	-------------	-----	--------

Frais de premier avertissement.....

pal et centimes additionnels pour l'exercice 1834.

DISTRIBUTION.				TOTAUX.	OBSERVATIONS.
PORTES ET FENÊTRES.		PATENTES.			
.....	22,000,000'	.....	(a) 24,288,000'	234,964,025'	(a) Le produit des patentes pour l'exercice 1834 est présumé de ... 26,650,000'
6	2,420,000	4	1,866,000	34,774,164	dont à déduire, 1° Pour non-valeurs et attributions aux communes (8 centimes du principal)..... 2,132,000'
.....	.....	.....	.....	35,848,445	2° Pour non-valeurs relatives aux cessations de commerce..... 230,000
.....	.....	.....	.....	1,886,760	2,362,000
.....	.....	.....	.....	.....	Reste 24,288,000
.....	180,000	.....	500,000	15,600,000	
.....	.....	.....	.....	4,600,000	
.....	.....	.....	.....	1,886,760	
5	1,109,000	.....	.....	1,109,000	
.....	.....	6	1,332,500	.....	(b) Ces sommes font partie du principal des patentes et elles représentent, ainsi qu'on l'a dit ci-dessus, les 8 centimes attribués aux communes sur le principal, et les non-valeurs relatives aux cessations de commerce.
.....	.....	.....	(b) 2,132,000	3,694,500	
.....	.....	.....	(b) 230,000	.....	
.....	30,000	.....	770,000	18,200,000	
.....	.....	.....	.....	770,000.	
21	26,830,000	9	29,818,500	254,334,654	
.....	.....	.....	.....	650,000	Non compris une somme de 1,034,644'
.....	.....	.....	.....	253,974,654	montant de la contribution additionnelle à la contribution foncière, à imposer sur les bois des communes et des établissements publics, et qui fait l'objet d'un article spécial de la loi de finances de 1834.

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	16 CENTIMES sans affectation spéciale.	19 CENTIMES pour dépenses fixes, variables, et fonds communs des départements.	2 CENTIMES pour secours, non-valeurs et dégrèvements.	TOTAL.
Ain.....	1,223,290 ^f	195,716 ^f 40	232,425 ^f 10	24,465 ^f 80	1,675,907 ^f 50
Aisne.....	2,650,558	424,089 28	503,606 02	53,011 16	3,631,264 46
Allier.....	1,314,645	210,343 20	249,782 55	26,292 90	1,801,063 60
Alpes (Basses).....	609,753	97,560 80	115,853 45	12,195 10	835,361 35
Alpes (Hautes).....	500,756	80,120 96	95,143 64	10,015 12	686,035 72
Ardèche.....	884,729	141,536 64	168,098 51	17,094 58	1,212,078 73
Ardennes.....	1,246,061	199,369 76	236,751 59	24,921 22	1,707,103 32
Ariège.....	593,307	94,920 12	112,728 33	11,866 14	812,830 59
Aube.....	1,402,897	224,463 52	266,550 43	28,057 94	1,921,968 89
Aude.....	1,740,263	278,442 08	330,649 97	34,805 26	2,384,160 31
Aveyron.....	1,439,319	230,291 04	273,470 61	28,786 38	1,971,867 03
B.-du-Rhône.....	1,521,223	243,395 68	289,032 37	30,424 46	2,084,075 51
Calvados.....	3,743,318	598,930 88	711,230 42	74,866 36	5,128,345 60
Cantal.....	1,111,589	177,854 24	211,201 91	22,231 78	1,522,876 93
Charente.....	1,792,031	286,732 96	340,495 39	35,841 62	2,455,150 97
Charente-Inf.....	2,384,270	381,483 20	453,011 30	47,685 40	3,266,449 90
Cher.....	1,003,059	160,489 44	190,581 21	20,061 18	1,374,190 83
Corrèze.....	856,544	137,047 04	162,743 36	17,130 88	1,173,465 28
Corse.....	170,047	27,207 52	32,308 93	3,400 94	232,964 39
Côte-d'Or.....	2,570,242	411,238 72	488,345 98	51,404 84	3,521,231 54
Côtes-du-Nord.....	1,684,285	269,485 60	320,014 15	33,685 70	2,307,470 45
Creuse.....	717,621	114,819 36	136,347 99	14,352 42	983,140 77
Dordogne.....	2,108,740	337,398 40	400,660 60	42,174 80	2,888,973 80
Donbs.....	1,105,550	191,768 00	227,724 50	23,971 00	1,642,013 50
Drôme.....	1,206,131	192,980 96	229,164 89	24,122 62	1,652,399 47
Eure.....	3,129,935	500,789 60	594,687 65	62,598 70	4,288,010 95
Eure-et-Loir.....	2,161,332	345,813 12	410,653 08	43,226 64	2,961,024 84
Finistère.....	1,421,423	227,427 68	270,070 37	28,428 46	1,947,349 51
Gard.....	1,781,177	284,988 32	338,423 63	35,623 54	2,440,212 49
Garonne (H ^{te}).....	2,247,690	359,630 40	427,061 10	44,953 80	3,079,335 30
Gers.....	1,641,818	262,690 88	311,945 42	32,836 36	2,249,290 66
Gironde.....	2,891,547	462,047 52	549,393 93	57,830 94	3,961,419 39
Hérault.....	2,270,079	363,212 64	431,315 01	45,401 58	3,110,008 23
Ille-et-Vil ^{le}	1,913,749	306,199 84	363,612 31	38,274 98	2,621,836 13
Indre.....	998,856	159,816 90	189,782 64	19,977 12	1,368,432 72
Indre-et-L ^{re}	1,578,329	252,532 64	299,882 51	31,566 58	2,162,310 73
Isère.....	2,382,964	381,270 24	452,763 16	47,659 28	3,264,660 68
Jura.....	1,322,070	212,171 20	251,953 30	26,521 40	1,816,715 90
Landes.....	753,403	120,544 48	143,146 57	15,068 06	1,032,162 11
Loir-et-Cher.....	1,296,009	207,361 44	246,241 71	25,920 18	1,775,532 33
Loire.....	1,436,723	229,875 68	273,977 37	28,734 46	1,968,310 51
Loire (Haute).....	1,020,609	163,297 44	193,915 71	20,412 18	1,398,234 33
Loire-Inf.....	1,591,087	254,572 92	302,206 52	31,821 74	2,179,789 18

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	16 CENTIMES sans affectation spéciale.	19 CENTIMES pour dépenses fixes, variables, et fonds commun des départements.	2 CENTIMES pour secours, non-valeurs et dégrèvements.	TOTAL.
Airet	1,842,643 ^f	294,822 ^f 88	350,102 ^f 17	36,852 ^f 80	2,524,420 ^f 91
t	1,256,125	200,980 00	238,663 75	25,122 50	1,720,891 25
t-et-Gar.	2,094,221	335,075 36	397,901 99	41,884 42	2,669,082 77
zère	590,381	94,460 96	112,172 39	11,807 62	808,821 97
ine-et-Lr.	2,526,478	404,236 48	480,030 82	50,529 56	3,461,274 86
nche	3,352,830	536,452 80	637,037 70	67,056 60	4,593,377 10
rne	1,826,168	292,186 88	346,971 92	36,523 36	2,501,850 16
rne (H.)	1,384,433	221,509 28	263,042 23	27,688 66	1,896,673 21
ienne	1,542,133	246,741 28	293,005 27	30,842 66	2,112,722 21
urthe	1,721,481	275,436 96	327,081 39	34,420 62	2,358,428 97
use	1,517,822	242,851 52	288,386 18	30,356 44	2,079,416 14
orbihan	1,450,320	232,051 20	275,560 80	29,006 40	1,986,938 40
oselle	1,663,304	269,128 64	316,027 76	33,266 08	2,278,726 48
èvre	1,274,158	203,865 28	242,090 02	25,483 16	1,745,596 46
rd	4,090,478	654,476 48	777,190 82	81,809 56	5,603,954 86
se	2,692,953	430,872 48	511,661 07	53,859 06	3,689,345 61
ne	2,341,985	374,717 60	444,977 15	46,839 70	3,208,519 45
s-de-Calais ..	2,975,812	476,129 92	565,404 28	59,516 24	4,076,862 44
y-de-Dôme ..	2,361,456	377,832 96	448,676 64	47,329 12	3,235,194 72
ren. (Basses)	869,893	139,182 88	165,279 67	17,397 86	1,191,753 41
ren. (Hautes)	570,729	91,316 64	108,438 51	11,414 58	781,898 73
renées-Or.	700,828	112,132 48	133,157 32	14,016 56	960,134 36
hin (Bas)	1,878,651	300,584 16	356,943 69	37,573 02	2,573,751 87
hin (Haut)	1,557,490	249,198 40	295,923 10	31,149 80	2,133,761 30
hône	2,099,526	335,924 16	398,909 94	41,980 52	2,876,350 62
ione (Hante) ..	1,479,677	236,748 32	281,138 63	29,593 54	2,027,157 49
ione-et-Lr.	2,853,108	456,497 28	542,090 52	57,062 16	3,908,757 96
urthe	2,178,695	348,591 20	413,952 05	43,573 90	2,984,812 15
aine	6,852,401	1,096,384 16	1,301,958 19	137,048 02	9,387,789 37
aine-Infer.	4,683,075	749,292 08	889,784 25	93,661 50	6,415,812 75
aine-et-Marne	2,826,218	452,194 88	536,981 42	56,524 36	3,871,918 66
aine-et-Oise ..	3,365,139	538,422 24	639,376 41	67,302 78	4,610,240 43
èvres (Deux) ..	1,460,678	233,708 48	277,528 82	29,213 56	2,001,128 86
omme	3,066,063	490,570 08	582,551 97	61,321 26	4,200,506 31
arn	1,640,118	262,418 88	311,622 42	32,802 36	2,246,961 60
arn-et-Gar.	1,645,987	263,357 92	312,737 53	32,919 74	2,255,002 19
ar	1,401,733	224,277 28	266,329 27	28,034 66	1,920,374 21
aucluse	892,723	142,835 68	169,817 37	17,854 46	1,223,030 51
Vendée	1,564,003	250,240 48	297,160 57	31,280 06	2,142,684 11
Vienne	1,210,590	193,694 40	230,012 10	24,211 80	1,658,508 30
Vienne (H.)	911,229	145,796 64	173,133 51	18,224 58	1,248,383 73
Vosges	1,182,419	189,187 04	224,659 61	23,648 38	1,619,914 03
Yonne	1,763,791	282,206 56	335,120 29	35,275 82	2,416,393 67
TOTAUX	154,676,025	24,748,164 00	29,388,444 75	3,093,520 50	211,906,154 25

(État de répartition.)

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	15 CENTIMES sans affectation spéciale.	19 CENTIMES pour dépenses fixes, variables, et fonds communs des départements.	2 CENTIMES pour secours, non-valeurs et dégrèvements.	TOTAL.
Ain.....	255,800 ^f	40,928 ^f 00	48,602 ^f 00	5,118 ^f 00	350,448 ^f 00
Aisne.....	502,200	80,352 00	95,418 00	10,044 00	688,014 00
Allier.....	222,800	35,648 00	42,332 00	4,456 00	305,236 00
Alpes (Bas)... ..	117,000	18,720 00	22,230 00	2,340 00	160,290 00
Alpes (Haut)... ..	83,300	13,328 00	15,827 00	1,666 00	114,121 00
Ardèche.....	213,600	34,176 00	40,584 00	4,272 00	292,632 00
Ardennes.....	273,800	43,808 00	52,022 00	5,476 00	375,106 00
Ariège.....	166,300	26,608 00	31,587 00	3,326 00	227,821 00
Aube.....	278,200	44,512 00	52,858 00	5,564 00	381,134 00
Aude.....	277,800	44,448 00	52,782 00	5,556 00	380,586 00
Aveyron.....	267,700	42,832 00	50,863 00	5,354 00	366,749 00
Bouch.-du-Rh... ..	648,000	103,296 00	122,664 00	12,312 00	884,472 00
Calvados.....	652,700	104,432 00	124,013 00	13,054 00	894,199 00
Cantal.....	154,500	29,520 00	35,085 00	3,690 00	222,795 00
Charente.....	324,600	51,936 00	61,674 00	6,492 00	444,702 00
Charente-Inf... ..	471,400	75,424 00	89,580 00	9,428 00	645,832 00
Cher.....	261,200	32,192 00	38,228 00	4,024 00	335,644 00
Corrèze.....	174,400	27,804 00	33,136 00	3,488 00	238,828 00
Corse.....	58,500	8,880 00	10,545 00	1,110 00	79,035 00
Côte-d'Or.....	446,000	71,360 00	84,740 00	8,920 00	611,020 00
Côtes-du-Nord... ..	367,500	58,800 00	69,825 00	7,350 00	503,475 00
Creuse.....	156,800	25,088 00	29,792 00	3,136 00	214,816 00
Dordogne.....	351,000	56,160 00	66,690 00	7,020 00	480,870 00
Doubs.....	272,900	43,664 00	51,851 00	5,458 00	373,873 00
Drôme.....	264,700	42,332 00	50,293 00	5,294 00	362,619 00
Eure.....	478,500	76,560 00	90,915 00	9,576 00	655,551 00
Eure-et-Loir... ..	335,800	53,728 00	63,892 00	6,716 00	460,336 00
Finistère.....	409,100	65,456 00	77,729 00	8,182 00	560,467 00
Gard.....	383,100	61,296 00	72,789 00	7,662 00	524,847 00
Garonne (Haut)... ..	459,100	73,456 00	87,329 00	9,182 00	629,067 00
Gers.....	286,900	45,904 00	54,511 00	5,738 00	393,053 00
Gironde.....	756,500	121,040 00	143,735 00	15,130 00	1,036,405 00
Hérault.....	446,100	71,376 00	84,759 00	8,922 00	611,157 00
Ille-et-Vilaine... ..	448,600	71,776 00	85,234 00	8,972 00	614,582 00
Indre.....	210,000	33,600 00	39,900 00	4,200 00	287,700 00
Indre-et-Loire... ..	307,300	49,168 00	58,387 00	6,146 00	421,001 00
Isère.....	440,900	70,544 00	83,771 00	8,818 00	604,033 00
Jura.....	261,100	41,776 00	49,609 00	5,222 00	357,707 00
Landes.....	160,000	25,600 00	30,400 00	3,200 00	219,200 00
Loir-et-Cher... ..	238,300	38,128 00	45,277 00	4,766 00	326,471 00
Loire.....	346,975	55,516 00	65,925 25	6,930 50	475,355 75
Loire (Haut)... ..	184,400	29,504 00	35,036 00	3,688 00	252,628 00
Loire-Inférieure... ..	510,700	81,712 00	97,033 00	10,214 00	700,659 00

PARTEMENTS.	PRINCIPAL.	16 CENTIMES sans affectation spéciale.	19 CENTIMES pour dépenses fixes, variables, et fonds commun des départements.	2 CENTIMES pour secours, non-valeurs et dégrevements.	TOTAL.
ret.	381,700 ^f	61,072 ^f 00	72,523 ^f 00	7,634 ^f 00	522,929 ^f 00
et-Gar.	255,400	40,864 00	48,520 00	5,108 00	349,892 00
era.	347,400	55,584 00	66,006 00	6,948 00	475,938 00
inc-et-Lv.	85,000	13,500 00	16,150 00	1,700 00	116,450 00
uehe.	415,500	66,580 00	78,945 00	8,310 00	569,235 00
rne.	577,000	92,816 00	100,744 00	11,552 00	791,312 00
rne.	400,800	64,128 00	76,152 00	8,016 00	549,096 00
rne (Hte).	260,900	41,744 00	49,571 00	5,218 00	357,433 00
enne.	270,847	43,535 52	51,460 93	5,316 94	371,000 39
urthe.	285,400	61,664 00	73,226 00	7,708 00	527,998 00
use.	226,700	47,472 00	50,373 00	5,034 00	406,479 00
rbihan.	316,000	50,560 00	60,040 00	6,320 00	432,920 00
relle.	371,200	59,392 00	70,528 00	7,424 00	508,544 00
vre.	249,700	39,052 00	47,443 00	4,994 00	342,089 00
rd.	983,300	157,320 00	186,827 00	19,666 00	1,347,113 00
e.	459,000	73,440 00	87,210 00	9,180 00	628,830 00
ie.	406,558	65,043 28	77,246 02	8,131 16	556,988 46
de-Calais.	607,300	97,168 00	115,387 00	12,146 00	832,001 00
de-Déme.	488,700	78,192 00	92,853 00	9,774 00	669,519 00
énées (Bas).	289,000	46,240 00	54,910 00	5,780 00	395,930 00
énées (Hte).	147,100	23,536 00	27,949 00	2,942 00	201,527 00
énées-Or.	118,600	18,976 00	22,534 00	2,372 00	162,482 00
n (Bas).	548,600	87,776 00	104,234 00	10,972 00	751,582 00
n (Haut).	381,000	60,960 00	72,390 00	7,620 00	521,970 00
ne.	742,625	118,880 00	141,098 75	14,852 50	917,390 25
ne (Hte).	277,700	44,432 00	52,763 00	5,554 00	380,449 00
ne-et-Lv.	458,400	73,344 00	87,096 00	9,168 00	628,008 00
the.	382,895	61,363 20	72,750 05	7,657 30	524,566 15
ne.	3,695,800	591,328 00	702,202 00	73,016 00	5,063,246 80
ne-Infer.	1,139,000	180,600 00	214,700 00	22,600 00	1,556,900 00
ne-et-Marne.	440,800	70,528 00	82,752 00	8,816 00	603,896 00
ne-et-Oise.	679,200	108,672 00	122,048 00	13,584 00	930,504 00
tres (Deux).	248,300	39,728 00	47,177 00	4,906 00	340,111 00
mmes.	568,300	90,928 00	107,977 00	11,366 00	778,571 00
rn.	294,800	47,120 00	55,955 00	5,890 00	403,465 00
rn-et-Gar.	252,400	40,384 00	47,956 00	5,048 00	345,788 00
r.	328,800	52,624 00	62,491 00	6,578 00	450,593 00
ocluse.	254,300	40,688 00	48,317 00	5,086 00	348,391 00
ndée.	253,000	40,480 00	48,070 00	5,060 00	346,610 00
enne.	227,900	36,464 00	43,301 00	4,558 00	312,223 00
enne (Haut).	208,800	33,360 00	39,615 00	4,170 00	285,945 00
ges.	270,400	43,264 00	51,376 00	5,408 00	370,448 00
anne.	352,100	56,336 00	66,899 00	7,042 00	482,377 00
TOTAUX.	34,000,000	5,440,000 00	6,460,000 00	680,000 00	46,580,000 00

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	16 CENTIMES sans affectation spéciale.	5 CENTIMES pour fonds de non-valeurs et frais de recouvrement.	TOTAL.
Ain.....	169,400 ^f	27,104 ^f 00 ^c	8,470 ^f 00 ^c	204,974 ^f 00 ^c
Aisne.....	438,600.	69,856 00	21,839 00	529,295 00
Allier.....	129,700.	20,752 00	6,485 00	156,937 00
Alpes (Basses)....	63,300.	10,112 00	3,160 00	76,472 00
Alpes (Hautes)....	59,400.	9,504 00	2,970 00	71,874 00
Ardeche.....	100,800.	16,128 00	5,040 00	121,968 00
Ardennes.....	189,500.	30,320 00	9,475 00	229,295 00
Ariège.....	100,800.	16,128 00	5,040 00	121,968 00
Aube.....	172,300.	27,568 00	8,815 00	208,483 00
Aude.....	140,000.	22,400 00	7,000 00	169,400 00
Aveyron.....	174,000.	27,840 00	8,700 00	210,540 00
Bouch.-du-Rhône..	519,800.	83,168 00	25,990 00	628,958 00
Calvados.....	452,100.	72,336 00	22,605 00	547,041 00
Cantal.....	74,500.	11,920 00	3,725 00	90,145 00
Charente.....	176,700.	28,272 00	8,835 00	213,807 00
Charente-Infér....	268,600.	42,976 00	13,430 00	325,006 00
Cher.....	101,500.	16,240 00	5,075 00	122,815 00
Corrèze.....	100,500.	16,080 00	5,025 00	121,605 00
Corse.....	33,900.	5,424 00	1,695 00	41,019 00
Côte-d'Or.....	265,900.	42,544 00	13,295 00	321,739 00
Côtes-du-Nord....	152,300.	24,368 00	7,615 00	184,283 00
Creuse.....	67,500.	10,800 00	3,375 00	81,675 00
Dordogne.....	166,100.	26,576 00	8,305 00	200,981 00
Doubs.....	186,400.	29,824 00	9,320 00	225,544 00
Drôme.....	158,500.	25,360 00	7,925 00	191,785 00
Eure.....	478,700.	76,592 00	23,935 00	579,227 00
Eure-et-Loir.....	201,600.	32,288 00	10,080 00	244,176 00
Finistère.....	215,500.	34,480 00	10,775 00	260,755 00
Gard.....	216,700.	34,672 00	10,835 00	262,207 00
Garonne (Haute)..	336,900.	53,904 00	16,845 00	407,649 00
Gers.....	147,300.	23,552 00	7,360 00	178,212 00
Gironde.....	486,000.	77,760 00	24,300 00	588,060 00
Hérault.....	233,500.	37,360 00	11,675 00	282,535 00
Ille-et-Vilaine....	211,100.	33,776 00	10,555 00	255,431 00
Indre.....	95,500.	15,280 00	4,775 00	115,555 00
Indre-et-Loire....	180,000.	28,800 00	9,000 00	217,800 00
Isère.....	264,500.	42,320 00	13,225 00	320,045 00
Jura.....	157,300.	25,168 00	7,865 00	190,333 00
Landes.....	136,700.	21,872 00	6,835 00	165,407 00
Loir-et-Cher.....	128,500.	20,560 00	6,425 00	155,485 00
Loire.....	238,590.	38,174 40	11,929 50	288,693 90
Loire (Haute)....	104,600.	16,736 00	5,230 00	126,566 00

DÉPARTEMENTS.	PRINCIPAL.	16 CENTIMES sans affectation spéciale.	5 CENTIMES pour fonds de non-valeurs et frais de recensement.	TOTAL.
re-Inferieure...	251,800f	40,288f 00c	12,590f 00c	304,678f 00c
ret.....	266,400	42,624 00	13,320 00	322,344 00
.....	123,100	19,696 00	6,155 00	148,951 00
et-Garonne...	150,800	24,128 00	7,540 00	182,468 00
re.....	53,900	8,624 00	2,695 00	65,219 00
ne-et-Loire...	284,000	45,440 00	14,200 00	343,640 00
iche.....	331,800	53,088 00	16,590 00	401,478 00
ne.....	322,400	51,584 00	16,120 00	390,104 00
ne (Haute)....	145,400	23,264 00	7,270 00	175,934 00
enne.....	113,837	18,213 92	5,691 85	137,742 77
urthe.....	264,600	42,336 00	13,230 00	320,166 00
se.....	173,500	27,760 00	8,675 00	209,935 00
bihan.....	128,400	20,544 00	6,420 00	155,364 00
elle.....	295,700	47,312 00	14,785 00	357,797 00
re.....	119,500	19,120 00	5,975 00	144,595 00
.....	955,100	152,816 00	47,755 00	1,155,671 00
.....	390,200	62,432 00	19,510 00	472,142 00
.....	230,672	36,907 52	11,533 60	279,113 12
de-Calais.....	513,200	82,112 00	25,660 00	620,972 00
de-Dôme.....	243,800	39,008 00	12,190 00	294,998 00
nées (Basses)..	228,200	36,512 00	11,410 00	276,122 00
nées (Htes)...	97,900	15,664 00	4,895 00	118,459 00
nées-Orient...	66,300	10,608 00	3,315 00	80,223 00
(Bas).....	542,000	86,720 00	27,100 00	655,820 00
(Haut).....	330,400	52,864 00	16,520 00	399,784 00
.....	500,610	80,097 60	25,030 50	605,738 10
(Haute).....	182,700	29,232 00	9,135 00	221,067 00
et-Loire.....	255,500	40,880 00	12,775 00	309,155 00
.....	211,191	33,790 50	10,559 55	255,541 11
.....	2,179,300	348,688 00	108,965 00	2,636,953 00
re-Inferieure...	774,700	123,952 00	38,735 00	937,387 00
et-Marne.....	253,000	40,480 00	12,650 00	306,130 00
et-Oise.....	516,100	82,576 00	25,805 00	624,481 00
es (Deux).....	121,900	19,504 00	6,095 00	147,499 00
ne.....	550,100	88,016 00	27,505 00	665,621 00
.....	168,900	27,024 00	8,445 00	204,369 00
et-Garonne...	139,200	22,272 00	6,960 00	168,432 00
.....	211,000	33,760 00	10,550 00	255,310 00
cluse.....	200,400	32,064 00	10,020 00	242,484 00
dée.....	111,400	17,824 00	5,570 00	134,794 00
ne.....	162,100	25,936 00	8,105 00	196,141 00
ne (Haute)...	146,600	23,456 00	7,330 00	177,386 00
ges.....	192,500	30,800 00	9,625 00	232,925 00
ne.....	206,800	33,088 00	10,340 00	250,228 00
TOTAUX.....	22,000,000.	3,520,000 00	1,100,000 00	26,620,000 00

DESIGNATION DES PRODUITS.		MONTANT DES PRÉVISIONS de recettes du budget de 1834.
Contributions directes.	Foncière.....	245,511,154
	Personnelle et mobilière....	51,165,000
	Portes et fenêtres.....	26,830,000
	Patentes.....	29,818,500
	Fonds pour frais de 1 ^{er} avert.	650,000
	Contribution additionnelle à celle assise sur les bois des communes et établissements publics. (<i>Exécution de l'art. 106 du Code forestier.</i>).....	1,034,644
Enregistrem ^t , timbre et domaines.	Droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothè- ques, et percept ^{ns} diverses.	165,500,000
	Droit de timbre.....	28,800,000
	Revenus et prix de vente de domaines.....	3,300,000
	Domaines et bois engagés ou échangés. (<i>Loi du 12 mars 1820</i>).....	900,000
Coupes de bois.	Principal des adjudications..	16,000,000
	Décime et produits accessoires.	2,500,000
Douanes....	Droits de douanes, droits de navigation et re- cettes accident. des douanes	109,000,000
	Droits de consommation des sels.....	52,000,000
Contributions indirectes.	Boissons et droit de fabrication des biè- res.....	69,000,000
	Diverses taxes et recouvrem ^{ts} d'avances pour divers ser- vices.....	31,500,000
	Produit de la vente des tabacs	68,000,000
	Produit de la vente des poud- res à feu.....	3,700,000
	Postes.....	36,000,000
Loterie.....		10,000,000
Recettes diverses.	Salines et mines de sel de l'Est.....	1,200,000
	Versement au trésor par la ville de Paris, en vertu de la loi du 19 juillet 1820.....	5,500,000
	Produits de la rente de l'Inde.....	1,000,000
	Intérêts de la créance sur l'Espagne.....	2,129,214

DESIGNATION DES PRODUITS.

MONTANT
DES PRÉVISIONS
de recettes
du
budget de 1834.

Recettes diverses.	Produits divers.	Produits et revenus locaux d'Alger	1,500,000 ^f
		Recouvrements sur prêts faits, en 1830, au commerce et à l'industrie	3,000,000
		Bénéfices sur la fabrication des monnaies et la vente des médailles.	400,000
		Prélèvements à faire sur les bénéfices réalisés par la caisse des dépôts et consignations, au 31 décembre 1833	5,000,000
		Produit de la taxe des brevets d'invention (y compris le restant en caisse au 31 décembre 1833)	500,000
	Produits d'amendes, saisies et confisca- tions attribuées à divers.	Recettes sur divers revenus publics	4,560,000 ^f
		Produits divers provenant des ministères	2,000,000
		Recettes de diverses origines	350,000
		Amendes de police simple et de police correctionn.	800,000
		Amendes en matière de douanes	1,200,000
	Ressources locales extraordinaires pour dépenses départementales	Amendes en matière de contributions indirectes	400,000
TOTAL			983,669,307

RECETTES POUR ORDRE.

Justice	Imprimerie royale	2,048,000 ^f
Instruct. publique	Conseil royal de l'instruction publique ..	3,586,655
Guerre.	Direction générale des poudres et salpêtres ..	3,474,400
Finances	Légion d'honneur	9,963,453
	Retenues sur les matières versées au change ..	3,051,180
TOTAL des recettes mentionnées pour ordre ..		22,123,688

RESULTAT.

Les recettes présumées sont de

Les dépenses, de

Excédant présumé de recette... ..

Certifié véritable : Le Ministre Secrétaire d'état au département des finances,
signé HUMANN.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice ;*

A Paris, le 6 * Juillet 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la suite de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.
6 Juillet 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 107.

N° 241. — *Loi sur l'Expropriation pour cause d'utilité publique*

Au palais des Tuileries, le 7 Juillet 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

TITRE PREMIER.

Dispositions préliminaires.

ARTICLE PREMIER.

L'expropriation pour cause d'utilité publique s'opère par autorité de justice.

ARTICLE 2.

Les tribunaux ne peuvent prononcer l'expropriation qu'autant que l'utilité en a été constatée et déclarée dans les formes prescrites par la présente loi.

Ces formes consistent,

- 1° Dans la loi ou l'ordonnance royale qui autorise l'exécution des travaux pour lesquels l'expropriation est requise ;
- 2° Dans l'acte du préfet qui désigne les localités ou territoires sur lesquels les travaux doivent avoir lieu, lorsque cette désignation ne résulte pas de la loi ou de l'ordonnance royale ;
- 3° Dans l'arrêté ultérieur par lequel le préfet détermine les propriétés particulières auxquelles l'expropriation est applicable.

Cette application ne peut être faite à aucune propriété particulière qu'après que les parties intéressées ont été mises en état d'y fournir leurs contredits, selon les règles exprimées au titre II.

ARTICLE 3.

Tous grands travaux publics, routes royales, canaux, chemins de fer, canalisation de rivières, bassins et docks, entrepris par l'État ou par compagnies particulières avec ou sans péage, avec ou sans subside du trésor, avec ou sans aliénation du domaine public, ne pourront être exécutés qu'en vertu d'une loi, qui ne sera rendue qu'après une enquête administrative.

Une ordonnance royale suffira pour autoriser l'exécution des routes, des canaux et chemins de fer d'embranchement de moins de vingt mille mètres de longueur, des ponts et de tous autres travaux de moindre importance.

Cette ordonnance devra également être précédée d'une enquête.

Ces enquêtes auront lieu dans les formes déterminées par un règlement d'administration publique.

TITRE II.

Des Mesures d'administration relatives à l'Expropriation.

ARTICLE 4.

Les ingénieurs ou autres gens de l'art chargés de l'exécution des travaux lèvent, pour la partie qui s'étend sur chaque commune, le plan parcellaire des terrains ou des édifices dont la cession leur paraît nécessaire.

ARTICLE 5.

Le plan desdites propriétés particulières, indicatif des noms de chaque propriétaire, tels qu'ils sont inscrits sur la matrice des rôles, reste déposé, pendant huit jours au moins, à la mairie de la commune où les propriétés sont situées, afin que chacun puisse en prendre connaissance.

ARTICLE 6.

Le délai fixé à l'article précédent ne court qu'à dater de l'avertissement, qui est donné collectivement aux parties intéressées, de prendre communication du plan déposé à la mairie.

Cet avertissement est publié à son de trompe ou de caisse dans la commune, et affiché, tant à la principale porte de l'église du lieu qu'à celle de la maison commune.

Il est en outre inséré dans l'un des journaux des chefs-lieux d'arrondissement et de département.

ARTICLE 7.

Le maire certifie ces publications et affiches ; il mentionne sur un procès-verbal qu'il ouvre à cet effet, et que les parties qui comparaissent sont requises de signer, les déclarations et réclamations qui lui ont été faites verbalement, et y annexe celles qui lui sont transmises par écrit.

ARTICLE 8.

A l'expiration du délai de huitaine prescrit par l'article 5, une commission se réunit au chef-lieu de la sous-préfecture.

Cette commission, présidée par le sous-préfet de l'arrondissement, sera composée de quatre membres du conseil général du département ou du conseil de l'arrondissement désignés par le préfet, du maire de la commune où les propriétés sont situées, et de l'un des ingénieurs chargés de l'exécution des travaux.

Les propriétaires qu'il s'agit d'exproprier ne peuvent être appelés à faire partie de la commission.

ARTICLE 9.

La commission reçoit les observations des propriétaires.

Elle les appelle toutes les fois qu'elle le juge convenable.

Elle reçoit leurs moyens respectifs, et donne son avis.

Ses opérations doivent être terminées dans le délai d'un

mois ; après quoi le procès-verbal est adressé immédiatement par le sous-préfet au préfet.

Dans le cas où lesdites opérations n'auraient pas été mises à fin dans le délai ci-dessus, le sous préfet devra, dans les trois jours, transmettre au préfet son procès-verbal et les documents recueillis.

ARTICLE 10.

Le procès-verbal et les pièces transmis par le sous-préfet, resteront déposés au secrétariat général de la préfecture pendant huitaine, à dater du jour du dépôt.

Les parties intéressées pourront en prendre communication sans déplacement et sans frais.

ARTICLE 11.

Sur le vu du procès-verbal et des documents y annexés, le préfet détermine, par un arrêté motivé, les propriétés qui doivent être cédées, et indique l'époque à laquelle il sera nécessaire d'en prendre possession. Toutefois, dans le cas où il résulterait de l'avis de la commission qu'il y aurait lieu de modifier le tracé des travaux ordonnés, le préfet surseoira jusqu'à ce qu'il ait été prononcé par l'administration supérieure.

La décision de l'administration supérieure sera définitive et sans recours au conseil d'état.

ARTICLE 12.

Les dispositions des articles 8, 9 et 10 ne sont point applicables aux cas où l'expropriation serait demandée par une commune, et dans un intérêt purement communal.

Dans ce cas, le procès-verbal prescrit par l'article 7 est transmis, avec l'avis du conseil municipal, par le maire au sous-préfet, qui l'adressera au préfet avec ses observations.

Le préfet, en conseil de préfecture, sur le vu de ce procès-verbal, et sauf l'approbation de l'administration supérieure, prononcera comme il est dit en l'article précédent.

TITRE III.

*De l'Expropriation et de ses suites quant aux Privilèges,
Hypothèques et autres Droits réels.*

ARTICLE 13.

A défaut de conventions amiables avec les propriétaires des terrains ou bâtiments dont la cession est reconnue nécessaire le préfet transmet au procureur du Roi dans le ressort duquel les biens sont situés la loi ou l'ordonnance qui autorise l'exécution des travaux, et l'arrêté du préfet mentionné en l'article 11.

ARTICLE 14.

Dans les trois jours, et sur la production des pièces constatant que les formalités prescrites par l'article 2 du titre I^{er}, et par le titre II de la présente loi, ont été remplies, le procureur du Roi requiert et le tribunal prononce l'expropriation pour cause d'utilité publique des terrains ou bâtiments indiqués dans l'arrêté du préfet.

Le même jugement commet un des membres du tribunal pour remplir les fonctions attribuées par le titre IV, chapitre I, au magistrat directeur du jury, chargé de fixer l'indemnité.

ARTICLE 15.

Le jugement est publié et affiché, par extrait, dans la commune de la situation des biens, de la manière indiquée en l'article 6. Il est en outre inséré dans l'un des journaux de l'arrondissement et dans l'un de ceux du chef-lieu du département.

Cet extrait, contenant les noms des propriétaires, les motifs et le dispositif du jugement, leur est notifié au domicile qu'ils auront élu dans l'arrondissement de la situation des biens, par une déclaration faite à la mairie de la commune où les biens sont situés; et, dans le cas où cette élection de domicile n'aurait pas eu lieu, la notification de l'extrait sera faite en

double copie au maire et au fermier, locataire, gardien ou régisseur de la propriété.

Toutes les autres notifications prescrites par la présente loi seront faites dans la forme ci-dessus indiquée.

ARTICLE 16.

Le jugement sera immédiatement transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de l'arrondissement, conformément à l'article 2181 du Code civil.

ARTICLE 17.

Dans la quinzaine de la transcription, les privilèges et les hypothèques conventionnelles, judiciaires ou légales, antérieurs au jugement, seront inscrits.

A défaut d'inscription dans ce délai, l'immeuble exproprié sera affranchi de tous privilèges et de toutes hypothèques, de quelque nature qu'ils soient, sans préjudice du recours contre les maris, tuteurs ou autres administrateurs qui auraient dû requérir les inscriptions.

Les créanciers inscrits n'auront dans aucun cas la faculté de surenchérir ; mais ils pourront exiger que l'indemnité soit fixée conformément au titre IV.

ARTICLE 18.

Les actions en résolution, en revendication, et toutes autres actions réelles, ne pourront arrêter l'expropriation, ni en empêcher l'effet. Le droit des réclamants sera transporté sur le prix, et l'immeuble en demeurera affranchi.

ARTICLE 19.

Les règles posées aux deux articles qui précèdent sont applicables, dans le cas de conventions amiables, aux contrats passés entre l'administration et le propriétaire.

ARTICLE 20.

Le jugement ne pourra être attaqué que par la voie de

recours, en cassation, et seulement pour incompétence, excès de pouvoir ou vices de forme du jugement.

Le pourvoi aura lieu dans les trois jours, à dater de celui de la notification du jugement, par déclaration au greffe du tribunal qui l'aura rendu.

Ce pourvoi sera notifié dans la huitaine, soit au préfet, soit à la partie, au domicile indiqué par l'article 15 ; et les pièces adressées dans la quinzaine à la chambre civile de la cour de cassation, qui statuera dans le mois suivant.

L'arrêt, s'il est rendu par défaut à l'expiration de ce délai, ne sera pas susceptible d'opposition.

TITRE IV.

Du Règlement des Indemnités.

CHAPITRE PREMIER.

Mesures préparatoires.

ARTICLE 21.

Dans la huitaine qui suit la notification prescrite par l'article 15, le propriétaire est tenu d'appeler et de faire connaître au magistrat directeur du jury les fermiers, locataires, ceux qui ont des droits d'usufruit, d'habitation ou d'usage, tels qu'ils sont réglés par le Code civil, et ceux qui peuvent réclamer des servitudes résultant des titres mêmes de propriété ou d'autres actes dans lesquels il serait intervenu ; sinon il restera seul chargé envers eux des indemnités que ces derniers pourront réclamer.

Les autres intéressés seront en demeure de faire valoir leurs droits par l'avertissement énoncé en l'article 6, et tenus de se faire connaître au magistrat directeur du jury, dans le même délai de huitaine ; à défaut de quoi, ils seront déchus de tous droits à l'indemnité.

ARTICLE 22.

Les dispositions de la présente loi, relatives aux proprié-

taires et à leurs créanciers, sont applicables à l'usufruitier et à ses créanciers.

ARTICLE 23.

L'administration notifie aux propriétaires, aux créanciers inscrits et à tous autres intéressés qui auront été désignés ou qui seront intervenus en vertu des articles 21 et 22, les sommes qu'elle offre pour indemnité.

ARTICLE 24.

Dans la quinzaine suivante les propriétaires et autres intéressés sont tenus de déclarer leur acceptation, ou, s'ils n'acceptent pas les offres qui leur sont faites, d'indiquer le montant de leurs prétentions.

ARTICLE 25.

Les tuteurs, maris et autres personnes qui n'ont pas qualité pour aliéner un immeuble, peuvent valablement accepter les offres énoncées en l'article 23, lorsqu'ils s'y sont fait autoriser par le tribunal.

Cette autorisation peut être donnée sur simple mémoire en la chambre du conseil, le ministère public entendu.

Le tribunal ordonne les mesures de conservation ou de emploi que chaque cas peut nécessiter.

ARTICLE 26.

S'il s'agit de biens appartenant à des départements, à des communes ou à des établissements publics, les préfets, maires ou administrateurs, pourront valablement accepter les offres énoncées en l'article 23, s'ils y sont autorisés par délibération du conseil général du département, du conseil municipal ou du conseil d'administration, approuvée par le préfet en conseil de préfecture.

ARTICLE 27.

Le délai de quinzaine, fixé par l'article 24, sera d'un mois dans les cas prévus par les articles 25 et 26.

ARTICLE 28.

Si les offres de l'administration ne sont pas acceptées, ou si, nonobstant l'acceptation du propriétaire, les créanciers inscrits et autres intéressés déclarent, dans la quinzaine de la notification qui leur en est faite, qu'ils ne veulent pas se contenter de la somme convenue entre l'administration et le propriétaire, il sera procédé au règlement des indemnités de la manière indiquée au chapitre suivant.

CHAPITRE II.

Du Jury spécial chargé de régler les Indemnités.

ARTICLE 29.

Dans sa session annuelle, le conseil général du département désigne, pour chaque arrondissement de sous-préfecture, tant sur la liste des électeurs que sur la seconde partie de la liste du jury, trente-six personnes au moins, et soixante-douze au plus, qui ont leur domicile réel dans l'arrondissement, parmi lesquelles sont choisis, jusqu'à la session suivante ordinaire du conseil général, les membres du jury spécial appelé, le cas échéant, à régler les indemnités dues par suite d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le nombre des jurés désignés pour le département de la Seine sera de six cents.

ARTICLE 30.

Toutes les fois qu'il y a lieu de recourir à un jury spécial, la cour royale, dans les départements qui sont le siège d'une cour royale, et, dans les autres départements, le tribunal du chef-lieu judiciaire du département (toutes les chambres réunies en chambre du conseil) choisit sur la liste dressée en vertu de l'article précédent seize personnes pour former le jury spécial chargé de fixer définitivement le montant de l'indemnité.

La cour ou le tribunal choisit en outre et en même temps quatre jurés supplémentaires.

Ne peuvent être choisis :

1° Les propriétaires, fermiers, locataires des terrains et bâtiments désignés dans l'arrêté du préfet pris en vertu de l'article 11, et qui restent à acquérir ;

2° Les créanciers ayant inscription sur lesdits immeubles ;

3° Tous autres intéressés désignés ou intervenants en vertu des articles 21 et 22.

Les septuagénaires seront dispensés, s'ils le requièrent, des fonctions de juré.

ARTICLE 31.

La liste des seize jurés, et des quatre jurés supplémentaires, est transmise par le préfet au sous-préfet, qui, après s'être concerté avec le magistrat directeur du jury, convoque les jurés et les parties en leur indiquant, au moins huit jours à l'avance, le lieu et le jour de la réunion. La notification aux parties leur fait connaître les noms des jurés.

ARTICLE 32.

Tout juré qui, sans motifs légitimes, manque à l'une des séances ou refuse de prendre part à la délibération, encourt une amende de 100 francs au moins et de 300 francs au plus.

L'amende est prononcée par le magistrat directeur du jury.

Il statue en dernier ressort sur l'opposition qui serait formée par le juré condamné.

Il prononce également sur les causes d'empêchement que les jurés proposent, ainsi que sur les exclusions ou incompatibilités dont les causes ne seraient survenues ou n'auraient été connues que postérieurement à la désignation faite en vertu de l'article 30.

ARTICLE 33.

Ceux des jurés qui se trouvent rayés de la liste par suite des empêchements, exclusions ou incompatibilités prévus à l'article précédent, sont immédiatement remplacés par les jurés supplémentaires, que le magistrat directeur du jury appelle dans l'ordre de leur inscription,

En cas d'insuffisance, le tribunal de l'arrondissement choisit, sur la liste dressée en vertu de l'article 29, les personnes nécessaires pour compléter le nombre des seize jurés.

ARTICLE 34.

Le magistrat directeur du jury est assisté, auprès du jury spécial, du greffier ou commis greffier du tribunal, qui appelle successivement les causés sur lesquelles le jury doit statuer, et tient procès-verbal des opérations.

Lors de l'appel, l'administration a le droit d'exercer deux récusations péremptoires; la partie adverse a le même droit.

Dans le cas où plusieurs intéressés figurent dans la même affaire, ils s'entendent pour l'exercice du droit de récusation, sinon le sort désigne ceux qui doivent en user.

Si le droit de récusation n'est point exercé, ou s'il ne l'est que partiellement, le magistrat directeur du jury procède à la réduction des jurés au nombre de douze, en retranchant les derniers noms inscrits sur la liste.

ARTICLE 35.

Le jury spécial n'est constitué que lorsque les douze jurés sont présents.

Les jurés ne peuvent délibérer valablement qu'au nombre de neuf au moins.

ARTICLE 36.

Lorsque le jury est constitué, chaque juré prête serment de remplir ses fonctions avec impartialité.

ARTICLE 37.

Le magistrat directeur met sous les yeux du jury :

1° Le tableau des offres et demandes notifiées en exécution des articles 23 et 24;

2° Les plans parcellaires, et les titres ou autres documents produits par les parties à l'appui de leur offres et demandes.

Les parties, ou leurs fondés de pouvoir, peuvent présenter sommairement leurs observations,

Le jury pourra entendre toutes les personnes qu'il croira pouvoir l'éclairer.

Il pourra également se transporter sur les lieux, ou déléguer à cet effet un ou plusieurs de ses membres.

La discussion est publique ; elle peut être continuée à une autre séance.

ARTICLE 38.

La clôture de l'instruction est prononcée par le magistrat directeur du jury.

Les jurés se retirent immédiatement dans leur chambre pour délibérer, sans désenparer, sous la présidence de l'un d'eux, qu'ils désignent à l'instant même.

La décision du jury fixe le montant de l'indemnité ; elle est prise à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président du jury est prépondérante.

ARTICLE 39.

Le jury prononce des indemnités distinctes en faveur des parties qui les réclament à des titres différents, comme propriétaires, fermiers, locataires, usagers autres que ceux dont il est parlé au premier paragraphe de l'article 21, etc.

Dans le cas d'usufruit, une seule indemnité est fixée par le jury, eu égard à la valeur totale de l'immeuble ; le nu-propriétaire et l'usufruitier exercent leurs droits sur le montant de l'indemnité au lieu de l'exercer sur la chose.

L'usufruitier sera tenu de donner caution ; les père et mère ayant l'usufruit légal des biens de leurs enfants en seront seuls dispensés.

Lorsqu'il y a litige sur le fond du droit ou la qualité des réclamants, et toutes les fois qu'il s'élève des difficultés étrangères à la fixation du montant de l'indemnité, le jury règle l'indemnité indépendamment de ces difficultés sur lesquelles les parties sont renvoyées à se pourvoir devant qui de droit.

ARTICLE 40.

Si l'indemnité réglée par le jury est inférieure ou égale à

l'offre faite par l'administration, les parties qui l'auront refusée seront condamnées aux dépens.

Si l'indemnité est égale ou supérieure à la demande des parties, l'administration sera condamnée aux dépens.

Si l'indemnité est à la fois supérieure à l'offre de l'administration et inférieure à la demande des parties, les dépens seront compensés de manière à être supportés par les parties et l'administration, dans les proportions de leur offre ou de leur demande avec la décision du jury.

Tout indemnitaire qui ne se trouvera pas dans le cas des articles 25 et 26 sera condamné aux dépens, quelle que soit l'estimation ultérieure du jury, s'il a omis de se conformer aux dispositions de l'article 24.

ARTICLE 41.

La décision du jury, signée des membres qui y ont concouru, est remise par le président au magistrat directeur, qui la déclare exécutoire, statue sur les dépens, et envoie l'administration en possession de la propriété, à la charge par elle de se conformer aux dispositions des articles 53 et 54 suivants.

Ce magistrat taxe les dépens.

Un règlement d'administration publique, qui sera publié avant la mise à exécution de la présente loi, déterminera le tarif des dépens.

La taxe ne comprendra que les actes faits postérieurement à l'offre de l'administration; les frais des actes antérieurs demeurent dans tous les cas à la charge de l'administration.

ARTICLE 42.

La décision du jury ne peut être attaquée que par la voie du recours en cassation et seulement pour violation du premier paragraphe de l'article 30 et des articles 31, 35, 36, 37, 38, 39 et 40.

Le délai sera de quinze jours pour ce recours, qui sera

d'ailleurs formé, notifié et jugé comme il est dit en l'article 20 ; il courra à partir du jour de la décision.

ARTICLE 43.

Lorsqu'une décision du jury aura été cassée, l'affaire sera renvoyée devant un nouveau jury, choisi dans le même arrondissement.

Il sera procédé à cet effet conformément à l'article 30.

ARTICLE 44.

Le jury ne connaît que des affaires dont il a été saisi au moment de sa convocation, et statue successivement et sans interruption sur chacune de ces affaires. Il ne peut se séparer qu'après avoir réglé toutes les indemnités dont la fixation lui a été ainsi déferée.

ARTICLE 45.

Les opérations commencées par un jury, et qui ne sont pas encore terminées au moment du renouvellement annuel de la liste générale mentionnée en l'article 29, sont continuées, jusqu'à conclusion définitive, par le même jury.

ARTICLE 46.

Après la clôture des opérations du jury, les minutes de ses décisions et les autres pièces qui se rattachent auxdites opérations sont déposées au greffe du tribunal civil de l'arrondissement.

ARTICLE 47.

Les noms des jurés qui auront fait le service d'une session ne pourront être portés sur le tableau dressé par le conseil général pour l'année suivante.

CHAPITRE III.

Des Règles à suivre pour la Fixation des Indemnités.

ARTICLE 48.

Le jury est juge de la sincérité des titres et de l'effet des actes qui seraient de nature à modifier l'évaluation de l'indemnité.

ARTICLE 49.

Dans le cas où l'administration contesterait au détenteur exproprié le droit à une indemnité, le jury, sans s'arrêter à la contestation, dont il renvoie le jugement devant qui de droit, fixe l'indemnité comme si elle était due, et le magistrat directeur du jury en ordonne la consignation, pour ladite indemnité rester déposée jusqu'à ce que les parties se soient entendues, ou que le litige soit vidé.

ARTICLE 50.

Les maisons et bâtiments dont il est nécessaire d'acquérir une portion pour cause d'utilité publique seront achetés en entier, si les propriétaires le requièrent par une déclaration formelle adressée au magistrat directeur du jury, dans le délai énoncé en l'article 24.

Il en sera de même de toute parcelle de terrain qui, par suite du morcellement, se trouvera réduite au quart de la contenance totale, si toutefois le propriétaire ne possède aucun terrain immédiatement contigu, et si la parcelle, ainsi réduite, est inférieure à dix ares.

ARTICLE 51.

Si l'exécution des travaux doit procurer une augmentation de valeur immédiate et spéciale au restant de la propriété, cette augmentation pourra être prise en considération dans l'évaluation de l'indemnité.

ARTICLE 52.

Les constructions, plantations et améliorations ne donneront lieu à aucune indemnité, lorsque, à raison de l'époque où elles auront été faites ou de toutes autres circonstances, dont l'appréciation lui est abandonnée, le jury acquiert la conviction qu'elles ont été faites dans la vue d'obtenir une indemnité plus élevée.

TITRE V.

Du Payement des Indemnités.

ARTICLE 53.

Les indemnités réglées par le jury seront, préalablement à la prise de possession, acquittées entre les mains des ayant-droit.

S'ils se refusent à les recevoir, la prise de possession aura lieu après offres réelles et consignation.

ARTICLE 54.

Il ne sera pas fait d'offres réelles toutes les fois qu'il existera des inscriptions sur l'immeuble exproprié, ou d'autres obstacles au versement des deniers entre les mains des ayant-droit; dans ce cas, il suffira que les sommes dues par l'administration soient consignées, pour être ultérieurement distribuées ou remises selon les règles du droit commun.

ARTICLE 55.

Si, dans les six mois du jugement d'expropriation, l'administration ne poursuit pas la fixation de l'indemnité, les parties pourront exiger qu'il soit procédé à ladite fixation.

Quand l'indemnité aura été réglée, si elle n'est ni acquittée ni consignée dans les six mois, les intérêts courront de plein droit à l'expiration de ce délai, à titre de dédommagement.

TITRE VI.

Dispositions diverses.

ARTICLE 56.

Les contrats de vente, quittances et autres actes relatifs à l'acquisition des terrains, peuvent être passés dans la forme des actes administratifs; la minute restera déposée au secrétariat de la préfecture; expédition en sera transmise à l'administration des domaines.

ARTICLE 57.

Les significations et notifications mentionnées en la présente loi sont faites à la diligence du préfet du département de la situation des biens.

Elles peuvent être faites tant par huissier que par tout agent de l'administration dont les procès-verbaux font foi en justice.

ARTICLE 58.

Les plans, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, contrats, quittances et autres actes faits en vertu de la présente loi, seront visés pour timbre et enregistrés *gratis*, lorsqu'il y aura lieu à la formalité de l'enregistrement.

ARTICLE 59.

Lorsqu'un propriétaire aura accepté les offres de l'administration, le montant de l'indemnité devra, s'il l'exige et s'il n'y a pas eu contestation de la part des tiers, dans le délai prescrit par l'article 28, être versé à la caisse des dépôts et consignations, pour être remis ou distribué à qui de droit, selon les règles du droit commun.

ARTICLE 60.

Si des terrains acquis pour des travaux d'utilité publique ne reçoivent pas cette destination, les anciens propriétaires ou leurs ayant-droit peuvent en demander la remise.

Le prix des terrains rétrocédés est fixé à l'amiable, et s'il n'y a pas accord, par le jury, dans les formes ci-dessus prescrites. La fixation par le jury ne peut en aucun cas excéder la somme moyennant laquelle l'État est devenu propriétaire desdits terrains.

ARTICLE 61.

Un avis, publié de la manière indiquée en l'article 6, fait connaître les terrains que l'administration est dans le cas de revendre. Dans les trois mois de cette publication, les anciens propriétaires qui veulent réacquérir la propriété desdits ter-

rains sont tenus de le déclarer ; et, dans le mois de la fixation du prix, soit amiable, soit judiciaire, ils doivent passer le contrat de rachat et payer le prix : le tout à peine de déchéance du privilège que leur accorde l'article précédent.

ARTICLE 62.

Les dispositions des articles 60 et 61 ne sont pas applicables aux terrains qui auront été acquis sur la réquisition du propriétaire, en vertu de l'article 50, et qui resteraient disponibles après l'exécution des travaux.

ARTICLE 63.

Les concessionnaires des travaux publics exerceront tous les droits conférés à l'administration ; et seront soumis à toutes les obligations qui lui sont imposées dans la présente loi.

ARTICLE 64.

Les contributions de la portion d'immeuble qu'un propriétaire aura cédée ou dont il aura été exproprié pour cause d'utilité publique, continueront à lui être comptées pendant un an, à partir de la remise de la propriété, pour former son cens électoral.

TITRE VII.

Dispositions exceptionnelles.

ARTICLE 65.

Les formalités prescrites par les titres I et II de la présente loi ne sont applicables ni aux travaux militaires ni aux travaux de la marine royale.

Pour ces travaux, une ordonnance royale détermine les terrains qui sont soumis à l'expropriation.

ARTICLE 66.

L'expropriation ou l'occupation temporaire, en cas d'urgence, des propriétés privées qui seront jugées nécessaires

pour des travaux de fortification, continueront d'avoir lieu conformément aux dispositions prescrites par la loi du 30 mars 1831.

Toutefois, lorsque les propriétaires ou autres intéressés n'auront pas accepté les offres de l'administration, le règlement définitif des indemnités aura lieu conformément aux dispositions du titre IV ci-dessus.

Seront également applicables aux expropriations poursuivies en vertu de la loi du 30 mars 1831, les articles 16, 17, 18 et 20, ainsi que le titre VI de la présente loi.

TITRE VIII.

Dispositions finales.

ARTICLE 67.

La loi du 8 mars 1810 est abrogée.

Les dispositions de la présente loi seront appliquées dans tous les cas où les lois se réfèrent à celle du 8 mars 1810.

ARTICLE 68.

La présente loi sera obligatoire à dater de la première convocation générale des conseils généraux de département qui suivra sa promulgation.

Les instances en règlement d'indemnités dont les tribunaux se trouveront saisis à l'époque de cette première convocation, seront jugées d'après les lois en vigueur au moment où l'instance aura été introduite.

Néanmoins, avant le jugement, les parties auront la faculté de demander que l'indemnité soit fixée conformément à la présente loi, à la charge par le demandeur d'acquitter les frais de l'instance faits antérieurement.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 7^e jour du mois de Juillet, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des
travaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 9^e Juillet 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

9 Juillet 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N° 108.

N° 242. — *Loi qui modifie la Circonscription des Départements de l'Aude et de la Haute-Garonne.*

Au palais des Tuileries, le 27 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

La limite des départements de l'Aude et de la Haute-Garonne, entre la commune de la Pomarède, arrondissement de Castelnaudary, et la commune de Saint-Félix, arrondissement de Villefranche, est fixée conformément au tracé de la ligne lilas sur le plan annexé à la présente loi. En conséquence, les portions de terrain A et B comprises sur ledit plan, entre cette ligne et les lignes jaune et bleue, dépendront à l'avenir : la première, du département de l'Aude et de la commune de la Pomarède ; la seconde, du département de la Haute-Garonne et de la commune de Saint-Félix. Elles y seront respectivement imposées.

La disposition précédente aura lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui pourraient être respectivement acquis.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la
IX^e Série.

Chambre des Pairs et par celle des Députés; et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 27^e jour du mois de Juin, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au
département du commerce et des
travaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N° 243. — Loi qui modifie la Circonscription des Départements de la Charente et de la Haute-Vienne.

Au palais des Tuileries, le 27 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les parcelles lavées en jaune, et cotées numéros 1 et 2 sur le plan annexé à la présente loi, sont distraites de la commune de Pressignac, arrondissement de Confolens, départe-

ment de la Charente, et réunies au département de la Haute-Vienne et à la commune de Vidaix, arrondissement de Rochechouart. Elles y seront exclusivement imposées à l'avenir.

ARTICLE 2.

La limite des deux départements entre lesdites communes est fixée dans la direction de la ligne rose et des numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, sur ledit plan; du point n° 7 au point n° 8, par le chemin qui conduit au village de la Gardelle, de ce dernier point dans la direction de la ligne rose et des numéros 8, 9, 10. En conséquence, les parcelles 3, 4, 5, 6, 7, 8, et la portion du territoire A, lavée en vert sur le plan, sont distraites du département de la Haute-Vienne et de la commune de Vidaix, et réunies au département de la Charente et à la commune de Pressignac. Elles y seront exclusivement imposées à l'avenir.

ARTICLE 3.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui seraient respectivement acquis.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 27^e jour du mois de Juin,
l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

Signé BARTHE.

*Le Ministre Secrétaire d'état au
département du commerce et des
travaux publics,*

Signé A. THIERS.

N^o 244. — *Loi qui modifie la Circonscription des Départements
de la Seine-Inférieure et de l'Oise.*

Au palais des Tuileries, le 27 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents
et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et
ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

La limite entre la commune de Ferrières, arrondissement de Neufchâtel, département de la Seine-Inférieure, et la commune de Villers-sur-Auchy, arrondissement de Beauvais, département de l'Oise, est fixée par le ruisseau d'Auchy et par celui de la Fontaine-Liard, suivant la direction de la ligne jaune et des lettres D E G sur le plan annexé à la présente loi.

En conséquence, les terrains cotés A C C C sur ledit plan, feront désormais partie du département de l'Oise et de la commune de Villers-sur-Auchy. Les polygones B F dépendront à l'avenir du département de la Seine-Inférieure et de la commune de Ferrières. Ils y seront respectivement imposés.

Les dispositions qui précèdent auront lieu sans préjudice des droits d'usage ou autres qui seraient réciproquement acquis.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 27^e jour du mois de Juin, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au
département du commerce et des
travaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N° 245. — *Lois qui autorisent plusieurs Villes à faire des Emprunts ou à s'imposer extraordinairement.*

Au palais des Tuileries, le 27 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

PREMIÈRE LOI.

(Dieppe.)

ARTICLE UNIQUE.

La ville de Dieppe (Seine-Inférieure) est autorisée à emprunter avec publicité et concurrence, suivant le mode et

IX^e Série. — 1^{re} Partie. Lois.

29.

les conditions déterminés par la délibération du conseil municipal du 8 juin 1832, une somme de trente mille francs, à un intérêt qui ne pourra excéder cinq pour cent, remboursable par sixième, en six ans, sur les revenus ordinaires, pour concourir, avec partie d'une subvention qui lui a été accordée sur les crédits ouverts par la loi du 6 novembre 1831, à la construction d'un édifice destiné à l'établissement d'un marché couvert et d'une école d'enseignement mutuel.

DEUXIÈME LOI.

(Castres.)

ARTICLE UNIQUE.

La ville de Castres (Tarn) est autorisée à emprunter une somme de cent cinquante mille francs, avec publicité et concurrence, et à un intérêt qui ne pourra pas excéder cinq pour cent par an, à l'effet de pourvoir en 1833, 1834 et 1835 aux diverses dépenses extraordinaires mentionnées dans les délibérations des 13 mai et 7 décembre 1832.

Le remboursement de cet emprunt, en capital et intérêts, sera effectué sur les revenus ordinaires de la caisse municipale, au moyen d'un crédit de quinze mille francs qui sera porté au budget de la ville pendant quatorze années.

TROISIÈME LOI.

(Nîmes.)

ARTICLE UNIQUE.

La ville de Nîmes (Gard) est autorisée à emprunter à un intérêt qui ne pourra excéder cinq pour cent par an, jusqu'à concurrence d'une somme de soixante-deux mille francs, remboursable en trois ans, et par tiers, à partir de 1835, sur ses revenus ordinaires, à l'effet de pourvoir à diverses dépenses municipales.

QUATRIÈME LOI.

(Orléans.)

ARTICLE UNIQUE.

La ville d'Orléans (Loiret) est autorisée à s'imposer extraordinairement en 1833, dix centimes additionnels au principal de ses contributions foncière et mobilière, à l'effet de pourvoir à diverses charges municipales.

CINQUIÈME LOI.

(Elbeuf.)

ARTICLE UNIQUE.

La ville d'Elbeuf (Seine-Inférieure) est autorisée à s'imposer extraordinairement en 1833, jusqu'à concurrence d'une somme de vingt et un mille francs, par addition au principal de ses contributions foncière, mobilière et des patentes, à l'effet de pourvoir aux dépenses votées par le conseil municipal, dans sa délibération du 26 décembre 1832.

Les présentes lois, discutées, délibérées et adoptées par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnées par nous ce jourd'hui, seront exécutées comme lois de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 27^e jour du mois de Juin,
l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France ,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des tra-
vaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N° 246. — *Lois qui autorisent plusieurs Départements à s'im-
poser extraordinairement.*

Au palais des Tuileries, le 28 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents
et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et
ORDONNONS ce qui suit :

PREMIÈRE LOI.

(Calvados.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département du Calvados est autorisé, conformément à
la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de
1833, à s'imposer extraordinairement, pendant six années
consécutives, à partir de 1835, trois centimes additionnels
au principal des contributions foncière et mobilière.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera spécia-
lement employé à l'achèvement des routes départementales
classées et à classer.

DEUXIÈME LOI.

(Eure-et-Loir.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département d'Eure-et-Loir est autorisé, conformément
à la demande qu'en a faite son conseil général, dans sa der-

nière session, à s'imposer extraordinairement pendant cinq années, à partir de 1834, trois centimes additionnels au principal de la contribution foncière.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera spécialement affecté aux travaux des routes départementales.

TROISIÈME LOI.

(Indre-et-Loire.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département d'Indre-et-Loire est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans la session extraordinaire de 1833, à s'imposer extraordinairement, pendant l'année 1834, cinq centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière, portes et fenêtres et patentes.

Le produit de cette imposition sera exclusivement affecté aux travaux des routes départementales pendant le cours de ladite année.

QUATRIÈME LOI.

(Jura.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département du Jura est autorisé à s'imposer extraordinairement, conformément à la délibération prise par le conseil général, le 30 janvier dernier, trois centimes et demi additionnels aux contributions directes des années 1834 et 1835, pour le produit être employé, dans les proportions indiquées par ladite délibération, à l'achèvement des travaux de construction de la Cour d'assises, des prisons et de la caserne de gendarmerie de Lons-le-Saulnier, et au payement des sommes dues, tant en principal qu'en intérêts, à l'adjudicataire des travaux pour l'achèvement de la route départementale n° 22 de Lons-le-Saulnier à Dijon par Bellevèvre.

CINQUIÈME LOI.

(Loiret.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département du Loiret est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général, dans sa session de 1833, à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1834, trois centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle et mobilière.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé aux travaux de quatre routes départementales, classées et à classer, dans la proportion indiquée par la délibération du conseil général du département.

SIXIÈME LOI.

(Marne.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Marne est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général, dans sa session de 1833, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq ans, à partir de 1834, trois centimes additionnels au principal des contributions directes.

Le produit de cette imposition extraordinaire sera employé aux travaux des routes départementales.

SEPTIÈME LOI.

(Mayenne.)

ARTICLE UNIQUE.

Conformément à la demande qui en a été faite par le conseil général de la Mayenne, dans sa session extraordinaire du mois de juin 1833, ce département est autorisé à s'imposer extraordinairement pendant l'année 1834 :

1° Six centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, pour les travaux de routes départementales;

2° Un centime additionnel au principal des contributions foncière, personnelle, mobilière et des patentes, dont le produit sera exclusivement employé à la fondation d'écoles primaires et à l'achat du matériel nécessaire à ces écoles, et réparti entre les divers arrondissements de la Mayenne, proportionnellement au contingent de chacun d'eux.

HUITIÈME LOI.

(Tarn.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département du Tarn est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général, dans sa dernière session, à s'imposer extraordinairement pendant cinq années, à partir de 1834, cinq centimes additionnels au principal des contributions directes.

Le produit de cette imposition sera exclusivement employé aux travaux neufs des routes départementales situées dans ce département.

NEUVIÈME LOI.

(Vendée.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Vendée est autorisé à s'imposer extraordinairement trois centimes additionnels au principal de la contribution foncière, conformément au vote du conseil général de ce département, pour le produit de cette imposition être appliqué :

1° Aux réparations de divers chemins communaux;

2° Aux travaux de la route départementale des Sables à Nantes par Challans;

3° A l'hospice de Bouin;

4° A l'infirmerie des fous dans la ville des Sables.

Les présentes lois, discutées, délibérées et adoptées par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnées par nous ce jourd'hui, seront exécutées comme lois de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 28^e jour du mois de Juin, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au
département du commerce et des
travaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N^o 247. — *Lois qui autorisent les villes de Nevers et de Versailles à faire des Emprunts, et la ville de Lyon à s'imposer extraordinairement.*

Au palais des Tuileries, le 28 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

PREMIÈRE LOI.

(Nevers.)

ARTICLE UNIQUE.

La ville de Nevers (Nièvre) est autorisée à faire un emprunt de cent cinquante-quatre mille francs, avec l'intérêt annuel de cinq pour cent, à l'effet de pourvoir à diverses dépenses arriérées, à la charge de la caisse municipale. ●

Cet emprunt sera remboursé, en capital et intérêts, en dix années, à compter de décembre 1834, suivant les dispositions de la délibération du conseil municipal du 22 mars 1833.

DEUXIÈME LOI.

(Versailles.)

ARTICLE UNIQUE.

La ville de Versailles (Seine-et-Oise) est autorisée à emprunter, à un intérêt qui n'excédera pas cinq pour cent, une somme de cinq cent mille francs, remboursable sur ses revenus ordinaires, dans les termes et suivant le mode déterminés par la délibération du conseil municipal du 23 mars 1833.

Les produits de cet emprunt seront employés à la construction d'un abattoir public et de ses dépendances, conformément aux plans et devis approuvés.

TROISIÈME LOI.

(Lyon.)

ARTICLE UNIQUE.

La ville de Lyon (Rhône) est autorisée à s'imposer extraordinairement, en 1833,

1° Vingt centimes additionnels au principal de la contribution foncière;

2° Trois centimes et un quart additionnels aux droits fixe et proportionnel des patentes, perçus dans ladite ville.

Le produit de ces nouvelles perceptions, votées par le con-

seil municipal dans ses séances des 13 décembre 1832 et 7 mars 1833, sera employé concurremment avec les autres ressources de la caisse municipale au paiement des dettes exigibles de la ville pendant ledit exercice, conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 7 février 1832, qui a autorisé cette ville à faire un emprunt de deux millions cinquante mille francs.

Les présentes lois, discutées, délibérées et adoptées par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnées par nous ce jourd'hui, seront exécutées comme lois de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 28^e jour du mois de Juin, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des tra-
vaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N^o 248. — *Lois qui autorisent plusieurs Départements et Arrondissements à s'imposer extraordinairement et à prélever diverses sommes sur le Produit d'Impositions antérieurement autorisées, &c.*

Au palais des Tuileries, le 28 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

PREMIÈRE LOI.

(Charente.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Charente est autorisé, d'après la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1833, à s'imposer extraordinairement, pendant cinq années, à partir de 1834, quatre centimes additionnels au principal des contributions directes.

Le produit de cette imposition sera exclusivement employé aux travaux des routes départementales.

DEUXIÈME LOI.

(Côtes-du-Nord.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département des Côtes-du-Nord est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1833, à s'imposer extraordinairement, pour cette même année, un centime additionnel au principal des quatre contributions directes.

Sur le produit de ce centime, on prélèvera une somme de neuf mille francs pour la confection des tables décennales de l'état civil, et le reste sera spécialement affecté aux travaux des routes départementales.

TROISIÈME LOI.

(Dordogne.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Dordogne est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1833, à s'imposer extraordinairement, savoir :

Pendant cinq ans, à partir de 1834, quatre centimes additionnels au principal des quatre contributions directes, dont le produit sera spécialement affecté à l'achèvement des routes départementales ;

Et, pendant les années 1834 et 1835, deux centimes additionnels au principal des mêmes contributions, pour les travaux de construction et de réparations des maisons d'arrêt et casernes de gendarmerie à la charge du département.

QUATRIÈME LOI.

(Meurthe.)

ARTICLE UNIQUE.

Conformément à la demande qu'en a faite, dans sa dernière session, le conseil général du département de la Meurthe, ce département est autorisé à prélever en 1833, sur le produit de l'imposition extraordinaire à percevoir, en vertu de la loi du 26 janvier 1832, une somme de trente-trois mille deux cent trente un francs, nécessaire pour assurer le service des routes départementales.

Il est également autorisé à s'imposer, pour l'année 1834, trois centimes additionnels au principal des contributions foncière, personnelle, mobilière et des patentes.

Le produit de cette imposition sera employé aux travaux indiqués par le conseil général, d'après la loi du 26 janvier 1832, et à ceux des routes départementales, dans la proportion déterminée par le conseil.

CINQUIÈME LOI.

(Nord.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département du Nord est autorisé, conformément à la demande qui en a été faite par son conseil général dans la session de 1833, à s'imposer extraordinairement deux centimes

additionnels au principal de ses contributions directes, pendant les années 1834, 1835, 1836 et 1837, pour subvenir aux dépenses des travaux désignés dans la délibération dudit conseil général.

L'arrondissement de Valenciennes est autorisé, conformément à la demande qui en a été faite par son conseil dans la session de 1832, à s'imposer extraordinairement trois centimes additionnels à ses contributions directes, pendant quatre années, à partir de 1834, pour le paiement d'une somme de soixante-quinze mille francs destinée aux travaux de construction de la route départementale à classer de Valenciennes au Cateau.

L'arrondissement de Cambrai est autorisé, conformément à la demande qui en a été faite par son conseil dans la session de 1832, à s'imposer extraordinairement trois centimes additionnels à ses contributions directes, pendant dix-sept années, à partir de 1834, pour le paiement d'une somme de trois cent cinquante mille francs, qui doit être employée aux travaux de deux routes départementales à classer de Valenciennes au Cateau, et de Cambrai à Guise.

L'arrondissement de Hazebrouck est autorisé, conformément à la demande qui en a été faite par son conseil dans les sessions de 1832 et 1833, à s'imposer extraordinairement une somme de deux cent mille francs, à percevoir, pendant dix années, par portions égales et additionnelles au principal de ses contributions directes, pour en appliquer le produit au paiement d'une somme de deux cent mille francs qu'il s'est engagé à fournir pour l'achèvement de la route départementale à classer de Lille à Saint-Omer.

SIXIÈME LOI.

(Vienne.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de la Vienne est autorisé, conformément

à la demande de son conseil général, à emprunter, en une ou plusieurs parties, une somme de huit cent mille francs, qui sera exclusivement affectée à l'achèvement des routes départementales.

L'emprunt aura lieu avec publicité et concurrence. Le taux de l'intérêt ne pourra excéder cinq pour cent.

Le service des intérêts et de l'amortissement sera opéré, tant à l'aide des ressources ordinaires affectées au service des routes départementales, qu'avec les produits d'une imposition extraordinaire de cinq centimes à percevoir sur le principal des contributions directes, pendant tout le temps nécessaire au remboursement de l'emprunt.

SEPTIÈME LOI.

(Haute-Vienne.)

ARTICLE UNIQUE.

La somme de quarante-cinq mille cinq cent trente-neuf francs quatre-vingt-dix-sept centimes, qui reste libre sur le produit de l'imposition extraordinaire de cinq centimes perçue en 1832 dans le département de la Haute-Vienne, en exécution de la loi du 5 juillet 1826, pourra être appliquée, conformément à la demande faite par le conseil général de ce département dans sa session de 1833, aux travaux de construction du pont de Limoges et à ceux de la route royale n° 151 *bis* d'Angoulême à Nevers.

Le département est également autorisé à prélever, sur le produit de l'impôt de cinq centimes qui sera perçu en 1833, en vertu de la loi du 19 décembre 1831, une somme de vingt-trois mille francs pour concourir à l'exécution des travaux d'achèvement des routes royales n° 147 de Limoges à Saumur, et 151 *bis* d'Angoulême à Nevers.

Ces fonds seront employés aux travaux dans la proportion indiquée par les délibérations du conseil général.

HUITIÈME LOI.

(Yonne.)

ARTICLE UNIQUE.

Le département de l'Yonne est autorisé, conformément à la demande qu'en a faite son conseil général dans sa session de 1833, à s'imposer extraordinairement, pendant sept années, à dater de 1834, cinq centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

Le produit de cette imposition sera spécialement affecté à des travaux d'achèvement des routes départementales classées et à classer dans ce département, et réparti entre les cinq arrondissements de l'Yonne proportionnellement au montant des contributions directes payées par chacun d'eux.

Les présentes lois, discutées, délibérées et adoptées par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnées par nous cejourd'hui, seront exécutées comme lois de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 28^e jour du mois de Juin, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des tra-
vaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N° 249. — *Loi qui autorise le Département de l'Aveyron à s'imposer extraordinairement.*

Au palais des Tuileries, le 28 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, **SALUT.**

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le département de l'Aveyron est autorisé à établir sur les années 1833, 1834 et 1835, une imposition additionnelle extraordinaire d'un centime par franc de ses quatre contributions directes, pour le produit en être exclusivement consacré à l'établissement d'une Maison d'aliénés dans l'arrondissement de Rhodéz.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 28^e jour du mois de Juin, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des tra-
vaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N° 250. — *Loi portant que les dispositions de celle du 28 juin 1829, qui crée un Droit spécial au port du Havre, cesseront d'avoir leur effet à l'égard des Navires exclusivement chargés de Bois de sapin.*

Au palais des Tuileries, le 29 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les dispositions de la loi du 28 juin 1829, portant création d'un droit spécial au Havre, pour l'exécution des travaux qu'exige l'achèvement de ce port, cesseront d'avoir leur effet à l'égard des navires exclusivement chargés de bois de sapin.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous ce jourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera ; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 29^e jour du mois de Juin, l'an 1833.

Signé **LOUIS-PHILIPPE.**

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des tra-
vaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.

N° 251. — Loi relative à l'établissement d'un Chemin de fer d'Alais à Beaucaire.

Au palais des Tuileries, le 29 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

L'adjudication passée au profit des sieurs *Talabot, Veaute, Abrie et Mourier*, à la charge par eux d'exécuter à leurs frais, risques et périls, un chemin de fer d'Alais à Beaucaire, est approuvée.

Toutes les clauses et conditions stipulées dans le cahier des charges accepté par lesdits-sieurs *Talabot, Veaute, Abrie et Mourier*, ainsi que dans la soumission qu'ils ont souscrite le 11 mars 1833, recevront leur pleine et entière exécution.

ARTICLE 2.

Les concessionnaires seront tenus de se soumettre aux réglemens d'administration publique qui interviendront dans l'intérêt de la police et de la sûreté de la circulation.

Ces réglemens détermineront, d'après une enquête préalable, les lieux de chargement et de déchargement qu'il est nécessaire d'établir dans l'intérêt public et des riverains.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent

publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 29^e jour du mois de Juin, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement du commerce et des tra-
vaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 16 * Juillet 1833 ,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

16 Juillet 1833.

BULLETIN DES LOIS.

1^{re} Partie. — LOIS. — N^o 109.

N^o 252. — *Loi qui autorise le Département du Bas-Rhin à contracter un Emprunt.*

Au palais des Tuileries, le 29 Juin 1833.

LOUIS-PHILIPPE, ROI DES FRANÇAIS, à tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté, NOUS AVONS ORDONNÉ et ORDONNONS ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Le département du Bas-Rhin est autorisé à contracter un emprunt destiné à subvenir aux dépenses relatives à la création d'un hospice d'aliénés à Stéphanfeld.

ARTICLE 2.

Cet emprunt ne pourra pas excéder la somme de deux cent trente mille francs : il sera fait avec publicité et concurrence, et le taux de l'intérêt sera de cinq pour cent au plus.

ARTICLE 3.

Pour servir les intérêts et éteindre le capital de cette dette, le département du Bas-Rhin est autorisé à s'imposer annuellement, à partir du 1^{er} janvier 1833, et jusqu'en 1837 inclusivement, deux centimes extraordinaires par franc de ses contributions foncière, personnelle et mobilière; et, en 1838, un centime seulement par franc des mêmes contributions.

La présente loi, discutée, délibérée et adoptée par la Chambre des Pairs et par celle des Députés, et sanctionnée par nous cejourd'hui, sera exécutée comme loi de l'État.

IX^e Série.

30

DONNONS EN MANDEMENT à nos Cours et Tribunaux, Préfets, Corps administratifs, et tous autres, que les présentes ils gardent et maintiennent, fassent garder, observer et maintenir, et, pour les rendre plus notoires à tous, ils les fassent publier et enregistrer partout où besoin sera; et, afin que ce soit chose ferme et stable à toujours, nous y avons fait mettre notre sceau.

Fait au palais des Tuileries, le 29^e jour du mois de Juin, l'an 1833.

Signé LOUIS-PHILIPPE.

Vu et scellé du grand sceau :

Par le Roi :

*Le Garde des sceaux de France,
Ministre Secrétaire d'état au dé-
partement de la justice,*

*Le Ministre Secrétaire d'état au
département du commerce et des
travaux publics,*

Signé BARTHE.

Signé A. THIERS.



CERTIFIÉ conforme par nous
*Garde des sceaux de France, Ministre
Secrétaire d'état au département de
la justice,*

A Paris, le 23 * Juillet 1833,

BARTHE.

* Cette date est celle de la réception du Bulletin
à la Chancellerie.

On s'abonne pour le Bulletin des lois, à raison de 9 francs par an, à la caisse de
l'Imprimerie royale, ou chez les Directeurs des postes des départements.

1833

A PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

23 Juillet 1833.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES

Contenues dans le Bulletin des Lois,

IX^e SERIE. — TOME V.

1^{re} PARTIE. — LOIS.

(N^{os} 82 à 109.)

Premier Semestre de l'année 1833.

Voir les Tables alphabétiques de la 2^e Partie.

A

ABROGATION. La loi du 10 janvier 1816, relative à l'anniversaire du 21 janvier 1793, est abrogée, 1 (*loi du 26 janvier 1833, n^o 169*). — L'article 21 de la loi du 27 juin 1819 est abrogé, 144 (*loi du 24 avril 1833, n^o 224*). — La loi du 8 mars 1810 est abrogée (*loi du 7 juillet 1833, n^o 241*).

ACTES DE SOCIÉTÉ. Dispositions ajoutées au Code de commerce en ce qui concerne l'insertion des extraits d'actes de société en nom collectif ou en commandite, dans un ou plusieurs journaux désignés par les tribunaux de commerce, 53 (*loi du 31 mars 1833, n^o 197*).

AMORTISSEMENT. Voyez *Budgets (Caisse d')*.

ANNIVERSAIRE. Voyez *Abrogation*.

APPEL. Voyez *Armées*.

ARCHIVISTES. Voyez *Budget de 1834, Dépenses*.

ARCHITECTES. Voyez *Travaux publics*.

IX^e Série. 1^{re} Partie. — Tome V.

31

Année. Appel de quatre-vingt mille hommes sur la classe de 1832, 64. — Leur répartition d'après les tableaux de recensement rectifiés des sept années précédentes, *ibid.* — Ce contingent est partagé en deux classes, dont la première, de dix mille hommes, sera mise en activité, et la seconde de soixante-dix mille hommes qui seront laissés dans leurs foyers, 65. — Les jeunes gens qui appartiennent à la classe de 1832 et qui ont contracté un acte d'engagement volontaire antérieurement à la loi du 21 mars 1832, ne sont astreints qu'au temps de service déterminé par cette loi, *ibid.* — Tableau de répartition par département du contingent de 1832, 66 à 69. — Etat général des engagements volontaires contractés dans le cours de l'année 1832, 70, 71 (*loi du 12 avril 1832*, n° 206). — Crédit accordé au ministre de la guerre, sur l'exercice 1832, pour régulariser les dépenses de premières mises de petit équipement des jeunes soldats de la classe de 1831 incorporés en 1832, 148 (*loi du 24 avril 1833*, n° 225).

ASCENDANTS. Voyez *Pensions*.

B

BAINS. Voyez *Eaux minérales*.

BASTILLE. Taux de la pension accordée à chacun des vainqueurs de la Bastille, 135. — Désignation des pièces qui seront exclusivement admises comme pièces justificatives à l'appui des demandes de ces pensions, *ibid.* — Délai dans lequel elles doivent être produites à peine de déchéance, 136. — Ces pensions ne sont point sujettes aux lois prohibitives du cumul, *ibid.* — Annulation des pensions inscrites pour le fait de la prise de la Bastille, qui seraient inférieures à deux cent cinquante francs, *ibid.* — Crédit ouvert pour l'exécution de cette loi, *ibid.* (*loi du 26 avril 1833*, n° 220). Voyez *Monument*.

BIBLIOTHÈQUES. Voyez *Livres et manuscrits*.

BIBLIOTHÈQUE royale. Voyez *Travaux publics*.

Bois des communes. Voyez *Budgets des recettes, Caisses publiques*.

BOISSONS. Voyez *Budget de 1834, Recettes*.

BONS royaux. Voyez *Budgets des recettes*.

BREVETS d'invention. A partir de 1834, les recettes et dépenses des brevets d'invention rentreront dans le budget général de l'État, 163 (*loi du 24 avril 1833*, n° 230).

BUDGETS.

Budget de 1829. Règlement définitif de ce budget; fixation des dépenses, 3. — Fixation des crédits, 4. — Fixation des recettes, 5. — Tableau des propriétés immobilières appartenant à l'État, à distribuer aux Chambres pendant la session de 1829, 6. — Tableaux à l'appui du budget des dépenses de l'exercice 1829, 10 à 25. — Tableaux à l'appui du budget des recettes, 26 à 31 (*loi du 31 janvier 1833*, n° 190).

Budget de 1833. — **DÉPENSES.** Crédits ouverts pour les dépenses des services ordinaires, 89; — pour les dépenses des services extraordinaires, 90. — Dispositions spéciales concernant les élèves admises dans les maisons d'éducation de la Légion d'honneur, *ibid.*; — le compte à rendre des travaux exécutés, dirigés ou surveillés par les ingénieurs des mines, *ibid.*; — la nouvelle division des chapitres XI et XXXIV du budget du ministère du commerce et des travaux publics, 91; — les ecclésiastiques qui n'exercent

pas dans les communes qui leur ont été désignées, *ibid.*; — l'article 3 du chapitre vi du budget de la guerre relatif aux fourrages, *ibid.*; — l'indemnité affectée aux anciens colons de Saint-Domingue, *ibid.*; — l'es-compte des droits sur le sel, 92; — et les logements dans les bâtiments du domaine de l'État, *ibid.* — États du budget général des dépenses, 94 à 105 (*loi du 23 avril 1833*, n° 213).

Budget de 1833. — RECETTES. Impôts autorisés pour l'exercice 1833, conformément aux lois existantes, 107. — Rétributions et droits à percevoir sur les établissements d'eaux minérales, la voirie, 109. — Somme ajoutée à la contribution foncière établie sur les bois des communes, 110. — Mise en adjudication au 1^{er} septembre du droit de chasse dans les forêts de l'État, *ibid.* — confirmation des remises accordées à la régie des salines de l'Est, *ibid.* — Évaluation des recettes de l'exercice 1833, 110. — Crédit applicable aux dépenses extraordinaires, et réalisable en rentes ou au moyen de ventes de bois, *ibid.* — Proportion dans laquelle la dotation de l'amortissement sera accrue dans le cas où il serait négocié des rentes, 111. — Rentes trois pour cent à rayer du grand-livre sur le crédit affecté à l'indemnité des émigrés, *ibid.* — Création de bons royaux pour le service de la trésorerie et les négociations avec la banque de France, *ibid.* — En cas d'insuffisance de la somme fixée, il y sera pourvu par des émissions supplémentaires autorisées par des ordonnances insérées au Bulletin des lois, et soumises à la sanction législative, 112. — Poursuites encourues par les agents du Gouvernement pour contributions directes ou indirectes autres que celles autorisées par la présente loi et par celle du 15 décembre 1832, qui seraient ordonnées ou perçues par ces agents, 112. — Budget général des voies et moyens, 114, 115. — Recettes pour ordre, 116 (*loi du 24 avril 1833*, n° 214).

Budget de 1830. Règlement définitif de ce budget, 163. — Fixation des dépenses, *ibid.* — Fixation des crédits, 166. — Fixation des recettes, 167. — A partir de 1834, les recettes et dépenses des brevets d'invention rentreront dans le budget général de l'État, 168. — Les comptes des matières appartenant à l'État seront soumis aux Chambres à l'appui des comptes généraux, 169. — La loi de règlement du budget sera à l'avenir présentée dans le même cadre et la même forme que la loi de présentation du budget, *ibid.* — Tableaux à l'appui du budget des dépenses, 170 à 187. — Tableau à l'appui du budget des recettes, 188 à 191 (*loi du 24 avril 1833*, n° 220).

Budget de 1834. — DÉPENSES. Annulation d'une somme de vingt-sept millions de rentes sur celles qui ont été rachetées par la caisse d'amortissement, 270. — Crédits ouverts pour les dépenses de l'exercice 1834, *ibid.* — Crédit spécial pour travaux publics, *ibid.* — Il ne sera plus affecté de fonds à la dotation des sièges épiscopaux et métropolitains non compris dans le concordat de 1801, qui viendraient à vaquer jusqu'à la conclusion des négociations entamées à ce sujet, 271. — Division de chacun des chapitres v (lignes télégraphiques), vii (dépenses des gardes nationales) et xix (cultes protestants), en deux chapitres, dont l'un comprendra les dépenses du personnel et l'autre celles du matériel, 271. — Peuvent être affectés aux travaux d'utilité communale, pendant l'année 1834, les fonds non employés sur le crédit ouvert pour ces travaux, *ibid.* — Réduction de la prime de sortie des cotons filés et des tissus de coton

à vingt-cinq francs les cent kilogrammes, 271. — États à l'appui du budget des dépenses, 273 (*loi du 28 juin 1833*, n° 239).

Budget de 1834. — RECETTES. Impôts autorisés pour l'exercice 1834, 285. — Rétributions à percevoir sur les établissements d'eaux minérales, 287. — Droits de voirie, *ibid.* — Fixation des contributions foncière, personnelle et mobilière, des portes et fenêtres et des patentes, *ibid.* — Dégrevement auquel donnent lieu, dans les villes de vingt mille âmes et au-dessus, les vacances, pendant un trimestre, des maisons dont les propriétaires ne sont pas dans l'usage de se réserver la jouissance, 288. — Somme ajoutée à la contribution foncière établie sur les bois des communes, *ibid.* — Imposition spéciale autorisée pour l'établissement des écoles primaires en cas d'insuffisance des revenus ordinaires, *ibid.* — Droits à percevoir sur les voitures publiques d'après le nombre de places, 289. — Nouvelles dispositions concernant les voitures qui, dans leur service habituel, ne sortent pas d'une même ville ou d'un rayon de quinze kilomètres de leurs limites, *ibid.* — Suppression, à partir de 1834, des entrepôts à domicile pour les boissons, *ibid.* — Évaluation des recettes pour l'exercice 1834, *ibid.* — Somme affectée au paiement des dépenses pour travaux publics, 290. — Création de biens royaux pour le service de la trésorerie, *ibid.* — Émissions supplémentaires autorisées en cas d'insuffisance, *ibid.* — Poursuites encourues par les agents du Gouvernement pour contributions indûment perçues, *ibid.* — Cas dans lequel la loi de finances pourra être présentée à la prochaine session, avant la loi pour le règlement définitif des budgets antérieurs, 291. — États annexés au budget des recettes de l'exercice 1834, 293 (*loi du 28 juin 1833*, n° 240). Voyez *Calons de Saint-Domingue, Ecclésiastique, Légion d'honneur, Logement, Mines, Ministres, Sel.*

BULLETIN des lois. Les pensions à liquider en faveur des militaires et de leurs veuves, ainsi que les secours aux orphelins, ne peuvent donner lieu au rappel de plus de trois années d'arrérages antérieurs à la date de l'insertion au Bulletin des lois des ordonnances de concession, 76 (*loi du 27 avril 1832*, n° 208). — Les ordonnances qui, en l'absence des Chambres, ouvrent des crédits aux ministres, doivent être insérées au Bulletin des lois, 144 (*loi du 24 avril 1833*, n° 224).

C

CAISSE des dépôts et consignations. Voyez *Caisse publique.*

CAISSE d'amortissement. Répartition au marc le franc entre les rentes cinq, quatre et demi, quatre et trois pour cent restant à racheter, au 1^{er} juillet, de la dotation de la caisse d'amortissement, 201. — Ces divers fonds continueront à être employés spécialement au rachat de chacune de ces rentes, dont le cours ne sera pas supérieur au pair, *ibid.* — Comment se compose le pair, 202. — Minimum du fonds d'amortissement affecté à tout emprunt, *ibid.* — Époque à laquelle il ne pourra être disposé d'aucune partie des rentes rachetées qu'en vertu d'une loi, *ibid.* — Dans le cas où le cours est supérieur au pair, le fonds d'amortissement est mis en réserve, et cette réserve est affectée à la caisse d'amortissement en un bon du trésor portant intérêt à trois pour cent jusqu'à l'époque du remboursement, *ibid.* — Dans le cas où le cours redescend au pair ou au-

dessous du pair, les bons du trésor sont remboursés à la caisse d'amortissement, *ibid.* — La réserve ne peut être employée qu'au rachat ou au remboursement de la dette consolidée, et le remboursement n'a lieu qu'en vertu d'une loi spéciale, 203. — Dans le cas d'une négociation de rentes sur l'État, les bons du trésor, qui sont la propriété de la caisse, sont convertis en une portion de rentes mises en adjudication; lesquelles sont réunies au fonds d'amortissement et inscrites au grand-livre avec imputation sur les crédits législatifs ouverts au ministre des finances, 203 (loi du 10 juin 1833, n° 201).

CAISSES publiques. Les versements faits aux caisses du trésor public et à celles des receveurs généraux et particuliers, pour un service public, donnent lieu à la délivrance immédiate d'un récépissé à talon, 151. — Délais dans lesquels ces récépissés doivent être visés par qui de droit pour devenir libératoires, *ibid.* — Les bons royaux, traites et valeurs émis par le caissier central sont délivrés sur des formules à talon et revêtus du visa du contrôle, 152. — Les acceptations doivent aussi être revêtues de ce visa, 152. — Ne sont pas soumis à ces formalités les versements pour cause d'achat et de vente de rentes, *ibid.* — Sont soumis à la formalité du visa du contrôle tout extrait d'inscription de rente délivré à Paris, *ibid.* — Les extraits délivrés dans les départements sont détachés d'un registre à souche et à talon, visés et contrôlés par le préfet, *ibid.* — Les certificats d'inscription de pension, de cautionnement et de privilège de second ordre sont revêtus du visa du contrôle, *ibid.* — Les obligations et la responsabilité des comptables sont réglés par des ordonnances, 153. — Application des dispositions de l'article 1^{er} de cette loi à la caisse des dépôts et consignations, *ibid.* — Cette loi doit être affichée dans les bureaux et caisses où elle reçoit son exécution, et les formules prescrites doivent contenir le texte de l'article qui leur est applicable, *ibid.* (loi du 24 avril 1833, n° 226). Voyez *Table alphabétique, 2^e partie, 1^{re} section.*

CANALISATION. Voyez *Travaux publics.*

CANAUX. Autorisation pour la concession des travaux à faire dans le département de la Manche pour canaliser la rivière de Vire depuis Saint-Lô jusqu'au Poribet, et pour ouvrir un canal de jonction depuis le Poribet jusqu'à la hauteur du hameau du Cap, 193. — Durée de la concession, *ibid.* — Elle comprend à perpétuité l'usage de la chute d'eau de la Tringale, 194. — Les concessionnaires jouissent du droit de pêche dans l'étendue de la navigation concédée, *ibid.* — Les actes de vente des terrains nécessaires à l'exécution de ces travaux ne sont passibles qu'au droit fixe d'un franc d'enregistrement, *ibid.* — Tarif des droits de navigation à percevoir sur lequel la concession sera donnée au rabais, 195 (loi du 30 avril 1833, n° 321). — Concession du canal de jonction de la Sarthe à l'Oise, depuis la ville de Landrecies jusqu'à la Fère, 197. — Durée de cette concession, *ibid.* — Droit fixe d'enregistrement dont les actes de vente de terrains sont passibles, *ibid.* — Cas dans lequel le Gouvernement est autorisé à ouvrir un nouveau concours en accordant la perpétuité de la concession, *ibid.* — Maximum des droits à percevoir sur ce canal, 198 (loi du 30 avril 1833, n° 101).

CHAMPOLLION. Voyez *Livres, Pensions.*

CHASSE. Voyez *Budget des recettes.*

CASINS de fer. Autorisation de concéder, avec publicité et concurrence, un embranchement du chemin de fer d'Andrezieux à Roanne sur Montbrison et Montrond, 140. — Durée de la concession et condition à laquelle elle pourra comprendre un des accotements de la route départementale n° 1, de Lyon à Montbrison, *ibid.* — L'autorisation ci-dessus sera sans effet si les concessionnaires du pont de Montrond ne consentent pas à l'établissement du chemin de fer sur ce pont, *ibid.* — Mesure que doit prescrire le cahier des charges, *ibid.* — Règlements à faire par l'administration pour assurer la police et la sûreté de la voie publique, 141. — Maximum du droit à percevoir sur ce chemin, *ibid.* (loi du 26 avril 1833, n° 223). — Approbation de l'adjudication d'un chemin de fer d'Alais à Beaucaire, 346 (loi du 29 juin 1833, n° 251). Voyez *Travaux publics*.

CHOLÉRA. Les fonds non employés sur le crédit ouvert pour les dépenses résultant des épidémies ne pourront être appliqués qu'aux dépenses du choléra, 54 (loi du 31 mars 1833, n° 198.)

CIRCONSCRIPTION. Limite entre la commune de Courçay, canton de Bléré, et celle de Tauxigny, canton de Loches (département d'Indre-et-Loire), 79 (loi du 15 avril 1833, n° 209). — Modification de la circonscription des départements, des Côtes du Nord, de l'Eure et de la Seine-inférieure, 154; — d'Eure-et-Loir, de l'Indre et d'Indre-et-Loire, 155; — du Jura, de Saône-et-Loire et de la Seine-inférieure, 156; — de la Moselle, du Bas-Rhin et de la Haute-Vienne, 157 (loi du 29 avril 1833, n° 227); — de l'Aude et de la Haute-Garonne, 325 (loi du 27 juin 1833, n° 242); — de la Charente et de la Haute-Vienne, 326 (loi du 27 juin 1833, n° 243); — de la Seine-inférieure et de l'Oise, 328 (loi du 27 juin 1833, n° 244.)

COLONIES. Toute personne née libre ou ayant acquis légalement la liberté jouit dans les colonies des droits civils et politiques, 116; — Abrogation de toutes dispositions antérieures contraires à cette loi, 117 (loi du 24 avril 1833, n° 215). — Colonies dans lesquelles le conseil général sera remplacé par un conseil colonial dont les membres seront élus, 118. — Matières sur lesquelles il sera statué par des lois faites par le pouvoir législatif du royaume, *ibid.*; — par des ordonnances royales sur l'avis préalable des conseils coloniaux, *ibid.*; — par des décrets du conseil colonial, 119. — Ce conseil vote le budget intérieur de la colonie à l'exception du traitement du gouverneur et des dépenses du personnel de la justice et des douanes, *ibid.* — Il détermine l'assiette et la répartition des contributions directes et donne son avis sur les dépenses des services militaires, *ibid.* — Les décrets sont soumis à la sanction royale et peuvent être déclarés provisoirement exécutoires, *ibid.* — Cas dans lequel un projet de décret ne peut être représenté dans la même session, 120. — Comment le conseil colonial fait connaître ses vœux sur les objets qui intéressent la colonie, *ibid.* — Arrêtés et décisions que peut rendre le gouverneur, *ibid.* — Attributions du gouverneur en ce qui concerne la convocation, la prorogation et la dissolution du conseil colonial, *ibid.* — Délais dans lesquels un nouveau conseil doit être élu dans les différentes colonies, *ibid.* — Le gouverneur ouvre et clôt la session et nomme des commissaires pour soutenir la discussion, *ibid.* — Nombre de membres dont se compose le conseil colonial dans chaque colonie, 121. — Durée de leurs fonctions, *ibid.* — Elles sont gratuites, *ibid.* — Le conseil

réunit une fois chaque année en session ordinaire, et le gouverneur peut le convoquer en session extraordinaire, *ibid.* — Le conseil élit à chaque session un président, un vice-président et deux secrétaires, *ibid.* — Conditions auxquelles les délibérations sont valables, *ibid.* — Les séances ne sont point publiques, mais l'extrait des procès-verbaux en est publié à la fin de la session, *ibid.* — Serment à prêter par les membres du conseil, *ibid.* — Comment il est pourvu aux vacances en cas d'option, de décès, de démission ou autrement, 122. — Combien chacune des colonies aura de délégués auprès du gouvernement du Roi, *ibid.* — Comment ils sont nommés, nature et durée de leurs fonctions, *ibid.* — Conditions à remplir selon la colonie pour être électeur, *ibid.*; — pour être éligible, 123. — Comment on peut justifier du cens électoral, *ibid.* — Une ordonnance détermine les dispositions réglementaires sur les élections, *ibid.* — Abrogation de toutes dispositions antérieures contraires à celles qui précèdent, *ibid.* — Continuent à être régis par ordonnances du Roi les établissements français dans les Indes-Orientales et en Afrique, et l'établissement de pêche de Saint-Pierre et Miquelon, 124. — Tableau des circonscriptions électorales de la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane française et l'île de Bourbon, 125 (*loi du 24 avril 1833*, n° 216). Voyez *Sucres, Colonies, Table alphabétique, 2^e partie, Ordonnances, 1^{re} section.*

COLONS de Saint-Domingue. Époque à laquelle la commission instituée pour la répartition de l'indemnité affectée aux anciens colons de Saint-Domingue sera dissoute, 91. — Délai dans lequel les réclamants devront, sous peine de déchéance, faire connaître les chefs de leurs demandes primitives ou supplémentaires sur lesquelles il n'aurait pas été statué, *ibid.* — Réduction des délais antérieurement fixés pour la notification des avis du commissaire du Roi et pour l'appel des décisions de la commission, 92 (*loi du 23 avril 1833*, n° 213).

COMPTES. Voyez *Budgets, Ministres.*

CONDAMNÉS politiques. Crédit ouvert pour secours à distribuer aux condamnés pour cause politique sous la restauration, 262 (*loi du 28 juin 1833*, n° 237).

CONSEILS GÉNÉRAUX et CONSEILS D'ARRONDISSEMENT.

Conseils généraux. Il y a dans chaque département un conseil général composé d'autant de membres qu'il y a de cantons, sans que ce nombre puisse excéder celui de trente, 207. — Comment se compose l'assemblée électorale qui élit dans chaque canton le membre du conseil général, *ibid.* — Conditions d'éligibilité, 208. — Fonctionnaires et agents du gouvernement qui ne peuvent être nommés membres des conseils généraux, 208. — Nul ne peut être membre de plusieurs conseils généraux, 209. — Cas dans lequel un membre est considéré comme démissionnaire, *ibid.* — Durée des fonctions des membres des conseils généraux, *ibid.* — Comment il est procédé à leur renouvellement par tiers tous les trois ans, *ibid.* — Ils sont indéfiniment rééligibles, *ibid.* — Délai dans lequel, en cas de dissolution, un conseil général doit être réélu, *ibid.* — Option à faire par le conseiller nommé par plusieurs cantons ou élu à la fois membre du conseil général et membre d'un ou plusieurs conseils d'arrondissement, 209. — Délai dans lequel l'assemblée électorale pourvoit aux vacances par suite d'option, décès, démission et perte des droits civils ou politiques, 210. — Dispositions relatives à la réunion des conseils gé-

néraux, au serment à prêter par les conseillers, à la nomination du président et du secrétaire, *ibid.* — Faculté accordée au préfet d'assister aux séances, excepté lorsqu'il s'agit de l'apurement de ses comptes, 211. — Les séances ne sont pas publiques, *ibid.* — Cas dans lequel le conseil ne peut délibérer et où il peut voter au scrutin secret, 211; — où la nullité des délibérations est prononcée par ordonnance du Roi, *ibid.*; — où le préfet déclare une réunion illégale et transmet son arrêté au procureur du Roi pour l'application des peines déterminées par le Code pénal, *ibid.* — Exclusion des membres condamnés et leur incapacité d'être réélus pendant trois ans aux conseils de département et d'arrondissement, *ibid.* — Suspension provisoire par le préfet de tout conseil général qui se mettrait en correspondance avec un ou plusieurs conseils d'arrondissement ou de département, *ibid.* — De celui qui ferait ou publierait toute proclamation ou adresse, 212. — Envoi des arrêtés de suspension au procureur général pour l'application des lois, *ibid.* — Peines encourues par tout éditeur, imprimeur, journaliste ou autre qui rendra publics les actes interdits au conseil général.

Conseils d'arrondissement. Il y a dans chaque arrondissement un conseil composé d'autant de membres qu'il y a de cantons, sans que le nombre puisse être au-dessous de neuf, 212. — Mode d'élection des conseillers d'arrondissement, 213. — Conditions d'éligibilité, *ibid.* — Nul ne peut être membre de plusieurs conseils d'arrondissement, ni d'un conseil d'arrondissement et d'un conseil général, *ibid.* — Durée des fonctions des conseillers d'arrondissement, et comment il est procédé à leur renouvellement par moitié tous les trois ans, *ibid.* — Application aux conseils d'arrondissement des articles 7, 9, 10, 11, relatifs aux conseils généraux, 214. — Dispositions relatives à la réunion des conseils d'arrondissement, au serment à prêter par les conseillers, à la nomination du président et du secrétaire, *ibid.* — Le sous-préfet a la faculté d'assister aux délibérations et d'être entendu quand il le demande, *ibid.* — Application aux conseils d'arrondissement des articles 13 à 19 concernant les conseils généraux.

Elections. Dispositions relatives à la formation des listes des électeurs, 215. — Comment un électeur peut coopérer à l'élection des conseillers d'arrondissement ou de département dans le canton de son domicile réel et hors de son domicile politique, 215. — Ont droit de coopérer à cette élection les citoyens non portés sur la liste du jury et en conformité de l'article 383 du Code d'instruction criminelle, *ibid.* — Comment sont complétées les listes électorales par une liste des citoyens les plus imposés ayant leur domicile réel dans le canton, *ibid.* — Cas dans lequel un citoyen peut se faire inscrire sur la liste des plus imposés hors de son domicile réel, 216. — Dispositions relatives à la convocation des assemblées électorales, *ibid.* — Cas dans lequel il n'y a qu'une seule assemblée et où elle est divisée en plusieurs sections, *ibid.* — A qui est dévolue la présidence dans l'un et l'autre cas, 217. — Attributions du président, *ibid.* — Défense de se présenter armé dans l'assemblée, *ibid.* — Par qui sont remplies les fonctions de scrutateurs, *ibid.* — Conditions à remplir pour être admis à voter, *ibid.* — Serment à prêter avant le premier vote, 218. — Comment chaque électeur écrit et dépose son bulletin, *ibid.* — Comment doit être disposé le bureau pendant le dépouillement du scrutin,

ibid. — Inscription des votants, *ibid.* — Nombre de votants et majorité nécessaires pour qu'il y ait élection, *ibid.* — A qui est acquise l'élection en cas de partage, 219. — Formalités à observer pour le dépouillement du scrutin dans l'assemblée et dans les sections qui en dépendent, *ibid.* — Pendant combien de temps le scrutin reste ouvert, 219. — Le bureau statue provisoirement sur les difficultés qui s'élèvent, *ibid.* — Combien de jours au plus peuvent durer les opérations électorales, 220. — Dispositions relatives à la transmission des procès-verbaux et aux réclamations auxquelles les opérations des assemblées peuvent donner lieu, *ibid.* — Cas dans lequel le recours devant le conseil d'état est suspensif, 221. — L'appel interjeté par le préfet n'est pas suspensif, *ibid.*

Dispositions transitoires. Époque à laquelle devra avoir lieu la première élection de ces conseils, 221. — Le tableau des réunions de cantons leur est communiqué, et les observations auxquelles il pourrait donner lieu seront distribuées aux chambres, *ibid.* — La présente loi n'est pas applicable au département de la Seine, *ibid.* — Tableau des circonscriptions électorales, 223 à 249 (*loi du 22 juin 1833*, n° 444).

CONTRIBUTIONS directes. La perception en est autorisée pour les mois d'avril et de mai, 43 (*loi du 20 mars 1833*, n° 195).

CONTRÔLE. Voyez *Caisse* publiques.

CRÉANCIERS. Voyez *Liste civile* (ancienne).

CRÉDITS. Nouveau crédit provisoire ouvert aux ministres pour les dépenses ordinaires et extraordinaires des mois d'avril et mai 1833, 43 (*loi du 20 mars 1833*, n° 195). — Crédits supplémentaires et extraordinaires sur l'exercice 1832, 143. — Tableaux de leur répartition entre les différents départements du ministère, 146, 147. — Application de l'article 152 de la loi du 23 mars 1817 aux suppléments de crédits demandés par les ministres, 144. — Les ordonnances qui, en l'absence des chambres, ouvrent des crédits supplémentaires, ne sont exécutoires pour le ministre des finances qu'autant qu'elles sont rendues sur l'avis du conseil des ministres, et elles doivent être insérées au Bulletin des lois, 144. — Elles sont réunies en un seul projet de loi pour être soumises à la sanction des chambres, *ibid.* — Abrogation de l'article 21 de la loi du 27 juin 1819, *ibid.* — Tout crédit extraordinaire pour un service non prévu au budget doit former un chapitre particulier du compte général, *ibid.* — Les crédits supplémentaires seront votés et justifiés par articles, 145 (*loi du 24 avril 1833*, n° 224). Voyez *Armée*, *Bastille*, *Condamnés politiques*, *Dépenses secrètes*, *Indemnités*, *Liste civile* (ancienne), *Orphelins*, *Pêche de la morue*, *Pensions*, *Pensions militaires*, *Récompenses nationales*, *Réfugiés*.

CULTES protestants. Voyez *Budget de 1834*, *Dépenses*.

CUMUL. Voyez *Bastille*, *Pensions*.

CUVIER. Voyez *Livres et manuscrits*.

D

DÉGRÈVEMENT. Voyez *Budget de 1834*, *Recettes*.

DÉPARTEMENT de la Manche. Voyez *Canaux*.

DÉPENSES secrètes. Crédit extraordinaire ouvert au ministre de l'intérieur pour complément de dépenses secrètes de l'année 1833, 63 (*loi du 12 avril 1833*, n° 205).

DOUZIÈMES provisoires. Voyez *Contributions, Crédits, Impôts*.

DROITS civils et politiques. Voyez *Colonies*.

E

EAUX minérales. Voyez *Budget de 1833, Recettes*.

ECCLÉSIASTIQUE. Nul ecclésiastique ne peut toucher son traitement s'il n'exerce pas de fait dans la commune qui lui a été désignée, 91 (*loi du 23 avril 1833*, n° 213).

ÉMIGRÉS. Voyez *Budget des recettes 1833*.

EMPRUNT. Autorisation accordée au département des Landes pour contracter un emprunt exclusivement applicable à l'entretien et à l'achèvement des routes départementales actuellement classées, 61 (*loi du 10 avril 1833*, n° 203). — Aux villes de Moulins, du Mans et d'Amiens, 163 (*lois du 29 avril 1833*, n° 229). — Le ministre des finances est autorisé à garantir au nom du trésor de France l'emprunt qui sera contracté par le gouvernement de la Grèce, 205 (*loi du 14 juin 1833*, n° 234). — Autorisation accordée aux villes de Dieppe, de Castres et de Nîmes de contracter des emprunts, 329 (*lois du 27 juin 1833*, n° 245); — aux villes de Nevers et de Versailles, 337 (*lois du 28 juin 1833*, n° 247); — au département du Bas-Rhin, 349 (*loi du 29 juin 1833*, n° 252). Voyez *Caisse d'amortissement*.

ENCOURAGEMENT des sciences et des lettres. Voyez *Ministres*.

ENGAGEMENTS volontaires. Voyez *Armée*.

ENTREPÔTS à domicile. Voyez *Budget de 1834, Recettes*.

EPIDÉMIE. Voyez *Choléra*.

ENVOIS d'argent. Voyez *Postes*.

ÉVÉNEMENTS de l'Ouest. Voyez *Pensions*.

EXPORTATIONS. Voyez *Sucres*.

EXPROPRIATION pour cause d'utilité publique. Elle s'opère par autorité de justice, 305. — Elle ne peut être prononcée qu'autant que l'utilité en a été constatée dans les formes prescrites par la loi, *ibid.* — En quoi consistent ces formes, *ibid.* — L'expropriation n'est applicable qu'après que les parties intéressées ont été à même d'y fournir leurs contredits, 306. — Travaux qui ne peuvent être exécutés qu'en vertu d'une loi, *ibid.* — Travaux qui peuvent être autorisés par une ordonnance, *ibid.* — Le plan parcellaire des propriétés qui doivent être cédées pour cause d'utilité publique sont déposés pendant huit jours à la mairie, *ibid.* — Ce délai ne court qu'à dater de l'avertissement donné aux parties intéressées, lequel est publié, affiché etc., 307. — Composition de la commission qui, à l'expiration de ce délai, se réunit pour recevoir les observations des propriétaires, lesquels ne peuvent en faire partie, *ibid.* — Délai dans lequel cette commission doit avoir terminé ses opérations dont le procès-verbal est transmis à la préfecture où il reste déposé pendant huitaine, 308. — Arrêté du préfet qui détermine les propriétés qui doivent être cédées, *ibid.* — En cas de modification du traité, l'administration supérieure prononce, et sa décision est définitive et sans recours au conseil d'état, *ibid.*

— Dérégation aux dispositions précédentes dans les cas où l'expropriation serait demandée par une commune et dans un intérêt purement communal, 308. — Comment il est procédé à défaut de conventions amiables avec les propriétaires, 309. — Le jugement qui prononce l'expropriation commet un des membres du tribunal pour remplir les fonctions de directeur du jury chargé de fixer l'indemnité, *ibid.* — Extrait de ce jugement est affiché et inséré dans l'un des journaux de l'arrondissement et du chef-lieu du département, *ibid.* — Forme dans laquelle la notification de ce jugement et toutes les autres notifications prescrites par cette loi sont faites aux propriétaires, *ibid.* — Transcription du jugement au bureau des hypothèques, 310. — Délai dans lequel les privilèges et hypothèques antérieurs au jugement doivent être inscrits, à défaut de quoi l'immeuble exproprié en sera affranchi, *ibid.* — Les créanciers inscrits n'ont point la faculté de surenchérir, *ibid.* — Les actions en résolution, en revendication et toutes autres actions réelles ne peuvent arrêter l'expropriation, *ibid.* — Ces dispositions sont applicables aux contrats passés dans le cas de conventions amiables, *ibid.* — Dispositions relatives au pourvoi en cassation contre le jugement qui ne peut être attaqué que par cette voie, 311. — Délai dans lequel le propriétaire est tenu de faire connaître au directeur du jury les fermiers locataires, etc., qui ont des droits à faire valoir, sans quoi il reste seul chargé des indemnités qu'ils pourraient réclamer, 311. — Les autres intéressés doivent, à peine de déchéance, se faire connaître dans le même délai au magistrat directeur du jury, *ibid.* — Les dispositions relatives aux propriétaires et à leurs créanciers sont applicables à l'usufruit et à ses créanciers, *ibid.* — L'administration notifie à qui de droit les sommes qu'elle offre pour indemnité, 312. — Délai dans lequel les parties intéressées doivent déclarer leur acceptation ou indiquer le montant de leurs prétentions, *ibid.* — Comment les tuteurs, maris et autres personnes qui n'ont pas qualité pour aliéner un immeuble peuvent se faire autoriser à accepter valablement les offres de l'administration, *ibid.* — Par qui les offres sont acceptées s'il s'agit de biens appartenant à des départements, à des communes ou à des établissements publics, *ibid.* Dans ce dernier cas et dans le précédent le délai sera d'un mois, *ibid.* — Mode de procéder au règlement des indemnités dans le cas où les offres de l'administration ne sont point acceptées, 313. — Formation des listes des personnes parmi lesquelles sont choisis les membres du jury spécial appelé à régler les indemnités, *ibid.* — Ce choix est dévolu aux cours royales et aux tribunaux du chef-lieu judiciaire, *ibid.* — Désignation des personnes qui ne peuvent être choisies, 314. — Les septuagénaires sont dispensés des fonctions de juré, *ibid.* — Amende encourue par tout juré qui manque à l'une des séances ou refuse de prendre part à la délibération, *ibid.* — Dispositions relatives au remplacement des jurés rayés de la liste pour cause d'empêchement, etc., *ibid.*; — aux récusations à exercer par l'administration et par les parties intéressées, 315. — Le jury n'est constitué que lorsque les douze jurés sont présents, et ne peut délibérer qu'au nombre de neuf au moins, *ibid.* — Serment prêté par chaque juré, *ibid.* — Dispositions relatives à l'instruction de l'affaire et à l'audition des parties, *ibid.* — La discussion est publique, 316. — Comment est prise la délibération du jury qui fixe l'indemnité, *ibid.* — Cas dans lesquels les dépens sont supportés par les parties ou par l'administration, ou com-

pensés, *ibid.* — Le magistrat directeur du jury taxe les dépens dont le tarif sera déterminé par un règlement d'administration publique, 317. — La décision du jury ne peut être attaquée que par la voie du recours en cassation et dans un délai de quinze jours, *ibid.* — Comment il est procédé lorsqu'une décision a été cassée, 318. — Le jury ne peut se séparer qu'après avoir réglé les indemnités dont la fixation lui a été déferée, *ibid.* — Les jurés qui auront fait le service d'une session ne seront point portés sur le tableau de l'année suivante, *ibid.* — Règles à suivre pour la fixation de l'indemnité, *ibid.* — Dispositions relatives au paiement des indemnités, 320. — Comment sont passés les actes relatifs à l'acquisition des terrains, *ibid.* — Les significations et notifications peuvent être faites tant par huissier que par tout agent dont les procès-verbaux font foi en justice, 321. — Les plans, procès-verbaux, etc., sont visés pour timbre et enregistrés gratis, *ibid.* — En cas d'acceptation des offres de l'administration, le montant de l'indemnité devra, si le propriétaire l'exige, être versé à la caisse des dépôts et consignations, *ibid.* — Les anciens propriétaires de terrains acquis pour cause d'utilité et qui n'ont pas reçu cette destination peuvent en demander la remise, et le prix en est fixé à l'amiable ou par le jury, 321. — Cette faculté n'est point applicable aux terrains acquis sur la réquisition du propriétaire, conformément à l'article 50, 322. — Les concessionnaires des travaux publics exercent tous les droits conférés à l'administration, et sont soumis à toutes les obligations imposées par la présente loi, 322. — Les contributions de la portion d'un immeuble cédé continuent à être comptées pendant un an au propriétaire pour former son cens électoral, *ibid.* — Les formalités prescrites par les titres I et II ne sont point applicables aux travaux militaires et aux travaux de la marine royale, *ibid.* — L'expropriation ou l'occupation pour travaux de fortifications continuent d'avoir lieu conformément à la loi du 30 mars 1831, mais si les offres de l'administration ne sont point acceptées, l'indemnité est réglée conformément à la nouvelle loi, dont les articles 16, 17, 18 et 20, ainsi que le titre VI, sont aussi applicables aux expropriations pour fortifications, 323. — Abrogation de la loi du 8 mars 1810, *ibid.* — Époque à laquelle la nouvelle loi sera obligatoire, *ibid.* — Dispositions concernant les instances dont les tribunaux seront saisis à cette époque et faculté accordée aux parties de demander, avant le jugement, que l'indemnité soit fixée conformément à la présente loi, *ibid.* (loi du 7 juillet 1833, n° 241).

F

FANAUX. Voyez *Travaux publics*.

FARINES. Voyez *Grains*.

FONDS. Voyez *Choléra, Indemnités, Orphelins, Récompenses nationales*.
FRAIS de premier établissement. Voyez *Ministres*.

G

GARDE nationale. Prorogation de la suspension de l'organisation de la garde nationale dans les communes de Corte (Corse), d'Arles et de Tarascon (Bouches-du-Rhône), 55 (loi du 3 avril 1833, n° 199). Voyez *Budget de 1834, Dépenses*.

GARDES nationaux. Voyez *Pensions*.

GRAINS. La perception des droits d'entrée et de sortie sur les grains et farines continuera à être effectuée jusqu'à la révision des tarifs, 139 (*loi du 26 avril 1833*, n° 222).

GRÈCE. Voyez *Emprunt*.

H

HAVRE. Voyez *port du*.

I

IMPORTATION. Voyez *Sucres*.

IMPOSITIONS extraordinaires. Autorisation de s'imposer extraordinairement accordée aux départements de l'Ariège et de la Charente-Inférieure, 47; — des Côtes-du-Nord, de la Gironde et du Loiret, 48; — de Maine-et-Loire, de la Manche et du Puy-de-Dôme, 49; — de la Moselle et des Basses-Pyrénées, 50; — de Seine-et-Marne et Seine-et-Oise, 51 (*lois du 17 mars 1833*, n° 196); — au département des Landes, 61 (*loi du 10 avril 1833*, n° 203); — à la ville de Caen, 62 (*loi du 10 avril 1833*, n° 204); — aux départements de la Creuse, 80; — de la Drôme, d'Indre-et-Loire et de la Mayenne, 81; — de la Nièvre et de l'Orne, 82; — de Tarn-et-Garonne et des Vosges, 83 (*lois du 15 avril 1833*, n° 210); — de l'Hérault, 158; — de la Mayenne et d'Ille-et-Vilaine, 159; — du Loiret et du Rhône, 160 (*lois du 29 avril 1833*, n° 228); — aux villes de Bordeaux, 161; — d'Aix et de Lille, 162 (*lois du 29 avril 1833*, n° 229); — aux villes d'Orléans et d'Elbeuf, 331 (*lois du 27 juin 1833*, n° 245); — aux départements du Calvados et d'Eure-et-Loir, 332; — d'Indre-et-Loire et du Jura, 333; — du Loiret, de la Marne et de la Mayenne, 334; — du Tarn et de la Vendée, 335 (*lois du 28 juin 1833*, n° 246); — à la ville de Lyon, 337 (*loi du 28 juin 1833*, n° 247); — aux départements de la Charente, des Côtes-du-Nord et de la Dordogne, 339; — de la Meurthe et du Nord, 340; — de la Vienne, 341; — de la Haute-Vienne, 342; — de l'Yonne, 343 (*lois du 28 juin 1833*, n° 248); — de l'Aveyron, 344 (*loi du 28 juin 1833*, n° 249).

IMPÔTS indirects. La perception en est autorisée jusqu'au 1^{er} juin, 43 (*loi du 20 mars 1833*, n° 195).

INDEMNITÉS. Crédits applicables aux indemnités liquidées ou à liquider en faveur des personnes dont les propriétés ont souffert par suite des événements de juillet à Paris et dans les départements, 58. — A l'avenir, il ne sera plus reçu aucune réclamation à ce sujet, 59 (*loi du 3 avril 1833*, n° 202). Voyez *Budget des recettes, Colons de Saint-Domingue*.

INSTRUCTION primaire. Elle est élémentaire ou supérieure, 261. — Connaissances comprises dans l'instruction élémentaire et dans l'instruction supérieure, *ibid.* — Le vœu des familles est toujours suivi en ce qui concerne l'instruction religieuse, 252. — L'instruction élémentaire est ou privée ou publique, *ibid.* — Pièces à produire pour exercer la profession d'instituteur primaire, *ibid.* — Nature des condamnations qui rendent incapables de tenir école, *ibid.* — Amendes et peines encourues par quiconque aura ouvert une école en contravention de la loi, 253. — Cas dans

lesquels tout instituteur privé peut être traduit devant le tribunal de l'arrondissement et interdit temporairement ou à toujours, *ibid.* — Mode de procéder en ce cas, *ibid.* — Dispositions concernant les écoles primaires publiques, 253. — Toute commune est tenue, soit par elle-même, soit en se réunissant à des communes voisines, d'entretenir une école élémentaire, 254. — Cas dans lequel des écoles communales affectées à l'un des cultes reconnus par l'État pourroient être autorisées, *ibid.* — Les communes, chefs-lieux de département et celles dont la population excède six mille âmes ont en outre une école primaire supérieure, *ibid.* — Tout département est tenu d'entretenir une école normale, *ibid.* — Local et traitement à fournir à tout instituteur communal, *ibid.* — Comment il est pourvu à ces dépenses, 255. — Rétribution mensuelle attribuée à l'instituteur communal en sus du traitement fixe, *ibid.* — Mode de perception de cette rétribution, 256. — Admission gratuite dans l'école élémentaire des élèves désignés par le conseil municipal comme ne pouvant payer la rétribution, *ibid.* — Admission gratuite dans l'école supérieure des élèves désignés par le comité d'instruction primaire, 256; — Établissement de caisses d'épargnes et de prévoyance en faveur des instituteurs primaires communaux, au moyen de retenues sur leur traitement, *ibid.* — Composition du comité local de surveillance établi près de chaque école communale, 257. — Cas dans lequel ce comité peut être dissous et remplacé par un comité spécial, *ibid.* — Composition des comités d'arrondissement, 258. — Réunion mensuelle des comités, mode de leurs délibérations et durée des fonctions des notables qui en font partie, 259. — Attributions du comité communal, *ibid.*; — du comité d'arrondissement, 260. — Comment il est procédé par ce comité contre un instituteur inculpé, *ibid.* — Création de commissions d'instruction primaire dont les membres sont nommés par le ministre de l'instruction publique, 261. — Attributions de ces commissions, *ibid.* — Les examens qu'elles font subir ont lieu publiquement (*loi du 28 juin 1833, n° 236*).

J

JOURNÉES de juillet. Voyez *Indemnités, Monuments, Orphelins, Récompenses nationales*.

JOURNÉES de juin 1832. Voyez *Pensions*.

L

LÉGION d'honneur. Publication annuelle, à la suite du budget de la Légion d'honneur, de la liste des élèves admises dans les maisons d'éducation de la Légion, 90 (*loi du 23 avril 1833, n° 213*).

LETTRES de naturalisation. Voyez *Naturalisation*.

LIGNES télégraphiques. Voyez *Budget de 1834, Dépenses*.

LISTE civile (ancienne). Crédit ouvert pour continuer le paiement des créanciers de l'ancienne liste civile, 262; — et pour secours aux pensionnaires les plus nécessiteux de cette liste, *ibid.* — Présentation, à la prochaine session, des paiements faits en vertu de ces crédits, et distribution de la liste des personnes qui auront reçu des secours, 263 (*loi du 28 juin 1833, n° 237*).

LIVRES et manuscrits. Crédit ouvert pour l'acquisition, au nom et pour le compte de l'État, de la bibliothèque de feu *George Cuvier*, 127 (*loi du 24 avril 1833*, n° 217). — Crédit ouvert pour l'acquisition, au nom et pour le compte de l'État, des manuscrits, dessins et livres annotés de feu *Champollion jeune*, 128 (*loi du 24 avril 1833*, n° 218). Voyez *Pensions*.

LOGEMENT. Il n'en peut être concédé ou maintenu dans des bâtiments de l'État qu'en vertu d'une ordonnance royale, 92. — État annuel des logements concédés à joindre à la loi des dépenses, *ibid.* (*loi du 23 avril 1833*, n° 213).

M

MANUSCRITS. Voyez *Livres*.

MARCHÉS. Comment devront être réglées les formalités à suivre dans les marchés passés au nom du Gouvernement, 7. — État sommaire des marchés de cinquante mille francs et au-dessus à fournir annuellement aux Chambres, *ibid.* — Doivent être portés sur cet état les marchés qui s'élèveraient ensemble, pour des objets de même nature, à cinquante mille francs et au-dessus, *ibid.* (*loi du 31 janvier 1833*, n° 190).

MÉLASSES. Voyez *Sucres*.

MINES. Compte annuel à présenter aux Chambres, des travaux métallurgiques, minéralogiques et géologiques exécutés, dirigés ou surveillés par les ingénieurs des mines, 90 (*loi du 23 avril 1833*, n° 213).

MINISTRES. Renseignements que devra contenir le compte du ministre chargé de la distribution des fonds consacrés à l'encouragement des sciences et des lettres pour en justifier l'emploi, 7. — Aucune somme ne peut être allouée aux ministres à titre de frais de premier établissement que par exception et en vertu d'une ordonnance nominative et motivée, *ibid.* (*loi du 31 janvier 1833*, n° 190). — Nouvelle division des chapitres xi et xxxiv du budget du ministre du commerce et des travaux publics, le premier en trois chapitres, et le second en deux, 91. — L'article 3 du chapitre vi du budget de la guerre, relatif aux fourrages, formera un chapitre spécial, 91 (*loi du 23 avril 1833*, n° 213). Voyez *Crédits*.

MONUMENTS. Somme affectée à la dépense du monument à ériger sur la place de l'ancienne bastille en l'honneur des citoyens morts pour la patrie dans les journées des 27, 28, et 29 juillet, 35. — Ce crédit sera porté au budget du ministère du commerce et des travaux publics, *ibid.* (*loi du 9 mars 1833*, n° 192). Voyez *Travaux publics*.

N

NATURALISATION. Lettres de grande naturalisation accordées par le Roi à M. le comte *Reinhard*, et vérifiées et transcrites sur les registres de la Chambre des Pairs et de la Chambre des Députés, 36 (*6 mars 1833*, n° 193); — à M. de *Vischer*, comte de *Celles*, 37 (*6 mars 1833*, n° 194).

NAVIGATION. Voyez *Canaux*.

O

ORPHELINS. Nouveau crédit ouvert pour le service des pensions accordées aux orphelins des victimes de juillet, 86 (*loi du 3 avril 1833*, n° 200).
ORPHELINES. Voyez *Pensions*.

P

PÊCHE. Voyez *Canaux*.

PÊCHE de la morue et de la baleine. Crédit supplémentaire destiné au paiement des primes accordées pour cette pêche, 85. — Les introductions de morues sèches de pêche française sur les côtes du Sénégal jouiront des primes accordées par l'article 5 de la loi du 22 avril 1832, *ibid.* (*loi du 21 avril 1833*, n° 211).

PENSIONS. Il est accordé des pensions aux gardes nationaux blessés et aux veuves, enfants, orphelins, sœurs et ascendants de ceux qui auront succombé dans les derniers événements de l'Ouest et dans les journées de juin, 86. — Quotité et mode de liquidation de ces pensions, 87. — Crédit ouvert pour leur inscription, *ibid.* — Elles ne sont point assujetties aux lois prohibitives du cumul, *ibid.* (*loi du 21 avril 1833*, n° 212). — Pension de six mille francs accordée à la veuve de *George Cuvier*, 127 (*loi du 24 avril 1833*, n° 217). — Pension de trois mille francs accordée à la veuve de *Champollion jeune*, 129 (*loi du 24 avril 1833*, n° 218).
 Voyez *Bastille*, *Livres et manuscrits*.

PENSIONS militaires. Crédit extraordinaire pour servir à l'inscription des pensions à liquider au-delà des crédits fixés par la loi du 20 juin 1827, 75. — Il ne sera point payé d'arrérages antérieurs au 1^{er} janvier 1832, *ibid.* — Chapitre spécial à ajouter au budget du ministère de la guerre, et destiné à faire connaître les besoins que nécessitera l'inscription des pensions militaires, 76. — Crédit ouvert annuellement au ministère des finances pour le paiement de ces pensions, jusqu'à concurrence des deux tiers du crédit éventuel ouvert au ministre de la guerre, *ibid.* — A partir de 1834, il ne pourra être imputé sur ces crédits annuels que les pensions accordées dans le cours de l'année pour laquelle chaque crédit aura été alloué, *ibid.* — Compte à rendre des portions de crédit annulées faute d'emploi, *ibid.* — Les pensions et secours ne peuvent donner lieu au rappel de plus de trois années d'arrérages antérieurs à la date de l'insertion au Bulletin des lois des ordonnances de concession, *ibid.* — Délai dans lequel tout militaire, veuve ou orphelin doit se pourvoir en liquidation auprès du ministre de la guerre, *ibid.* (*loi du 17 avril 1833*, n° 208).

PHARES. Voyez *Travaux publics*.

PORT du Havre. Les dispositions de la loi du 28 juin 1829, portant création d'un droit spécial au Havre pour l'achèvement de ce port, cesseront d'avoir leur effet à l'égard des navires exclusivement chargés de bois de sapin, 345 (*loi du 29 juin 1833*, n° 250).

POSTES. Délai au-delà duquel les sommes versées aux caisses des agents des postes, et non réclamées par les ayant-droit, sont définitivement acquises

à l'État, 32. — Cette disposition doit être insérée dans les récépissés délivrés au public, *ibid.* (loi du 31 janvier 1833, n° 191).

PROPRIÉTÉS immobilières de l'État. Voyez Budget.

R

RÉCÉPISSÉS. Voyez *Caisses publiques, Postes.*

RÉCOMPENSES nationales. Fixation définitive de la somme affectée à ce service pour l'exercice 1831, 57. — Transport à l'exercice 1832 de la somme non employée sur l'exercice 1831, *ibid.* (loi du 3 avril 1833, n° 201).

RÉFUGIÉS étrangers. Prorogation, jusqu'au 21 avril 1834, de la loi du 21 avril 1832, relative à ces réfugiés, 73 (loi du 16 avril 1833, n° 207). — Crédits supplémentaires pour secours aux étrangers réfugiés, 137 (loi du 26 avril 1833, n° 221).

RENTES. Voyez Budgets, Caisse d'amortissement, Caisses publiques, Travaux publics.

ROUTES. Voyez Emprunt.

ROUTES royales. Voyez Travaux publics.

ROUTES stratégiques. Voyez Travaux publics.

S

SALINES. Voyez Budget des recettes.

SEL. L'escompte des droits sur le sel sera alloué pour les perceptions s'élevant au moins à trois cents francs, 92. — Les obligations cautionnées continueront à n'être admises que pour des perceptions excédant six cents francs, *ibid.* (loi du 23 avril 1833, n° 213).

SOCIÉTÉS. Voyez Actes de société.

SUCRES. Tarif des sucres à l'importation, 131. — Époque à partir de laquelle les droits sur les sucres blancs de Bourbon des Antilles et de la Guiane seront élevés de dix francs par cent kilogrammes, 132. — Conditions à remplir pour obtenir, à la sortie du sucre raffiné, du sucre candi et de la mélasse, le remboursement des droits payés à l'importation des sucres français bruts autres que blancs, *ibid.* — Primes accordées à l'exportation des sucres raffinés et mélasses, *ibid.* — Époque à laquelle le remboursement des droits aura lieu, et fixation des primes allouées jusqu'à cette époque, *ibid.* — Réduction de la tare allouée aux sucres raffinés en pains exportés, 133. — Abrogation de toutes dispositions antérieures contraires à celles qui précèdent, *ibid.* (loi du 26 avril 1833, n° 219).

T

TRAVAUX publics. Crédit ouvert pour l'achèvement des monuments de la capitale, 265. — Désignation de ces monuments, *ibid.* — Il sera statué par une loi spéciale sur les dépenses de reconstruction de la bibliothèque royale, 266. — Crédit ouvert pour achever les travaux de canalisation entrepris en vertu des lois des 5 août 1821 et 14 août 1822, *ibid.* — Sommes affectées à l'achèvement des lacunes des routes royales et à l'entretien de ces routes, *ibid.* — Établissement de routes stratégiques dans les départe-

tements de l'Ouest, *ibid.* — Sont comprises dans le système des routes stratégiques les routes de Poitiers à Nantes et de Saumur à la Rochelle, *ibid.* — Les travaux de ces routes sont assimilés aux travaux militaires, 267. — Par qui doivent être supportés les frais d'entretien, et crédit affecté à l'exécution de ces routes, *ibid.* — Crédit ouvert pour l'achèvement du système des phares et fanaux, *ibid.* — Somme consacrée à des études de chemins de fer, 267. — Les fonds consacrés annuellement aux divers travaux ci-dessus mentionnés seront l'objet d'un budget spécial, *ibid.* — La portion de crédits non employée pourra être reportée à l'exercice suivant, 268. — Adjudication, avec publicité et concurrence, de la somme de rentes nécessaire pour réaliser le capital affecté à ces travaux, *ibid.* — Comment ces rentes seront amorties, *ibid.* — Radiation, à compter du 22 septembre 1833, de cinq millions de rentes sur celles rachetées par la caisse d'amortissement, *ibid.* — Fonds alloués pour l'exercice 1833 sur les crédits ci-dessus, *ibid.* — Compte annuel à rendre aux Chambres de la situation des travaux, 269. — Il n'est accordé aux architectes aucun honoraire ni indemnité pour les dépenses qui excéderont les devis, *ibid.* (loi du 27 juin 1833, n° 238).

TÉLÉGRAPHE. Voyez *Lignes télégraphiques*.

TRÉSOR public. Voyez *Caisses publiques*.

TRIBUNAUX de commerce. Voyez *Actes de société*.

TROIS pour cent. Voyez *Budget des recettes*.

V

VENDÉE. Voyez *Pensions*.

VEUVES. Voyez *Pensions*.

VOIRIE. Voyez *Budget des recettes*.

VOITURES publiques. Voyez *Budget de 1834, Recettes*.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DES ORDONNANCES, 1^{re} SECT.

À PARIS, DE L'IMPRIMERIE ROYALE.

AOÛT 1833.

